

Fondements et perspectives pour une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive

Expertise, facteurs d'influence et état des lieux

À l'intention de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS)



Julia Gerodetti, Rahel Heeg, Stefan Schnurr, Martina Gerngross, Lukas Fellmann, Kay Biesel

Rapport final, octobre 2024

Contact

Julia Gerodetti, master en travail social
Collaboratrice scientifique
Institut Kinder- und Jugendhilfe
Hochschule für Soziale Arbeit
Fachhochschule Nordwestschweiz
Hofackerstrasse 30
4132 Muttenz
T +41 61 228 59 31
julia.gerodetti@fhnw.ch

Éditeur

Hochschule für Soziale Arbeit FHNW

Illustration

Générée à l'aide de l'IA (ChatGPT)

Copyright

Ce document est publié sous licence Creative Commons (CC BY-NC 4.0).



Citation

Gerodetti, Julia/Heeg, Rahel/Schnurr, Stefan/Gerngross, Martina/Fellmann, Lukas/Biesel, Kay (2024). Fondements et perspectives pour une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive : expertise, facteurs d'influence et état des lieux. Rapport final à l'intention de la CDAS. Muttenz : Hochschule für Soziale Arbeit FHNW.

Traduction

Pour des questions de ressources, seuls le résumé, les parties 1 et 2 et la conclusion du rapport final ont été traduits en français.

Financement

Avec le soutien financier de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) et de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS).

Résumé

Le rapport « Fondements et perspectives pour une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive - expertise, facteurs d'influence et état des lieux » est subdivisé en trois parties.

La première partie du rapport décrit un modèle normatif pour une *politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive*. Le modèle a été élaboré avec la participation de différents experts. Il systématise les conditions-cadres favorisant une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive et décrit les offres en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse qui sont nécessaires pour assurer la protection, l'encouragement et la participation des enfants et des jeunes. Les *conditions-cadres* pour une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive comprennent l'ancrage juridique, des moyens financiers et des modèles de financement adéquats, la planification de la politique de l'enfance et de la jeunesse, la gestion de la qualité et la surveillance, la coordination et la collaboration entre les différents acteurs, le partage d'informations et de connaissances, le soutien à la politique communale de l'enfance et de la jeunesse ainsi que des structures adéquates dans l'administration cantonale. Les *offres* pour les enfants, les jeunes, les parents et les familles comprennent les prestations de base et les tâches transversales de l'aide à l'enfance et à la jeunesse, les programmes et projets thématiques, les offres de la société civile dans les clubs de loisirs et les associations et les différents formats de participation des enfants et des jeunes.

La deuxième partie du rapport décrit les facteurs qui, du point de vue des cantons, peuvent favoriser ou au contraire limiter une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive et tournée vers l'avenir, sur la base de données empiriques issues d'entretiens en groupes de discussion avec des personnes clés de neuf cantons.

La troisième partie du rapport dresse un aperçu général de la situation actuelle de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans les 26 cantons et de son évolution au cours des dix dernières années sur la base des données empiriques d'une enquête standardisée réalisée au printemps 2024. L'état des lieux décrit les domaines de responsabilité et les structures de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans les cantons.

Les conclusions du rapport seront utilisées pour la révision des *recommandations pour le développement de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans les cantons* de la CDAS (2016). Ces recommandations doivent contribuer à renforcer l'égalité de l'accès aux offres du domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse en Suisse.

Le contenu du rapport permet en outre aux cantons de contextualiser et de situer leurs propres structures et activités par rapport à l'objectif d'une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive. En outre, il est possible de dégager à partir des résultats des thèmes clés pour les échanges intercantonaux, qui peuvent ainsi être traités de manière systématique dans un cadre coopératif. Le modèle de politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive définit des notions centrales qui, jusqu'à présent, étaient comprises de différentes façons en raison de la structure fédérale et du plurilinguisme de la Suisse. Le rapport pose ainsi les bases d'une compréhension commune à l'échelle nationale de la politique de l'enfance et de la jeunesse.

Sommaire

Introduction	10
1 Situation initiale et objectifs	11
2 Méthodologie	12
2.1 Démarche suivie pour le sous-projet 1	12
2.2 Démarche suivie pour le sous-projet 2	13
2.3 Démarche suivie pour le sous-projet 3	13
3 Contexte et définitions	15
3.1 Contexte	15
3.2 Définition de la politique de l'enfance et de la jeunesse	16
3.3 Définition de l'aide à l'enfance et à la jeunesse	17
Première partie : modèle d'une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive	18
4 Vue d'ensemble du modèle d'une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive	19
5 Conditions-cadres nécessaires à une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive	21
5.1 Domaines de compétence	21
5.1.1 Ancrage juridique	21
5.1.2 Moyens financiers et modèles de financement	22
5.1.3 Planification de la politique de l'enfance et de la jeunesse	22
5.1.4 Gestion de la qualité et surveillance	26
5.1.5 Coordination et collaboration	27
5.1.6 Partage d'informations et de connaissances	28
5.1.7 Soutien à la politique communale de l'enfance et de la jeunesse	29
5.2 Structures	29
5.2.1 Services spécialisés	30
5.2.2 Commissions spécialisées	30
6 Les offres d'une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive	31
6.1 Aide à l'enfance et à la jeunesse	32
6.1.1 Prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse	35
6.1.1.1 Prestations d'encouragement/promotion générales	35
6.1.1.2 Prestations de conseil et de soutien	38
6.1.1.3 Aides à l'éducation	41
6.1.2 Tâches transversales : organisation de l'aide et gestion individualisée	44
6.2 Programmes et projets thématiques	46
6.3 Offres de la société civile dans les clubs de loisirs et les associations	47
6.4 Formats de participation des enfants et des jeunes	48
6.4.1 Participation politique des enfants et des jeunes	49
6.4.2 Participation des enfants et des jeunes aux offres relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse	51
Partie 2 : facteurs favorisant ou freinant la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse	53
7 La complexité et la diversité, caractéristiques de la politique de l'enfance et de la jeunesse	54

8	Facteurs d'influence déterminants	55
8.1	Ancrage juridique	55
8.2	Moyens financiers	56
8.3	Planification de la politique de l'enfance et de la jeunesse	57
8.4	Gestion de la qualité et surveillance	59
8.5	Coordination et collaboration	61
8.5.1	Collaboration et coordination au sein du canton	61
8.5.2	Rapport de collaboration entre le canton et les communes	63
8.5.3	Échanges et collaboration intercantonaux	64
8.6	Partage d'informations et de connaissances	64
9	Rôle des différents acteurs	65
9.1	Politique cantonale	65
9.2	Services cantonaux	66
9.3	Commissions spécialisées cantonales	68
9.4	Confédération	69
9.5	CDAS	70
9.6	Communes	71
9.7	Enfants et jeunes	71
9.8	Associations professionnelles	72
9.9	Hautes écoles	72
Dritter Teil: Bestandesaufnahme der kantonalen Kinder- und Jugendpolitik		73
10	Verantwortungsbereiche	75
10.1	Rechtliche Grundlagen	75
10.1.1	Aktuelle Situation	75
10.1.2	Entwicklungen	77
10.1.3	Kommentierung	78
10.2	Finanzierung	79
10.2.1	Aktuelle Situation	79
10.2.2	Entwicklungen	83
10.2.3	Kommentierung	85
10.3	Kinder- und Jugendpolitikplanung	86
10.3.1	Aktuelle Situation	86
10.3.2	Entwicklungen	91
10.3.3	Kommentierung	92
10.4	Qualitätsentwicklung und Aufsicht	93
10.4.1	Aktuelle Situation	94
10.4.2	Entwicklungen	97
10.4.3	Kommentierung	98
10.5	Koordination und Zusammenarbeit	99
10.5.1	Aktuelle Situation	99
10.5.2	Entwicklungen	101
10.5.3	Kommentierung	102
10.6	Informations- und Wissenstransfer	102
10.6.1	Aktuelle Situation	102
10.6.2	Entwicklungen	104
10.6.3	Kommentierung	105
10.7	Unterstützung der kommunalen Kinder- und Jugendpolitik	105
10.7.1	Aktuelle Situation	105
10.7.2	Entwicklungen	107

10.7.3	Kommentierung	108
11	Strukturen	108
11.1	Fachstellen	108
11.1.1	Aktuelle Situation	109
11.1.2	Entwicklungen	116
11.1.3	Kommentierung	117
11.2	Fachkommissionen	119
11.2.1	Aktuelle Situation	119
11.2.2	Entwicklungen	123
11.2.3	Kommentierung	124
12	Kinder- und Jugendpartizipation	124
12.1	Aktuelle Situation	124
12.2	Entwicklungen	129
12.3	Kommentierung	131
13	Hilfeplanung und Fallführung	131
13.1	Aktuelle Situation	132
13.2	Entwicklungen	134
13.3	Kommentierung	135
	Conclusions	136
	Bibliographie	139
	Annexes	144
I.	Praxisbeispiele aus den Kantonen	144
a.	Praxisbeispiele zu rechtlichen Grundlagen	144
b.	Praxisbeispiele zur Finanzierung und Finanzierungsmodellen	145
c.	Praxisbeispiele zu themenbezogenen Programmen und Projekten	146
d.	Praxisbeispiele zur Angebotsplanung	147
e.	Praxisbeispiele zur Qualitätsentwicklung und Aufsicht	148
f.	Praxisbeispiele zu Koordination und Zusammenarbeit	149
g.	Praxisbeispiele zu Informations- und Wissenstransfer	150
h.	Praxisbeispiele zur Unterstützung der kommunalen Kinder- und Jugendpolitik	150
i.	Praxisbeispiele zu Fachstellen	151
j.	Praxisbeispiele zu Fachkommissionen	152
k.	Praxisbeispiele zur Kinder- und Jugendpartizipation	153
l.	Praxisbeispiele zur Hilfeplanung und Fallführung	153
II.	Fachstellen	155
a.	Namen der Ämter resp. Abteilungen der übergeordneten Fachstellen	155
b.	Departemente und Direktionen mit Fachstellen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik	155
c.	Namen der themenspezifischen Fachstellen	157
III.	Fachkommissionen	159
a.	Namen der kantonalen Fachkommissionen	159
IV.	Finanzierung	161
a.	Finanzierung der Leistungen und Angebot nach Kanton	161
b.	Veränderungen bei der Finanzierung von 2014 bis 2024 nach Leistungen und Kanton	188
c.	Themenbezogene Programme und Projekte	190

Liste des tableaux

Tabelle 1: Rechtliche Grundlagen in den Kantonen, in welchen im Jahr 2024 die Kinder- und Jugendpolitik oder einzelne Teilbereiche davon erwähnt werden (n = 26).	76
Tabelle 2: Leitbilder, Konzepte und Strategie im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen im Jahr 2024 (n = 26)	86
Tabelle 3: Durchführung von Bestandesaufnahmen in (einzelnen Teilbereichen) der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen während der letzten fünf Jahre (2019–2024) (n = 26)	87
Tabelle 4: Durchführung von wiederkehrenden Monitorings für (einzelne Teilbereiche) der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen während der letzten fünf Jahre (2019–2024) (n = 26)	88
Tabelle 5: Umsetzung von Strategie- oder Konzeptentwicklungsprozessen für (einzelne Teilbereiche) der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen während der letzten fünf Jahre (2019–2024) (n = 26)	89
Tabelle 6: Durchführung von Evaluationen der Strategien oder Konzepte für (Teilbereiche) der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen während der letzten fünf Jahre (2019–2024) (n = 26)	90
Tabelle 7: Verbindliche fachliche Qualitätsstandards für Teilbereich(e) der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen im Jahr 2024 (Einfachauswahl) (n = 26)	94
Tabelle 8: Empfehlungen für Teilbereich(e) der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen im Jahr 2024 (Einfachauswahl) (n = 26)	95
Tabelle 9: Verfahren zur Überwachung verbindlicher fachlicher Qualitätsstandards für Teilbereich(e) der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen im Jahr 2024 (Einfachauswahl) (n = 26)	96
Tabelle 10: Umsetzungskonzepte für Teilbereich(e) der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen im Jahr 2024 (Einfachauswahl) (n = 26)	97
Tabelle 11: Kooperationsebenen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik, auf denen der Kanton im Jahr 2024 für einen institutionalisierten Austausch sorgte (n = 26)	100
Tabelle 12: Zielgruppen, zu denen die kantonale Verwaltung einen regelmässigen Informationsfluss und Wissenstransfer über kinder- und jugendpolitische Themen im Jahr 2024 gewährleistet (n = 26)	103
Tabelle 13: Unterstützung der kommunalen Kinder- und Jugendpolitik durch Kanton (n = 26)	106
Tabelle 14: Anzahl und Typen der Fachstellen in den verschiedenen Kantonen (n = 26)	109
Tabelle 15: Anzahl und Typen der Fachkommissionen in den verschiedenen Kantonen (n = 26)	120
Tabelle 16: Formate und Instrumente der Kinder- und Jugendpartizipation auf kantonaler Ebene im Jahr 2024 (n = 26)	125
Tabelle 17: Grundlagen in den Kantonen für die Partizipation von Kindern und Jugendlichen in der Kinder- und Jugendhilfe auf drei Ebenen im Jahr 2024 (n = 26)	127
Tabelle 18: Grundlagen in den Kantonen zur Partizipation von Kindern und Jugendlichen (auf Ebene Mitwirkung und/oder Mitbestimmung) bei der Entwicklung, Umsetzung und Evaluation von themenbezogenen Programmen und Projekten im Jahr 2024 (n = 26)	128
Tabelle 19: Grundlagen im Bereich Hilfeplanung und Fallführung bei angeordneten und einvernehmlichen Leistungen im Jahr 2024 (n = 26)	132

Liste des figures

Figure 1 : modèle de politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive (représentation propre)	20
Figure 2 : modèle des phases de la planification systématique de la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse en Suisse (représentation propre d'après Gerodetti et al. 2023 : 17, et Schnurrr/Jordan/Schone 2010)	23
Figure 3 : l'aide à l'enfance et à la jeunesse en Suisse (représentation propre)	32
Abbildung 4: Einschätzung der Weiterentwicklung der rechtlichen Grundlagen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik im Kanton seit 2014 (n = 26)	77
Abbildung 5: Einschätzung zur Weiterentwicklung der rechtlichen Grundlagen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik in den nächsten fünf Jahren ab 2024 (n = 26)	78
Abbildung 6: Finanzierung der allgemeinen Förderleistungen durch Kanton und/oder Gemeinden im Jahr 2024 (n = 26)	79
Abbildung 7: Finanzierung der Beratungs- und Unterstützungsleistungen durch Kanton und/oder Gemeinden im Jahr 2024 (n = 26)	80
Abbildung 8: Finanzierung der Leistungen im Bereich Hilfen zur Erziehung durch Kanton und/oder Gemeinden im Jahr 2024 (n = 26)	80
Abbildung 9: Finanzierung der Aufgaben im Kontext des zivilrechtlichen Kindesschutzes durch Kanton und/oder Gemeinden im Jahr 2024 (n = 26)	81
Abbildung 10: Finanzierung weiterer Leistungen durch Kanton und/oder Gemeinden im Jahr 2024 (n = 26)	81
Abbildung 11: Themenbereiche, in welchen der Kanton Programme und/oder Projekte für Kinder, Jugendliche, Eltern oder Familien im Jahr 2024 (mit-)finanziert (n = 22)	82
Abbildung 12: Einschätzung der Veränderung der vom Kanton zur Verfügung gestellten finanziellen Mittel im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik im Kanton seit 2014 (n = 26)	83
Abbildung 13: Einschätzung der Veränderung der vom Kanton zur Verfügung gestellten finanziellen Mittel im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik während der nächsten fünf Jahre ab 2024 (n = 26)	84
Abbildung 14: Einschätzung der Veränderung der vom Kanton zur Verfügung gestellten finanziellen Mittel zur Förderung von Programmen und/oder Projekten für Kinder, Jugendliche, Eltern oder Familien im Kanton seit 2014 (n = 22)	84
Abbildung 15: Einschätzung der Veränderung der vom Kanton zur Verfügung gestellten finanziellen Mittel zur Förderung von Programmen und/oder Projekten für Kinder, Jugendliche, Eltern oder Familien während der nächsten fünf Jahre (n = 22)	84
Abbildung 16: Einschätzung der Veränderung der Planungs- und Steuerungstätigkeiten im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik seit 2014 (n = 26)	92
Abbildung 17: Einschätzung der Veränderung der Planungs- und Steuerungstätigkeiten im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik in den nächsten fünf Jahren ab 2024 (n = 26)	92
Abbildung 18: Einschätzung der Veränderung der Qualitätsentwicklung und Qualitätssicherung im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik seit 2014 (n = 26)	98
Abbildung 19: Einschätzung der Veränderungen im Bereich der Qualitätsentwicklung und Qualitätssicherung in den nächsten fünf Jahren ab 2024 (n = 26)	98
Abbildung 20: Einschätzung der Veränderung der Aktivitäten des Kantons zur Unterstützung des institutionalisierten Austauschs in der Kinder- und Jugendpolitik seit 2014 (n = 26)	101
Abbildung 21: Einschätzung der Veränderung der Aktivitäten des Kantons zur Unterstützung des institutionalisierten Austauschs in den nächsten fünf Jahren ab 2024 (n = 26)	102
Abbildung 22: Einschätzung der Veränderung der Aktivitäten des Kantons zur Gewährleistung des Informationsflusses in der Kinder- und Jugendpolitik seit 2014 (n = 26)	104
Abbildung 23: Einschätzung der Veränderung der Aktivitäten zur Gewährleistung des Informationsflusses in der Kinder- und Jugendpolitik in den nächsten fünf Jahren ab dem Jahr 2024 (n = 26)	104

Abbildung 24: Einschätzung der Veränderung der Aktivitäten des Kantons zur Unterstützung der kommunalen Kinder- und Jugendpolitik in den Gemeinden seit 2014 (n = 26)	107
Abbildung 25: Einschätzung der Veränderungen der Aktivitäten im Kanton zur Unterstützung der Kinder- und Jugendpolitik in den Gemeinden während der nächsten fünf Jahre ab dem Jahr 2024 (n = 26)	107
Abbildung 26: Rechtliche Grundlagen und schriftlich dokumentierte Aufgabenbeschreibungen der themenspezifischen Fachstellen (n = 20)	111
Abbildung 27: Aufgaben, die von der übergeordneten Fachstelle aktiv bearbeitet werden, nach Anzahl Kantone (n = 17)	112
Abbildung 28: Aktiv bearbeitete Themen im Bereich «allgemeine Förderleistungen», nach Anzahl Kantone (n = 20)	113
Abbildung 29: Aktiv bearbeitete Themen im Bereich «Beratungs- und Unterstützungsleistungen», nach Anzahl Kantone (n = 20)	114
Abbildung 30: Aktiv bearbeitete Themen im Bereich «Hilfen zur Erziehung», nach Anzahl Kantone (n = 20)	114
Abbildung 31: Aktiv bearbeitete Themen im Kontext des zivilrechtlichen Kinderschutzes, nach Anzahl Kantone (n = 20)	115
Abbildung 32: Aktiv bearbeitete weitere Themen und Aktivitäten, nach Anzahl Kantone (n = 20)	115
Abbildung 33: Einschätzung der Zunahme der Aufgaben und der personellen Ausstattung der Fachstellen seit 2014 (n = 25)	117
Abbildung 34: Einschätzung der Zunahme der Aufgaben und der personellen Ausstattung der Fachstellen in den nächsten fünf Jahren (n = 25)	117
Abbildung 35: Anteil der kantonalen Fachkommissionen mit gesetzlichem Auftrag und schriftlich dokumentierter Aufgabenbeschreibung (n = 53)	121
Abbildung 36: Zusammensetzung der kantonalen Fachkommissionen, nach Häufigkeit (n = 53)	121
Abbildung 37: Aufgaben der kantonalen Fachkommissionen nach Häufigkeit (n = 53)	122
Abbildung 38: Einschätzung der Entwicklungen der Aufgaben und Zuständigkeiten, Zusammensetzung und Bedeutungszuwachs der kantonalen Fachkommissionen seit 2014 (n = 19)	123
Abbildung 39: Einschätzung der Entwicklung der rechtlichen Grundlagen der Fachkommissionen seit 2014 (n = 19)	123
Abbildung 40: Einschätzung der zukünftigen Bedeutung der Arbeit der Fachkommission in den nächsten fünf Jahren ab 2024, nach Anzahl und Prozent (n = 19)	124
Abbildung 41: Einschätzung der Förderung der Partizipation von Kindern und Jugendlichen in Freizeitvereinen und Verbänden (n = 26)	129
Abbildung 42: Einschätzung der Veränderungen der Förderaktivitäten im Bereich der Kinder- und Jugendpartizipation im Kanton seit 2014 (n = 26)	130
Abbildung 43: Einschätzung der Entwicklung der Förderaktivitäten im Bereich der Kinder- und Jugendpartizipation im Kanton in den nächsten fünf Jahren (n = 26)	130
Abbildung 44: Einschätzung der zur Verfügung stehenden finanziellen Mittel für die Hilfeplanung und Fallführung im Jahr 2024 (n = 26)	133
Abbildung 45: Einschätzung der Regelungen im Bereich der Hilfeplanung und Fallführung im Jahr 2024 (n = 26)	133
Abbildung 46: Einschätzung der Veränderungen der Regelungsdichte bezüglich der Hilfeplanung und Fallführung seit 2014 (n = 26)	134
Abbildung 47: Einschätzung der Veränderungen der Regelungsdichte im Bereich der Hilfeplanung und Fallführung in den nächsten fünf Jahren ab 2024 (n = 26)	134

Introduction

Auteur-e-s : Julia Gerodetti, Rahel Heeg, Stefan Schnurr, Kay Biesel

1 Situation initiale et objectifs

Une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive doit garantir que les enfants et les jeunes puissent devenir des personnes responsables et capables de vivre en société, et elle doit les soutenir dans leur intégration sociale, culturelle et politique (cf. art. 41, al. 1, let. f et g Cst.). Elle doit également promouvoir l'égalité des chances pour tous les enfants et les jeunes en Suisse en tenant compte de leurs intérêts et de leurs besoins, indépendamment de leur sexe, de leur appartenance sociale, de leur origine ou de leur handicap (cf. Conseil fédéral suisse 2008 : 4).

Il ne fait aucun doute que la politique de l'enfance et de la jeunesse s'est sensiblement développée en Suisse au cours des 20 dernières années. À différents niveaux, tant national que cantonal et communal, des conditions-cadres ont été créées en maints endroits pour promouvoir une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive. Néanmoins, la situation reste dans l'ensemble hétérogène. Par exemple, la disponibilité de prestations destinées aux enfants et aux jeunes est variable selon les cantons et les régions (cf. OFAS 2014 : II).

En raison de la structure fédérale de la Suisse et du principe de subsidiarité, les conférences cantonales, en particulier la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS), principalement par l'intermédiaire de sa conférence technique, la Conférence pour la politique de l'enfance et de la jeunesse (CPEJ), jouent un rôle significatif pour aborder cette hétérogénéité. En effet, la CDAS fait en sorte que les cantons échangent et se coordonnent régulièrement, et elle encourage le développement des compétences. Même si elles n'ont pas un caractère contraignant pour les cantons, les recommandations qu'elle édicte constituent ici un outil précieux pour favoriser une certaine harmonisation et stimuler le débat politique et technique (cf. OFAS 2014 : 10). Dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse, les *recommandations pour le développement de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans les cantons* publiées par la CDAS en 2016 en vue de coordonner et harmoniser les offres des cantons revêtent une importance particulière. Aujourd'hui, la CDAS remplit une fonction de leader en matière de politique sociale. Dans l'intention de réviser ces recommandations de 2016, elle a confié à la Haute école de travail social FHNW un mandat comportant les trois sous-projets suivants :

Sous-projet 1 : réalisation d'une expertise technique sur les *prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse*¹ et sur les conditions-cadres permettant de mettre en place une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive. Il s'agit de définir quelles sont les *prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse* et quelles sont les structures, au sens de conditions-cadres, qui sont nécessaires pour une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse moderne et proactive².

Sous-projet 2 : réalisation d'une analyse des freins et des facteurs favorisant le développement et la mise en œuvre de la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse.

Sous-projet 3 : présentation d'une vue d'ensemble succincte et commentée de la situation actuelle et de l'évolution de la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse au cours des dix dernières années (y compris identification des lacunes et des besoins de développement actuels).

Les résultats des trois sous-projets sont documentés dans le présent rapport et doivent servir de fondements à la CDAS pour réviser et actualiser ses *recommandations pour le développement de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans les cantons* (CDAS 2016). Ils peuvent également être utilisés comme base de réflexion par les autorités administratives et politiques dans les cantons.

¹ Conseil fédéral suisse (2012). Violence et négligence envers les enfants et les jeunes au sein de la famille : aide à l'enfance et à la jeunesse et sanctions des pouvoirs publics. Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat Fehr (07.3725) du 5 octobre 2007. Berne. Voir aussi une adaptation de celui-ci sous : www.politiqueenfancejeunesse.ch/themes-et-reglementation/definitions/prestations-relevant-de-la-politique-de-lenfance-et-de-la-jeunesse

² La révision de la définition de la *politique de l'enfance et de la jeunesse* ne fait pas partie du mandat.

2 Méthodologie

2.1 Démarche suivie pour le sous-projet 1

Dans un premier temps, une analyse documentaire a été réalisée sur la base des documents et ressources suivants :

- Conseil fédéral suisse (2012). Violence et négligence envers les enfants et les jeunes au sein de la famille : aide à l'enfance et à la jeunesse et sanctions des pouvoirs publics. Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat Fehr (07.3725) du 5 octobre 2007. Berne ;
- <https://www.politiqueenfancejeunesse.ch/themes-et-reglementation/definitions> ;
- Conseil fédéral suisse (2008). Pour une politique suisse de l'enfance et de la jeunesse. Rapport du Conseil fédéral en réponse aux postulats Janiak (00.3469) du 27 septembre 2000, Wyss (00.3400) du 23 juin 2000 et Wyss (01.3350) du 21 juin 2001. Berne, Département fédéral de l'intérieur - Office fédéral des assurances sociales OFAS ;
- Conseil fédéral suisse (2021). Politique de la petite enfance. État des lieux et possibilités de développement au niveau fédéral. Rapport du Conseil fédéral en réponse aux postulats 19.3417 de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national du 12 avril 2019 et 19.3262 Gugger du 21 mars 2019 ;
- Réflexions du comité de la CPEJ sur a) le développement des prestations de base et des structures de la politique de l'enfance et de la jeunesse, et b) l'ancrage de la participation des enfants et des jeunes au sein des administrations cantonales, avec un recueil d'exemples de bonnes pratiques, qui ont été mises à la disposition de la HSA FHNW sous forme de documents de travail internes non publiés ;
- Articles tirés de : Jean-Michel Bonvin, Valérie Hugentobler, Carlo Knöpfel, Pascal Maeder, Ueli Tecklenburg (dir.) (2020). Dictionnaire de politique sociale suisse. Zurich : Seismo ;
- Littérature spécialisée sur l'aide à l'enfance et à la jeunesse et sur la planification de cette dernière.

Sur cette base a été développé un *modèle de politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive* décrivant les prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse ainsi que les conditions-cadres nécessaires à une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive dans le contexte d'une vision globale. Les *conditions-cadres nécessaires à une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive* ont été définies sur la base des documents et sources susmentionnés et de la littérature spécialisée, mais aussi de la propre expertise des auteurs.

Pour réviser les *prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse*³, nous avons examiné d'une part la structure et l'exhaustivité du catalogue des prestations de base, et d'autre part l'orientation conceptuelle et le niveau d'abstraction⁴ des différentes prestations. Les descriptions des différentes prestations de base ont ensuite été revues et reformulées.⁵

Enfin, les résultats ont été discutés avec deux experts externes (Yuri Tironi, professeur associé à la Haute école de travail social et de la santé Lausanne HETSL/HES-SO et Samuel Keller, responsable d'équipe, professeur et chercheur à l'*Institut für Kindheit, Jugend und Familie* du département *Soziale Arbeit* de la ZHAW) et révisés sur la base de leurs suggestions. Les commentaires de Liliane Galley, directrice de l'Observatoire latin de l'enfance et de la jeunesse (OLEJ), et de Lorraine Odier, directrice de recherche à l'OLEJ, ont également été recueillis et intégrés.

Les résultats du sous-projet 1 ont été soumis au comité de la CPEJ pour avis en novembre 2023 sous la forme d'un rapport intermédiaire. Après l'intégration des commentaires et réactions par la HSA FHNW, le

³ Voir à ce sujet : Conseil fédéral suisse (2012). Violence et négligence envers les enfants et les jeunes au sein de la famille : aide à l'enfance et à la jeunesse et sanctions des pouvoirs publics. Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat Fehr (07.3725) du 5 octobre 2007. Berne.

⁴ L'un des objectifs de la CDAS était de présenter et décrire les prestations à un niveau un peu plus concret.

⁵ Lors de l'examen, de l'actualisation ou de l'élaboration des descriptifs détaillés des prestations, différents collaborateurs de l'*Institut Kinder- und Jugendhilfe* de la *Hochschule für Soziale Arbeit FHNW* ont été consultés et ont apporté leur expertise respective.

comité de la CPEJ a pu à nouveau exprimer son avis. Celui-ci a été pris en compte par la HSA FHNW pour la finalisation du sous-projet 1.

2.2 Démarche suivie pour le sous-projet 2

Afin d'acquérir des connaissances sur les facteurs d'influence et les conditions qui, dans les cantons, favorisent ou freinent le développement et la mise en œuvre de la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse, quatre entretiens en groupes de discussion⁶ ont été organisés en ligne en mars 2024, avec au total la participation de douze professionnels appartenant à l'administration cantonale de neuf cantons différents.

Échantillon

Nous avons veillé à sélectionner des cantons présentant des conditions diverses (par exemple un développement plus ou moins marqué de la politique de l'enfance et de la jeunesse) et situés dans différentes régions linguistiques. Les membres du comité de la CPEJ ont été consultés à ce sujet et la décision finale quant à la sélection a été prise par le secrétariat général de la CDAS en concertation avec la direction scientifique du projet de la HSA FHNW.

Un à deux⁷ professionnels de l'administration cantonale de chacun des cantons suivants ont participé aux entretiens : Argovie, Berne, Bâle-Campagne, Genève, Obwald, Tessin, Thurgovie, Valais et Zurich.

Développement de l'outil d'enquête

La structure de l'outil d'enquête s'est basée (en plus des questions générales) sur les diverses conditions-cadres nécessaires à une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive telles qu'elles sont présentées au chapitre 5 du rapport.

Analyse des données

Les interviews ont été transcrites à l'aide de l'outil IA « noScribe », puis vérifiées et corrigées.⁸

Les résultats ont été analysés et synthétisés, et les facteurs d'influence favorables et défavorables ont été présentés sous forme de brèves descriptions.⁹

Consultation

Les résultats du sous-projet 2 ont été présentés au comité de la CPEJ pour une consultation sur leur représentation formelle lors d'une réunion en août 2024, et les remarques (qui ne portaient pas sur le fond) ont été ensuite intégrées.¹⁰

2.3 Démarche suivie pour le sous-projet 3

Afin d'obtenir une vue d'ensemble de la situation actuelle et de l'évolution de la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse au cours des dix dernières années, nous avons mené une enquête en ligne standardisée à laquelle les 26 cantons ont participé.

⁶ L'entretien en groupe avec les professionnels des cantons de Genève, du Tessin et du Valais a eu lieu en français, c'est pourquoi il a été mené par le secrétariat général de la CDAS, accompagné et coaché par une collaboratrice scientifique de la HSA FHNW.

⁷ Les cantons de Berne, du Tessin et de Zurich étaient chacun représentés par deux personnes. Pour le canton de Zurich, en raison des particularités structurelles (le service de promotion de l'enfance et de la jeunesse n'appartient pas à l'administration cantonale), l'okaj zürich était représentée aux côtés d'un représentant de l'administration cantonale.

⁸ La transcription de l'interview du groupe de discussion en français réalisée avec « noScribe » a été vérifiée (en écoutant le fichier audio) et corrigée par le secrétariat général de la CDAS, puis traduite en allemand à l'aide de l'outil « DeepL pro » et contrôlée à nouveau.

⁹ L'outil IA « ChatGPT » a été utilisé comme suit dans le cadre de l'évaluation de ces données :

- correction ponctuelle du texte pour certains facteurs d'influence ;
- comme source d'inspiration pour la structuration et la définition de l'ordre des facteurs d'influence dans les différents domaines thématiques ;
- il n'a pas été utilisé pour l'analyse du contenu des transcriptions.

¹⁰ Les auteur-e-s ont toujours gardé le pouvoir décisionnel quant à la gestion et à la manière d'intégrer les commentaires reçus.

Développement de l'outil d'enquête

L'outil d'enquête développé s'est inspiré de la structure du contenu du sous-projet 1 et comportait des questions portant sur les diverses conditions-cadres nécessaires à une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive (cf. chapitre 5). En outre, des rapports sur les résultats d'enquêtes¹¹ menées au niveau cantonal ont été analysés et, lorsque cela était pertinent, pris en compte dans le développement de l'outil.

Afin de répondre à la demande de la CDAS (cf. objectif du sous-projet 2), en plus de la collecte de données structurelles sur la situation actuelle, des questions ont été posées sur la caractérisation de la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse il y a dix ans (année 2014). Par ailleurs, pour chaque domaine thématique, des questions d'évaluation ont été formulées portant sur les développements passés et futurs, et les professionnels interrogés ont été invités à citer pour certains domaines des exemples de bonnes pratiques dans leur canton, lesquels sont présentés à l'annexe I du présent rapport.

Afin de développer un outil d'enquête opérationnel qui tienne compte de l'hétérogénéité des structures et des conditions dans les différents cantons, le projet a fait l'objet d'une discussion en ligne avec le comité de la CPEJ (sept cantons représentés au total) et les remarques de ce dernier ont été intégrées. Les membres du comité ont eu en outre l'occasion de faire part de leurs observations par écrit, lesquelles ont également été prises en compte.

L'outil d'enquête a ensuite été testé dans deux cantons qui ne sont pas membres du comité de la CPEJ. Les retours de ce pré-test ont été utilisés pour affiner encore l'outil avant que celui-ci soit finalisé puis traduit en français par la CDAS.

Accès au terrain et échantillon

L'accès au terrain et la communication (annonces préalables par oral et par écrit, invitation, rappel, remerciements) ont été assurés par le secrétariat général de la CDAS. Les 26 cantons ont été invités à participer à l'enquête. À cette fin, les membres de la CPEJ ont été contactés en priant chaque canton de désigner un professionnel disposant des meilleures connaissances possibles sur la politique de l'enfance et de la jeunesse dans le canton concerné et qui puisse participer à l'enquête et recueillir les informations nécessaires pour répondre aux questions.

Collecte et analyse des données

La collecte des données a eu lieu entre mi-avril et fin mai 2024.

Comme il n'existait pas, au moment de l'enquête, de conception uniforme de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans toute la Suisse, une description du champ d'application de la politique de l'enfance et de la jeunesse a été jointe à l'invitation. En outre, le questionnaire a été envoyé à tous les cantons trois semaines avant le début de l'enquête afin de faciliter le recueil des informations nécessaires.

Les données ont été rectifiées puis évaluées de manière descriptive (analyses de fréquence) entre juin et août 2024.¹² Afin de visualiser l'évolution de la politique de l'enfance et de la jeunesse, les résultats concernant la situation actuelle ont été mis en relation avec la situation il y a dix ans (2014).

¹¹ Il s'agit des rapports suivants :

- Frossard, Stanislas (2003). Entstehung und Entwicklung der Jugendpolitik in den Kantonen. Chavanne-près-Renens, Institut de hautes études en administration publique (idheap).
- May, Andrea/Wiesli, Reto (2009). Kinder- und Jugendförderung in der Schweiz. Begleitbericht zuhanden der kantonalen Fachstelle für Kinder- und Jugendförderung Freiburg. Bern, Fachstelle für Gesundheitspolitik polsan GmbH.

¹² Les outils IA ChatGPT et DeepL Write ont été utilisés comme suit dans le cadre de l'évaluation des données :

- comme aide à la création de supercatégories thématiques et à la structuration des réponses ouvertes, comme les noms des départements et les noms des commissions spécialisées ;
- pour la correction du texte descriptif ;
- ils n'ont pas été utilisés pour l'analyse de fond des résultats.

Commentaire

Les résultats ont été commentés au regard du modèle décrit au chapitre 4 et des conditions-cadres qui y sont définies pour une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive, et les principaux développements nécessaires en ont été déduits.

Consultation

Les résultats du sous-projet 2 ont été présentés au comité de la CPEJ pour consultation lors d'une séance en septembre 2024, et les observations recueillies ont été intégrées. Puis, à l'automne 2024, tous les cantons ont eu la possibilité de vérifier et au besoin de compléter aussi bien les exemples de bonnes pratiques de l'annexe I du rapport que les informations relatives à leur propre canton présentées dans les tableaux.

3 Contexte et définitions

3.1 Contexte

La seule systématisation au niveau national des prestations sociales à la personne organisées par les pouvoirs publics et destinées aux enfants, aux jeunes, aux parents¹³ et aux familles est la liste des *prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse* reconnues comme telles par le Conseil fédéral suisse (Conseil fédéral suisse 2012 : 23).¹⁴ En Suisse, il n'existait jusqu'alors aucun catalogue systématique de prestations définies pour l'aide à l'enfance et à la jeunesse, ni même une compréhension commune de cette dernière. La systématisation et la description qualitative de *prestations de base* avaient pour objectif de contribuer « à la clarification de notions centrales et au développement d'une conception commune de l'aide à l'enfance et à la jeunesse à l'échelle nationale » (Conseil fédéral suisse 2012 : III).¹⁵

Cette systématisation des prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse publiée par le Conseil fédéral en 2012 a été reprise par l'OFAS¹⁶ et la CDAS¹⁷ avec de légères adaptations. Dans ces systématisations modifiées, la notion d'*aide à l'enfance et à la jeunesse* a été remplacée par celle de *politique de l'enfance et de la jeunesse* et donc implicitement assimilée à cette dernière. Cela a entraîné un amalgame entre différentes offres à différents niveaux sous le terme général de *prestations de base* ainsi qu'une utilisation floue des termes de *politique de l'enfance et de la jeunesse* et d'*aide à l'enfance et à la jeunesse*.

Parallèlement à ces développements, de premières dispositions relatives aux structures, aux processus et aux compétences sur le plan du pilotage de l'aide à l'enfance et à la jeunesse et de la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse ont été formulées dans le rapport précité du Conseil fédéral suisse (2012 : 30-34), et un peu plus tard par la CDAS dans le cadre des *recommandations pour le développement de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans les cantons* (CDAS 2016).

Le *modèle de politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive* qui est présenté ci-après fait la synthèse de ces divers développements et les intègre dans un cadre global. Le modèle présente le standard

¹³ Dans ce qui suit, le terme « parents » fait référence aux personnes exerçant une parentalité sociale, c'est-à-dire pas seulement les parents biologiques, mais toutes les personnes qui assument des responsabilités parentales (p. ex. dans les familles recomposées, les familles d'accueil).

¹⁴ Dans le document cité, les *prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse* sont les suivantes : encouragement de l'enfance, de la jeunesse et de la famille (animation enfance et jeunesse, accueil extrafamilial et parascolaire, formation des parents), conseil et soutien dans la vie quotidienne et lors de difficultés (conseil et soutien aux enfants et aux jeunes, travail social en milieu scolaire, conseil et soutien aux parents), aides complémentaires à l'éducation (accompagnement socio-pédagogique des familles sur leurs lieux de vie, placement en institution, placement en famille d'accueil), analyse de situations et gestion par cas (Conseil fédéral suisse 2012 : 23).

¹⁵ Dans le droit suisse, le terme *Jugendhilfe* est certes utilisé à deux reprises (cf. art. 302, al. 3, et art. 317 du CC, traduit en français dans le premier cas par « protection de la jeunesse » et dans le second cas par « aide à la jeunesse »), mais aucune définition de ses prestations n'a été donnée.

¹⁶ Voir à ce sujet : www.politiqueenfancejeunesse.ch/themes-et-reglementation/definitions/prestations-relevant-de-la-politique-de-lenfance-et-de-la-jeunesse

¹⁷ Voir à ce sujet : *Recommandations pour le développement de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans les cantons* (CDAS 2016, p. 26 s.) : ch-sodk.s3.eu-west-1.amazonaws.com/media/files/2016.06.21_SODK_Empf_KJP_f_ES_RZ.pdf

projeté d'une future politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive. Il vise à jeter les bases d'une politique qui stimule le potentiel des jeunes, respecte leurs droits et les intègre activement dans les processus conceptuels et décisionnels. Pour ce faire, il présente tout d'abord les *conditions-cadres* d'une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive. Ensuite, il définit et décrit les *offres* que doit proposer une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive. Il clarifie ainsi également le rapport entre la politique de l'enfance et de la jeunesse et l'aide à l'enfance et à la jeunesse.

3.2 Définition de la politique de l'enfance et de la jeunesse¹⁸

En vertu de l'art. 11, al. 1, de la Constitution fédérale, les enfants et les jeunes ont droit en Suisse « à une protection particulière de leur intégrité et à l'encouragement de leur développement ». Selon l'art. 41, al. 1, let. f et g Cst., la Confédération et les cantons ont la responsabilité que « les enfants et les jeunes soient encouragés à devenir des personnes indépendantes et socialement responsables et soient soutenus dans leur intégration sociale, culturelle et politique ». La Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant, ratifiée par la Suisse, met en exergue cette mission des pouvoirs publics. L'art. 2 énonce l'interdiction de toute discrimination des enfants en raison de leur origine, l'art. 3 évoque la garantie de l'intérêt supérieur de l'enfant, et l'art. 12 décrit le droit de l'enfant d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, eu égard à son âge et à son degré de maturité. En outre, l'art. 23 souligne l'obligation pour les États parties de favoriser l'autonomie des enfants handicapés.

Dans ce contexte, le Conseil fédéral (2008 : 4) définit le but de la politique suisse de l'enfance et de la jeunesse comme étant de « garantir, par des activités, des mesures et des institutions publiques, le bien-être et la participation sociale de tous les enfants et les jeunes, afin de leur permettre de développer une personnalité responsable et capable de vivre en société, tout en tenant compte de leurs intérêts, indépendamment de leur sexe, de leur appartenance sociale, de leur origine ou de leur handicap ». Les éléments centraux qui caractérisent cette politique de l'enfance et de la jeunesse sont la protection, l'encouragement/la promotion et la participation (cf. *ibid.*), qui font à la fois figure d'objectifs et de critères normatifs pour la politique suisse de l'enfance et de la jeunesse. Dans cette perspective, il est important de noter qu'en se basant sur une conception moderne de l'éducation, qui distingue l'éducation formelle, non formelle et informelle, les notions d'encouragement/promotion et de participation incluent aussi toujours l'éducation non formelle et informelle.

« Au sens strict, « politique de l'enfance et de la jeunesse » désigne les contributions destinées à protéger de manière ciblée les enfants et les jeunes, à les encourager et à permettre leur participation » (Conseil fédéral suisse 2008 : 5). En revanche, « au sens large, la politique de l'enfance et de la jeunesse » se conçoit comme une « tâche transversale » qui se charge de faire prendre en compte les perspectives, les préoccupations et les besoins des enfants et des jeunes par d'autres domaines politiques établis, comme la politique de la santé, de l'éducation, de l'emploi, de l'aménagement du territoire ou de l'intégration (cf. *ibid.*). Le présent rapport traite de la politique de l'enfance et de la jeunesse au sens strict.

Le groupe cible primaire de la politique de l'enfance et de la jeunesse est constitué des enfants, des jeunes et des jeunes adultes âgés de 0 à 25 ans¹⁹. En outre, certaines offres de la politique de l'enfance et de la jeunesse s'adressent également aux parents et aux familles. Comme les enfants et les jeunes ne forment pas un groupe homogène, mais se distinguent selon l'âge, le sexe, la classe et l'origine sociales, les possibilités et les capacités individuelles, il n'est possible d'assurer leur protection, leur bien-être et leur intégration sociale dans le cadre de la politique de l'enfance et de la jeunesse qu'en proposant des *offres diversifiées* (cf. *ibid.*). Les enfants et les jeunes en situation de handicap, les enfants et les jeunes requérants d'asile, les enfants réfugiés et migrants ainsi que les enfants et les jeunes sans statut de séjour régulier sont particulièrement tributaires d'une politique de l'enfance et de la jeunesse conçue de façon inclusive. Ce n'est qu'en prenant systématiquement en compte les enfants et les jeunes se trouvant dans des situations susceptibles de les mettre en danger en tant que groupe cible de la politique de l'enfance et de la jeunesse

¹⁸ Nous renonçons à produire ici une définition complète et détaillée de la politique de l'enfance et de la jeunesse et renvoyons aux publications suivantes : Conseil fédéral suisse 2008 : 3-6 ; OFAS 2014 : 3 s. ; CDAS 2016 : 11-13.

¹⁹ Pour une meilleure lisibilité du texte, nous renonçons ci-après à mentionner chaque fois les jeunes adultes, mais parlons seulement d'enfants et de jeunes, sachant que ces derniers incluent aussi les jeunes adultes.

que l'on peut garantir que les offres de cette dernière répondent à leurs besoins et qu'ils peuvent en profiter.

En Suisse, la Confédération, les cantons et les communes se partagent la responsabilité de la politique de l'enfance et de la jeunesse en Suisse. Selon l'art. 43 de la Constitution fédérale, les cantons en sont principalement compétents. Le droit cantonal règle la répartition des tâches entre le canton et les communes. La Confédération assume ses tâches de manière subsidiaire (cf. Conseil fédéral suisse 2008 ; 2 ; Conseil fédéral suisse 2012 : III) et a créé, dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse, des bases légales fédérales telles que le droit de la protection de l'enfant et de l'adulte ou la loi sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse (LEEJ).

Jusqu'à présent, les cantons ont utilisé leur marge de manœuvre en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse de diverses manières, ce qui se traduit notamment par des priorités, des bases légales et des structures très différentes (cf. Conseil fédéral suisse 2012 ; 2014). Une description de la situation actuelle de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans les cantons est présentée dans la troisième partie de ce rapport.

3.3 Définition de l'aide à l'enfance et à la jeunesse

En droit suisse (cf. art. 302, al. 3 et art. 317 du Code civil), le terme d'*aide à la jeunesse (Jugendhilfe)* est utilisé depuis 1978 comme un terme générique pour les offres et les prestations qui s'adressent aux enfants, aux jeunes, aux parents et aux familles. Le rapport du Conseil fédéral de 2012 a été le premier à proposer une définition de l'aide à l'enfance et à la jeunesse validée par la Confédération. Selon cette conception, on entend par *aide à l'enfance et à la jeunesse* l'ensemble des prestations et des offres qui, en complément des systèmes d'éducation et de formation professionnelle et en plus et des prestations privées fournies par les familles et les systèmes de parenté, visent à aménager les conditions sociales du développement des enfants et des jeunes. L'aide à l'enfance et à la jeunesse soutient les parents dans l'accomplissement de leur tâche éducative et offre aux enfants et aux jeunes des possibilités d'apprendre et de se former en dehors de l'école. Elle comprend non seulement l'intervention en cas de mise en danger avérée ou supposée du bien-être de l'enfant, mais également la mise à disposition d'offres de soutien préventives en amont. Il s'agit d'un dispositif fourni par les pouvoirs publics et destiné aux enfants, aux jeunes, aux parents et aux familles. La mise en place de ce dispositif traduit la reconnaissance du fait que les enfants et les jeunes sont des sujets ayant des droits sociaux, de participation et de protection mais aussi la prise en compte des exigences et des enjeux de la parentalité d'aujourd'hui (cf. Conseil fédéral suisse 2012 : 22).

Pour compléter sa définition, le rapport du Conseil fédéral de 2012 propose un catalogue des prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse. L'objectif était double : d'une part, il s'agissait de mettre à disposition des cantons et des communes les définitions de prestations particulièrement importantes, pouvant servir de notions de référence et soutenir la réalisation d'états des lieux et l'élaboration de plans de développement. Le postulat de départ était qu'il n'existait alors « pas de vue d'ensemble des prestations et offres actuelles de l'aide à l'enfance et à la jeunesse » (Conseil fédéral suisse 2012 : 43), ni à l'échelle nationale, ni à l'échelle régionale, ni, dans la plupart des cas, à l'échelle cantonale. D'autre part, il s'agissait de définir les prestations d'aide à l'enfance et à la jeunesse qui, de l'avis des spécialistes, « constituent le catalogue de base d'un système moderne d'aide à l'enfance et à la jeunesse et doivent être à disposition de tous les enfants, jeunes et familles de Suisse en cas de besoin » (Conseil fédéral suisse 2012 : 2). Dans cette mesure, le catalogue des prestations de base peut aussi être compris comme une tentative de concrétisation de la notion d'aide à l'enfance et à la jeunesse.

Si l'on suit cette définition du Conseil fédéral et les objectifs qu'elle énonce, le système suisse d'aide à l'enfance et à la jeunesse, avec ses prestations (de base), doit être considéré comme *partie intégrante et essentielle* (à côté d'autres conditions-cadres et offres) d'une politique suisse de l'enfance et de la jeunesse proactive.

Première partie : modèle d'une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive

Auteur-e-s : Julia Gerodetti, Rahel Heeg, Stefan Schnurr, Kay Biesel

4 Vue d'ensemble du modèle d'une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive

Une description de ce qu'est, du point de vue professionnel, une *politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive*, est présentée ci-après. Le présent modèle de politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse n'est pas purement descriptif, mais doit être compris comme la projection d'un standard ayant pour ambition de poser les bases d'une politique qui stimule le potentiel des jeunes, respecte leurs droits et les intègre activement dans les processus conceptuels et décisionnels.²⁰ Le modèle systématise les conditions-cadres nécessaires à une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive ainsi que les offres relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse. Il vise à soutenir les cantons dans l'accomplissement des tâches importantes liées au cœur de la politique de l'enfance et de la jeunesse, dans le sens où il peut être utilisé comme cadre d'orientation et de réflexion pour l'analyse des propres activités des cantons.

Le modèle est centré sur la partie essentielle de la politique de l'enfance et de la jeunesse, comprise comme une *politique de l'enfance et de la jeunesse au sens strict* et désignant les *contributions* destinées à protéger *de manière ciblée* les enfants et les jeunes, à les encourager et à permettre leur participation (cf. Conseil fédéral suisse 2008 : 5). Ces *contributions ciblées* sont décrites dans le modèle comme des offres relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse. La *politique de l'enfance et de la jeunesse au sens large* se conçoit en complément comme une « tâche transversale » qui se charge premièrement de faire prendre en compte les perspectives, les préoccupations et les besoins des enfants et des jeunes par d'autres domaines politiques établis, comme la politique familiale, la politique de la santé ou de l'éducation ou encore l'aménagement du territoire et la planification des transports (cf. *ibid.*). Deuxièmement, elle encourage la collaboration et la coordination (interdisciplinaires et intersectorielles) aux interfaces avec d'autres domaines politiques et disciplines, tant au niveau stratégique qu'opérationnel, et veille à un échange d'informations transsectoriel. Les interfaces importantes pour les offres relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse sont par exemple celles avec la pédopsychiatrie et la psychologie de l'enfance et de l'adolescence, la promotion de la santé, l'éducation et la formation professionnelle, la politique familiale, la politique d'égalité et le domaine du droit pénal des mineurs. Une telle « politique de l'enfance et de la jeunesse au sens large » permet de favoriser une prise en charge aussi intégrée que possible des enfants, des jeunes, des parents et des familles. Le modèle présenté ici ne se focalise pas sur les tâches liées à cette *politique de l'enfance et de la jeunesse au sens large*, mais celles-ci sont abordées à différentes reprises (p. ex. aux chapitres 5.1.5, 5.1.6 et 6.1).

Un canton doté d'une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive endosse la responsabilité (généralement en collaboration et en étroite concertation avec les communes) d'assurer que les objectifs de *protection*, *d'encouragement/promotion* et de *participation* soient atteints et que les enfants et les jeunes bénéficient de conditions favorables à leur développement. Cette responsabilité se situe à deux niveaux :

Conditions-cadres

Premièrement, le canton est responsable des **conditions-cadres** de la politique de l'enfance et de la jeunesse. Le modèle explicite les domaines de compétence et les structures qui doivent être qualitativement bien établis par le canton pour garantir une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive et adaptée aux besoins.

²⁰ Le modèle, dans son contenu, correspond sur de nombreux points aux recommandations formulées par le Comité des droits de l'enfant pour la mise en œuvre des conventions relatives aux droits de l'enfant en Suisse, et il les renforce et les concrétise pour le niveau cantonal (cf. Comité des droits de l'enfant 2021). Idéalement, une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive se fonde sur une politique et une stratégie d'ensemble de l'enfance et de la jeunesse au niveau fédéral pouvant servir de base à la concrétisation de la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse (cf. aussi Comité des droits de l'enfant 2021 : recommandation III A.8).

Offres

Deuxièmement, le canton a la responsabilité des **offres** relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse, au sens d'un dispositif destiné aux enfants, aux jeunes, aux parents et aux familles. Le modèle identifie quatre domaines d'offres qui sont importants pour une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive et adaptée aux besoins.

Une spécificité essentielle de ces offres est qu'elles s'adressent directement aux enfants, aux jeunes, aux parents et aux familles et qu'elles contribuent à leur protection, à leur encouragement et à leur participation. L'encouragement/la promotion, la participation et la protection sont à la fois les objectifs majeurs de la politique de l'enfance et de la jeunesse en général et les caractéristiques fondamentales des offres relevant de cette politique, et ils ne peuvent être dissociés.²¹ Ainsi, les différentes offres comportent toutes, à des degrés divers, des aspects d'encouragement/promotion, de participation et de protection.

Conformément à l'art. 43 de la Constitution fédérale, la responsabilité de la réalisation des buts sociaux relève de la compétence des cantons, pour autant que cela n'excède pas leurs possibilités.²² Le droit cantonal règle la répartition des tâches entre le canton et les communes. D'un canton à l'autre, les compétences sont donc partagées différemment entre canton et communes.²³ Les offres relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse sont aussi financées de diverses manières par le canton, les communes et d'autres financeurs, parfois également par les bénéficiaires eux-mêmes. Les offres sont fournies par différents acteurs, aussi bien des collectivités publiques (cantons et communes) que des organismes privés, des paroisses et la société civile.

La Figure 1 ci-dessous illustre l'interaction entre ces différents niveaux (conditions-cadres, offres, objectifs) d'une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive dans les cantons et montre comment l'aide à l'enfance et à la jeunesse se situe en tant qu'élément d'une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive.

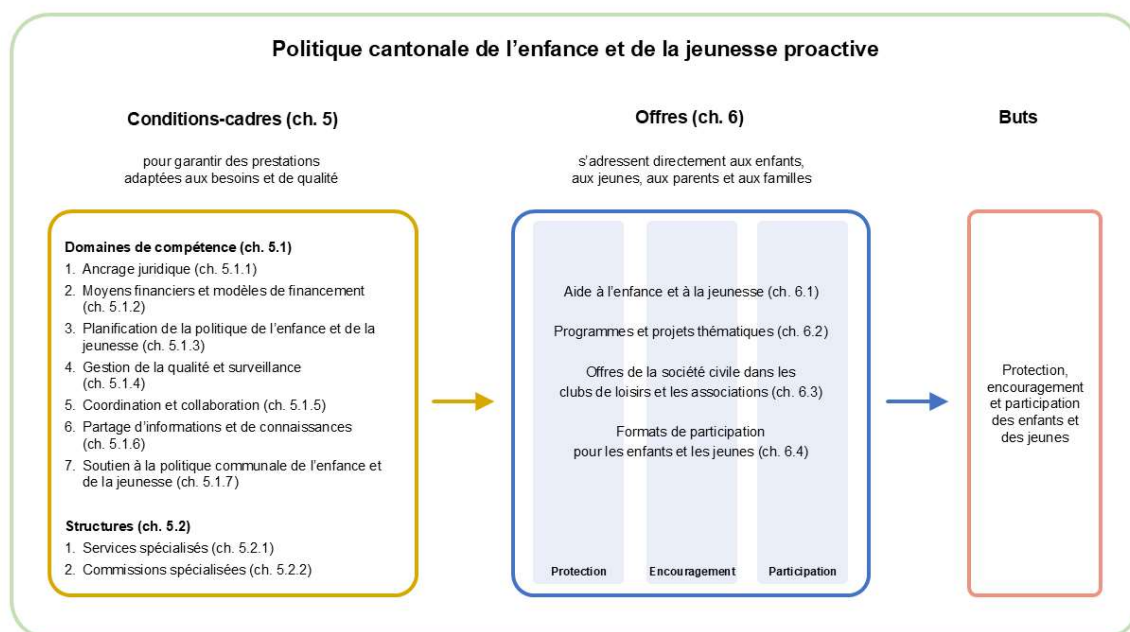


Figure 1 : modèle de politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive (représentation propre)

²¹ Pour cette raison, les différentes offres ne sont pas classées spécifiquement en fonction de chacun de ces trois objectifs majeurs. En effet, même si pour de nombreuses offres, l'accent est davantage mis sur une dimension, les deux autres ne sont jamais exclues. Par exemple, des offres qui poursuivraient exclusivement l'objectif de protection sans inclure en même temps des aspects de participation et d'encouragement (au développement) seraient problématiques d'un point de vue éthique et juridique.

²² Art. 43a al. 1 Cst. : « La Confédération n'assume que les tâches qui excèdent les possibilités des cantons ou qui nécessitent une réglementation uniforme par la Confédération ».

²³ Il en résulte que, selon les cantons, certaines offres relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse ainsi que certaines tâches visant à garantir les conditions-cadres (p. ex. l'assurance qualité ou le financement) sont parfois déléguées aux communes. Dans les cas où certaines tâches visant à garantir les conditions-cadres relèvent de la compétence des communes, le canton devrait assumer un rôle de régulateur.

Le chapitre 5 ci-après décrit tout d'abord les *conditions-cadres* nécessaires à une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive, puis le chapitre 6 détaille les *offres* que doit proposer une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive.

5 Conditions-cadres nécessaires à une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive

Une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse forte, proactive et spécifique est tributaire de **conditions-cadres**. Les cantons sont responsables de créer ces conditions-cadres et peuvent pour cela procéder de différentes manières, en fonction notamment de leur taille et des structures qui se sont développées au fil du temps. Les chapitres suivants décrivent donc les domaines génériques dans lesquels les cantons endossent une responsabilité pour garantir des offres de politique de l'enfance et de la jeunesse de qualité et adaptées aux besoins.

5.1 Domaines de compétence

5.1.1 Ancrage juridique

Comme les cantons et les communes sont principalement responsables de la politique de l'enfance et de la jeunesse en Suisse et donc de la mise en application des droits des enfants et des jeunes, il est nécessaire que celle-ci soit ancrée juridiquement au niveau cantonal (lois, ordonnances), de préférence dans une loi distincte consacrée spécifiquement à la politique de l'enfance et de la jeunesse/à l'aide à l'enfance et à la jeunesse. Cet ancrage juridique de la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse se fonde sur la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant, ratifiée par la Suisse, sur la Constitution fédérale (en particulier l'art. 11, al. 1 Cst. et l'art. 41, al. 1, let. g Cst.) ainsi que sur d'autres lois (CC, CP, DPMIn, LEEJ, LAVI) et ordonnances (OPE, OAdo, OPPM, Ordonnance sur des mesures de protection des enfants et des jeunes et sur le renforcement des droits de l'enfant) de la Confédération. L'ancrage légal au niveau cantonal comprend aussi bien des lois, qui ont pour objet de créer des structures, de définir les droits aux prestations et de déterminer les moyens d'accès, que des ordonnances, qui permettent de concrétiser davantage les dispositions légales et de promulguer des directives guidant la mise en œuvre des lois ou des ordonnances. Les lois et les ordonnances du domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse contiennent en principe, outre des explications d'ordre général (comme le champ d'application, les notions, le but), des dispositions aux niveaux suivants :

- définition des offres et des prestations destinées aux enfants, aux jeunes, aux parents et aux familles (voir à ce sujet le chapitre 6) ;
- clarification des tâches et des compétences ainsi que responsabilité financière ;
- conditions d'éligibilité aux prestations ; définition des organes habilités à rendre des décisions concernant les prestations individuelles ;
- clarification des compétences en matière d'organisation de l'aide et de gestion individualisée²⁴ ;
- organisation de la collaboration intra- et intercantonale, y compris avec les organisations prestataires ;
- structures et processus de promotion de la participation des enfants et des jeunes ;
- autres infrastructures pour les enfants, les jeunes et les familles, comme les services d'information, de médiation et de recours.

En outre, il convient de veiller à ce que la législation cantonale soit compatible avec la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant (cf. Comité des droits de l'enfant 2021 : recommandation III A.7).

Des exemples de bonnes pratiques proposés par les cantons sur le thème des bases juridiques sont présentés à l'annexe I.a.

²⁴ Pour une définition détaillée, voir le chapitre 6.1.2.

5.1.2 Moyens financiers et modèles de financement

Moyens financiers

La mise à disposition de moyens financiers suffisants (personnel et équipements) est également une condition-cadre essentielle pour une politique de l'enfance et de la jeunesse adaptée aux besoins et de qualité (p. ex. financement initial ou régulier d'offres). Il est donc nécessaire de disposer de ressources financières qui soient ancrées structurellement dans un budget distinct destiné à la politique de l'enfance et de la jeunesse. Ce n'est qu'ainsi que les différentes offres (prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse ainsi qu'organisation de l'aide et gestion individualisée (cf. chap. 6.1), programmes et projets thématiques (cf. chap. 6.2), formats de participation des enfants et des jeunes (cf. chap. 6.4), offres de la société civile dans les clubs de loisirs et associations (cf. chap. 6.3)) peuvent être fournies de manière fiable et conforme aux besoins et que les directives ancrées dans la loi (si elles existent) peuvent être mises en œuvre de façon adéquate.

Modèles de financement

Pour garantir un financement adéquat et durable des offres relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse, il faut non seulement disposer des moyens financiers nécessaires, mais aussi de modèles de financement appropriés. Ceux-ci définissent les procédures de répartition des ressources financières et règlent les relations entre le canton et les communes en matière de financement ainsi que les relations entre, d'une part, le canton et/ou les communes et, d'autre part, les organisations qui fournissent les prestations.

Des exemples de bonnes pratiques proposés par les cantons sur le thème des moyens financiers et des modèles de financement sont présentés à l'annexe I.b.

5.1.3 Planification de la politique de l'enfance et de la jeunesse

Les conditions dans lesquelles les enfants et les jeunes grandissent en Suisse varient d'une région et d'un canton à l'autre en fonction des particularités régionales (p. ex. situation géographique et économique). Elles sont en outre soumises à des changements constants, et les problématiques sociales évoluent sans cesse. Une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive doit être en mesure de détecter ces changements et d'y réagir. Les cantons sont tenus de réexaminer en permanence leur politique de l'enfance et de la jeunesse et d'adapter leurs offres dans ce domaine aux *besoins* et aux *conditions* dans le canton (cf. Fuchs/Gerodetti/Heeg 2021 : 7 ; Gerodetti et al. 2023 : 15).

Afin de faire correspondre les offres aux besoins et de ne pas laisser au hasard le développement de la politique de l'enfance et de la jeunesse, mais de l'organiser sur la base de données concrètes et en s'appuyant sur le savoir professionnel, il est nécessaire de mettre en place une planification de la politique de l'enfance et de la jeunesse systématique et ancrée structurellement (cf. Maykus/Schone 2010).²⁵

La planification de la politique de l'enfance et de la jeunesse veille à la composition rationnelle de l'offre de prestations disponible dans un canton ou une région. Pour ce faire, elle confronte différents points de vue et perspectives (principes de l'approche axée sur la participation et de l'approche axée sur la négociation) : les points de vue des enfants, des jeunes, des parents et des familles, la perspective des fournisseurs de prestations et d'autres organisations spécialisées et associations professionnelles concernées, ainsi que celle d'acteurs pertinents de la politique et de l'administration communales et cantonales et éventuellement de domaines apparentés (p. ex. éducation, santé). En outre, il s'agit de prendre en compte les connaissances actuelles sur les prestations, les structures et les processus les plus efficaces en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse.

²⁵ Dans certains domaines d'activités ou de prestations (p. ex. pour les offres d'hébergement destinées aux jeunes en rupture avec le système d'aide), il peut aussi être judicieux de coordonner les activités de planification décrites ci-après (p. ex. monitoring, développement de stratégies) sur le plan intercantonal, voire de les mettre en œuvre en commun au niveau intercantonal.

Une planification systématique de la politique de l'enfance et de la jeunesse au niveau cantonal se fonde sur les principes spécifiques suivants (cf. Fuchs/Gerodetti/Heeg 2021 ; Gerodetti et al. 2023 : 18 ; Schnurr/Jordan/Schone 2010, Stork 2010) :

- Approche axée sur les besoins : les offres et les prestations sont systématiquement adaptées aux besoins, aussi bien sur le plan qualitatif que quantitatif.
- Approche axée sur la participation : la planification prévoit la participation de tous les groupes de personnes concernés (c'est-à-dire les enfants, les jeunes, les familles, les responsables politiques, l'administration, les professionnels de diverses organisations, etc.).
- Approche axée sur les processus : la planification est un processus systématique, progressif et répété d'analyse, de formulation d'objectifs, de mise en œuvre, d'évaluation et de formulation de nouveaux objectifs.
- Approche tournée vers l'avenir : la planification vise à promouvoir des développements innovants et tournés vers l'avenir.
- Approche basée sur des données : la planification se fonde sur une analyse de la situation de départ s'appuyant sur des données.
- Approche axée sur la négociation : la stratégie est développée à travers un processus de négociation, sur la base des besoins des groupes cibles, des attentes des responsables politiques et de l'administration, et dans une perspective professionnelle d'efficacité et d'efficience. Une démarche participative permet une plus grande acceptation et légitimité.
- Approche basée sur la réflexion : les données recueillies ne parlent pas d'elles-mêmes. Elles doivent être mises en contexte et interprétées. Pour ce faire, la perspective de différents acteurs est nécessaire.
- Principe d'information et de transparence : les résultats de la planification sont communiqués de manière active et rendus accessibles au grand public.

Cette conception de la planification et l'exigence qui en découle pour les activités de planification d'une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse correspondent aux demandes expresses du Comité des droits de l'enfant de l'ONU (2021 : 2–3) concernant la collecte de données et le développement d'une stratégie relative aux droits de l'enfant en Suisse.

Une planification de la politique de l'enfance et de la jeunesse répondant à cette conception se déroule selon un processus circulaire (principe de l'approche axée sur les processus) par phases successives (cf. Gerodetti et al. 2023 ; Merchel 2010b ; Schnurr/Jordan/Schone 2010 : 91) :

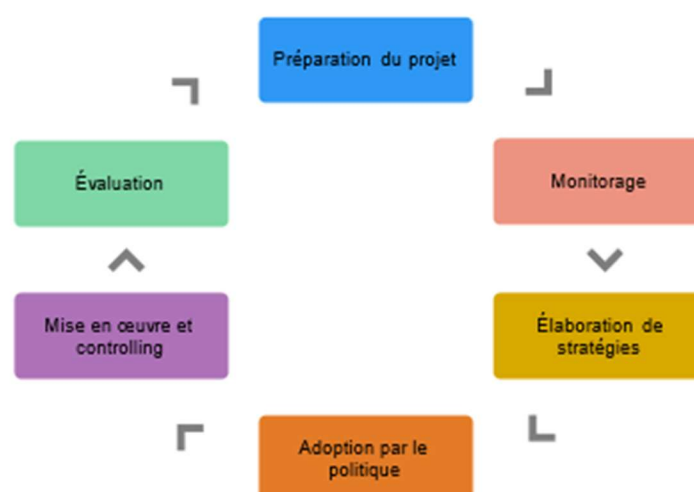


Figure 2 : modèle des phases de la planification systématique de la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse en Suisse (représentation propre d'après Gerodetti et al. 2023 : 17, et Schnurr/Jordan/Schone 2010)

Une planification de l'offre établie en suivant ces phases permet d'assurer que les offres relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse et destinées aux enfants, aux jeunes, aux parents et aux familles soient axées sur les besoins et s'appuient sur le savoir professionnel. Elle comprend les éléments suivants :

Élément 1 : monitoring cantonal

Une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive doit être planifiée et mise en œuvre en fonction des besoins, donc fondée sur des données solides (principe de l'approche basée sur des données). Il est par conséquent nécessaire de prévoir un monitoring et l'établissement de rapports réguliers couvrant les niveaux suivants (cf. Bürger 2010 : 319) :

- Inventaire des offres : il est nécessaire de disposer d'un recensement empirique fiable des offres relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse, notamment des prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse, et de la manière dont elles sont utilisées²⁶. Comme les changements au niveau des offres et de leur utilisation sont toujours étroitement liés à l'évolution des situations et des conditions-cadres sociales et sociétales (ibid.), il est également indispensable de disposer de données sur les conditions de développement des enfants et des jeunes ainsi que de leurs familles. L'établissement d'un *rapport intégré* doit donc tenir compte non seulement des structures et des offres relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse, mais aussi de l'évolution des conditions de vie des enfants et des familles, des changements démographiques (ibid. : 321) et, le cas échéant, des interfaces avec d'autres domaines politiques (p. ex. santé, éducation).
- Recensement des besoins : pour pouvoir identifier les besoins lors de l'étape suivante (le développement de stratégies), il est nécessaire de connaître les préoccupations, les souhaits et les besoins des enfants, des jeunes, des parents et des familles (groupes cibles), ainsi que l'avis d'autres personnes impliquées (prestataires, communes, autres organisations spécialisées et association professionnelles) (principe de l'approche axée sur la participation).

Il peut être utile de réaliser des suivis spécifiques pour différents domaines (p. ex. participation des enfants et des jeunes, encouragement des enfants et des jeunes, mise en œuvre des droits de l'enfant, protection de l'enfant).²⁷ Le monitoring doit avoir pour résultat de produire des faits décrivant la situation actuelle et de donner des informations sur la situation souhaitée (cf. Gerodetti et al. 2023 : 38). Ces résultats sont publiés sous forme de rapport (principe d'information).

Les données issues du monitoring forment le fondement des activités de planification ultérieures et sont essentielles pour pouvoir définir les mesures et développements nécessaires sur la base d'informations fiables et pour pouvoir formuler des stratégies (principe de l'approche basée sur des données).

Élément 2 : stratégies

Le deuxième élément de la planification de la politique de l'enfance et de la jeunesse est le développement de stratégies²⁸ (spécifiques aux différents thèmes) qui, fondées sur les résultats du monitoring, concrétisent la mise en œuvre de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans le canton. Les stratégies sont des « outils stratégiques importants qui posent les jalons d'une politique [cantonale] de l'enfance et de la jeunesse durable, visible et axée sur des objectifs » (Gerodetti et al. 2023 : 15). Elles contribuent à une compréhension commune de la politique de l'enfance et de la jeunesse et devraient donc exister dans tous les cantons (principe de l'approche tournée vers l'avenir).

Les stratégies prennent en considération les différentes offres et structures de la politique de l'enfance et de la jeunesse ainsi que leur articulation. Leur point de départ est constitué par les résultats de l'inventaire des offres et du recensement des besoins effectués lors du monitoring cantonal. C'est sur cette base, et en tenant compte des objectifs politiques, que sont identifiés les domaines où une action est nécessaire (identification des besoins) et que sont développées les mesures permettant de répondre aux besoins. Ce

²⁶ À cet égard, on peut aussi recommander de viser l'établissement d'une statistique de l'aide à l'enfance et à la jeunesse au niveau national.

²⁷ À noter : comme les rapports servent de base au développement subséquent de stratégies, en définissant l'objet du suivi, on définit généralement en même temps l'objet de ces stratégies et concepts.

²⁸ Ces documents stratégiques de base sont nommés de différentes manières par les cantons (des termes comme lignes directrices, modèles, concepts ou plans d'action sont par exemple aussi utilisés) et ils se situent à différents niveaux d'abstraction.

processus de développement stratégique a un caractère interprétatif et axé sur la participation, car les objectifs et mesures ne peuvent pas être déduits automatiquement. Ils doivent plutôt faire l'objet de négociations et d'une pesée d'intérêts entre les différents acteurs impliqués (principes de l'approche axée sur la participation et de l'approche basée sur la réflexion). En règle générale, les stratégies sont développées sous la responsabilité première du service cantonal compétent et avec la participation des groupes d'acteurs concernés (représentants des prestataires, des groupes cibles, des communes) (principe de l'approche axée sur la participation). Sans une large implication des différents acteurs, le produit final risque de souffrir d'un défaut d'acceptation et de reconnaissance, ce qui compliquera la réussite de la mise en œuvre de la stratégie.²⁹

Outre des explications générales (comme le champ d'application, la terminologie, le but, les bases légales et directives), les stratégies intègrent généralement une vision et des principes directeurs, identifient le besoin d'agir sur la base de données fondées et définissent des objectifs stratégiques et opérationnels ainsi que les mesures qui en découlent, en prévoyant un délai pour leur mise en œuvre. Les objectifs et mesures peuvent inclure aussi bien la création de nouvelles offres dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse que l'adaptation des offres et conditions-cadres existantes.

Les stratégies ainsi établies forment la base de référence des processus politiques et des prises de décision qui interviennent ensuite au niveau cantonal.

Les stratégies adoptées au niveau politique sont accessibles au public (principe d'information) et servent de cadre de référence contraignant pour une mise en œuvre de la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse adaptée aux besoins.

Élément 3 : contrôle de la mise en œuvre

La mise en œuvre des mesures concerne une diversité d'acteurs qui ont des rôles et des responsabilités différents. Elle doit donc être planifiée de façon coordonnée, mais aussi être supervisée. Outre la planification de la mise en œuvre, il convient par conséquent de s'assurer par le biais d'un controlling « coopératif et réfléchi sur le plan professionnel » (Maykus/Schone 2010 : 414) que les ressources sont utilisées efficacement et pour des offres de qualité. Le controlling permet d'évaluer l'efficacité des offres et de procéder à des ajustements si nécessaire.

Pour effectuer ce contrôle, il convient de définir des indicateurs pertinents³⁰, de même que des procédures d'autorisation et de surveillance, en incluant les modes de documentation (par exemple dans un concept de controlling). Le controlling permet de répondre à l'obligation de rendre compte vis-à-vis des responsables politiques, du grand public et des groupes cibles. En règle générale, ce sont les services cantonaux spécialisés qui assument cette tâche dans le cadre du pilotage global. Il y a lieu en particulier de tenir compte des compétences attribuées par la législation. Le contrôle s'effectue en continu (de façon itérative) afin de s'assurer que les objectifs à court terme sont atteints, et les résultats sont documentés.

Élément 4 : évaluation

Une stratégie devrait être régulièrement réexaminée, adaptée et développée (cf. Gerodetti et al. 2023 : 17). Une évaluation est une analyse rétrospective qui mesure de manière complète et systématique la pertinence et l'efficacité des mesures et qui, avec la participation des groupes cibles (enfants, adolescents, parents et familles) et des professionnels concernés, apprécie la mise en œuvre des mesures en fonction de leurs effets à long terme et de la réalisation des objectifs, en se référant aux normes de qualité professionnelles. Dans l'idéal, l'évaluation débouche sur un mandat pour un nouvel état des lieux et un nouveau processus d'identification des besoins, conduisant à une révision/actualisation de la stratégie. Le processus circulaire de planification de la politique de l'enfance et de la jeunesse recommence ainsi (approche axée sur les processus) (ibid. : 68).

²⁹ L'implication de ces groupes d'acteurs présente encore d'autres avantages. Elle renforce par exemple la confiance dans le canton, favorise une culture participative, permet d'utiliser des connaissances préalables, stimule l'engagement des personnes impliquées et crée de la transparence (cf. Gerodetti et al. 2023 : 51).

³⁰ Généralement, ceux-ci tiennent notamment compte de normes de qualité professionnelles et de directives (voir à ce sujet le chapitre 5.1.4).

Une planification cantonale de la politique de l'enfance et de la jeunesse qui suit les principes professionnels décrits plus haut et qui intègre les quatre éléments ci-dessus est non seulement en mesure de faire concorder les offres avec les besoins, mais permet également d'identifier les nouvelles problématiques sociales et de développer des innovations tournées vers l'avenir.

Des exemples de bonnes pratiques proposés par les cantons sur les thèmes de la planification de l'offre et de l'organisation de l'aide ainsi que de la gestion individualisée sont présentés aux annexes I.d et I.e.

5.1.4 Gestion de la qualité et surveillance

Développement et assurance de la qualité

Fournir de manière professionnelle des offres adaptées aux besoins des enfants, des jeunes, des parents et des familles nécessite de la part des cantons qu'ils s'engagent activement dans le développement et l'assurance de la qualité, dans le sens d'un *pilotage des éléments contextuels*. C'est la seule façon de garantir le respect de « normes professionnelles modernes » (Maykus/Schone 2010 : 411) dans le cadre de la politique de l'enfance et de la jeunesse. Une gestion de la qualité qui garantisse des offres efficaces et durables pour les enfants, les jeunes, les parents et les familles englobe, sur le plan cantonal, les niveaux suivants :

- Les cantons développent et/ou définissent des *normes de qualité professionnelles contraignantes* (p. ex. *garantie de la participation des enfants et des jeunes dans les prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse, conception accessible (à bas seuil) des prestations, procédures standard pour l'organisation de l'aide et la gestion individualisée ou collaboration interorganisationnelle des organisations prestataires*, voir par exemple aussi Quality4Children³¹, recommandations de la CDAS et de la COPMA relatives au placement extra-familial³²), qui formulent des exigences spécifiques pour différentes offres et en tiennent compte lors de l'élaboration et de l'attribution de contrats de prestations. La garantie du respect de normes minimales est une condition préalable à l'attribution de contrats de prestations. La mise en place de procédures adéquates de développement et d'assurance de la qualité par les prestataires fait partie intégrante des contrats de prestations. Les cantons, en tant que financeurs et *commanditaires des prestations*, peuvent fixer d'autres conditions à l'attribution de contrats de prestations, comme la présentation de *concepts de mise en œuvre*.
- Les cantons développent et définissent à l'intention des organisations prestataires et des communes *des recommandations, des concepts, des guides et/ou des lignes directrices professionnelles* qui soutiennent le développement et l'assurance de la qualité en matière de conception des offres.
- Les cantons veillent à ce qu'il existe des organes de médiation et de recours, que ceux-ci soient connus des différents groupes cibles et qu'ils leur soient accessibles. Les organes de médiation et de recours sont un élément important pour assurer la prise en compte des points de vue des enfants, des jeunes, des parents et des familles.
- Les cantons contribuent à garantir une *pratique professionnelle qualifiée* en tenant compte, lors de l'élaboration des contrats de prestations, des ressources nécessaires pour recruter et retenir des professionnels qualifiés ainsi que pour assurer leur formation initiale et continue, éventuellement leur supervision. En cas de lacunes en matière de qualifications, les cantons prennent eux-mêmes l'initiative de mettre à disposition une offre adéquate de formation(s) continue(s) et encouragent le recours à cette offre en contribuant financièrement aux frais.

En raison de la diversité des offres relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse, notamment dans le domaine des prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse, ces tâches de développement et d'assurance de la qualité doivent être adaptées spécifiquement aux différents champs d'activité (cf. Merchel 2010a : 190).

³¹ https://www.integras.ch/images/_pdf/themenmenu/kinderrechte/qualityforchildren/Standards_Q4CH_CH_Version_fr.pdf

³² https://ch-sodk.s3.eu-west-1.amazonaws.com/media/files/84520089/6e13/403a/bc65/86637e608235/2021.01.22_CDAS_COPMA_Recom_placement_f.pdf

Surveillance

Dans le cadre de la politique de l'enfance et de la jeunesse, les tâches de surveillance se concentrent principalement sur le secteur du placement extrafamilial. Dans de nombreux cantons, l'obligation de surveillance dans le domaine du placement en famille d'accueil, en institution ou à la journée (cf. art. 2 OPEE) est assumée par les autorités cantonales compétentes. Ces cantons ont donc pour tâche de veiller au bien-être des enfants et des jeunes et au respect de leurs droits dans le cadre des organisations prestataires dont les groupes cibles sont des personnes vulnérables (enfants, jeunes) ou dont la forme de prestation crée des vulnérabilités particulières (p. ex. les institutions et les familles d'accueil). La surveillance doit garantir que les enfants et les jeunes ne subissent pas de préjudice pendant la période où ils bénéficient des prestations d'aide à l'enfance et à la jeunesse, que leur développement soit encouragé au mieux et qu'ils puissent exercer leurs droits. Les cantons qui assument eux-mêmes cette tâche obligatoire ont la responsabilité de développer des concepts, modèles et procédures pour la surveillance et de les mettre en œuvre. Dans ce contexte, de plus en plus de modèles sont élaborés où le point de vue des enfants et des jeunes est davantage pris en compte. Cela nécessite des concepts et des ressources adéquats, mais offre en même temps l'opportunité de stimuler le développement de la qualité pour les organisations prestataires.

Des exemples de bonnes pratiques proposés par les cantons sur le thème du développement et de l'assurance de la qualité ainsi que de la surveillance sont présentés à l'annexe I.f.

5.1.5 Coordination et collaboration

Un grand nombre de domaines de prestations différents, d'organisations et d'acteurs issus de structures publiques et privées, de paroisses, sont impliqués dans la mise en œuvre des offres relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse. Une bonne coordination, concertation, entente et collaboration sont donc nécessaires à différents niveaux. En vertu de l'art. 317 du Code civil³³, ce sont les cantons qui sont responsables de la coordination et de la collaboration en matière d'aide à l'enfance et à la jeunesse.³⁴

La mise en réseau et les échanges entre les différents acteurs et organisations impliqués garantissent une mise en œuvre coordonnée des offres et une répartition claire des tâches dans la fourniture des prestations. Pour une coordination efficace de la politique de l'enfance et de la jeunesse, la concertation et la collaboration sont aussi nécessaires avec d'autres secteurs de la société, notamment ceux de l'éducation et de la santé. Différents niveaux de coordination et de coopération peuvent être identifiés pour assurer l'efficacité de la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse :

Niveau 1 : intracantonale

À l'intérieur des cantons, il s'agit de développer les échanges et d'institutionnaliser les mécanismes qui permettent de les favoriser aux niveaux de coordination suivants :

- entre le canton et les communes (fédéralisme coopératif vertical)
- entre les communes du canton (fédéralisme coopératif horizontal)
- entre le canton et les organisations prestataires (et éventuellement les groupes cibles/destinataires)
- entre le canton et les organisations et associations professionnelles³⁵ du domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse et de l'aide à l'enfance et à la jeunesse au niveau cantonal

³³ L'art. 317 C. IX. Collaboration dans la protection de la jeunesse du CC stipule : « Les cantons assurent, par des dispositions appropriées, une collaboration efficace des autorités et services chargés des mesures de droit civil pour la protection de l'enfance, du droit pénal des mineurs et d'autres formes d'aide à la jeunesse ».

³⁴ Sachant que, selon l'al. 2 de l'art. 18 de la loi sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse (LEEJ), la Confédération encourage également l'échange d'informations et d'expériences entre spécialistes de la politique de l'enfance et de la jeunesse.

³⁵ On entend par là les groupements de prestataires dans un domaine de prestations donné au niveau cantonal. Ces associations professionnelles peuvent aussi être la section cantonale/régionale d'une association faîtière nationale. Exemples : associations cantonales de l'animation socioculturelle enfance et jeunesse, Curaviva, associations cantonales pour l'accueil de jour des enfants, etc.

- entre les prestataires et d'autres organisations (spécialisées) qui mettent en œuvre des offres, ainsi que d'autres organisations et acteurs concernés de l'espace social
- entre les différents *secteurs de l'administration* cantonale comme la politique de l'enfance et de la jeunesse, la politique familiale, de l'éducation, de migration, de la santé, la politique de l'aménagement et des transports, et d'autres domaines encore.³⁶

Niveau 2 : intercantonal

Comme la politique de l'enfance et de la jeunesse relève principalement de la compétence des cantons (et des communes), il est très important, dans l'optique d'une politique suisse de l'enfance et de la jeunesse axée sur l'égalité des chances et d'un fédéralisme coopératif horizontal, que les cantons échangent entre eux au sujet des besoins existants et des offres en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse. Il est donc nécessaire d'établir des relations d'échanges et de collaboration intercantionales. Celles-ci peuvent notamment permettre d'éviter les doublons et d'exploiter les synergies. Tout en tenant compte des différences régionales, les cantons peuvent apprendre les uns des autres (et les uns avec les autres) par le biais d'échanges et de collaborations ciblées, définir ensemble des normes, et réduire ainsi les dépenses. La Convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS) est un exemple notable de définition de normes communes. Le modèle des conventions intercantionales peut être étendu à d'autres domaines d'activité et de réglementation, comme un monitoring commun ou des normes communes pour les tâches obligatoires (p. ex. la surveillance des institutions).

Par conséquent, des canaux d'échanges par thème entre les cantons sont nécessaires, aussi bien au niveau politique qu'au niveau professionnel, ainsi que des activités de coordination à un niveau supérieur. La Conférence pour la politique de l'enfance et de la jeunesse (CPEJ), en tant que conférence technique de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS), ainsi que l'Observatoire latin de l'enfance et de la jeunesse (OLEJ) en Suisse romande jouent un rôle central dans ce domaine.

Les échanges intercantonaux au sein de la CPEJ portent notamment sur les conditions-cadres d'une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive (p. ex. domaines de la planification, de la collaboration, gestion des connaissances), sur le développement commun d'offres et sur leur mise en œuvre, ainsi que sur les questions d'harmonisation (domaines où une harmonisation est nécessaire ou non).

En outre, l'al. 1, art. 18 de la loi sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse (LEEJ) requiert que les cantons et la Confédération collaborent en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse et qu'ils s'informent mutuellement des activités et des développements dans ce domaine.

Des exemples de bonnes pratiques proposés par les cantons sur le thème de la coordination et de la collaboration sont présentés à l'annexe I.g.

5.1.6 Partage d'informations et de connaissances

Il est important que l'information sur la politique de l'enfance et de la jeunesse soit adaptée aux groupes cibles. Une communication complète et spécifique aux différents groupes cibles garantit tout d'abord que tous les acteurs concernés ont accès aux informations et aux connaissances relatives à la politique de l'enfance et de la jeunesse, d'où également l'importance de la collaboration avec les hautes écoles. Ensuite, elle donne une place aux thèmes relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse et contribue à la sensibilisation (notamment par rapport à la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant et à sa mise en œuvre). Des stratégies de communication et des formats appropriés sont nécessaires pour le partage d'informations et de connaissances afin d'atteindre les groupes cibles suivants :

³⁶ Cette tâche se fonde sur la conception d'une *politique de l'enfance et de la jeunesse au sens large*, comprise comme une tâche transversale qui se charge de faire prendre en compte les perspectives, les préoccupations et les besoins des enfants et des jeunes par d'autres domaines politiques établis, comme la politique familiale, la politique de la santé ou de l'éducation, ou encore l'aménagement du territoire et la planification des transports (cf. Conseil fédéral suisse 2008 : 5).

- enfants, jeunes, parents et familles (groupe cible des offres relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse)
- professionnels et organisations qui proposent des offres et fournissent des prestations
- responsables politiques (en particulier le gouvernement)
- communes (voir à ce sujet le chapitre 5.1.7)
- autres partenaires de coopération (p. ex. organisations et associations professionnelles cantonales)
- grand public

Pour la communication, il convient d'utiliser un langage et des formats adaptés aux groupes cibles (cf. Müller-Suleymanova et al. 2023 : 36).

Des exemples de bonnes pratiques proposés par les cantons sur le thème du partage d'informations et de connaissances sont présentés à l'annexe I.h.

5.1.7 Soutien à la politique communale de l'enfance et de la jeunesse

Le cadre de vie immédiat dans lequel les enfants et les jeunes évoluent sont les communes. Cet environnement quotidien doit être adapté en permanence aux besoins des enfants et des jeunes et aux évolutions de la société. Il est donc aussi impératif de disposer d'une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive au niveau communal (cf. Gerodetti et al. 2023). De bonnes relations entre le canton et les communes sont donc importantes dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse, et il est nécessaire de maintenir une collaboration active et constructive est nécessaire également en vertu du principe de l'équivalence fiscale. Suivant le canton, les communes peuvent assumer des missions différentes. Une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive implique un soutien et un encouragement actifs des communes, c'est-à-dire des services responsables de la politique de l'enfance et de la jeunesse tant au niveau stratégique qu'au niveau opérationnel. Les cantons peuvent soutenir la politique communale de l'enfance et de la jeunesse en proposant les offres suivantes :

- soutien financier (p. ex. financement initial ou régulier d'offres, promotion de processus de certification comme l'initiative de l'UNICEF *Commune amie des enfants* ou soutien de projets pilotes)
- mise à disposition de lignes directrices, de normes, d'outils ou de recommandations (p. ex. « Guide pour le développement de la politique communale de l'enfance et de la jeunesse » (cf. Gerodetti et al. 2023) ou directives visant à promouvoir la participation des enfants et des jeunes dans les communes (cf. Comité des droits de l'enfant 2021 : recommandation III B.20.c) dans les différents domaines de la politique de l'enfance et de la jeunesse
- conseils spécialisés et accompagnement (par exemple lors de processus d'élaboration de stratégies et de concepts ou du développement de structures d'offres)
- diffusion de connaissances et d'informations actuelles (p. ex. résultats de recherches dans le domaine ou exemples de bonnes pratiques)
- soutien à l'échange d'informations, à la mise en réseau et à la coordination entre les communes.

Des exemples de bonnes pratiques proposés par les cantons sur le thème du soutien à la politique communale de l'enfance et de la jeunesse sont présentés à l'annexe I.i.

5.2 Structures

Pour gérer les différents domaines de compétence (voir chapitre 5.1), il est nécessaire de disposer de structures adéquates au niveau cantonal. Celles-ci comprennent des services spécialisés qui coordonnent et pilotent la mise en œuvre des tâches aux niveaux stratégique et opérationnel. Dans de nombreux cantons, de tels services se sont constitués au sein de l'administration cantonale. Une grande partie de ces cantons ont également mis sur pied des commissions spécialisées qui accompagnent et soutiennent le travail de ces services.

5.2.1 Services spécialisés

L'administration cantonale devrait être dotée d'un ou de plusieurs service(s) spécifique(s) pour le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse, de préférence regroupés dans un même département, qui s'engagent activement pour les intérêts des enfants et des jeunes dans leur canton. Ces services spécifiques devraient accorder une attention particulière au thème de la participation des enfants et des jeunes. Ceci d'une part en encourageant la participation politique des enfants et des jeunes à différents niveaux et d'autre part en garantissant la participation des enfants et des jeunes tant dans le cadre des prestations qui leur sont octroyées que dans celui des décisions qui les concernent (cf. art. 12 et 13 de la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant, et chapitre 6.4).

Les services spécialisés œuvrent en faveur d'une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive. Ils traitent et coordonnent (p. ex. par le biais d'un organe de coordination transversal) les domaines de compétence relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse décrits au chapitre 5.1³⁷, tant au niveau stratégique qu'opérationnel. Cela implique de :

- garantir la mise en application des cadres juridiques et (dans le cadre d'un mandat du gouvernement) développer les bases légales (cf. chapitre 5.1.1)
- planifier, développer et mettre en œuvre des modèles de financement (cf. chapitre 5.1.2)
- planifier la politique de l'enfance et de la jeunesse (monitorage, développement de stratégies, planification de la mise en œuvre, controlling, évaluation) (cf. chapitre 5.1.3)
- gérer l'assurance et le pilotage de la qualité (cf. chapitre 5.1.4)
- assurer la coordination et la coopération entre tous les acteurs impliqués (cf. chapitre 5.1.5)
- garantir le partage d'informations et de connaissances dans le canton (cf. chapitre 5.1.6)
- soutenir la politique communale de l'enfance et de la jeunesse aux niveaux opérationnel et stratégique (cf. chapitre 5.1.7)
- émettre des recommandations pour le soutien financier aux projets et leur priorisation
- répondre aux demandes et aux préoccupations des groupes cibles (enfants, jeunes, parents et familles).

En règle générale, ces missions reposent sur un mandat légal et sur une description des tâches qui clarifie les compétences et les ressources du service spécialisé ainsi que la coopération avec la commission spécialisée.

Des exemples de bonnes pratiques proposés par les cantons sur le thème des services spécialisés sont présentés à l'annexe I.j.

5.2.2 Commissions spécialisées

Les commissions spécialisées sont des organes qui traitent de sujets et de questions relatifs à un domaine spécifique, les examinent et formulent des recommandations. Chaque canton devrait être doté d'une commission cantonale pour l'enfance et la jeunesse qui se penche sur les thématiques et enjeux stratégiques importants de la politique de l'enfance et de la jeunesse. En règle générale, une commission cantonale pour l'enfance et la jeunesse collabore étroitement avec le service cantonal compétent.

Selon la taille du canton et le degré de différenciation des thèmes relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse, il peut être judicieux de mettre en place plusieurs commissions spécialisées dans ce domaine au niveau cantonal (p. ex. commission pour la participation des enfants et des jeunes, commission pour la promotion de l'enfance et de la jeunesse). Dans ce cas, des concertations sont nécessaires entre les différentes commissions spécialisées, idéalement sous la forme d'échanges réguliers. Une commission spécialisée est généralement composée de représentants de l'administration cantonale, des organisations prestataires³⁸, des communes, des groupes cibles³⁹ (p. ex. délégués du conseil/parlement des jeunes

³⁷ Certaines de ces tâches sont aussi réalisées en étroite collaboration ou en concertation avec la commission cantonale spécialisée.

³⁸ On entend par là des professionnels qui connaissent le contexte de vie des groupes cibles au travers de leur pratique professionnelle quotidienne et qui peuvent donc apporter un éclairage sur leurs besoins et leurs préoccupations.

³⁹ La participation des enfants et des jeunes à ces commissions est recommandée, la forme que prend la participation doit alors être adaptée aux enfants et aux jeunes et choisie de manière à permettre une véritable participation et non une participation alibi.

cantonal, cf. chapitre 6.4) et éventuellement d'organisations de la société civile et d'autres organisations spécialisées et associations professionnelles.

Le mandat et le champ d'activité de la ou des commission(s) spécialisée(s) devraient être documentés par écrit (par exemple dans le cadre d'un concept ou comme partie d'un concept global). En règle générale, le champ d'activité couvre les niveaux suivants :

- conseils spécifiques au service spécialisé et au gouvernement cantonal sur des thèmes relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse (par exemple lors de l'élaboration de lois)
- conseils pour le développement de normes et de recommandations professionnelles et pour les processus de développement de stratégies dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse
- observations sur la mise en œuvre de stratégies et d'offres dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse
- contacts avec le conseil/parlement des jeunes.

Des exemples de bonnes pratiques proposés par les cantons sur le thème des services spécialisés sont présentés à l'annexe I.k

6 Les offres d'une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive

Une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive comporte une diversité d'offres dans ce domaine. Celles-ci se caractérisent par le fait qu'elles s'adressent *directement* aux enfants, aux jeunes, aux parents et aux familles. Elles influent sur les conditions sociales dans lesquelles les enfants et les jeunes grandissent, et elles contribuent de différentes manières, en fonction de leurs objectifs et de leurs possibilités, à assurer la protection, l'encouragement/la promotion et la participation des enfants et des jeunes.

Les offres relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse peuvent être classées dans les quatre catégories suivantes :

- 1) *L'aide à l'enfance et à la jeunesse*, avec ses prestations de base, englobe d'une part toutes les *prestations sociales à la personne* relevant de la responsabilité des pouvoirs publics et (co)financées par ces derniers qui devraient être mises à disposition dans le contexte de la politique de l'enfance et de la jeunesse (voir chapitre 6.1.1), et d'autre part l'organisation de l'aide (détermination participative des besoins, choix des prestations appropriées) et la gestion individualisée (intermédiation pour l'accès aux prestations, garantie du financement, coordination), qui sont des tâches transversales indispensables (voir chapitre 6.1.2).
- 2) Les *programmes et projets thématiques* visent souvent des groupes d'enfants, de jeunes, de parents et/ou de familles présentant des caractéristiques similaires, et ils sont initiés, mis en œuvre et/ou financés (en partie) par le canton (p. ex. programmes d'encouragement, de formation ou de prévention) (voir chapitre 6.2).
- 3) Les *offres de la société civile dans les clubs de loisirs et associations* sont portées par leurs membres (enfants, jeunes et adultes) dans une forme d'auto-organisation. Elles sont gérées de manière bénévole et offrent aux enfants et aux jeunes la possibilité d'organiser leurs loisirs en fonction de leurs propres intérêts (voir chapitre 6.3).
- 4) Les *formats de participation destinés aux enfants et aux jeunes* comprennent aussi bien les diverses formes de participation politique des enfants et des jeunes que la mise en œuvre de la participation au sens d'un principe directeur dans la conception des prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse, dans les programmes et projets thématiques et dans les offres de la société civile dans les clubs de loisirs et des associations (cf. chapitre 6.4).

Les différentes offres relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse sont décrites ci-après en fonction de ces quatre catégories.

6.1 Aide à l'enfance et à la jeunesse

Les prestations d'aide à l'enfance et à la jeunesse organisées et financées par les pouvoirs publics constituent un élément central et indispensable de toute politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse. Les prestations de l'aide à l'enfance et à la jeunesse répondent à une variété de situations problématiques et de besoins de soutien spécifiques et comportent (à des degrés divers) des éléments d'encouragement/promotion, de participation et de protection.⁴⁰ Il s'agit de *prestations sociales à la personne* fournies par les pouvoirs publics (cf. Bauer 2001 ; Biesel et al. 2017a : 244).

Les prestations de l'aide à l'enfance et à la jeunesse couvrent un large spectre. Elles vont des prestations générales d'encouragement/promotion et des prestations de conseil et de soutien jusqu'aux aides à l'éducation et aux prestations et tâches dans le contexte de la protection de l'enfant selon le droit civil (voir chapitre 6.1.1). Le terme de *prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse* vise à souligner que, du point de vue professionnel, il s'agit de *prestations basiques* au sens d'un *standard professionnel minimal* pour une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive⁴¹. Elles sont la condition nécessaire pour « garantir la couverture des besoins des enfants, des jeunes et des familles » (Conseil fédéral suisse 2012 : 23). Pour que les enfants, les jeunes et les familles aient accès aux prestations qui répondent à leurs besoins respectifs, l'offre en tant que telle doit s'accompagner d'une organisation de l'aide et d'une gestion individualisée, tâches transversales indispensables de l'aide à l'enfance et à la jeunesse.

L'aide à l'enfance et à la jeunesse occupe une position centrale au sein de la politique de l'enfance et de la jeunesse, parce que son champ d'action repose sur différentes bases légales (p. ex. la LEEJ, l'OPE, le Droit de la protection de l'enfant et de l'adulte au niveau fédéral, ainsi que différentes bases juridiques cantonales)⁴² et parce qu'il existe un large discours spécialisé (international) à ce sujet.

La figure 3 ci-après donne un aperçu général des *prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse*⁴³ et les met en relation avec les *tâches transversales* que sont l'organisation de l'aide et de la gestion individualisée.

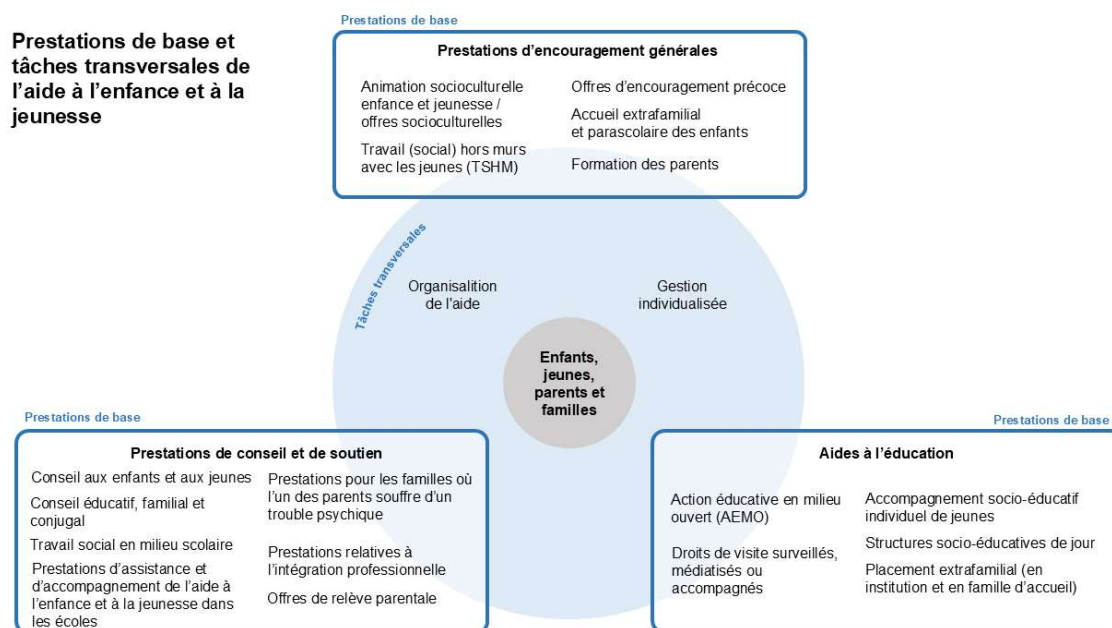


Figure 3 : l'aide à l'enfance et à la jeunesse en Suisse (représentation propre)

⁴⁰ Pour cette raison, les différentes prestations ne peuvent pas être attribuées exclusivement à l'une de ces trois dimensions spécifiques.

⁴¹ Les prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse sont comprises comme des prestations de base au sens de l'art. 43a al. 4 de la Constitution fédérale, qui « doivent être accessibles à tous dans une mesure comparable ».

⁴² De nombreuses prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse n'ont pas de bases légales au niveau fédéral ; dans les systèmes juridiques cantonaux, on trouve des réglementations très diverses en la matière. Dans la description des différentes prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse du chapitre 6.1.1, seules les bases juridiques au niveau fédéral sont mentionnées.

⁴³ Il s'agit d'une actualisation du catalogue des prestations de base dans la version du Conseil fédéral suisse (2012 : 23).

Les *prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse* peuvent être systématisées en fonction de différentes caractéristiques⁴⁴. Notre systématisation⁴⁵ est basée sur trois catégories thématiques générales⁴⁶. Au centre se trouvent les enfants, les jeunes, les parents et les familles, en tant qu'acteurs essentiels et parties prenantes au processus de fourniture de prestations (dans le sens d'une coproduction) (cf. Figure 3). Les *tâches transversales* que sont l'organisation de l'aide et la gestion individualisée permettent d'identifier, de proposer et de coordonner les prestations de manière qu'elles soient adaptées aux besoins individuels (cf. 6.1.2).

Les *prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse* sont des types de prestations reconnus et répandus qui sont à la disposition des enfants, des jeunes, des parents et des familles dans tous les cantons de Suisse et devraient leur être accessibles. Elles répondent à des besoins et à des problématiques qui peuvent se présenter dans toutes les communes, régions et cantons de Suisse (cf. Conseil fédéral suisse 2012 : 23) et pour la gestion desquels l'État endosse une (co)responsabilité.

En référence à Schrapper (2010 : 54 s.) ainsi qu'à Maykus/Schone (2010 : 413), les prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse doivent être considérées comme complémentaires les unes des autres et « liées à un tout » (Schrapper 2010 : 53), elles s'influencent mutuellement. Une offre large de *prestations générales d'encouragement/promotion* et de *prestations de conseil et de soutien* peut par exemple amener à ce que moins de jeunes personnes doivent recourir à des *prestations d'aide à l'éducation* (même si celles-ci resteront toujours nécessaires et indispensables) (cf. Maykus/Schone 2010 : 413 ; Schrapper 2010 : 54 s.). Dans leur ensemble, les prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse constituent un réseau complet qui contribue à ce que les enfants et les jeunes en Suisse puissent grandir dans de bonnes conditions et devenir des personnes responsables et capables de s'intégrer dans la société. Les prestations de base sont nécessaires dans leur globalité car, comme le soulignait déjà Schrapper (2010 : 51 s.), « l'aide [à l'enfance et] à la jeunesse n'est efficace que comme un tout ».

Les *prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse* relèvent de la responsabilité des pouvoirs publics, sont financées (majoritairement) par ces derniers et sont fournies par des organismes tant publics que privés. L'ensemble de l'offre de prestations doit être planifié, et l'articulation entre les institutions doit être bien coordonnée afin que le panorama des prestations soit organisé par contextes sociaux (settings) et adapté à l'environnement de vie⁴⁷ et aux besoins des enfants, des jeunes, des parents et des familles.

En ce qui concerne l'accès aux prestations de l'aide à l'enfance et à la jeunesse, trois formes de base se sont établies : la requête formulée par les enfants, les jeunes ou les parents eux-mêmes, le recours à une aide

⁴⁴ Les caractéristiques sont par exemple l'âge du groupe cible, les motifs, les domaines thématiques, les objectifs et effets escomptés, l'accessibilité, le degré d'intervention ou les besoins individuels. Les systématisations se heurtent toutefois souvent à des limites lorsqu'elles se veulent absolues. Globalement, il n'y a pas de bonne ou de mauvaise approche. Ce qui importe dans ce contexte, c'est plutôt de savoir quelles caractéristiques de structuration sont pertinentes, faciles à utiliser et bien compréhensibles compte tenu de l'utilisation prévue.

⁴⁵ Le modèle tient compte de la définition du Conseil fédéral suisse (2012 : 23), de la définition disponible sur www.politiqueenfancejeunesse.ch et de la proposition formulée par le comité de la CPEJ, des contributions du Dictionnaire de politique sociale suisse (Bonvin et al. 2020) et de la littérature spécialisée sur l'aide à l'enfance et à la jeunesse et sur l'organisation de l'aide à la jeunesse.

⁴⁶ Un classement en fonction de *catégories thématiques générales* semble donc logique, car les prestations peuvent être regroupées de manière compréhensible sur la base de caractéristiques similaires telles que les motifs, les groupes cibles, les principes d'action et les effets escomptés. Il convient de préciser que ce regroupement ne doit pas être considéré comme définitif, mais que, par exemple, les crèches peuvent être classées aussi bien dans la catégorie de l'encouragement précoce que dans celle des offres d'accueil extrafamilial et parascolaire. Comme déjà mentionné au chapitre 3.2, les prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse comprennent aussi bien des aspects de protection que d'encouragement et de participation des enfants et des jeunes, et les différentes prestations ne peuvent pas être attribuées exclusivement à l'une de ces trois dimensions spécifiques. Par ailleurs, le terme de « prévention » n'est pas approprié en tant que caractéristique de structuration des prestations, car la prévention se réfère à la *dimension temporelle* dans le rapport entre l'action et l'effet visé. Cela signifie que toute prestation peut être décrite comme préventive si l'on part du principe qu'elle évite une évolution future indésirable. Dans cette perspective, la prévention ne constitue donc pas une caractéristique utile pour une *systématisation* des prestations de l'aide à l'enfance et à la jeunesse, car toutes les prestations de base mentionnées visent à éviter une évolution négative dans l'avenir (même si les effets recherchés peuvent différer fortement entre les diverses prestations).

⁴⁷ Voir à ce sujet le concept *d'orientation sur l'environnement de vie (Lebensweltorientierung)* de Grunwald et Thiersch 2016 ; Grunwald/Köngeter/Zeller 2018.

sur conseil d'un service spécialisé et avec l'accord des parents, et la décision imposée par une autorité ou un tribunal (Conseil fédéral suisse 2012 : 24).⁴⁸

Dans le cas de l'accès aux prestations sur la propre requête des personnes concernées, les décisions concernant le choix de la prestation et les autres conditions du recours à cette dernière (durée, prestataire, etc.) restent entièrement du ressort des demandeurs. Dans les deux autres formes d'accès (recours à une aide sur conseil d'un service spécialisé et avec l'accord des parents, décision d'une autorité ou d'un tribunal), il s'y ajoute souvent des contraintes visant à assurer l'adéquation entre la prestation et les besoins et incluant notamment des décisions sur la durée, la modification ou la fin du recours à la prestation. Les besoins, les problématiques et les situations doivent être bien compris, clarifiés avec soin, et des prestations appropriées doivent être proposées et coordonnées. Ces activités d'organisation de l'aide et de gestion individualisée sont regroupées dans le présent rapport sous le terme de *tâches transversales* (cf. 6.1.2).

Le recours à certaines prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse (cf. chapitre 6.1.1) peut être ordonné, après examen, par une autorité de protection de l'enfant ou par une autorité pénale des mineurs, ou encore par un tribunal civil dans le cadre d'une procédure de séparation ou de divorce. Ainsi, l'autorité de protection de l'enfant peut par exemple ordonner une curatelle éducative et un placement extra-familial en tant que *mesures de protection de l'enfant* (cf. art. 307, 308.1 et 310 CC) si elle estime que c'est la prestation la plus appropriée pour écarter un risque identifié pour le bien de l'enfant.⁴⁹ Dans le contexte des procédures de protection de l'enfant, les processus de détermination des situations à risque et des besoins sont aujourd'hui généralement désignés en Suisse alémanique par le terme « Abklärung » (examen). Selon la conception terminologique que suit le présent rapport, il ne s'agit ni de prestations ni de tâches transversales (« propres ») de l'aide à l'enfance et à la jeunesse.

En outre, la *collaboration interorganisationnelle* au sein de l'aide à l'enfance et à la jeunesse ainsi que la *collaboration organisée par contextes sociaux* avec d'autres acteurs en dehors de cette dernière (par exemple école, psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent) sont d'une importance centrale pour la fourniture de prestations coordonnées et adaptées aux besoins, c'est pourquoi nous les expliquons brièvement ci-dessous.

La *collaboration interorganisationnelle*, c'est-à-dire la collaboration entre les différentes organisations fournissant des prestations dans le domaine de l'aide aux enfants et à la jeunesse, les communes, les cantons et la Confédération (cf. art. 317 CC et art. 18 LEEJ) est essentielle non seulement pour assurer le succès de l'organisation de l'aide et de la gestion individualisée (cf. chap. 6.1.2), mais aussi parce qu'elle permet de partager les informations et ainsi de mieux harmoniser les prestations (voir à ce sujet également Conseil fédéral suisse 2012 : 33). Cela permet non seulement d'éviter les doublons, mais aussi d'identifier et de gérer à temps les lacunes de l'offre et d'autres problèmes. En outre, la collaboration peut faciliter la prise en compte des points de vue des professionnels d'autres organisations de l'aide à l'enfance et à la jeunesse et offrir ainsi l'opportunité d'une *multiperspectivité* dans le travail de suivi individualisé (cf. Hansbauer/Merchel/Schone 2020 : 137).

Mais la *collaboration interprofessionnelle* est elle aussi essentielle, tant au niveau des suivis individuels qu'en ce qui concerne la mise en réseau dans le *contexte social ou setting* (p. ex. école, domaine de la santé, justice) (voir aussi Conseil fédéral suisse 2012 : 33). Ces coopérations transprofessionnelles garantissent de placer les enfants, les jeunes, les parents et les familles concernés au centre, selon une perspective aussi globale que possible, et de coordonner les prestations appropriées entre elles. Cela permet d'assurer une prise en charge intégrative, dans le sens d'une *politique de l'enfance et de la jeunesse au sens large* (voir chapitre 4). Dans cette optique, il est important que les professionnels de l'aide à l'enfance et à la jeunesse adoptent et appliquent la perspective du travail social, qui place l'environnement de vie des groupes cibles au centre des préoccupations (cf. Hansbauer/Merchel/Schone 2020 : 138).

⁴⁸ Une description détaillée de ces différentes formes d'accès figure dans le rapport du Conseil fédéral (2012 : 29 s.).

⁴⁹ De façon analogue, l'autorité pénale des mineurs peut ordonner le placement extra-familial d'un enfant à titre de *mesure de protection* (cf. art. 15 DPMIn) si elle juge que cela permet d'assurer l'éducation ou le traitement nécessaire d'un jeune. Dans leurs décisions, les autorités de protection de l'enfant et les autorités pénales des mineurs peuvent en principe envisager les prestations les plus diverses, y compris, bien entendu, celles qui ne sont pas décrites dans le présent rapport comme des prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse. Les mesures de protection de l'enfant au sens du CC et les mesures de protection au sens du DPMIn constituent ainsi des voies d'accès spécifiques aux prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse.

Les prestations de base sont décrites ci-après en détail en fonction des trois catégories thématiques générales dans le chapitre 6.1.1, et les tâches transversales de l'aide à l'enfance et à la jeunesse dans le chapitre 6.1.2.

6.1.1 Prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse

Les prestations de base sont décrites ci-après en fonction des trois catégories thématiques générales suivantes : 1) prestations d'encouragement/promotion générales, 2) prestations de conseil et de soutien et 3) aides à l'éducation. L'ordre de citation des différentes prestations au sein de chaque catégorie ne répond pas à un classement systématique et ne constitue pas une indication quant à leur importance. Les descriptions des prestations sont basées sur celles du rapport du Conseil fédéral (2012 : 24–28), actualisées et complétées par des collaborateurs de l'Institut Kinder- und Jugendhilfe de la Hochschule für Soziale Arbeit Fachhochschule Nordwestschweiz⁵⁰ à la lumière des discussions actuelles entre spécialistes et de l'évolution de la situation de la pratique en Suisse depuis 2012.

6.1.1.1 Prestations d'encouragement/promotion générales

Animation socioculturelle enfance et jeunesse / offres socioculturelles

L'animation socioculturelle enfance et jeunesse et les offres socioculturelles⁵¹ destinées aux enfants et aux jeunes désignent des offres éducatives extrascolaires qui s'adressent aux enfants, aux adolescents et aux jeunes adultes et que ces derniers utilisent pendant leurs loisirs. Parmi les offres répandues en Suisse, on trouve par exemple des centres de jeunesse/centres de loisirs, des places de jeux d'aventure avec accompagnement, des approches mobiles et itinérantes (voir prestation suivante), des centres pour les familles et maisons de quartier, des offres et projets spécifiques à certains groupes cibles, ou encore l'utilisation partiellement ou largement autogérée de locaux (cf. Gerngross/Gerodetti/Fuchs 2022 : 178–181 ; Gerodetti et al. 2021a : 31 s.). Tandis que l'animation socioculturelle enfance et jeunesse propose des offres principalement destinées aux enfants, aux adolescents et aux jeunes adultes, les offres socioculturelles (p. ex. dans les centres pour les familles et les maisons de quartier) sont souvent conçues de manière intergénérationnelle et s'adressent par exemple aussi, à travers diverses offres, aux parents avec des enfants en bas âge, aux familles et/ou aux seniors. Les offres de l'animation socioculturelle enfance et jeunesse et les offres socioculturelles se caractérisent par leur ouverture (aucune adhésion nécessaire), leur accessibilité (gratuit et axé sur les besoins), leur caractère volontaire (utilisation individuelle et autonome) et leur aspect participatif (participation des enfants et des jeunes aux décisions et à la mise en œuvre). Dans les offres de l'animation socioculturelle enfance et jeunesse et les offres socioculturelles, les professionnels du travail social accompagnent, soutiennent et encouragent de diverses façons les enfants et les jeunes sur le chemin de l'autonomie, dans le cadre d'un travail relationnel. L'animation socioculturelle enfance et jeunesse et les offres socioculturelles créent par exemple des espaces de liberté à l'intérieur desquels les enfants et les jeunes peuvent exprimer leurs besoins spécifiques et développer leurs propres activités culturelles d'enfants et de jeunes. En outre, elles proposent des offres de conseil et de soutien facilement accessibles et créent de multiples opportunités de participation dans les institutions et dans l'environnement de vie immédiat des enfants et des jeunes. Au sein de la communauté, l'animation socioculturelle enfance et jeunesse et les offres socioculturelles s'engagent avec les enfants, les adolescents et les jeunes adultes pour l'intégration sociale, culturelle et politique de ces derniers (cf. Gerodetti et al. 2021b : 1918).

⁵⁰ Les collaborateurs suivants ont participé à l'élaboration et à la révision des descriptions des différentes prestations (par ordre alphabétique) : Florian Baier, Kay Biesel, Lalitha Chamakalayil, Lukas Fellmann, Martina Fischer, Manuel Fuchs, Martina Gerngross, Julia Gerodetti, Heidi Hirschfeld, Stefan Köngeter, Brigitte Müller, Jana Osswald, Angela Rein, Dorothee Schaffner, Stefan Schnurr, Marina Wetzel.

⁵¹ En Suisse alémanique, on parle souvent d'*Offene Kinder- und Jugendarbeit*, alors qu'en Suisse romande, en raison de traditions théoriques et conceptuelles différentes, ce sont surtout les offres socioculturelles qui sont les plus répandues, c'est pourquoi on utilise plutôt le terme général d'*animation socioculturelle*.

Travail (social) hors murs avec les jeunes (TSHM)

Le travail (social) hors murs avec les jeunes désigne des prestations de l'aide à l'enfance et à la jeunesse qui interviennent dans l'espace public. Ces prestations, centrées sur la personne et organisées selon les contextes, s'adressent aux adolescents ou aux jeunes adultes, individuellement ou en groupes, dans leur environnement de vie immédiat (cf. Gerngross/Fuchs 2020 : 232). Le travail (social) hors murs avec les jeunes se définit comme une offre non formelle et informelle d'éducation, de conseil et de formation axée sur le milieu de vie des jeunes et caractérisée par un accès facile et à bas seuil (cf. Pingel 2018 : 740).

Le travail (social) hors murs avec les jeunes se présente sous une diversité de formats qui visent des objectifs et des groupes cibles différents. On peut distinguer les trois principaux types d'offres suivants (cf. Gerngross/Fuchs 2020 : 233–235) :

Animation jeunesse mobile et animation jeunesse de proximité

L'*animation jeunesse mobile* et l'*animation jeunesse de proximité* mettent l'accent (en plus des éléments d'aide individuelle) sur les processus d'appropriation auto-organisés et les activités récréatives ainsi que sur la facilitation de la participation politique au niveau communal. L'*animation jeunesse de proximité* a un lien fixe avec les lieux d'animation socioculturelle (p. ex. les centres de loisirs, les centres de jeunesse) et cherche à faire connaître les offres qui y sont proposées et à les adapter aux besoins des jeunes. En raison de leurs caractéristiques structurelles, l'*animation jeunesse mobile* et l'*animation jeunesse de proximité* peuvent être considérées comme une forme spécifique d'offre d'animation socioculturelle.

Travail de rue (avec les jeunes)

En revanche, le *travail de rue (avec les jeunes)* présente un caractère quelque peu différent du fait de ses objectifs et ses groupes cibles. Le *travail de rue* s'adresse principalement aux adolescents et jeunes adultes marginalisés qui ne sont souvent pas (ou plus) touchés par les autres offres du travail social, sont en situation d'exclusion ou menacés de l'être, et passent leur quotidien principalement dans l'espace public. Le travail de rue avec les jeunes a pour objectif, par le biais d'un travail relationnel, de rétablir pour ces derniers l'accès aux systèmes d'aide existants, de limiter les dommages et de leur permettre de quitter le milieu de la rue. Cette forme de travail (social) à la rencontre des jeunes crée des opportunités de formation et de conseil à bas seuil, d'accompagnement individuel et de participation (cf. Pingel 2018 : 743).

Alors que le *travail de rue avec les jeunes* est le format le plus répandu de ce type de prestations en Suisse romande sous le terme de *travail social hors-murs*⁵², on rencontre plus souvent en Suisse alémanique pour les jeunes des offres d'*animation jeunesse mobile* et d'*animation jeunesse de proximité*.

Offres d'encouragement précoce

L'*encouragement précoce* est un terme général qui englobe tous les dispositifs d'encadrement et d'éducation destinés à encourager les familles et leurs enfants, de la naissance à l'entrée à l'école enfantine. L'*encouragement précoce* est donc souvent assimilé à l'accueil et à l'éducation des jeunes enfants. Au sens large, l'*encouragement précoce* vise à soutenir les processus éducatifs et d'apprentissage des enfants d'âge préscolaire au sein et en dehors de la famille et à permettre ainsi un bon développement global au cours des premières années de vie, et à aménager les conditions-cadres de ce processus de manière optimale. Le lieu d'intervention de l'*encouragement précoce* inclut, outre la famille elle-même, tous les programmes et offres pédagogiques, de santé et (psycho)sociaux du domaine de la petite enfance destinés aux parents et aux personnes de référence avec leurs jeunes enfants.

L'*encouragement précoce* est donc un terme générique qui englobe différentes prestations destinées aux jeunes enfants et à leurs familles. Selon le rapport du Conseil fédéral sur la politique de la petite enfance

⁵² En Suisse romande, le *travail social hors murs* n'est en principe pas une offre destinée spécifiquement aux adolescents et aux jeunes adultes, mais s'adresse généralement aux personnes marginalisées de tous les groupes d'âge.

(2021 : 24-30), les offres d'encouragement, de conseil et de soutien suivantes peuvent être considérées comme relevant de l'*encouragement précoce* :⁵³

- *lieux de rencontre et d'apprentissage adaptés à l'âge destinés aux enfants et à leurs personnes de référence* comme les groupes de jeu, la gymnastique parents-enfants, les groupes d'éveil, les centres d'accueil et de rencontre pour les familles, les maisons de quartier ;
- *offres d'accueil extra-familial des enfants* comme les structures d'accueil de jour pour enfants, l'accueil familial de jour (voir ci-après la description de la prestation *accueil extrafamilial et parascolaire des enfants*) ;
- *formation des parents* comme les informations sur le développement de la petite enfance et sur les offres de soutien ou les offres de groupes pour les parents (voir ci-après la description de la prestation *formation des parents*) ;
- *offres dans le domaine de la santé* telles que consultations en matière de grossesse, accompagnement de la grossesse et de l'accouchement, préparation à l'accouchement et à la parentalité, conseil en allaitement et suivi post-natal ;
- *offres de l'encouragement précoce du langage* comme les groupes de jeu linguistiques, les groupes parents-enfants pour l'acquisition de compétences linguistiques ;
- *offres destinées aux personnes chargées de l'éducation et aux autres personnes de référence d'enfants d'âge préscolaire* tels que conseils aux parents en matière de grossesse et d'accouchement, consultations parents-enfants, conseils en cas de conflit conjugal, conseils en cas de séparation et de divorce (cf. chap. 6.1.1.2) ;
- *offres destinées aux familles* comme les thérapies parents-enfants d'ordre psychologique ou psychothérapeutique, le conseil familial et éducatif, les offres visant à décharger ou soulager les personnes chargées de l'éducation d'une partie de leurs tâches, les soins pédiatriques à domicile ;
- *prestations dans le domaine de l'aide à l'éducation*, qui s'adressent (aussi) aux familles avec enfants de la naissance à l'entrée à l'école maternelle (cf. chap. 6.1.1.3).

Certaines offres d'*encouragement précoce* peuvent donc être catégorisées comme des prestations de l'aide à l'enfance et à la jeunesse ; celles-ci sont décrites à différents endroits dans le chapitre 6.1.1. D'autres offres d'*encouragement précoce* peuvent être classées dans la catégorie *programmes et projets thématiques* (voir chap. 6.2).

Accueil extrafamilial et parascolaire des enfants

L'*accueil extrafamilial et parascolaire* comprend les offres d'accueil, d'éducation et de formation des enfants dans les crèches, l'accueil familial de jour ainsi que dans les structures d'accueil scolaires, appelées par exemple accueil parascolaire, l'accueil pendant la pause de midi, l'école à journée continue ou les structures de jour, ainsi que des offres spécifiques durant les vacances scolaires. Les offres d'accueil extrafamilial et parascolaire sont généralement coordonnées au niveau communal et souvent gérées par des entités responsables mixtes (école, prestataires privés et publics). Ces offres sont financées par des contributions des parents et des fonds publics (souvent en fonction des revenus), parfois aussi par des dons et des subventions de fondations ou d'entreprises.

L'accueil extrafamilial et parascolaire vise d'une part à faciliter la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. D'autre part, elle doit « donner aux enfants et aux jeunes d'autres possibilités de formation et de développement »⁵⁴. En outre, les offres d'accueil extrafamilial et parascolaire peuvent améliorer les chances de formation et de participation des enfants et des jeunes socialement défavorisés.

⁵³ Pour une description détaillée des différentes prestations du domaine de l'encouragement précoce, voir les pages 24 à 30 du rapport du Conseil fédéral sur la politique de la petite enfance (cf. Conseil fédéral suisse 2021).

⁵⁴ Schnurr (2012), annexe 3, p. 75 du rapport du Conseil fédéral de 2012.

Formation des parents

On peut regrouper sous le terme de *formation des parents* les offres de formation et manifestations destinées aux différentes formes de familles et couvrant toutes les phases de la vie familiale, donnant aux parents « la possibilité de discuter de thèmes généraux et personnels touchant à leur rôle »⁵⁵.

Le renforcement des compétences éducatives en est l'objectif essentiel, c'est pourquoi les offres de formation des parents visent avant tout à transmettre les connaissances et les compétences indispensables aux tâches parentales et éducatives ainsi qu'à l'organisation de la vie commune au sein de la famille.

6.1.1.2 Prestations de conseil et de soutien

Conseil aux enfants et aux jeunes

Les situations et problématiques amenant à solliciter les services de conseil aux enfants et aux jeunes sont très diverses. Elles vont des difficultés du quotidien aux situations de violence vécues en dehors et au sein de la famille, en passant par des problèmes psychosociaux, émotionnels ou relevant de la santé, des questions sur la sexualité et la vie sentimentale ou encore des conflits dans la famille, avec les pairs, avec les enseignants ou les formateurs, etc.

On peut distinguer deux types d'offres : celles qui s'adressent de manière non différenciée à tous les enfants et jeunes, et celles prévues pour des problématiques ou situations spécifiques, p. ex. les offres de conseil sur le cyberharcèlement ou pour les enfants et les jeunes exposés à la violence conjugale, les centres de consultation pour les enfants et les jeunes en situation de crise aiguë, ou les offres de conseil pour les enfants et les jeunes dont l'un des parents est atteint d'un trouble psychique (voir plus bas la description des *prestations pour les familles où l'un des parents est atteint d'un trouble psychique*).

Ces dernières années, des formes numériques telles que les conseils en ligne et par tchat se sont également développées. Le conseil a pour objectif d'aider les enfants et les jeunes à mieux comprendre et affronter les situations difficiles. Il contribue ainsi au développement de la personnalité et à l'acquisition de compétences utiles pour mener sa vie.

Conseil éducatif, familial et conjugal

Les offres de conseil destinées aux personnes vivant dans des constellations familiales et/ou assumant des tâches éducatives répondent aux nombreux défis qui émaillent le quotidien de la vie de famille, de la parentalité et de la relation de couple. Les offres de ce type sont largement répandues, les appellations et les profils des groupes cibles varient. Les raisons de faire appel à ces offres sont notamment les suivantes : incertitudes et situations critiques en rapport avec l'éducation, conflits familiaux, troubles (du développement) et problèmes scolaires chez les enfants (p. ex. difficultés d'apprentissage, résultats scolaires, repli sur soi, absentéisme), problèmes de communication entre parents et enfants, conflits entre frères et sœurs ou violence domestique. On peut citer aussi les conflits dans le couple et ceux liés à une séparation ou à un divorce, y compris la question du droit de visite. Certains centres de consultation proposent également des conseils en cas d'endettement ou de difficultés financières. Selon la problématique et l'approche de conseil, les enfants, les jeunes et d'autres membres de la famille peuvent être impliqués dans le processus. Ces centres de consultation emploient des spécialistes issus de différentes professions (p. ex. travail social, psychologie, pédagogie). L'objectif du conseil éducatif, familial et conjugal est de traiter les problématiques (ou d'orienter les personnes concernées vers les offres de soutien correspondantes) de façon que les personnes impliquées puissent développer une vision nouvelle et différenciée de leurs difficultés et de leurs problèmes ainsi que des moyens d'action plus larges afin de parvenir à mieux gérer leur quotidien.

Il existe différentes prestations de conseil spécifiques qui se focalisent sur certaines situations et/ou s'adressent à des groupes cibles spécifiques. Les plus connues et les plus répandues à l'heure actuelle sont citées ci-dessous (voir aussi ci-après les offres de conseil pour les familles où l'un des parents est atteint d'un trouble psychique).

⁵⁵ Schnurr (2012), annexe 3, p. 76s. du rapport du Conseil fédéral de 2012.

Consultation parents-enfants / puériculture

La consultation parents-enfants / puériculture est une offre de conseil destinée aux parents d'enfants âgés de 0 à 5 ans. L'accent est mis sur des thèmes liés au développement et à la santé du jeune enfant, tels que l'allaitement, le sommeil, la santé et les soins, le développement, la nutrition, ainsi que les questions d'éducation⁵⁶. Les prestations de conseil sont fournies dans des centres de consultation, lors de visites à domicile, par téléphone ou via des services de messagerie. La consultation parents-enfants / puériculture est proposée dans toutes les régions de Suisse.

Conseil aux parents d'enfants présentant un handicap

Les offres de conseil aux parents d'enfants présentant un handicap cognitif, psychique ou physique (p. ex. troubles du spectre de l'autisme, TDAH) fournissent des informations sur des questions médicales et relatives au droit social ou de la santé, assurent un accompagnement dans des situations de vie difficiles et, si nécessaire, proposent des offres de relève parentale (voir plus bas la description de la prestation *offres de relève parentale*) et/ou des offres de soutien en pédagogie spécialisée pour les enfants et/ou les adolescents en situation de handicap.

Conseil en cas de crise

Le conseil en cas de crise est une offre de conseil spécifique qui intervient dans les situations de crise *aigüe*, de conflit ou de mise en danger, dans lesquelles la capacité d'action des personnes concernées est considérablement restreinte et leur intégrité est menacée, et où un soutien est nécessaire dans un délai très court. Il peut s'agir de conflits ayant dégénéré au sein du couple parental ou de situations dans lesquelles des enfants ou des jeunes sont exposés de manière directe à des épisodes de violence ou à de la négligence, ou encore de crises liées à l'aggravation de problèmes psychologiques de membres de la famille. Le but du conseil en cas de crise est d'offrir un soutien dans les contextes de crise aiguë et de stabiliser la situation de manière à éviter la survenue ou l'aggravation de dommages. Il permet de faire baisser la tension, de soulager, de procurer la protection nécessaire et de garantir à la famille ou à ses membres l'accès à d'autres prestations.

Travail social en milieu scolaire

Le travail social en milieu scolaire est une prestation d'aide à l'enfance et à la jeunesse au sein de l'institution scolaire. Les travailleurs sociaux en milieu scolaire proposent une aide au cas par cas sous forme de conseils et d'interventions de crise pour répondre aux préoccupations de la vie quotidienne et aux problèmes psychosociaux des enfants et des jeunes (sous les prémisses de la justice sociale⁵⁷). Ils conçoivent également des projets thématiques (p. ex. pour la promotion des compétences sociales ou sur la gestion des difficultés dans l'enfance et l'adolescence) et proposent des activités pour certains groupes (p. ex. des groupes de filles ou des activités visant à améliorer un climat perturbé en classe). Par ailleurs, ils participent au développement de l'école en apportant une perspective complémentaire, assurent la mise en réseau de l'école avec des services spécialisés extrascolaires et entretiennent des contacts avec les parents, même au-delà du travail sur les situations individuelles. L'étendue de ces différentes prestations varie en fonction des conditions locales.

Le travail social scolaire est mené en étroite collaboration avec les enseignants, les responsables d'établissement et d'autres spécialistes à l'intérieur de l'école (p. ex. professionnels de la pédagogie spécialisée, psychologues scolaires). En outre, les travailleurs sociaux en milieu scolaire s'engagent au sein de l'espace social local et sont en relation avec l'éventail régional des offres de l'aide à l'enfance et à la jeunesse.

Sur le plan du contenu, le travail social en milieu scolaire aborde tous les thèmes sociaux qui peuvent être source de difficultés ou de préoccupation pour les enfants et les jeunes, tant dans le contexte scolaire que

⁵⁶ Association suisse des consultations parents-enfants (2023) Statistiques nationales 2022 de la consultation parents-enfants: www.sfmvb.ch/media/51283_gza_faktenblatt_sfmvb_beratungsstatistik_a4_fr.pdf

⁵⁷ On entend par prémisses de la justice sociale le concept selon lequel tous les êtres humains devraient avoir les mêmes chances de participer à la vie sociale, indépendamment de leur origine, de leur genre, de leur religion ou de leur statut social.

privé. Les principaux facteurs de succès sont l'accès bas seuil et la libre adhésion), de même que la confiance des enfants et des jeunes dans ce service et envers les travailleurs sociaux en milieu scolaire. Avec son large spectre de thèmes et de prestations, le travail social en milieu scolaire est une offre qui, d'une part, peut répondre à des crises aiguës, des situations difficiles et des mises en danger de certains enfants et jeunes et, d'autre part, peut aussi contribuer, par le biais d'offres thématiques (dans le sens d'un travail d'éducation, de prévention, de formation des parents), à prévenir l'aggravation des situations des enfants et des jeunes.

Prestations d'assistance et d'accompagnement de l'aide à l'enfance et à la jeunesse dans les écoles

L'éventail des prestations de l'aide à l'enfance et à la jeunesse au sein de l'institution scolaire - c'est-à-dire l'accompagnement des enfants, des jeunes ou des classes entières par du personnel supplémentaire - s'est continuellement développé depuis une dizaine d'années. Au niveau cantonal et local, il existe différentes appellations pour ces prestations, comme éducation sociale en milieu scolaire, aide scolaire, assistance en classe, etc. Le point commun de ces diverses prestations est qu'elles ne sont pas assurées par des enseignants, mais par des personnes ayant un profil et un mandat plutôt sociaux et/ou éducatifs. C'est pourquoi elles peuvent être considérées comme faisant partie de l'éventail de l'aide à l'enfance et à la jeunesse, même si elles relèvent d'entités responsables et de juridictions scolaires⁵⁸.

Pour l'avenir, le défi semble être de regrouper ces prestations avec toutes les autres offres et prestations de l'école dans un concept global. Celui-ci définirait les compétences, les profils de travail et d'offre ainsi que les responsabilités des différentes professions et des différents services en rapport avec les prestations qui ne peuvent être fournies que de manière coopérative (comme p.ex. le développement d'une offre de formation plus large, conforme aux compétences transversales du PER ou à la question de l'inclusion).

Prestations pour les familles où l'un des parents souffre d'un trouble psychique

Les familles où l'un des parents souffre d'un trouble psychique ou d'une addiction sont confrontées à des difficultés spécifiques en lien avec cette situation. Les problèmes quotidiens, familiaux et de communication ainsi que le cumul des difficultés sont en général insuffisamment traités par les offres psychiatriques et psychologiques. Pour répondre aux besoins d'information et de soutien, de plus en plus d'offres de conseil ont été créées ces dernières années pour les parents, les enfants, les jeunes et les proches concernés. Elles fournissent des informations sur la maladie, aident les parents à dialoguer avec leurs enfants à ce sujet, conseillent les familles sur la gestion du quotidien ou sur les plans d'urgence et leur facilitent l'accès à d'autres formes de soutien. L'objectif est de soulager les enfants et les parents, par exemple en informant les enfants sur la maladie de manière adaptée à leur âge et en abordant des sujets tels que la peur, les sentiments de culpabilité et de honte. Les parents bénéficient de conseils sur des questions pratiques et juridiques. Des offres de soutien allant au-delà des conseils et s'adressant spécifiquement aux enfants dont les parents souffrent d'un trouble psychique ont été mises en place ponctuellement. Il s'agit notamment de parrainages par des bénévoles coordonnés par des spécialistes, de services de consultation ainsi que d'offres à orientation thérapeutique pour les enfants de parents souffrant d'un trouble psychique.

Prestations relatives à l'insertion professionnelle

Afin d'assurer l'insertion professionnelle, un système s'est établi en Suisse depuis les années 2000 en parallèle du système de formation (professionnelle), connu sous le nom de système de transition. Dans ce cadre, divers acteurs proposent des offres de soutien à l'intégration professionnelle. Ainsi, le système de formation professionnelle, l'assurance-chômage, l'assurance-invalidité et l'aide sociale, sur la base de différentes lois, ont mis en place des offres d'insertion sociale et professionnelle destinées aux jeunes. Les principales prestations sont les offres passerelles scolaires ou orientées sur la pratique (formation professionnelle), les semestres de motivation ainsi que les offres d'insertion professionnelle de l'assurance-invalidité et de l'aide sociale. On trouve également des formats d'accompagnement individuel tels que

⁵⁸ En Suisse romande en revanche, les médiateurs scolaires, bien qu'effectuant des tâches d'assistance et de conseil aux jeunes, ne sont pas considérés comme faisant partie du dispositif d'aide à l'enfance et à la jeunesse car ils font partie du corps enseignant.

*Supported Education*⁵⁹ et *Case Management Formation professionnelle*. Ces derniers sont axés principalement sur l'orientation professionnelle, l'expérience pratique et la recherche de places de formation. Des spécialistes du travail social sont actifs dans le cadre de ces offres, assumant une tâche transversale et servant d'intermédiaires entre différentes institutions.

Le groupe cible est constitué de jeunes (jusqu'à 25 ans) qui, notamment en raison de désavantages structurels et d'inégalités sociales, sont exposés à un risque accru de ne pas pouvoir entamer directement une formation professionnelle à la fin de leur scolarité. Selon le mandat de prestations, différents types de difficultés sont abordées. L'effet visé est l'intégration sociale et professionnelle des jeunes concernés.

À côté de ces offres spécialisées, les transitions vers le monde du travail sont accompagnées par de nombreux acteurs de l'aide à l'enfance et à la jeunesse (p. ex. travail social en milieu scolaire, animation socioculturelle, éducation spécialisée).

Offre de relève parentale

Les offres de relève parentale s'adressent aux parents ou aux personnes qui assument des tâches éducatives et qui sont confrontées à des charges particulières. Il peut s'agir d'événements imprévus tels qu'un accident ou la maladie d'un enfant ou d'un parent, des membres de la famille nécessitant soudainement des soins, ou encore l'absence prolongée de l'un des parents en raison de circonstances extérieures. L'accent est mis ici sur les tâches pratiques liées à la garde des enfants et au ménage. Dans l'idéal, les offres destinées de relève parentale sont organisées dans un délai très court et sont généralement temporaires. Elles sont proposées par des organisations spécialisées (à but non lucratif). Celles-ci assument des fonctions d'intermédiaire et de coordination, et elles accompagnent et forment les personnes intervenantes, qu'il s'agisse ou non de professionnels.

On peut distinguer des offres générales celles qui visent spécifiquement à soulager les familles touchées par la maladie ou le handicap de longue durée ou chronique d'un enfant. Le but principal de la prestation est dans ce cas la prise en charge régulière de tâches d'assistance afin de décharger les parents. Il peut s'agir d'offres régulières d'encadrement d'une durée de quelques heures à plusieurs jours. Souvent, les personnes intervenantes disposent d'une expérience et de connaissances et spécifiques en rapport avec les besoins particuliers de l'enfant dus à la maladie, au handicap ou au trouble. Certaines offres sont associées à un coaching ou à des conseils aux parents sur la façon de gérer les besoins de l'enfant.

6.1.1.3 Aides à l'éducation

Les prestations de soutien dans le domaine de l'aide à l'éducation peuvent être volontaires ou ordonnées. Les prestations volontaires sont proposées par des services spécialisés ou par les services sociaux. Les prestations ordonnées dans le domaine de l'aide à l'éducation reposent sur les décisions d'une autorité de protection de l'enfant en lien avec les mesures de protection de l'enfant prévues par le droit civil (CC) ou sur les décisions d'une autorité pénale des mineurs liées aux mesures de protection prévues par le DPMIn. Indépendamment du fait qu'il s'agisse de prestations volontaires ou ordonnées, il est nécessaire dans chaque situation de déterminer les besoins par le biais d'une évaluation complète pour que les aides à l'éducation puissent être efficaces.

Action éducative en milieu ouvert (AEMO)

L'Action éducative en milieu ouvert (AEMO) est une prestation ambulatoire d'aide à l'éducation qui consiste en un accompagnement des familles s'étendant sur plusieurs mois. Cet accompagnement a généralement lieu au domicile des familles ou à proximité, de sorte que les professionnels accompagnent les membres de la famille dans leur vie quotidienne. Les raisons justifiant un soutien sont des situations de vie difficiles et des problèmes sociaux de la famille pouvant compromettre une éducation conforme au

⁵⁹ *Supported Education* représente une mesure ciblée, par exemple dans le cadre de l'Assurance-invalidité (AI), dont l'objectif est de permettre aux jeunes, grâce à un soutien individualisé, de suivre de manière aussi autonome que possible une formation (professionnelle) sur le marché primaire du travail. Dans ce cadre, les jeunes dont le handicap a été diagnostiqué sont accompagnés par un « job coach » pendant leur formation post-obligatoire. Ce dernier assume une fonction de conseil et d'accompagnement auprès des jeunes ainsi qu'une fonction de coordination vis-à-vis des entreprises formatrices et des services spécialisés.

bien-être des enfants ou des jeunes et le respect de leurs besoins et droits fondamentaux, C'est le cas par exemple lorsque les parents sont dépassés par des questions de développement et d'éducation des enfants ou lors de difficultés lors d'une séparation ou d'un divorce. L'objectif est de soutenir et de renforcer les capacités éducatives et de communication de la famille. L'accompagnement socio-éducatif des familles est axé sur l'ensemble du système familial et vise à identifier les facteurs spécifiques à l'origine des difficultés ainsi que les possibilités de les aborder dans et avec la famille. Des pistes de solution ciblées sur les besoins spécifiques de la famille sont développées et testées avec la participation de tous les membres, dans le sens d'un renforcement des capacités d'entraide. Les méthodes typiques de l'aide éducative en milieu ouvert sont les suivantes : conseils à la famille sur des questions de développement et d'éducation afin de stabiliser les relations au sein de la famille et favoriser les conditions d'éducation des enfants ou des jeunes ; aide à la structuration du quotidien de la famille ; décharge et aide à la gestion des tâches quotidiennes ; mise en valeur des ressources du réseau et réduction des contraintes liées au réseau ; établissement de liens et mise en réseau de la famille dans son contexte social ; mise en évidence de ressources informelles et matérielles (p.ex. allocations familiales et prestations complémentaires) ; triage ou accès à d'autres prestations et/ou mesures pour prévenir une mise en danger du bien de l'enfant.

Droits de visite surveillés, médiatisés ou accompagnés

Les droits de visite surveillés, médiatisés ou accompagnés font partie des prestations d'aide à l'éducation ambulatoires⁶⁰. Ils sont indiqués lorsqu'il y a lieu de penser que la sécurité des enfants ou des jeunes est menacée pendant les contacts non accompagnés avec l'un des parents ou qu'un contact personnel non accompagné représente pour eux une charge inacceptable. Les droits de visite surveillés, médiatisés ou accompagnés visent à permettre le maintien du contact personnel et de la relation entre l'un des parents et les enfants ou adolescents malgré des conditions difficiles. Les droits de visite surveillés, médiatisés ou accompagnés comprennent l'accompagnement et la surveillance du contact entre le(s) parent(s) et les enfants ou adolescents pendant l'exercice du droit (réciproque) d'entretenir des relations personnelles (cf. art. 273 CC ; art. 9 de la Convention relative aux droits de l'enfant). Les accompagnements lors de l'échange ou prestations de passage sont par exemple nécessaires lorsque les parents séparés sont en désaccord profond et qu'ils ne sont pas en mesure de gérer les situations d'échange sans imposer un stress important à leurs enfants et adolescents. L'accompagnement porte alors sur le début et la fin de la période de contact et de garde avec le parent chez lequel les enfants ou les jeunes ne vivent pas. Dans les prestations d'échange ou de passage, les périodes de contact et de garde ne font pas elles-mêmes l'objet d'un accompagnement.

Accompagnement socio-éducatif individuel de jeunes

L'accompagnement socio-éducatif individuel de jeunes⁶¹ est une prestation ambulatoire des aides à l'éducation. Cette prestation est fournie en cas de crises psychosociales du développement, de problèmes sociaux et de situations difficiles dans lesquelles le respect des besoins et droits fondamentaux des jeunes n'est pas assuré. L'objectif est d'aider les jeunes à mener une vie responsable, à développer des perspectives réalistes et à acquérir et renforcer leurs compétences personnelles à gérer leur quotidien. Généralement, l'aide est proposée sur une certaine durée et dispensée dans le cadre de vie des jeunes, en prenant en compte les problèmes et les besoins propres à leur situation individuelle. Lorsque c'est approprié, d'entente avec les jeunes, les parents et/ou d'autres personnes de référence peuvent aussi être impliqués. L'accompagnement a lieu avec une intensité variable en fonction des besoins et peut aller du soutien à l'intégration sociale jusqu'à l'autonomisation, dans le sens d'une vie autodéterminée, responsable et indépendante, en passant par le maintien de la cohabitation au sein de la famille (pour éviter un placement).

Structures socio-éducatives de jour

Les structures socio-éducatives de jour (ou accueil socio-éducatif de jour) sont une prestation ambulatoire des aides à l'éducation dans le cadre de laquelle les enfants et les jeunes sont pris en charge, accompagnés

⁶⁰ Les droits de visite surveillés, médiatisés ou accompagnés se déroulent dans des structures appelées fréquemment *Point Rencontre*

⁶¹ Cette note de bas de page ne concerne que la version allemande.

et stimulés durant la journée dans une institution, mais vivent à domicile. En plus de la structure socio-éducative de jour, les enfants et les jeunes fréquentent une école ou un programme préprofessionnel. Les structures socio-éducatives de jour incluent généralement le soutien individuel des enfants et des jeunes (y compris le soutien scolaire), le travail social en groupe, le travail avec les parents et la famille, la prise en compte de l'environnement social des enfants ou des jeunes et de la famille, ainsi que la collaboration et la mise en réseau avec des tiers (école, thérapie, organisations de loisirs, etc.). Cette prestation est indiquée lorsque, en raison de problèmes sociaux complexes et chroniques et de situations familiales difficiles, les enfants et les jeunes ne peuvent pas s'épanouir de manière adéquate sur le plan personnel, social et scolaire sans un soutien et un encouragement supplémentaires, leurs besoins fondamentaux ne sont pas garantis ou leurs droits ne sont pas préservés. Les parents ou les personnes qui détiennent l'autorité parentale sont toutefois en mesure d'assurer les besoins de base des enfants ou des jeunes en dehors de la structure socio-éducative de jour.

Placement extrafamilial (en institution et en famille d'accueil)

Dans l'éventail des différentes offres d'aide à l'éducation, le placement hors du foyer familial, que ce soit en institution ou en famille d'accueil, représente la forme la plus incisive d'intervention dans la vie d'une famille. Un placement extra-familial peut être initié par les parents ou proposé par des services spécialisés et mis en œuvre d'entente avec les parents. Sans l'accord des parents, un placement extra-familial peut être ordonné par une autorité de protection de l'enfant (en règle générale par le retrait du droit des parents de déterminer le lieu de résidence des enfants en vertu de l'art. 310 CC) ou par une autorité pénale des mineurs à titre de mesure de protection (cf. art. 10 et 15 DPMIn). L'éducation des enfants et des jeunes et les tâches de soins quotidiennes sont alors assurées temporairement ou durablement par d'autres personnes et dans un autre lieu.

Les prestations stationnaires d'aide à l'éducation sont une réponse à des problèmes sociaux multiples et cumulatifs, qui compromettent la préservation des besoins et droits fondamentaux des enfants et des jeunes ou qui peuvent amener à une mise en danger de ces derniers. Concrètement, il peut s'agir de situations où les parents sont provisoirement ou durablement absents ; d'un refus ou d'un échec de la parentalité ; de négligence, de violence et de maltraitance au sein de la famille ; de menaces pour le développement de l'enfant ou du jeune en raison de crises psychosociales ; d'une maladie physique ou d'un handicap de l'enfant ou du jeune. Ces motifs doivent être considérés dans leur contexte et en tenant compte de leurs interactions avec d'autres facteurs, comme les situations de pauvreté, de précarité, de discrimination ou de chômage. Ce n'est que sur la base d'une appréciation globale de l'ensemble de ces motifs et circonstances que la légitimité d'une telle intervention peut être établie.

Placement en institution

Le placement en institution comprend différentes formes d'hébergement dans lesquelles les enfants et les jeunes vivent jour et nuit, bénéficient d'un accompagnement socio-éducatif et/ou thérapeutique et sont stimulés dans leur développement et leur formation. Le placement en institution inclut en particulier le placement de longue durée, le placement à court terme ou Time-out, le placement relais et le placement hebdomadaire (placement à temps partiel durant la semaine ou pendant les vacances). Les institutions varient en termes de taille, d'orientation et de groupes d'âge concernés et prennent différentes formes, notamment : foyers pour enfants, foyers pour adolescents, foyers de type familial, foyers avec places de formation, foyers-écoles, centres d'observation, institutions thérapeutiques, communautés d'habitation accompagnées, institutions avec groupes en logement extérieur, et d'autres formes aux appellations variées pour l'hébergement d'urgence.

La durée de l'hébergement peut être temporaire ou durable, selon les besoins. L'une des caractéristiques essentielles du placement en institution est la prise en charge par des professionnels qualifiés, l'aménagement d'un cadre sûr et soutenant, ainsi que la prise en compte de tous les aspects de la vie personnelle et quotidienne des enfants et des jeunes.

L'objectif du placement en institution est d'accompagner les enfants et les jeunes dans leur développement, d'assurer une éducation encourageant leur autonomie et leur capacité d'action, de les

soutenir dans les processus de formation formels et informels et de créer un environnement social favorable afin de leur donner la chance de participer à la société et de se réaliser. Le placement en institution inclut aujourd'hui, de différentes manières, la collaboration avec les parents et l'intégration de la famille d'origine dans le travail socio-éducatif. Il peut être combiné avec d'autres prestations de soutien telles que l'aide l'action éducative en milieu ouvert (AEMO) ainsi que des offres de prise en charge complémentaires à la journée, sur les week-ends ou pendant les vacances.

Placement en famille d'accueil et prestations liées

Le terme de placement en famille d'accueil désigne la prise en charge éducative d'enfants et d'adolescents, (généralement) non professionnalisée, par des parents nourriciers sous la responsabilité de l'État. On peut distinguer les placements au sein de la parenté ou en dehors de cette dernière. Le placement en famille d'accueil prend différentes formes, notamment le placement de longue durée, le placement à court terme ou Time-out, le placement relais et le placement hebdomadaire (placement à temps partiel durant la semaine ou pendant les vacances). Les prestations liées au placement en famille d'accueil comprennent entre autres le recrutement et la fonction d'intermédiaire avec les familles d'accueil, la formation des parents nourriciers ainsi que le conseil et l'accompagnement de ces derniers dans les situations de la vie courante et en cas de crise. Les entités qui fournissent des prestations dans le cadre du placement en famille d'accueil peuvent être des collectivités publiques ou des services spécialisés, mais aussi des organisations privées. Les diverses prestations de sélection, de formation et d'accompagnement des parents nourriciers ainsi que les prestations qui s'adressent aux enfants placés ou aux familles d'accueil sont aussi regroupées sous le terme d'aide aux enfants placés en famille d'accueil.

Une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive fait tout d'abord en sorte, en étroite collaboration avec les communes, que ces prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse existent et soient accessibles à tous les enfants, jeunes, parents et familles du canton. Elle veille ensuite à ce que les prestations fournies soient adaptées aux besoins et de qualité et, dans ce contexte, elle assume des tâches de surveillance auxquelles elle est légalement tenue. Le canton rend ceci possible notamment en mettant en place les conditions-cadres décrites au chapitre 5 et en gérant activement les différents domaines de compétence.

6.1.2 Tâches transversales : organisation de l'aide et gestion individualisée

Ce chapitre décrit des tâches qui sont très importantes et indispensables pour le système d'aide à l'enfance et à la jeunesse en Suisse, mais qui ne peuvent pas être classées dans la catégorie des prestations, car elles se situent à un autre niveau (plutôt intermédiaire). Ces deux *tâches transversales* que sont l'organisation de l'aide et la gestion individualisée ont en commun qu'elles ont trait, au sens large, à l'évaluation des problématiques et des besoins (donc avec des activités diagnostiques) ainsi qu'à la proposition et à la coordination de prestations.

Les cantons sont responsables (avec les communes) de garantir que les offres et les prestations répondent aux besoins. Cependant, le seul fait de mettre à disposition des offres et des prestations adaptées aux besoins ne suffit pas. Même avec un éventail d'offres idéalement composé, il est nécessaire de déterminer, de proposer et de coordonner les prestations adéquates en fonction des besoins individuels. L'organisation de l'aide et la gestion individualisée répondent à cette mission. Les exigences envers les processus qui y sont liés sont d'autant plus élevées lorsqu'elles impliquent une intervention relativement importante dans le parcours d'un enfant ou d'un jeune et dans la vie familiale. Cela s'applique surtout aux *aides à l'éducation* (cf. chapitre 6.1.1.3), en particulier au placement en institution, au placement en famille d'accueil et à l'action éducative en milieu ouvert (AEMO). Ainsi, la nécessité de concevoir des processus conduisant à des décisions individualisées en matière de prestations est soulignée notamment dans les recommandations de la CDAS et de la COPMA relatives au placement extrafamilial (cf. CDAS et COPMA 2020). Ces recommandations proposent un modèle de processus pour le placement extra-familial qui distingue trois phases (phase de décision et d'admission, phase de prise en charge, phase de départ) et recommandent aux cantons « d'établir des processus, des standards et des lignes directrices qui considèrent le placement

extra-familial comme un tout » (CDAS et COPMA 2020 : 18 ; 19-22) et qui permettent la participation de l'enfant à chaque phase (cf. *ibid.*). Ces recommandations rappellent l'exigence de processus de planification, de décision et de participation⁶² en fonction de chaque cas, qui requièrent une organisation de l'aide et une gestion individualisée professionnelles et appropriées pour chaque situation, et soulignent la responsabilité des cantons concernant ces processus (voir à ce sujet le paragraphe ci-dessous).

L'*organisation de l'aide* comprend le processus de clarification participative des besoins, des problématiques et des situations, ainsi que le choix de la ou des prestations dont on peut raisonnablement penser qu'elles pourront apporter des réponses appropriées et efficaces à ces besoins, problématiques et situations. Elle inclut donc des activités de diagnostic ainsi que l'examen de différentes prestations alternatives en vue de parvenir à la meilleure adéquation possible. L'organisation de l'aide comprend ainsi forcément des procédures qui peuvent être comprises comme des « enquêtes ». Depuis la réforme du droit civil concernant la protection de l'enfant, le terme d'« enquête » est utilisé presque exclusivement pour les investigations menées dans le cadre des procédures de protection de l'enfant. Pour mieux faire la distinction, nous utilisons ici (puisque'il s'agit de définir des tâches de l'aide aux enfants et à la jeunesse), en accord avec les débats d'experts en langue allemande (p. ex. Merchel 2019), le terme d'organisation de l'aide. Ceci n'est aucunement lié à une volonté de dévaloriser la partie diagnostique de cette dernière. L'organisation de l'aide dépend clairement de la connaissance des conditions de vie concrètes des enfants, des jeunes et des familles, de leur environnement, de leurs stratégies de gestion des difficultés, des conditions socio-spatiales et de l'éventail des prestations. Les enfants, les jeunes et les parents doivent donc être impliqués dans les processus d'organisation de l'aide afin que leur perception des besoins, des problématiques et des situations ainsi que des réponses appropriées soit prise en compte dans le choix de la ou des prestations adéquates. Leur participation aux processus d'organisation de l'aide est un facteur décisif pour l'efficacité des prestations (Albus et al. 2009), tant au niveau de la clarification des besoins, des problématiques et des situations qu'au moment de choisir les réponses appropriées. Dans cette perspective, des modèles et des méthodes d'organisation participative de l'aide ont été développés et testés depuis de nombreuses années (p. ex. Schäuble/Wagner 2019 ; Merchel 2019 ; Schwabe 2019). Parmi ces méthodes, on trouve notamment le conseil de famille ou *family group conference*, également très répandu au niveau international (Hauri/Rosch 2018 ; Wagner 2019 ; Dietrich/Stauffner 2022). Une autre méthode est par exemple la conférence d'intervenants (Levold 2014).

La *gestion individualisée* implique qu'un professionnel est responsable du fait que les décisions relatives aux prestations soient prises avec soin, de façon coordonnée et avec la participation des personnes concernées (enfants, jeunes, parents). Le professionnel en charge de la gestion individualisée clarifie le financement des prestations et organise l'accès à celles-ci ; il s'assure que les demandes aux prestataires soient formulées clairement et coordonne si nécessaire les différentes prestations (complémentaires). Il vérifie que les mesures prises produisent les effets escomptés et adapte les prestations si nécessaire. Enfin, il a la responsabilité de veiller à ce que les prestations prennent fin en temps opportun. Il représente en outre un interlocuteur de confiance et accessible pour les enfants, les jeunes et les parents.

L'organisation de l'aide et la gestion individualisée sont des tâches étroitement liées. Il y a donc de bonnes raisons pour qu'elles soient confiées à un même professionnel.

Ainsi, une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive veille aussi à l'existence de conditions-cadres appropriées (p. ex. ancrage juridique, moyens financiers) et de procédures standard (p. ex. normes de qualité professionnelles) afin que l'organisation de l'aide et la gestion individualisée, en tant que tâches transversales de l'aide à l'enfance et à la jeunesse, puissent être mises en œuvre de façon adéquate. Les

⁶² La question centrale est ici de savoir dans quelle mesure l'éventail des offres (locales) est adapté à la mission de gérer la complexité et la dynamique particulières des *problèmes de développement*. Fondamentalement, dans le domaine des prestations destinées aux enfants, aux jeunes et aux familles, il s'agit toujours de garantir le bien de l'enfant dans un *contexte particulier de configurations familiales et de conditions de vie concrètes* (relations parents/enfants, relations avec les frères et sœurs et les pairs, santé, formation, statut socio-économique). Les relations, les conditions de vie et les besoins sont dynamiques et peuvent changer rapidement. De plus, la question de savoir quels sont les problèmes et quelles sont les prestations les plus appropriées pour les résoudre ne peut trouver de réponses fiables et ciblées que si les expériences et les points de vue subjectifs des personnes concernées sont pris en compte et si les enfants, les jeunes et leurs parents sont associés à la prise de décision. Sur le plan juridique, l'obligation de permettre à l'enfant de participer à la clarification de la question *quel est le problème et quelle est la meilleure façon d'y répondre* découle du droit à la participation inscrit dans la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant.

cantons garantissent cela notamment en assurant les conditions d'une exécution professionnelle et qualifiée de ces tâches transversales. Ils veillent en particulier à la mise à disposition de normes conceptuelles et des ressources nécessaires à leur application (services spécialisés, qualifications, temps). Les cantons contribuent en outre ainsi de manière importante à ce que les moyens alloués pour les prestations soient utilisés de manière efficace et axée sur les besoins.

6.2 Programmes et projets thématiques

Les programmes et projets thématiques lancés, réalisés et/ou (partiellement) financés par le canton (le cas échéant en collaboration avec des communes ou des organisations non gouvernementales) constituent un autre *élément* d'une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive. Ils ont pour but d'améliorer les conditions de vie des enfants et des jeunes ou de susciter des changements d'attitude et/ou de comportement chez les enfants, les jeunes, les parents et les familles (p. ex. prévention des comportements à risque ou renforcement des compétences sociales des jeunes). Les offres prévues dans le cadre de tels programmes et projets doivent contribuer au bien-être des enfants, des jeunes, des parents et des familles et favoriser leur intégration sociale. Selon la région linguistique, ces programmes et projets peuvent être appelés programmes ou projets de prévention, éducatifs ou d'encouragement. Contrairement aux prestations de l'aide à l'enfance et à la jeunesse, ils visent souvent des groupes d'enfants, de jeunes, de parents et/ou de familles présentant des caractéristiques similaires⁶³. Ils ont une orientation thématique claire, comme la santé (par exemple l'alimentation, l'activité physique, les dépendances, la santé mentale), les médias, la violence⁶⁴, le harcèlement, la cybersécurité, l'éducation sexuelle ou la sécurité routière. Les programmes s'inscrivent dans la durée et couvrent un large spectre d'activités. Ils peuvent englober différents projets et initiatives et comprendre une diversité d'offres qui sont coordonnées pour atteindre un objectif commun. Les projets sont quant à eux des offres limitées dans le temps, avec un début et une fin clairement définis.

Dans l'idéal, les programmes et les projets s'inscrivent dans des stratégies cantonales (souvent en lien avec des stratégies nationales) et ne devraient pas être développés et mis en œuvre exclusivement en raison d'une sensibilité de l'opinion publique ou de l'actualité politique liée à une problématique sociétale identifiée.⁶⁵ En fonction du champ thématique et de la problématique abordés par un programme ou un projet, une collaboration intersectorielle peut s'avérer judicieuse et profitable, tant au niveau de leur élaboration que de leur réalisation. Certains programmes et projets (modèles) peuvent aussi avoir pour objectif de développer des prestations de base spécifiques de l'aide à l'enfance et à la jeunesse sur un territoire donné (p. ex. dans un canton ou une région) et de promouvoir leur diffusion et leur mise en œuvre. Jusqu'à présent, le développement de programmes et de projets est encore rarement⁶⁶ basé sur la prise en compte de la perspective des enfants et des jeunes et des sujets et questions qui les préoccupent, ce qui signifie que le droit de participer de ces derniers n'est que très partiellement satisfait (si ce n'est éventuellement pendant la mise en œuvre des programmes et projets).

Une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive lance et promeut des programmes et projets thématiques (et éventuellement intersectionnels) pour les enfants, les jeunes, les parents et les familles et porte la (co)responsabilité de leur mise en œuvre. Selon le programme ou le projet, elle le fait en collaboration avec les communes et/ou les organisations non gouvernementales et d'autres secteurs de l'administration. L'une des tâches centrales est de veiller à ce que le contenu des programmes et projets ne soit pas exclusivement défini par des priorités politiques, mais qu'il soit (aussi) déterminé en fonction des besoins locaux et de la stratégie cantonale en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse.

⁶³ Par exemple groupes d'âge, niveaux de revenus, localisation géographique, niveau d'éducation, état de santé, situation professionnelle, appartenance ethnique et autres facteurs démographiques.

⁶⁴ Voir p. ex. à ce sujet le [programme national Jeunes et violence 2011-2015 \(admin.ch\)](#), en particulier la publication d'Averdijk et al. (2015).

⁶⁵ Les projets et surtout les programmes sont en effet souvent influencés par les priorités politiques, car l'élaboration, le financement et la mise en œuvre des programmes publics dépendent dans une large mesure des décideurs politiques et de leurs priorités.

⁶⁶ Il existe de premières approches dans ce sens, par exemple chez Promotion Santé Suisse, voir : [Rapport 008 PSCH 2022-11 - Promotion de la santé pour et avec les enfants](#) ou [Document de travail 048 PSCH 2019-04 - La participation en matière de promotion de la santé.pdf](#)

6.3 Offres de la société civile dans les clubs de loisirs et les associations

Dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse, on trouve une grande diversité d'offres et d'organisations de la société civile. Le travail associatif, avec ses offres destinées aux enfants et aux jeunes, joue un rôle particulièrement important, tant dans le cadre des clubs de loisirs pour les enfants et les jeunes que dans celui des associations pour l'enfance et la jeunesse.⁶⁷ Ces offres favorisent le développement personnel des enfants et des jeunes et leur ouvrent souvent de nombreuses opportunités de participation. Elles sont portées par l'auto-organisation de leurs membres, qui peuvent être des enfants, des jeunes ou des adultes. Ces clubs et associations présentent entre autres les caractéristiques suivantes (cf. Richter 2011 in Bracker/Riekman 2020 : 890 ; Riekman 2011 : 17-18) :

- membres : l'accès aux offres est typiquement lié à une adhésion ;
- participation volontaire : les membres peuvent se libérer en tout temps des obligations qui découlent de l'adhésion ;
- activité non rémunérée : les membres ne sont pas payés pour leurs activités ;
- but de l'association : les offres se réfèrent à un objectif commun défini pour l'association, qui découle des intérêts des membres et est déterminé par ces derniers ;
- des offres associatives et des groupes organisés sur la durée : dans ces associations, les enfants et les jeunes s'adonnent souvent à des activités durables et non à des activités ponctuelles ou limitées dans le temps.

Parmi les associations proposant des activités pour les enfants et les jeunes, on peut distinguer deux formes.

Premièrement, il existe des *associations de loisirs* pour enfants et adolescents qui concentrent leurs offres sur un objectif thématique étroitement délimité et clairement défini. Les sociétés de musique, artistiques, clubs de sport, associations culturelles ou environnementales en sont des exemples. Elles proposent des offres dans leur champ thématique et encouragent les enfants et les jeunes dans ce domaine spécifique (p. ex. promotion du sport). La structure de gestion de ces associations est déterminée par des adultes, et les offres destinées aux enfants et aux jeunes sont aussi majoritairement dispensées par des adultes qui possèdent des compétences et des connaissances dans le domaine spécifique. Outre leurs objectifs primaires (artistiques, sportifs, etc.), qui vont souvent de pair avec une certaine orientation vers le succès et la performance, ces associations peuvent contribuer à l'intégration sociale et à l'éducation à la démocratie (cf. Nagel et al. 2023, 334).

Deuxièmement, il existe des associations proposant des offres pour les enfants et les jeunes dont la responsabilité incombe principalement à des adolescents et de jeunes adultes, dont l'approche est plus large et qui sont davantage tournées vers le développement de la personnalité sans être directement axées sur le succès et la performance. Avec des offres diversifiées, elles tendent à ouvrir aux jeunes un espace d'expérimentation et d'épanouissement de leurs capacités individuelles. L'accent est mis sur l'expérience de la communauté et sur l'encouragement des aptitudes sociales des enfants et des jeunes, de leur sens des responsabilités et de leurs compétences à gérer leur propre vie. Ce sont des lieux d'auto-organisation des jeunes, d'éducation non formelle et de formation à la démocratie (cf. Riekman 2020), où les structures de gestion sont déterminées par les jeunes, contrairement aux associations de loisirs mentionnées ci-dessus. Ces organisations sont appelées *associations pour l'enfance et la jeunesse*, les plus connues en Suisse alémanique étant probablement le mouvement scout, les Unions chrétiennes et Jungwacht/Blauring (cf. Gerodetti/Fuchs 2020)⁶⁸.

Les associations pour l'enfance et la jeunesse ont généralement développé des structures suprarégionales qui sont soutenues par des personnes (professionnels) chargées de tâches de coordination et de conception

⁶⁷ Il faut souligner ici qu'outre les associations, il existe de nombreuses autres offres de la société civile dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse, par exemple sous forme de bénévolat en ligne (cf. Freitag et al. 2016 : 147-182).

⁶⁸ En Suisse romande, le mouvement scout est aussi actif. Il existe également, en particulier dans les cantons de FR, VD et VS, de très nombreuses organisations appelées « sociétés de jeunesse », qui sont auto-organisées et regroupent des jeunes d'une même commune. Ces sociétés développent des activités principalement pour les autres jeunes mais aussi pour l'ensemble de la communauté.

(collaboration entre salariés et bénévoles). Les associations pour l'enfance et la jeunesse appliquent le principe de délégation pour représenter les intérêts des associations locales, ce qui génère une structure organisationnelle largement indépendante du niveau associatif local (cf. Riekmann 2011 : 19). Grâce à leurs structures suprarégionales et à leur organisation faîtière nationale⁶⁹, les associations pour l'enfance et la jeunesse peuvent intervenir en tant qu'acteurs politiques dans les questions (politiques) de définition de la politique de l'enfance et de la jeunesse et défendre les intérêts de leurs membres en disposant d'une légitimité démocratique.

Une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive considère en particulier les associations pour l'enfance et la jeunesse comme des acteurs importants de la société civile dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse au niveau des cantons et collabore avec elles dans un esprit de partenariat. Elle contribue en outre à la pérennité des associations pour l'enfance et la jeunesse et, selon les cantons, à la promotion de certaines associations de loisirs. Elle soutient, en fonction de la situation et des besoins, leurs structures et/ou éventuellement des offres ou des projets spécifiques (p. ex. camps, formation de moniteurs).

6.4 Formats de participation des enfants et des jeunes

La participation des enfants et des jeunes est, avec la protection et l'encouragement, un objectif essentiel et un critère normatif de la politique suisse de l'enfance et de la jeunesse (cf. Conseil fédéral suisse 2008 : 4 ; chapitre 3.2). Les articles 12 et 13 de la Convention relative aux droits de l'enfant, ratifiée par la Suisse en 1997, stipulent que les enfants et les jeunes bénéficient des droits à la participation suivants :⁷⁰

- le droit des enfants à se former leur propre opinion (art. 12),
- le droit d'exprimer librement cette opinion sur toute question les intéressant (art. 12),
- le droit à ce que ces opinions soient dûment prises en considération eu égard à leur âge et à leur degré de maturité (art. 12),
- le droit à la liberté d'expression (Art. 13)

L'opinion des enfants et des jeunes doit être prise en considération de façon adéquate dans les décisions les concernant et soutenue publiquement (voir aussi Comité des droits de l'enfant 2021).⁷¹ Lundy (2007: 933) a concrétisé le droit à la participation des enfants et des jeunes prévu par l'art. 12 dans un modèle nommant quatre conditions (*space, voice, audience et influence*) :

- « espace : les enfants et les jeunes doivent avoir la possibilité d'exprimer leur opinion
- voix : les enfants et les jeunes doivent être mis en mesure d'exprimer leur opinion
- audience : cette opinion doit être écoutée
- influence : cette opinion doit être prise en compte de manière appropriée » (traduction propre, Lundy 2007: 933)

Les déclarations et recommandations suivantes se rapportent à différents niveaux de participation et doivent toujours être considérées en relation avec ces quatre conditions (espace, voix, audience, influence).

Classification conceptuelle des différents niveaux de participation :

Pour permettre une classification conceptuelle du présent sous-chapitre, nous esquissons différents niveaux de participation (cf. Zermatten/Stoeklin 2009 ; Wittwer 2015 ; Müller-Suleymanova et al. 2023).

Nous distinguons d'une part les formats de participation individuels et collectifs. La participation individuelle décrit des processus qui concernent personnellement les enfants et les jeunes et qu'ils traversent

⁶⁹ En tant qu'organisation faîtière, le Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ) soutient différentes organisations de jeunesse et constitue un acteur central pour la représentation des intérêts du travail associatif pour l'enfance et la jeunesse au niveau national.

⁷⁰ https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1998/2055_2055_2055/fr

⁷¹ Il existe diverses normes de qualité et recommandations basées sur l'expérience concernant la participation des enfants et des jeunes (voir par exemple BMFSFJ 2015 ; Müller-Suleymanova et al. 2023 ; Rieker et al. 2015) qui peuvent soutenir la mise en œuvre.

individuellement, comme leur implication dans le choix du type de prestation dans le cadre de l'organisation de l'aide. La participation collective décrit des processus dans lesquels les enfants et les jeunes deviennent actifs en tant que groupe, sur des questions qui les concernent collectivement, afin d'exprimer publiquement des points de vue, des positions et des intérêts.

La participation collective peut être subdivisée en participation sociale et participation politique. La participation sociale désigne l'implication des enfants et des jeunes dans des groupes ou dans des activités axées sur des groupes, par exemple dans une association pour l'enfance et la jeunesse, dans un club de loisirs ou en tant que bénévole dans une association socialement engagée. La participation sociale est une action collective publique dépassant la sphère privée mais sans visée politique directe (cf. Roßteutscher 2009 : 163). En revanche, la participation politique est une action orientée vers un but, qui vise à influencer les décisions politiques pouvant toucher les domaines les plus divers de la société (cf. Gabriel 2022 : 17 ; Roßteutscher 2009 : 163 ; van Deth 2009 : 141). Selon Wittwer (2015) dans Zimmermann/Schmuziger (2021 : 5), il ne s'agit pas seulement de processus de décision, mais aussi de possibilités préalables d'information et de formation de l'opinion et de la volonté.⁷² Par conséquent, la participation politique des enfants et des jeunes signifie « avoir la possibilité de prendre des décisions sur des questions concernant des domaines de leur existence. Il doit en résulter des effets durables et perceptibles qui exercent une influence sur l'environnement où ils vivent » (Müller-Suleymanova et al. 2023 : 7).⁷³ La participation politique comprend donc aussi bien des structures formalisées et institutionnalisées que des formats non institutionnalisés et à bas seuil.

6.4.1 Participation politique des enfants et des jeunes

Pour une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive, la participation politique des enfants et des jeunes revêt une importance particulière. Lorsque les enfants et les jeunes sont impliqués dans les processus de décision politique, ils acquièrent la possibilité de participer à l'aménagement de leur environnement immédiat et d'exercer une influence sur des décisions qui les concernent (cf. Malatesta/Golay 2020 : 359). Parallèlement, cela favorise la responsabilité sociale et la citoyenneté active chez les enfants et les jeunes.

La participation politique des enfants et des jeunes est importante tant au niveau cantonal que communal.

Participation politique des enfants et des jeunes au niveau cantonal

Les formats et processus suivants peuvent être cités à titre d'exemple au niveau cantonal :

Conseil des jeunes, parlement des jeunes, sessions des jeunes et forums de la jeunesse au niveau cantonal
Il s'agit de structures de participation formalisées au niveau cantonal dans le cadre desquelles les enfants et les jeunes peuvent acquérir l'expérience concrète des processus de discussion et de décision politiques.

Possibilités de participation systématiques au sein de l'administration cantonale

Des processus de planification et de mise en œuvre de projets doivent être instaurés au sein de l'administration cantonale pour prendre davantage en compte les préoccupations des enfants et des jeunes, par exemple au moyen d'un questionnaire sur la prise en compte des droits de l'enfant/des jeunes.

Possibilités de participation systématiques dans le cadre de la planification de la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse

Dans le cadre du processus de révision des mesures existantes et d'élaboration des futures mesures au niveau cantonal, les besoins des enfants et des jeunes doivent être systématiquement répertoriés (cf. également chap. 5.1.3).

⁷² Note des auteurs : cette définition peut néanmoins brouiller les limites avec la participation sociale.

⁷³ Cette définition suit l'exigence formulée par Fatke (2007 : 4) selon laquelle on ne peut parler de participation des enfants et des jeunes que « lorsque les enfants et les jeunes participent aux décisions les concernant, lorsqu'ils ont la possibilité de se prononcer sur les questions importantes et qu'ils contribuent ainsi activement à l'organisation de tous les domaines de leur existence ».

Monitoring de la participation des enfants et des jeunes dans le canton

L'opinion et la satisfaction des enfants et des jeunes du canton par rapport à leurs possibilités de participation devraient être mesurées régulièrement au moyen de sondages systématiques (cf. Meinhold-Henschel/Schack 2009 : 354–356).

Participation politique des enfants et des jeunes au niveau communal

De manière générale, les communes, en tant qu'espace de vie immédiat des enfants et des jeunes, ont une importance particulière pour la participation de ces derniers (cf. Müller-Suleymanova et al. 2023 : 35 s. ; Rieker et al. 2015 : 9). Les formats à bas seuil, en particulier, sont plus faciles à mettre en place au niveau communal qu'au niveau cantonal. De manière analogue aux niveaux et formats décrits plus haut, il est donc nécessaire de disposer également au niveau communal de structures offrant diverses opportunités de participation aux enfants et aux jeunes. Cela peut comprendre (également à titre d'exemple) : un conseil des jeunes, un parlement des jeunes, des sessions de jeunes et des forums de la jeunesse dans les communes ; des possibilités de participation systématiques au sein de l'administration communale et dans le cadre de la planification de la politique communale de l'enfance et de la jeunesse (p. ex. enquêtes sur les besoins des enfants et des jeunes, processus de développement de stratégies conçus de façon participative), un monitoring de la participation des enfants et des jeunes au sein de la commune, ou encore un mandat formel donné aux professionnels de l'animation socioculturelle pour la création et la mise en œuvre de formats de participation à bas seuil pour les enfants et les jeunes.

Conformément à l'exigence légale citée de garantir la participation des enfants et des jeunes, il incombe aux pouvoirs publics, et donc aux cantons (ainsi qu'aux communes), de donner aux enfants et aux jeunes des possibilités de participation politique à bas seuil, formalisée ou non, au niveau cantonal et communal, et de leur proposer des offres qui les accompagnent et/ou les soutiennent dans les processus de participation politique sans pour autant exercer une influence volontaire sur leurs positions et leurs modes d'expression (cf. Schnurr 2018 : 643 s.). La participation politique des enfants et des jeunes nécessite un large éventail de formats différents pour pouvoir tenir compte de l'hétérogénéité du groupe cible, et donc de la diversité des intérêts et préoccupations (cf. Müller-Suleymanova et al. 2023 : 10–13).⁷⁴

- *Niveau cantonal : pour promouvoir la participation politique des enfants et des jeunes au niveau cantonal, les formats et les processus mentionnés ci-dessus doivent être introduits, développés et ancrés durablement dans les structures cantonales.*
- *Niveau communal : pour promouvoir la participation politique des enfants et des jeunes au niveau communal, les communes doivent être encouragées et soutenues par les cantons, par exemple par le biais de conseils, du développement des connaissances et d'un financement initial, afin qu'elles puissent mettre en place des structures de participation communales adaptées aux besoins des enfants et des jeunes et les ancrer structurellement. Ceci afin que les communes aient les moyens de développer une culture de la participation politique des enfants et des jeunes et un large éventail de formats différents (Müller-Suleymanova et al. 2023 : 35 s.). L'objectif est notamment de permettre une planification adéquate de l'offre locale, par exemple par le biais d'enquêtes sur les besoins et du développement de concepts communaux en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse avec la participation des enfants et des jeunes.*

⁷⁴ Les formes de participation peu formalisées sont particulièrement intéressantes : premièrement, l'importance de la participation politique formalisée diminue globalement chez les jeunes, alors que celle des formats non institutionnels et flexibles augmente (cf. Rieker et al. 2015 : 7). Deuxièmement, les formats de participation institutionnels et fortement formalisés (p. ex. parlement des jeunes) tendent à attirer surtout des jeunes disposant d'un niveau de formation élevé et de ressources relativement importantes (cf. ibid. : 10). En revanche, les jeunes marginalisés ou qui ne s'intéressent pas à la politique ne sont que peu représentés dans les instances formelles (cf. ibid. ; Wittwer 2014 : 42).

Ces activités⁷⁵ de promotion de la participation politique des enfants et des jeunes, tant au niveau cantonal que communal, constituent un élément central d'une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive (voir aussi à ce sujet CFEJ 2023 : 14).

6.4.2 Participation des enfants et des jeunes aux offres relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse

Rendre possible la participation doit être considéré comme un critère normatif et un principe conceptuel dans toutes les offres relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse, c'est-à-dire non seulement les offres axées explicitement sur la participation politique, mais aussi les prestations de base de l'aide à l'enfance et à la jeunesse, les programmes et projets thématiques et les offres de la société civile dans les clubs de loisirs et les associations. Une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive porte, à des degrés divers selon le domaine des offres, une part de la responsabilité de garantir le respect du droit de participer tel que décrit ci-après.

Participation des enfants et des jeunes dans l'aide à l'enfance et à la jeunesse

Dans l'aide à l'enfance et à la jeunesse, les enfants et les jeunes, ainsi que leurs parents et leurs familles, sont considérés comme parties prenantes et acteurs de la définition et de la mise à disposition des prestations (cf. Schnurr 2018 : 636). Cette participation active des groupes cibles intervient, dans une perspective professionnelle, aux niveaux suivants (cf. ibid. 636, 368) :

- Participation aux décisions concernant les besoins, les problèmes et les réponses à y apporter :
 - Diagnostic/indication : intégration des enfants et des jeunes dans les décisions relatives aux besoins et aux problèmes qui se présentent dans chaque cas individuel et auxquels les prestations de l'aide à l'enfance et à la jeunesse doivent répondre.
 - Gestion individualisée : implication des enfants et des jeunes dans les décisions portant sur la nature, l'étendue et les objectifs des prestations qui doivent répondre aux besoins et aux problèmes dans chaque situation individuelle.
- Participation dans le contexte de la mise en œuvre des prestations : association des enfants et des jeunes aux décisions relatives à l'organisation de la prestation, p. ex. : définition commune des règles de collaboration ou de l'organisation du quotidien (p. ex. lors d'activités dans le cadre de l'animation socioculturelle ou dans les contextes d'accueil des enfants, sur la question de la sphère privée dans le cadre du placement en institution, ou encore pour les care leavers⁷⁶), droits de participation et de codécision ; possibilités et droit de recours (p. ex. par le biais d'organes de médiation et de recours) prise en compte du point de vue des enfants et des jeunes dans le cadre du contrôle du respect des normes de qualité professionnelles.
- Soutien à la participation politique des enfants et des jeunes qui bénéficient de prestations : les enfants et les jeunes socialement défavorisés sont ainsi encouragés à faire valoir leurs besoins dans les discours politiques.

Une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive fait en sorte que la participation des enfants et des jeunes (ainsi que de leurs parents et familles) soit encouragée dans le contexte de l'aide à l'enfance et à la jeunesse aux différents niveaux mentionnés.

Participation des enfants et des jeunes dans les programmes et projets thématiques

Une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive soutient la participation des enfants et des jeunes dans les programmes et les projets thématiques aux niveaux suivants :

⁷⁵ Ces activités de promotion devraient être adaptées en permanence en fonction des besoins et de l'évolution des conditions de développement des enfants et des jeunes.

⁷⁶ Le terme care leaver désigne un jeune qui a passé une partie de sa vie en foyer ou en famille d'accueil et qui se trouve au seuil de l'âge adulte.

- Développement de programmes et projets thématiques : les enfants et les jeunes devraient être impliqués dans la phase d'élaboration afin que leur perspective sur le domaine concerné, les objectifs, le groupe cible et la méthode puisse être prise en compte.
- Mise en œuvre et évaluation des programmes et projets thématiques : les enfants et les jeunes devraient être associés à leur mise en œuvre et à leur évaluation par le biais de méthodes et de formats adaptés à leur âge.
- Lancement et réalisation de programmes et projets thématiques ayant pour objectif de promouvoir la participation des enfants et des jeunes au niveau cantonal et communal, comme la mise sur pied d'un mois de la participation (cf. Müller-Suleymanova et al. 2023 : 37).

Une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive doit veiller à associer les enfants et les jeunes aussi bien à l'élaboration qu'à la mise en œuvre et à l'évaluation des programmes et de projets thématiques.

Participation des enfants et des jeunes dans le cadre des clubs de loisirs et associations

La participation des enfants et des jeunes est une caractéristique essentielle des clubs de loisirs et du travail des associations pour l'enfance et la jeunesse, et selon la définition donnée plus haut, elle peut être comprise comme une forme de participation sociale. Soutenir ces clubs et associations signifie donc aussi promouvoir les possibilités de participation des enfants et des jeunes.

Une politique cantonale proactive de l'enfance et de la jeunesse encourage la participation des enfants et des jeunes dans le cadre des activités des associations pour l'enfance et la jeunesse et des clubs de loisirs, tout d'abord au niveau structurel en soutenant les associations pour l'enfance et la jeunesse et les clubs de loisirs locaux eux-mêmes. Ensuite, une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive favorise les opportunités de participation des enfants et des jeunes également au sein des clubs de loisirs et des associations. Ceci d'une part en sensibilisant les adultes aux formes et aux possibilités de participation adaptées à l'âge des enfants et des jeunes afin que ces derniers puissent aussi participer aux décisions sur les contenus et les formats de la collaboration. D'autre part, cela peut également passer par un soutien financier conscient qui considère la « garantie de la participation des enfants et des jeunes » non seulement comme un indicateur de qualité, mais aussi comme un critère de soutien.

Partie 2 : facteurs favorisant ou freinant la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse

Auteurs : Julia Gerodetti et Rahel Heeg

Afin de mieux connaître les facteurs d'influence et les conditions qui, dans les cantons, favorisent ou freinent le développement et la mise en œuvre de la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse, quatre entretiens en ligne (en groupes de discussion) ont été réalisés en mars 2024. Au total, douze personnes clés de l'administration cantonale de neuf cantons différents y ont participé (pour une description détaillée du processus, voir au chapitre 2.2).

Sur la base des données recueillies, nous détaillons ci-après les facteurs qui, d'après les cantons, peuvent avoir une influence positive (facteurs favorables) ou négative (difficultés et freins) sur les différents niveaux d'une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive et tournée vers l'avenir.

Dans le cadre des quatre entretiens, il y a eu très peu de contradictions entre les professionnels interrogés lorsqu'il s'agissait d'évaluer les divers facteurs comme étant favorables ou défavorables. De même, en comparant les différents entretiens, on n'observe quasiment pas de contradictions à ce sujet. Les appréciations divergentes sont mentionnées explicitement dans la présentation des résultats ci-après. Les mêmes facteurs n'ont pas forcément été évoqués dans tous les entretiens pour les différentes thématiques abordées, ce qui peut être interprété comme l'expression d'une préoccupation plus ou moins marquée des personnes interrogées pour différents thèmes et facteurs d'influence. Dans l'ensemble, les contenus des entretiens se complètent bien et permettent d'obtenir un aperçu complet de la diversité des sujets et des facteurs d'influence qui préoccupent les cantons.

7 La complexité et la diversité, caractéristiques de la politique de l'enfance et de la jeunesse

Dans le cadre des entretiens, la complexité et la diversité qui caractérisent la politique de l'enfance et de la jeunesse en Suisse ont été évoquées et présentées comme un véritable défi. De manière générale, les aspects et les conditions suivants ont été relevés à cet égard :

- **Des compétences situées aux différents niveaux étatiques** : en raison du système fédéraliste et du principe de subsidiarité, les compétences en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse sont réparties entre la Confédération, les cantons et les communes. Il en résulte une structure complexe dans laquelle différents niveaux étatiques (en particulier les cantons et les communes) assument des responsabilités et des compétences différentes selon les cantons.
- **Fragmentation et multiplicité des intervenants** : les prestations et les offres du domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse sont souvent très fragmentées. En outre, il est fréquent qu'au niveau opérationnel, de nombreuses organisations différentes fournissent des prestations. Au niveau de l'administration cantonale il est également fréquent que les compétences et les tâches liées à la politique de l'enfance et de la jeunesse soient (principalement en raison du développement progressif des structures au fil du temps) réparties entre plusieurs départements (sans qu'il existe une structure unifiée et coordonnée).
- **Diversité des thématiques et hétérogénéité** : la politique de l'enfance et de la jeunesse se caractérise par une grande diversité de thématiques, ce qui implique de devoir répondre aux besoins et aux problèmes les plus variés. Chacun des domaines traités requiert des mesures et un savoir-faire spécifiques, ce qui rend la gestion de la politique de l'enfance et de la jeunesse particulièrement complexe.

Cette fragmentation, cette hétérogénéité et cette diversité à différents niveaux font que le traitement de la question de la politique de l'enfance et de la jeunesse est perçu globalement comme une entreprise complexe. Le défi pour les cantons consiste à gérer cette complexité de manière productive.

À cet égard, les cantons interrogés citent les différents facteurs favorables, mais aussi les difficultés et les freins à différents niveaux, qui sont présentés ci-après.

8 Facteurs d'influence déterminants

8.1 Ancrage juridique

De l'avis des personnes interrogées, l'ancrage juridique de la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse est une condition essentielle à son développement actif. Les résultats de l'enquête montrent que pour les cantons, l'ancrage juridique de la politique de l'enfance et de la jeunesse peut être considéré comme le facteur d'influence qui a le plus fort impact. Les bases légales représentent pour la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse une « condition préalable » à la création de toutes les autres conditions-cadres dans les cantons, elles garantissent la mise en place et l'ancrage de la politique de l'enfance et de la jeunesse.

Importance des bases légales pour les conditions-cadres et les tâches garanties par l'État dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse

L'existence d'une base légale cantonale favorise une politique de l'enfance et de la jeunesse active et effective et permet une approche ciblée et coordonnée au sein du canton. En comparaison avec les concepts ou les stratégies, une base légale définit pour les cantons la marge de manœuvre, ce qui permet de mieux satisfaire aux exigences fonctionnelles décrites au chapitre 9.2.

L'ancrage juridique crée les conditions-cadres et la légitimité pour l'affectation de ressources au domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse, manifeste une vision commune et clarifie les intentions en termes de résultats visés ainsi que les procédures. En outre, il réduit la dépendance envers les débats et décisions politiques du moment.

Le fait que la politique de l'enfance et de la jeunesse soit ou non ancrée juridiquement au niveau cantonal a donc une influence centrale sur le développement actif et la durabilité d'une politique de l'enfance et de la jeunesse dans le canton.

Facteurs favorables

- **Concentration dans une même loi cantonale** : les réglementations relatives à la politique de l'enfance et de la jeunesse sont souvent éparpillées dans différentes lois, ce qui est jugé peu optimal. Le regroupement de ces réglementations dans une même loi cantonale globale (par exemple loi sur l'aide à l'enfance et à la jeunesse), dans laquelle sont réunis le plus grand nombre possible de domaines et d'activités relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse, est considéré comme un facteur favorable pour cette dernière. En effet, cela permet notamment de faciliter la coordination lors de la mise en œuvre, de créer des synergies et de lutter contre la fragmentation de la politique de l'enfance et de la jeunesse.
- **Niveau de concrétisation du contenu** : il est important que la loi définisse les prestations et les compétences de façon plutôt concrète, car une formulation trop abstraite a peu d'utilité. Des références générales au principe de subsidiarité ou des formulations très ouvertes peuvent certes autoriser une grande marge de manœuvre, mais aussi contribuer à rendre les responsabilités plus diffuses, ce qui tendrait à compliquer les choses.
- **Développement de nouvelles bases légales dans un temps restreint** : lors de l'élaboration de bases légales, il est préférable que celles-ci soient développées et adoptées au niveau politique au cours d'une même législature. Il est ainsi parfois plus judicieux de lancer des projets de loi d'envergure plutôt modeste qui peuvent être adoptés politiquement assez rapidement. De même, il est jugé propice que la conseillère ou le conseiller d'État responsable dispose dans ce domaine d'un programme thématique approprié qui soit en accord avec le développement des bases légales.
- **Mise en œuvre de nouvelles bases légales** : lorsque les communes ont la responsabilité de mettre en œuvre des bases légales nouvelles ou modifiées, la manière dont elles sont implémentées a une influence sur leur application et leur concrétisation. En effet, pour la réussite de la mise en œuvre, les communes doivent bien comprendre leurs futures tâches et être convaincues de leur bien-fondé. Selon les personnes interrogées, l'organisation du processus d'élaboration (par exemple projets pilotes,

implication des communes et des organisations spécialisées concernées), la communication et l'information (en continu) sur le processus d'élaboration et sur le contenu (prévu) d'une loi ainsi que les mesures d'accompagnement de la mise en œuvre (par exemple soutien financier pour le développement de l'offre, accompagnement et conseil par le canton) sont donc des facteurs favorables importants. Une telle approche aide en effet les communes à comprendre quelles sont leurs futures tâches et ce qui est nécessaire pour les mener à bien.

Difficultés

- **Absence de bases légales** : selon les personnes interrogées, l'absence d'une base légale va souvent de pair avec des entraves incessantes, un manque de légitimité et des moyens financiers limités, voire inexistantes. En outre, la marge de manœuvre est extrêmement faible, ou en tout cas nettement moindre. Il en résulte que la politique de l'enfance et de la jeunesse peine à se faire une place dans le canton, qu'elle manque de reconnaissance et qu'elle est moins durable. Sans ancrage juridique, la politique de l'enfance et de la jeunesse dans un canton est par exemple davantage dépendante du bon vouloir des politiciens en place. Cela peut avoir un effet inhibiteur sur son développement actif. En l'absence de bases légales, le canton ne dispose en outre d'aucun instrument ni levier pour agir sur la mise en œuvre de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans les communes, car celles-ci jouissent d'une grande autonomie. Dans ces conditions, le canton peut sensibiliser, informer et promouvoir des activités, mais il ne peut pas contraindre les communes à mener une politique active de l'enfance et de la jeunesse.
- **Fragmentation des bases légales** : lorsque les réglementations juridiques portant sur la politique de l'enfance et de la jeunesse sont disséminées dans différentes bases légales, cela est considéré comme une entrave à la mise en œuvre coordonnée de la politique de l'enfance et de la jeunesse.
- **Champ de tension entre la durée de l'élaboration des lois et la rapidité des développements sur le terrain** : si le processus législatif est particulièrement lent, la loi finalement adoptée risque de ne pas être à même de répondre adéquatement aux développements et aux besoins actuels et d'être déjà obsolète au moment de son adoption. La pertinence de la loi peut s'en trouver affectée, ce qui peut à son tour compromettre la réussite de la mise en œuvre de la politique de l'enfance et de la jeunesse. Le niveau d'abstraction du texte de loi peut jouer un rôle à cet égard, car les lois dont les formulations sont très détaillées, contrairement aux contenus formulés de manière plus abstraite, peuvent ralentir et compliquer le processus d'adoption.⁷⁷
- **Champ de tension entre la durée de l'élaboration des lois et la temporalité des législatures (durée et changements)** : la période relativement longue qui sépare l'amorce de modifications législatives et leur adoption est également un facteur de difficulté, car il peut se produire des changements de législature qui sont considérés comme une source d'imprévisibilité et un frein en cours de modification législative. En effet, les alliances et les majorités politiques peuvent changer et amener à ce que les préoccupations initiales ne se reflètent plus de la même manière dans la loi.

8.2 Moyens financiers

Disposer de moyens financiers adéquats est considéré par les personnes interrogées comme un facteur essentiel favorisant une politique active de l'enfance et de la jeunesse. C'est en effet indispensable pour créer et garantir des offres adaptées aux besoins. Les plans d'action ne peuvent par exemple déployer leurs effets que si les moyens alloués sont suffisants pour répondre aux besoins effectifs par des offres adaptées.

⁷⁷ Les données font apparaître une certaine contradiction en ce qui concerne le niveau d'abstraction des textes de loi : alors qu'un niveau de détail élevé dans la teneur des lois est jugé favorable à la politique de l'enfance et de la jeunesse parce qu'il tend à rendre les responsabilités moins diffuses lors de la mise en œuvre, ce même niveau élevé de détail semble être plutôt considéré comme un frein dans les processus d'élaboration et d'adoption politique des lois.

Facteurs favorisant la mise à disposition de moyens financiers

- **Ancrage juridique** : l’ancrage juridique crée les conditions-cadres et la légitimité pour l’engagement de moyens. En effet, disposer d’une base légale offre une plus grande sécurité de planification pour l’utilisation des ressources, même si des processus de négociation politique restent nécessaires. Cet ancrage rend plus difficile le retrait de moyens humains ou financiers lors des discussions politiques et rend ainsi l’engagement de ressources pour la politique de l’enfance et de la jeunesse moins vulnérable aux débats politiques du moment.
- **Visibilité des besoins et des effets** : la mise à disposition de moyens financiers pour la politique de l’enfance et de la jeunesse peut être considérablement augmentée si ses effets positifs sont clairement mis en évidence. Il est essentiel d’exposer les besoins de façon crédible et de montrer quelles sont les conséquences si les mesures correspondantes sont mises en œuvre ou non. Cela nécessite de solides connaissances sur la politique de l’enfance et de la jeunesse et sur ses effets. Il est important d’introduire ces arguments dans le discours politique en mettant en avant les aspects financiers et les relations de causalité, comme les économies potentielles.

Difficultés et obstacles à la mise à disposition de moyens financiers

- **Absence d’ancrage juridique** : si, dans un canton, il n’existe qu’un concept cantonal adopté politiquement au lieu d’un ancrage juridique, cela entraîne une bataille incessante pour la mise à disposition de moyens pour la politique de l’enfance et de la jeunesse. Le financement doit être défendu en permanence, en particulier dans le cadre des programmes d’économie. Parvenir à obtenir des moyens nécessite donc des solutions créatives.
- **Lourdeur de l’administration dans la gestion des moyens financiers** : même lorsque les moyens financiers sont suffisants, les aspects organisationnels et la définition des priorités au sein de l’administration cantonale peuvent constituer un frein. La lenteur des processus administratifs, le manque de réactivité, les nombreuses étapes d’approbation et les obstacles bureaucratiques peuvent entraîner des délais.
- **Situation financière des communes** : l’une des difficultés rencontrées dans certains cantons est la situation financière des communes qui, par exemple en raison de leur situation rurale ou de leur petite taille, ne sont pas en mesure de cofinancer des offres dans le domaine de la politique de l’enfance et de la jeunesse, ou seulement de façon très limitée.

8.3 Planification de la politique de l’enfance et de la jeunesse

Importance des activités de planification

Les résultats de l’enquête révèlent que les activités de planification dans le domaine de la politique de l’enfance et de la jeunesse sont menées de diverses façons d’un canton à l’autre. Alors qu’un canton interrogé privilégie par exemple des approches de planification à court terme ou basées sur des projets et des programmes, ceci en raison de certaines difficultés (voir plus bas), la majorité des cantons souligne l’importance d’un bon monitoring et d’un développement stratégique continu et coordonné pour la politique de l’enfance et de la jeunesse. L’argument principal cité par les personnes interrogées est le suivant : les activités de planification contribuent à une compréhension commune de la politique de l’enfance et de la jeunesse dans le canton. Ceci est particulièrement important du fait que la politique de l’enfance et de la jeunesse est multidimensionnelle et englobe de nombreuses offres, prestations et groupes cibles. Une politique de l’enfance et de la jeunesse active et axée sur les résultats doit donc définir clairement les objectifs qu’elle souhaite atteindre et les mesures nécessaires pour y parvenir.

Importance des concepts ou stratégies cantonaux adoptés au niveau politique

Selon les personnes interrogées, les stratégies ou concepts cantonaux adoptés au niveau politique et issus d’activités de planification offrent une sécurité et donnent une orientation, formant ainsi la base d’un développement durable de la politique de l’enfance et de la jeunesse. Ils sont donc importants pour tous les cantons. Mais cela vaut particulièrement pour les cantons qui ne disposent pas d’un ancrage juridique

de la politique de l'enfance et de la jeunesse, même si le caractère contraignant et durable des concepts ou des stratégies est jugé plus faible dans un tel contexte qu'en présence d'un ancrage juridique. Des appréciations similaires ont été formulées à l'égard des programmes de politique de l'enfance et de la jeunesse, qui permettent certes de traiter activement un sujet, mais qui sont souvent jugés moins durables. Dans les cantons qui sont dépourvus de bases légales et ne disposent pas non plus de stratégies ou de concepts adoptés au niveau politique, la politique de l'enfance et de la jeunesse est fortement dépendante du bon vouloir des responsables politiques en place.

Facteurs favorables concernant les activités de planification

- **Volonté politique, base légales et moyens** : un ancrage (idéalement) légal des activités de planification ou une décision du Conseil d'État sont décisifs afin de garantir un mandat clair pour des activités de planification régulières et bien établies. Pour cela, la volonté politique et la mise à disposition des moyens appropriés sont indispensables.
- **Approche de planification intégrée** : en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse, il est essentiel que les activités de planification soient coordonnées et harmonisées. Cela peut être facilité par des bases légales prévoyant l'intégration obligatoire d'autres unités administratives dans la planification (mot-clé : « approche de planification intégrée »).
- **Coopération entre les services de l'administration** : en outre, une bonne culture de collaboration entre les services de l'administration ainsi que des organes administratifs ancrés structurellement qui agissent de manière transversale sont considérés comme propices à une pratique de planification intégrée.
- **Processus de planification cycliques et participatifs** : la politique de l'enfance et de la jeunesse ne peut pas être statique, car les besoins et les thématiques évoluent en permanence ; des processus de planification continus et récurrents sont donc nécessaires. La réalisation d'une planification efficace dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse requiert également des processus et des outils appropriés pour la collecte de données et le développement de stratégies, ainsi qu'une étroite collaboration avec les organisations prestataires. Il est crucial d'impliquer différents acteurs dans le développement de stratégies et de concepts, car cela permet d'exploiter le savoir existant et de favoriser l'acceptation du produit final. Il est également essentiel de travailler en étroite collaboration avec les communes afin de s'assurer que les planifications répondent aux besoins et aux conditions locales.
- **Adoption politique des résultats du processus** : l'adoption politique des produits qui résultent des processus de planification est d'une grande importance. Cela crée une légitimité et garantit que les objectifs visés seront poursuivis et que les mesures seront mises en œuvre de manière contraignante (également en collaboration avec les communes).
- **Collaboration intercantonale** : le renforcement de la collaboration intercantonale est considéré comme recelant un potentiel important pour les activités de planification des cantons. Des synergies peuvent être créées par le développement commun de procédures et d'outils de planification ainsi que par la collecte de données sur l'ensemble des cantons au niveau fédéral. Les outils adaptés spécifiquement aux particularités de certains cantons ont l'inconvénient de rendre plus difficile une vue d'ensemble générale.

Difficultés et freins concernant les activités de planification

- **Absence de mandat politique et manque de moyens** : l'absence de mandat politique et l'insuffisance des moyens constituent des obstacles aux activités de planification dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse.
- **Fragmentation au sein de l'administration cantonale** : la dispersion des compétences en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse au sein de l'administration cantonale complique à la fois la planification et le pilotage efficace de ce domaine. En effet, la planification de l'offre et l'analyse peuvent être réalisées dans différentes unités administratives, selon des logiques, des visions et des

approches différentes. Dans un tel contexte, les processus de planification nécessitent non seulement une harmonisation du contenu et du calendrier entre les services de l'administration, mais aussi la compréhension mutuelle des parties impliquées, ce qui les rend plus complexes, plus exigeants et plus longs.

- **Intervalles de temps différents** : l'une des difficultés de la planification dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse réside dans le fait que les périodes de législature politique compliquent généralement la planification à long terme. En outre, les processus de planification sont aussi influencés par des procédures administratives comme les concertations budgétaires annuelles. Les divers intervalles de temps suivent chacun des logiques différentes et ne sont pas synchronisés, ce qui rend la planification difficile dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse.
- **Champ de tension entre vision à long terme et flexibilité** : l'une des difficultés réside dans le fait que la planification à long terme est souvent en contradiction avec la nécessité de pouvoir réagir de manière flexible et à court terme à des situations et problématiques en évolution.
- **Champ de tension entre moyens engagés et bénéfices attendus** : une planification approfondie est jugée chronophage et nécessite des moyens conséquents. Il est donc important, lors de la planification, de trouver un équilibre entre le coût, par exemple pour les analyses, et l'impact des résultats.
- **Champ de tension entre attentes et possibilités réelles** : la crainte que les processus de planification suscitent des attentes qui ne pourront peut-être pas être satisfaites peut exercer une influence négative sur les activités de planification.
- **Responsabilité partagée entre canton et communes** : dans les processus de planification, la responsabilité partagée entre le canton et les communes dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse constitue un défi particulier. Selon le domaine thématique, des approches différentes sont nécessaires lors de la planification. Celle-ci est particulièrement difficile dans les domaines où il n'existe aucune base juridique pour le financement public par le canton ou les communes, et où le canton ne joue peut-être qu'un rôle de soutien. Dans ce contexte, l'élaboration d'une stratégie combinée à des programmes est proposée comme une solution potentielle judicieuse.

8.4 Gestion de la qualité et surveillance

Les cantons interrogés mettent en œuvre différentes mesures dans le domaine du développement et de l'assurance de la qualité ainsi que de la surveillance. Lors des entretiens, à cet égard, il a été principalement question de la qualité dans les organisations qui fournissent des prestations. D'autres aspects ou niveaux (par exemple les communes) n'ont été que rarement évoqués. Les activités et conditions suivantes ont été citées par les personnes interrogées comme ayant un effet positif sur le développement et la garantie de la qualité au sein des organisations prestataires (et éventuellement des communes) :

- **Bases légales et concepts** : les bases légales, ou les mesures adoptées au niveau politique dans le cadre de concepts et de stratégies, fournissent au canton un cadre contraignant pour garantir l'assurance et le développement de la qualité dans les organisations prestataires. Il est également bénéfique d'ancrer dans la loi l'obligation pour les organisations prestataires de développer et de mettre en œuvre des concepts de qualité internes.
- **Recommandations et normes professionnelles, et développement de ces dernières** : le fait de disposer de recommandations et de normes professionnelles élaborées (ou concrétisées) par le canton est un facteur favorisant la qualité au sein des organisations prestataires. Lors du développement de normes professionnelles et de recommandations, il est important de prendre en considération aussi bien le point de vue des collaborateurs des organisations prestataires que la perspective des groupes cibles, ce qui permet d'assurer un large soutien à ces normes et recommandations. La formulation des normes de qualité devrait en outre se baser sur des connaissances scientifiques afin de garantir leur bien-fondé et leur efficacité.

- **Critères d’agrément** : la définition de critères d’éligibilité ou de reconnaissance, qui permettent de réglementer le soutien financier et de contrôler la qualité au sein des organisations prestataires, est considérée comme un levier important pour promouvoir la qualité dans ces organisations.
- **Outils et procédures** : les outils et procédures de développement et d’assurance de la qualité ainsi que de surveillance devraient être conçus de manière à soutenir les organisations prestataires dans le développement de leur organisation et de leurs prestations (voir à ce sujet les explications aux points suivants).
- **La surveillance comme opportunité de développement** : pour le contrôle de la qualité, il est nécessaire de disposer de critères objectifs, d’indicateurs et de rapports idoines (rapports de surveillance). Cet aspect est jugé important pour le progrès de la politique de l’enfance et de la jeunesse. Les personnes interrogées estiment que les tâches de surveillance du canton sont considérées favorablement par les organisations prestataires lorsqu’elles sont perçues comme un facteur d’amélioration de la qualité et une opportunité de développement propre pour leur organisation et leurs prestations, et qu’elles ne sont pas vues seulement comme une mesure de contrôle. Pour que cela soit possible, la collaboration doit avoir lieu sur un pied d’égalité (voir le point suivant).
- **Compréhension mutuelle dans la collaboration avec les organisations prestataires** : une relation entre le canton et les organisations prestataires de qualité, étroite, respectueuse et reposant sur l’acceptation réciproque, transparente quant aux tâches et aux rôles respectifs des parties prenantes (contrôle et soutien comme double mandat du canton), est jugée propice au bon exercice de la surveillance. Il est important que le canton et les organisations prestataires partagent un intérêt commun en matière de développement. Il faut une collaboration coopérative sur un pied d’égalité, qui tienne compte des besoins et des points de vue de tous les participants et qui poursuive des objectifs communs pour l’amélioration de la qualité et de l’efficacité des prestations. Grâce à une relation de collaboration ainsi comprise, le canton peut savoir où en sont les organisations prestataires, quelles sont leurs difficultés, quelles sont les offres de soutien et les formats appropriés et quels sujets suscitent des préoccupations. Cela permet en outre de découvrir des exemples de bonnes pratiques et de les rendre accessibles à d’autres, ce qui est à son tour utile pour le développement de la qualité dans d’autres organisations.
- **Prise en compte de la perspective des groupes cibles** : afin d’évaluer et d’améliorer la qualité des prestations, il est important d’intégrer le point de vue des groupes cibles ou des bénéficiaires des offres dans les processus d’assurance de la qualité.
- **Promotion de la formation (continue)** : la promotion de la formation initiale et continue des professionnels travaillant dans les organisations prestataires est considérée comme un facteur important pour l’assurance et le développement de la qualité au sein de ces dernières. Il est en effet indispensable que les organisations prestataires disposent d’un personnel compétent et disposant d’une formation appropriée.
- **Échanges et réseaux** : l’existence de plateformes et de réseaux facilitant les échanges entre les hautes écoles (éventuellement la Confédération) et les acteurs dans les cantons est considérée comme un facteur favorable permettant par exemple de rendre accessibles aux professionnels de terrain de nouveaux concepts de qualité, guides ou normes.
- **Incitations financières pour les communes** : des incitations financières pour les communes peuvent contribuer au développement qualitatif de la politique communale de l’enfance et de la jeunesse si elles sont couplées à des aspects liés à l’assurance de la qualité.
- **Financements mixtes** : pour les prestations qui font l’objet d’un financement mixte entre le canton et les communes, il est jugé favorable de lier la participation financière du canton au respect de certaines normes professionnelles, ce qui permet au canton d’influer ainsi sur l’assurance de la qualité.
- **Échanges et coopération intercantonaux** : la coopération intercantonale et les échanges permettent d’apprendre à partir des expériences d’autres cantons et d’adopter leurs bonnes pratiques. Cela soutient le développement continu et la réflexion sur l’assurance de la qualité dans son propre canton.

- **Programmes d’encouragement de la Confédération** : les programmes d’encouragement de la Confédération, comme les programmes d’action cantonaux (PAC) de Promotion Santé Suisse, sont considérés comme favorables au développement de la qualité de la politique de l’enfance et de la jeunesse dans les différents cantons, car ils soutiennent l’amélioration continue des prestations fournies.

Difficultés et freins

- **Absence de bases légales** : le manque de bases légales rend difficile un travail proactif sur la qualité dans la politique de l’enfance et de la jeunesse.
- **Faible dotation en moyens** : l’une des difficultés du développement et de l’assurance de la qualité ainsi que de la surveillance réside dans les ressources (limitées) disponibles, notamment pour vérifier le respect des prescriptions. Si les moyens à disposition pour contrôler la mise en œuvre de ces obligations sont trop limités, cela est considéré comme un obstacle.
- **Marge de manœuvre limitée des cantons** : le caractère peu contraignant des recommandations a pour conséquence que leur mise en œuvre dépend largement des organisations prestataires ou des communes. Leur intérêt, leurs ressources et leur ouverture/disposition à l’égard de la politique de l’enfance et de la jeunesse et des recommandations qui y sont liées jouent ici un rôle décisif. Cela est vécu comme un frein, car ces conditions limitent la marge de manœuvre des cantons.
- **Perception du canton comme une instance de contrôle** : le travail sur la qualité peut être entravé si les organisations prestataires ne reconnaissent pas l’utilité des activités de surveillance et d’assurance de la qualité du canton, perçoivent les cantons comme exerçant un pur contrôle sans bénéfice perceptible pour elles, et considèrent les tâches qui s’y rapportent uniquement comme une charge supplémentaire.
- **Hétérogénéité des organisations prestataires** : l’un des défis de l’assurance et du développement de la qualité ainsi que de la surveillance est de s’adapter à l’hétérogénéité des organisations prestataires. Dans ce contexte, il s’agit de créer un cadre approprié pour le travail sur la qualité qui permette de tenir compte de ces différences.
- **Conflit entre dépenses et bénéfices** : le contrôle de la qualité représente une charge administrative considérable. Il est donc crucial d’utiliser des outils et des méthodes pertinents pour minimiser cette charge tout en garantissant un contrôle efficace de la qualité.

8.5 Coordination et collaboration

Concernant la coordination et la collaboration dans la politique de l’enfance et de la jeunesse, on peut distinguer trois niveaux pour lesquels les personnes interrogées ont cité des facteurs favorables et défavorables : premièrement, la collaboration et la coordination au sein du canton, deuxièmement, le rapport de collaboration spécifique entre le canton et les communes, et troisièmement, la collaboration intercantonale.

8.5.1 Collaboration et coordination au sein du canton

De l’avis des personnes interrogées, une bonne politique de l’enfance et de la jeunesse se doit d’être harmonisée, ce qui implique nécessairement la coordination et la concordance des différents domaines sur une vision commune des objectifs. En effet, la fragmentation de la politique de l’enfance et de la jeunesse constitue un défi considérable (voir à ce sujet le chapitre 10). Les personnes interrogées considèrent donc que la coordination et l’harmonisation actives des différentes offres sont essentielles pour que les mesures prises dans les différents domaines soient coordonnées et cohérentes dans le contexte global. Cela permet en outre d’encourager le développement de la politique de l’enfance et de la jeunesse dans le canton et de favoriser l’apprentissage mutuel. Pour ce faire, une collaboration continue est nécessaire entre les acteurs impliqués, notamment les organisations prestataires, les associations spécialisées, les commissions et les communes (et le cas échéant avec le Conseil des jeunes cantonal).

Facteurs et conditions favorables

- **Bases légales** : des mesures ancrées dans la loi ou adoptées au niveau politique dans le cadre d'un concept ou d'une stratégie de coordination et de collaboration constituent une condition importante à la mise en place d'une coordination et d'une collaboration efficaces et ciblées. La forme de l'ancrage légal de la politique de l'enfance et de la jeunesse peut en outre faciliter ou compliquer la coordination et la collaboration en la matière dans le canton : à cet égard, disposer d'une loi cantonale unifiée pour la politique de l'enfance et de la jeunesse est considéré comme un facteur favorisant la coordination et la collaboration au sein du canton.
- **Mandat et moyens** : il est nécessaire de disposer d'un mandat clairement défini pour la garantie de la coordination et de la collaboration intracantonale, mais aussi de moyens en personnel appropriés au sein de l'administration cantonale.
- **Relation de coopération positive** : une attitude bienveillante et un esprit d'ouverture de la part de l'administration cantonale envers les organisations prestataires, les communes et les associations professionnelles sont importants pour le succès de la collaboration. En effet, une approche positive et ouverte permet de faire tomber les barrières, ce qui facilite l'échange d'idées, de ressources et de connaissances.
- **Mise à disposition de structures et organes appropriés** : la création de lieux d'échange et de coordination à l'intérieur du canton est un facteur qui favorise le succès de la coopération et de la coordination. La tâche de l'administration cantonale consiste ici à jouer un rôle d'activation et à soutenir ces échanges sur le plan de la logistique et du contenu, en mettant en place des organes adaptés aux groupes cibles qui permettent un dialogue dans différents domaines thématiques de la politique de l'enfance et de la jeunesse. Il est important que les cantons trouvent les structures et organes adaptés à leur propre situation (réseaux au niveau cantonal et/ou régional, si ceux-ci sont fonctionnels pour la politique de l'enfance et de la jeunesse), afin d'assurer la coordination et la collaboration de tous les acteurs. En effet, selon le domaine abordé, des formats différents de coopération et de coordination (par exemple limités dans le temps ou conçus sur le long terme) peuvent être judicieux.
- **Approche systématique et orientation sur les objectifs** : pour assurer le succès de la coordination et de la coopération, une approche systématique est indispensable. La politique de l'enfance et de la jeunesse fait intervenir de nombreux acteurs dans différents domaines, dont les offres doivent être coordonnées. Pour ce faire, il est nécessaire de se doter d'un plan stratégique et d'objectifs clairs afin d'obtenir les résultats escomptés en matière de coopération et de coordination.
- **Connaissances** : en outre, il est nécessaire de posséder des connaissances sur les effets des offres et des prestations. Cela permet d'identifier de manière ciblée les aspects et les domaines dans lesquels une coordination est nécessaire.

Difficultés et freins

- **Fragmentation** : L'éparpillement des compétences en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse à différents niveaux rend difficile une coordination et une coopération ciblées. Pour assurer le succès de la politique de l'enfance et de la jeunesse, l'idéal serait de coordonner cette dernière de manière centralisée. Il faut toutefois toujours tenir compte des contextes historiques et politiques.
- **Manque de moyens** : le temps important à investir dans la collaboration, la coordination et la communication constitue un frein. En l'absence de moyens suffisants, ces activités sont négligées, bien qu'elles soient décisives pour le développement de la politique de l'enfance et de la jeunesse.
- **Répartition peu claire des tâches et des rôles** : l'absence de cadres d'échange clairement définis ainsi qu'un manque de clarté quant aux tâches et rôles respectifs de chacun au sein du canton constituent un facteur limitant. Seule une clarification sans équivoque permet de garantir une bonne coordination et harmonisation en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse.

8.5.2 Rapport de collaboration entre le canton et les communes

L'efficacité de la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse dépend notamment d'une bonne collaboration entre le canton et les communes. Ainsi, les personnes interrogées accordent une importance capitale à la relation entre canton et commune. À cet égard, elles citent différents aspects qui peuvent influencer positivement ou négativement sur la collaboration :

Facteurs favorables

- **Transparence, confiance et sens du compromis** : dans la collaboration entre canton et commune, la transparence et la confiance mutuelle revêtent une importance primordiale. Une communication ouverte, l'échange transparent d'informations et un certain sens du compromis sont indispensables au succès de la collaboration entre le canton et les communes.
- **Personnes de contact** : la collaboration active avec les communes nécessite des interlocuteurs clairement définis, tant dans les communes qu'au niveau du canton.
- **Compétences claires** : il est important que les compétences pour les diverses prestations relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse soient clairement définies entre le canton et les communes. De même, les prestations de soutien que le canton peut fournir aux communes devraient être bien précisées.
- **Égalité des chances grâce à la compétence cantonale** : lorsque le canton, et non les communes, est responsable du financement d'une prestation, les enfants et les jeunes y ont accès de manière égale, indépendamment de leur lieu de résidence. Cette égalité des chances dans l'accès aux prestations est jugée positive et cruciale. Pour les offres coûteuses en particulier, il est donc important que la responsabilité des prestations soit assumée par le canton.
- **Promotion active de la politique communale de l'enfance et de la jeunesse** : le canton peut encourager la politique communale de l'enfance et de la jeunesse de différentes manières. Il importe de trouver des formes de soutien qui ne limitent pas trop l'autonomie communale. Sont considérés comme favorables, notamment : une fonction de coordination, le (co-)soutien financier de projets innovants dans les communes, le partage d'informations et de connaissances, le soutien organisationnel et professionnel ainsi que le conseil, de même que le soutien financier lié au respect de normes professionnelles. Ce rôle du canton devrait être clairement défini dans une loi ou un concept, et les moyens adéquats doivent être disponibles. Comme les ressources allouées à ces tâches sont souvent limitées, le canton n'est parfois pas en mesure de répondre aux besoins de soutien des communes (par exemple en matière de conseil spécialisé ou d'accompagnement des processus).

Freins

- **Des compétences peu claires** : les personnes interrogées jugent peu approprié le fait que le canton et les communes partagent la responsabilité de certaines tâches : cela se révèle souvent peu efficace, et les compétences doivent être clarifiées dans le cadre de cette responsabilité partagée, ce qui peut conduire à des tensions dans les relations entre le canton et les communes.
- **Hétérogénéité des communes** : étant donné que dans de nombreux cantons, en raison du fédéralisme et du principe de subsidiarité, les prestations et les offres en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse relèvent de la responsabilité des communes, il peut exister au sein d'un même canton, d'une commune à l'autre, une grande hétérogénéité entre les offres et les prestations. En effet, les communes ne disposent souvent pas toutes des mêmes moyens et diffèrent dans leur volonté d'investir dans la politique de l'enfance et de la jeunesse. Il en résulte des disparités considérables dans l'accès aux prestations et une inégalité des chances.
- **Large autonomie communale et rôle de la famille** : la position des communes vis-à-vis de la politique de l'enfance et de la jeunesse est déterminante pour la mise en œuvre de cette dernière dans le canton. Si, au sein d'un canton, l'accent est mis sur l'autonomie communale et les familles doivent en même temps assumer elles-mêmes de nombreuses tâches, le canton ne peut pas jouer un rôle actif dans la politique de l'enfance et de la jeunesse, ce qui est considéré comme une entrave à cette dernière. Dans

une telle situation, il s'agit de trouver des solutions qui restreignent le moins possible la marge de manœuvre des communes tout en permettant la mise en place d'une politique de l'enfance et de la jeunesse efficace. Cela est perçu comme un champ de tension de la politique de l'enfance et de la jeunesse.

8.5.3 Échanges et collaboration intercantonaux

Outre la collaboration et la coordination à l'intérieur du canton, les personnes interrogées estiment que les échanges intercantonaux constituent également un facteur important.

Bénéfices

Selon les personnes interrogées, les échanges intercantonaux sont bénéfiques pour la politique de l'enfance et de la jeunesse des cantons respectifs, car ils donnent des repères et permettent d'apprendre les uns des autres, de faire des comparaisons avec d'autres cantons, de réfléchir à sa propre situation et d'identifier ses propres besoins de développement. Par ailleurs, ils constituent aussi le fondement d'un réseau qui peut être activé lorsque des questions surgissent et que l'on souhaite savoir comment elles sont traitées dans d'autres cantons. Dans ce contexte, les groupes d'échange régionaux de la CPEJ sont considérés positivement, car ils favorisent un échange ouvert et un soutien mutuel (voir aussi le chapitre 12.5).

Difficultés et potentiel

Bien que les échanges intercantonaux soient perçus comme une source d'inspiration et de soutien, la transférabilité des concepts, par exemple, constitue un défi et nécessite un effort d'adaptation constant de la part de chaque canton en raison des différences de structures et de conditions.

De l'avis des personnes interrogées, les échanges intercantonaux doivent encore être développés, car de nombreux problèmes continuent d'être résolus au sein de chaque canton individuellement, et le potentiel de ces échanges (par exemple sur la manière dont les autres cantons résolvent les mêmes problèmes) n'est pas encore entièrement exploité.

8.6 Partage d'informations et de connaissances

Le degré d'institutionnalisation en matière de partage d'informations et de connaissances varie d'un canton à l'autre, et différents canaux, outils et supports sont utilisés à cet effet. Dans l'ensemble, il ressort clairement des entretiens qu'une communication des informations et des connaissances coordonnée et spécifique aux différents groupes cibles est importante et positive pour la politique de l'enfance et de la jeunesse, et que cette communication est étroitement liée aux structures de coordination et de collaboration. À cet égard, les personnes interrogées ont cité les aspects suivants comme étant des facteurs favorables ou défavorables :

Facteurs favorables

- **Définition d'un agenda et communication proactive** : disposer d'un agenda politique clair permet de communiquer de façon proactive sur la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse. Cela évite que la communication sur ce domaine ne se limite à un rôle purement réactif, principalement en réponse aux événements négatifs. Au contraire, les services de l'administration peuvent ainsi informer activement et de manière positive sur les thèmes de la politique de l'enfance et de la jeunesse. Cela contribue à une image publique favorable de cette dernière et la positionne comme un domaine politique planifié stratégiquement, coordonné et géré activement. Une politique de l'enfance et de la jeunesse visible auprès du public suscite une prise de conscience et une compréhension des besoins des enfants et des jeunes au sein de la population et favorise le soutien politique.
- **Connaissance des structures et des conditions cantonales** : lorsque le canton possède de bonnes connaissances sur les structures et les conditions relatives à la politique de l'enfance et de la jeunesse dans le canton ainsi que sur l'organisation des offres, cela favorise la mise en place et l'institutionnalisation d'un partage efficace des informations et des connaissances dans le canton.

- **Coordination de la communication** : une communication coordonnée à l'intention des acteurs est également un facteur propice au partage efficace d'informations et de connaissances.
- **Collaboration avec des partenaires** : les associations professionnelles, les commissions spécialisées et les hautes écoles sont des partenaires essentiels pour le canton dans le domaine du partage d'informations et de connaissances. La collaboration avec ces partenaires est considérée comme importante et profitable pour organiser efficacement le partage de connaissances.
- **Cadres d'échanges** : les espaces de dialogue institutionnalisés et récurrents rassemblant les différents acteurs d'un domaine spécifique (par exemple encouragement précoce, protection) pour échanger sont jugés positifs (voir aussi le chapitre 11.5). Un bon équilibre entre la transmission d'informations et les cadres d'échanges est bénéfique. Des espaces de discussion réguliers et formalisés avec les communes sont également considérés comme importants pour le partage continu d'informations et de connaissances.

Difficultés en matière de communication et d'information

- **Dispersion des domaines au sein de l'administration cantonale** : l'éparpillement de la politique de l'enfance et de la jeunesse au sein de l'administration cantonale et le manque de coordination rendent difficile de coordonner l'information et la communication dans ce domaine. En conséquence, les personnes concernées ignorent souvent ce que font d'autres acteurs, car ceux-ci travaillent dans un domaine de compétence qui leur est propre. La solution consisterait à réunir tous les acteurs au sein d'un même département (voir chapitre 9.2), ce qui permettrait d'améliorer la communication et de la rendre plus efficace.
- **Bilinguisme dans les cantons** : les cantons bilingues sont confrontés à un défi particulier en matière d'information et de communication. La difficulté ne se situe pas seulement sur le plan linguistique, mais aussi au niveau des différences d'orientation théorique et pratique. Ces dernières sont parfois difficiles à reconnaître et à prendre en compte. De plus, le bilinguisme peut entraîner l'existence d'associations professionnelles ou de sous-groupes spécifiques à chaque région linguistique, ce qui complique encore l'information et la mise en réseau.
- **Conditions géographiques** : de même, les conditions géographiques d'un canton peuvent avoir une influence sur le flux d'information et la mise en réseau. Les barrières géographiques au sein d'un même canton peuvent par exemple amener à l'existence de visions conceptuelles différentes et compliquer la mise en place de structures de réseautage couvrant l'ensemble du canton.

9 Rôle des différents acteurs

Au cours des entretiens, différents acteurs et leur influence sur la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse ont été évoqués plus ou moins en détail. Les rôles de ces acteurs sont décrits ci-dessous.

9.1 Politique cantonale

De l'avis des personnes interrogées, l'un des facteurs centraux qui influencent la politique de l'enfance et de la jeunesse est la politique cantonale, qui définit les conditions de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans le canton. Les divers aspects politiques suivants sont cités en tant que facteurs favorables et défavorables à la politique de l'enfance et de la jeunesse dans les cantons.

Facteurs favorables

- **Volonté politique, majorités et définition d'un agenda** : un facteur favorable essentiel est l'existence d'une volonté et de majorités politiques qui rendent possible la définition d'un agenda politique clair et la mise en place d'une politique active et globale de l'enfance et de la jeunesse.
- **Parlement** : le Parlement peut jouer un rôle moteur. Par exemple, des interventions parlementaires peuvent demander la création de bases légales ou permettre à l'administration d'être active dans de

nouveaux domaines de la politique de l'enfance et de la jeunesse. Cela nécessite une volonté politique et une prise de conscience de cette thématique au sein du monde politique (voir point ci-dessus).

- **Soutien et participation aux processus politiques** : il apparaît important qu'il y ait au sein de l'administration une prise de conscience des possibilités qu'offre la participation politique. Diverses approches dans ce sens ont été évoquées, comme le lancement de projets pilotes, le suivi et les prises de position concernant les outils parlementaires tels que les interventions, ou encore les échanges réguliers avec les membres du gouvernement compétents. La collaboration avec les associations professionnelles et les organisations de la société civile actives dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse peut également jouer un rôle, par exemple pour susciter, par le biais d'une information ciblée, l'intérêt à lancer des interventions politiques. Afin de soutenir efficacement les processus politiques, il est en outre important de tenir compte de leurs valeurs et principes, d'organiser la communication de manière appropriée et de se fonder sur les débats politiques du moment.

Difficultés et freins

- **Manque de conscience politique** : le manque de conscience politique et d'une volonté de promouvoir la politique de l'enfance et de la jeunesse a un effet très limitant sur cette dernière dans tous les domaines. Les politiciennes et politiciens ne considèrent souvent pas le développement d'une politique intégrale de l'enfance et de la jeunesse comme un domaine spécifique à part entière, ce qui rend aussi difficile la définition d'un agenda à ce sujet.
- **Personnes et médias influents** : en politique, la capacité de certains individus particuliers à influencer sur l'opinion publique peut avoir une incidence considérable (aussi bien positive que négative) sur les décisions en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse, notamment par le biais des médias. Dans les petits cantons, cela peut avoir pour effet de nuire au développement de la politique de l'enfance et de la jeunesse. Les médias jouent à cet égard un rôle renforceur. L'existence de bases légales peut contribuer à réduire cette dépendance envers les courants politiques du moment ou les personnes influentes.
- **Absence de lobby** : dans le contexte de la formation de la volonté politique, le fait qu'il n'existe pas de lobby global en faveur de la politique de l'enfance et de la jeunesse, mais seulement des groupes d'intérêts individuels et des voix isolées pour la promouvoir, constitue un frein.

9.2 Services cantonaux

Pour assurer au niveau cantonal une politique de l'enfance et de la jeunesse adaptée aux besoins, efficace et durable, les personnes interrogées jugent nécessaire l'existence de services spécialisés au sein de l'administration cantonale.

Facteurs favorables

- **Organe de coordination** : la mise en place d'un organe de coordination ou la nomination d'une personne chargée de la coordination de la politique de l'enfance et de la jeunesse au sein du canton et de l'administration cantonale, comme les délégués à l'enfance et à la jeunesse, est jugée positive car elle permet de réunir les différents thèmes en un seul endroit. Cet organe/cette personne en charge de la coordination fait office de point de contact central et fait le lien entre les différents acteurs au sein du canton (« plaque tournante ») tels que l'administration cantonale, les communes, les organisations prestataires et les groupes cibles. Cet organe ou cette personne est à la tête de la politique de l'enfance et de la jeunesse, rassemble notamment les connaissances spécialisées, favorise l'échange d'informations, coordonne, analyse, planifie et traite les questions relatives à la politique de l'enfance et de la jeunesse au niveau cantonal. Elle apporte aux acteurs politiques des connaissances spécialisées et élabore les bases nécessaires aux prises de décisions politiques. Dans ce contexte, il est essentiel que cet organe de coordination soit adéquatement intégré à l'administration pour pouvoir accomplir efficacement ses tâches. Par exemple, l'intégration comme organe d'état-major est jugée

plus efficace que le rattachement à un département de l'administration, car le rôle de la coordination en tant qu'organe d'état-major peut être mieux perçu, ce qui lui permet de remplir ses fonctions de manière plus efficace.

- **Attitude et ambition créatrice** : une politique active de l'enfance et de la jeunesse se caractérise par une ambition créatrice. Elle s'efforce d'influencer et de faire évoluer les structures existantes. Les services spécialisés de l'administration cantonale jouent ici un rôle central en identifiant et en nommant les problèmes ainsi qu'en initiant des processus de changement, notamment par le biais du gouvernement. Cela exige une ouverture quant aux résultats et une attitude axée sur les processus. Il est bénéfique d'avoir dans l'administration des personnes engagées qui font avancer la politique de l'enfance et de la jeunesse et qui ont une compréhension approfondie de la pertinence de ce thème. Ces personnes contribuent largement à initier et à faire progresser les changements nécessaires.
- **Identification des actions requises** : pour que les services cantonaux puissent jouer un rôle proactif, ils doivent savoir ce qui se passe sur le terrain et quels sont les problèmes et les difficultés qui s'y posent. Cela nécessite un contact étroit avec les organisations prestataires. Ce n'est que de cette manière qu'il est possible de développer une compréhension commune d'une problématique. Cela permet aux responsables politiques de reconnaître le besoin d'agir et de procéder aux modifications législatives appropriées, comme le développement d'offres (voir aussi le chapitre 11.3).
- **Rendre visible la politique de l'enfance et de la jeunesse** : pour une politique active de l'enfance et de la jeunesse, il est important de mettre en évidence les besoins de manière claire, de présenter ce qui est fait, de montrer les effets des mesures, d'expliquer les prestations fournies et de les illustrer par des exemples concrets. Les services spécialisés de l'administration cantonale peuvent communiquer activement sur ces aspects et ainsi renforcer la prise de conscience de l'importance de la politique de l'enfance et de la jeunesse et de la nécessité d'agir dans ce domaine. Cela vaut également vis-à-vis des niveaux supérieurs et des autres services de l'administration, afin de promouvoir également au sein de l'administration l'importance de la politique de l'enfance et de la jeunesse et d'en soutenir la gestion active.
- **Bonne dotation en moyens** : une bonne dotation en moyens pour ce domaine dans l'administration cantonale est décisive afin de garantir une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive et durable et pour pouvoir remplir les multiples tâches qui s'y rapportent.
- **Professionnels** : il est important d'avoir dans l'administration cantonale des professionnels disposant de connaissances et d'une expertise spécialisées dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse.
- **Créativité** : la créativité au niveau de l'administration cantonale est essentielle pour favoriser l'innovation et le progrès. Il s'agit ici de réfléchir aux possibilités d'influence, de reconnaître la marge de manœuvre disponible et de l'utiliser de manière créative.
- **Activation des partenaires et des parties prenantes** : l'activation des partenaires et des parties prenantes stimule l'engagement en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse. Il peut s'agir par exemple de mobiliser diverses commissions et organisations ou d'intégrer sérieusement les jeunes dans des événements à forte visibilité. De telles actions soulignent le soutien des jeunes aux nouvelles lois et initiatives. Ce travail nécessite une forte motivation et une bonne coopération au sein de l'ensemble du réseau. Il est donc important de construire et d'activer un réseau pour atteindre des objectifs communs et renforcer la participation des enfants et des jeunes.
- **Connaissances appropriées** : il est essentiel que les services cantonaux possèdent des connaissances actuelles pour comprendre les effets des offres et des prestations. En outre, il est important d'être bien informé des développements et des thèmes d'actualité au niveau de la pratique pour mieux saisir les enjeux et les besoins du terrain en matière de fourniture des prestations et pouvoir y répondre de manière adéquate.
- **Rattachement institutionnel** : le rattachement institutionnel des services concernés par la politique de l'enfance et de la jeunesse varie d'un canton à l'autre, et plusieurs avantages et inconvénients ont été abordés quant à leur intégration structurelle. Dans ce contexte, deux aspects sont considérés comme

favorables : premièrement, des voies courtes qui permettent des décisions rapides (par exemple, intégration à l'organe d'état-major ou subordination directe à la direction) ; deuxièmement, la réunion de tous les thèmes et services liés à la politique de l'enfance et de la jeunesse au sein d'un même département, car de telles structures permettent à tous les acteurs concernés au sein de l'administration d'être regroupés sous le même toit (ou « assis à la même table »), ce qui facilite la coordination du développement et du traitement des diverses thématiques.

- **Interfaces et coopération au sein de l'administration** : des interfaces bien conçues entre les unités de l'administration favorisent la coordination de la coopération au sein de l'administration et une approche intégrative. Le succès de la collaboration au sein de l'administration implique la prise de conscience des interdépendances et la compréhension des interrelations. Ceci est particulièrement important dans le domaine interdisciplinaire. La collaboration avec d'autres domaines favorise en outre une vision plus large de la politique de l'enfance et de la jeunesse, ce qui permet par exemple de développer des approches et des solutions innovantes.
- **Soutien des supérieurs hiérarchiques** : les supérieurs tout au long de la chaîne hiérarchique jouent un rôle déterminant. Le chef de département et les chefs de services sont particulièrement importants. Le conseiller d'État compétent (exécutif), en tant qu'autorité suprême de direction et d'exécution du canton (généralement appelé chef de département), a une réelle influence sur le travail des services de l'administration cantonale. Si cette personne considère la politique de l'enfance et de la jeunesse comme importante, qu'elle lui est favorable et qu'elle montre sa volonté de faire avancer et de traiter activement ce domaine, cela est perçu comme un soutien considérable. Cela permet aussi aux services compétents de bénéficier d'une plus grande latitude et de traiter de manière proactive les thèmes et les enjeux de la politique de l'enfance et de la jeunesse. La direction du service a également une grande influence sur la marge de manœuvre de l'organe de coordination, car c'est là que sont définis les rôles et les tâches des services spécialisés.

Difficultés et freins

- **Rattachement institutionnel fragmenté** : lorsque les services qui traitent les questions de politique de l'enfance et de la jeunesse sont répartis dans plusieurs départements et dans de nombreuses sections différentes, il est difficile d'adopter une approche intégrative et une démarche coordonnée. Cette situation est contraignante tant pour l'administration que pour les acteurs sur le terrain. Globalement, il apparaît que la répartition des services concernés par la politique de l'enfance et de la jeunesse au sein des différentes structures administratives cantonale a une influence sur la visibilité et le traitement des questions de politique de l'enfance et de la jeunesse et qu'elle requiert des modèles différents en fonction de la structure de l'administration du canton.
- **Faible importance accordée à la politique de l'enfance et de la jeunesse au sein de l'administration** : si les services en charge de la politique de l'enfance et de la jeunesse se trouvent dans un département où d'autres domaines, comme l'éducation formelle, sont davantage prioritaires, cela peut nuire à la visibilité et au statut de la politique de l'enfance et de la jeunesse.
- **Conflits liés aux ressources** : les luttes autour des moyens, tant à l'intérieur des différents domaines de la politique de l'enfance et de la jeunesse au sein de l'administration qu'entre les différentes organisations prestataires ou les groupes professionnels au sein d'un même domaine d'activité, peuvent entraver la coopération et ne sont pas favorables à la politique de l'enfance et de la jeunesse.

9.3 Commissions spécialisées cantonales

Il n'existe pas de commissions spécialisées dans tous les cantons et, de l'avis des personnes interrogées, celles-ci assument différentes tâches et fonctions qui soutiennent la politique de l'enfance et de la jeunesse au sein du canton. Elles sont surtout considérées comme très utiles pour pouvoir travailler sur des questions importantes de la politique de l'enfance et de la jeunesse en recourant à une expertise externe. Les facteurs suivants favorisent ou entravent la réussite du travail des commissions spécialisées :

Facteurs favorables

- **Mandat et reconnaissance** : les commissions spécialisées peuvent faire du bon travail si elles ont un mandat clair et approprié, si on leur accorde le poids et le rôle correspondants et si elles sont perçues par les responsables politiques comme des instances spécialisées et exploitées activement, que ce soit dans une fonction de conseil ou à titre consultatif. Il est essentiel que les recommandations et les conclusions formulées par les commissions spécialisées soient prises en compte sérieusement dans les processus de décision politiques et participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de l'enfance et de la jeunesse.
- **Compétences élevées** : les commissions spécialisées déploient leurs effets grâce à leurs solides compétences et à la mobilisation des associations professionnelles. Leur composition, réunissant des spécialistes dans les domaines concernés, garantit l'expertise nécessaire pour soutenir efficacement la politique de l'enfance et de la jeunesse.

Freins

- **Manque de prise en compte au niveau politique** : c'est une entrave pour le travail des commissions spécialisées lorsque le Conseil d'État ou l'administration ne les implique pas en tant qu'instance consultative. De ce fait, leur expertise technique n'est pas prise en considération dans le cadre des processus de décision politique.
- **Manque de moyens financiers** : si, malgré un mandat clair, les commissions spécialisées ne disposent pas de moyens financiers suffisants, cela se ressent négativement. En effet, sans les ressources financières nécessaires, elles ne peuvent pas accomplir leurs tâches de manière adéquate, et leur capacité d'action est fortement limitée.
- **Conflits d'intérêts** : une autre pierre d'achoppement pour les commissions spécialisées peut résider dans le fait que leurs membres agissent en tant que représentants de certains intérêts et que l'objectif commun se trouve bloqué par les intérêts individuels des différents membres.

9.4 Confédération

Le fait que la politique de l'enfance et de la jeunesse relève en grande partie de la compétence des cantons et que ceux-ci l'organisent chacun à leur manière a pour conséquence qu'en Suisse, les conditions dans lesquelles les enfants et les jeunes grandissent varient fortement d'un canton à l'autre. Du point de vue de l'égalité des chances, cette situation est critiquée par les personnes interrogées, qui la jugent problématique.

Dans ce contexte, ces dernières voient une ouverture possible du côté de la Confédération qui, à leurs yeux, pourrait assumer un rôle plus actif dans la politique de l'enfance et de la jeunesse. Elles citent diverses approches et tâches qu'elles estiment propices à une politique cantonale active et durable de l'enfance et de la jeunesse et qui pourraient être assumées par la Confédération :

Facteurs favorables

- **Législation-cadre** : une loi-cadre sur le plan fédéral qui, en tant que *chapeau* de la politique de l'enfance et de la jeunesse au niveau supérieur, fixerait certaines prescriptions, est perçue comme pouvant favoriser la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse, pour plusieurs raisons. Cela soulignerait l'importance de la politique de l'enfance et de la jeunesse et renforcerait la prise de conscience politique en Suisse, y compris au niveau cantonal et communal. Cela pourrait à son tour inciter les autres niveaux de l'État à investir davantage dans ce domaine.
- **Stratégie nationale** : le développement d'une stratégie en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse sur le plan fédéral est considéré comme favorable, car avec une telle base, les cantons pourraient concrétiser la stratégie au niveau de leur propre canton, ce qui impliquerait également les communes et les organisations prestataires. Cela contribuerait à rendre la politique de l'enfance et de la jeunesse plus cohérente et plus globale en Suisse.

- **Programmes de la Confédération** : des programmes nationaux dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse, analogues aux programmes d'action cantonaux (PAC) dans le domaine de la promotion de la santé, contribueraient, de l'avis des personnes interrogées, au développement et à l'ancrage durable de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans les cantons. Il devrait exister des programmes qui aident les communes et les cantons à travailler sur les thèmes de la politique de l'enfance et de la jeunesse.
- **Instruments de soutien financier** : l'art. 26 de la loi sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse (LEEJ), qui permettait aux cantons, entre 2013 et 2022, de bénéficier d'un soutien financier de la Confédération pour le développement de la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse sous la forme d'un financement de départ unique sur une période de quatre ans, est considéré par les cantons interrogés comme un instrument au niveau fédéral qui est important et bénéfique pour la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse. Dans certains cantons, cela a permis de créer pour la première fois des structures, comme un service cantonal spécifique, et d'initier des processus de développement et de planification.
- **Recommandations et normes au niveau national** : les recommandations ou les normes formulées par la Confédération ou la CDAS favorisent la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse, car elles peuvent être utilisées comme référence dans le discours politique au sein des cantons et jouissent d'une grande légitimité politique.
- **Un office fédéral pour la politique de l'enfance et de la jeunesse** : selon les personnes interrogées, il serait souhaitable et profitable pour la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse qu'il existe au sein de l'administration fédérale un office fédéral spécifiquement chargé de cette dernière, qui rendrait ce domaine politique plus visible et le traiterait de manière proactive. Le rôle assumé actuellement par l'OFAS est considéré par les cantons comme assez peu significatif et influent. Le souhait est émis que l'OFAS soit renforcé et agisse de façon davantage proactive dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse.

Freins

- **Champ de tension entre centralisation et autonomie** : bien que l'ensemble des cantons interrogés aient exprimé le souhait que la Confédération joue un rôle davantage proactif dans la politique de l'enfance et de la jeunesse, il a également été souligné que ce vœu n'est pas partagé par tous les cantons. Ainsi, il a été relevé que des résistances existent vis-à-vis d'une centralisation, souvent basées sur l'exigence d'autonomie et d'autodétermination aux niveaux cantonal et local. Cette attitude est perçue comme un frein, car elle expliquerait la lenteur dans la mise en œuvre de changements dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse.
- **Attentisme envers la politique nationale** : la politique nationale peut avoir un effet inhibiteur sur la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse si cette dernière attend de voir quelles mesures la Confédération va prendre dans ce domaine. Cela peut avoir pour conséquence que certaines évolutions nécessaires ne progressent pas dans le canton concerné.
- **Absence de programmes d'encouragement à long terme** : des financements ponctuels et limités dans le temps, comme ceux de l'art. 26 de la LEEJ, ne suffisent pas à ancrer durablement une politique active de l'enfance et de la jeunesse dans les cantons. Pour cela, il faudrait des programmes d'encouragement au niveau national qui soient axés sur le long terme et la régularité.

9.5 CDAS

Les cantons interrogés attribuent à la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS), respectivement à son secrétariat général⁷⁸, et à sa Conférence pour la politique de l'enfance et de la jeunesse (CPEJ), compétente pour ce domaine, plusieurs aspects favorables qui

⁷⁸ Les personnes interrogées ont parlé de « la CDAS », sachant que certaines des activités présentées ci-dessous sont assumées par différents acteurs et actrices, mais que le secrétariat général de la CDAS joue ici un rôle central.

influencent positivement la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse. Les activités suivantes de la CDAS et de la CPEJ sont considérées comme très bénéfiques.

- La CDAS lance des activités telles que des études, des projets et des recommandations qui donnent l'impulsion à des développements au niveau des cantons et favorisent l'uniformisation du langage et des concepts en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse.
- La CDAS produit des documents tels que des recommandations qui servent aux cantons comme base d'argumentation, pour leur auto-évaluation et comme aide à l'orientation pour le développement de leur propre politique de l'enfance et de la jeunesse.
- Elle encourage en outre les échanges, le partage des connaissances et la mise en réseau entre les cantons.
- La CDAS entretient un réseau au niveau de la Confédération afin d'assurer une collaboration efficace entre les cantons et cette dernière.
- Elle intervient en permanence sur les questions de politique de l'enfance et de la jeunesse auprès des instances concernées au niveau fédéral.
- La CDAS prend position sur les projets de loi et rédige des prises de position types pour représenter les intérêts des cantons.
- La CDAS permet aux cantons de défendre de manière coordonnée leurs points de vue et leurs intérêts face à la Confédération.
- La CDAS veille globalement à une bonne collaboration et assure un flux d'informations continu entre la conférence technique CPEJ, la CDAS et le niveau politique.

La condition pour que la CDAS puisse assumer ce rôle de soutien et de promotion de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans les cantons est de disposer de personnes engagées au niveau de la conférence technique et de ressources (en temps) de la part des cantons pour les personnes qui s'impliquent au sein de la CDAS.

9.6 Communes

La mise en place d'une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive dépend fortement de la collaboration entre le canton et les communes. Les résultats présentés au chapitre 8.5.2 mettent en lumière le rôle des communes dans ce contexte. Ils exposent en détail pourquoi la transparence, la confiance, le sens du compromis, des compétences claires et des interlocuteurs bien définis sont considérés comme des facteurs favorables décisifs. Ils montrent aussi les difficultés posées par des compétences peu claires et l'hétérogénéité des ressources des communes, et décrivent les contraintes potentielles (voir les détails au chapitre 8.5.2).

9.7 Enfants et jeunes

Selon les personnes interrogées, les enfants et les jeunes eux-mêmes devraient aussi être un facteur d'influence pour la politique de l'enfance et de la jeunesse au niveau cantonal. Il importe de s'assurer que leurs préoccupations, leurs perspectives et leurs souhaits puissent être pris en compte dans les processus de décision politique. Dans ce contexte, le rôle de l'administration en tant qu'*interprète* est souligné, dans le sens où elle doit relayer ces préoccupations, sujets et points de vue auprès des milieux politiques et de certains secteurs de l'administration, et veiller à ce que des opportunités institutionnalisées soient offertes aux groupes cibles de s'impliquer activement dans les processus de décision politique. Les structures de participation des enfants et des jeunes, telles qu'un parlement cantonal des jeunes avec droit de pétition, sont considérées comme favorables à la politique de l'enfance et de la jeunesse si elles permettent d'influer « réellement » sur les processus de décision politiques. La représentativité des mineurs qui s'impliquent dans ce contexte devrait aussi être prise en considération.

9.8 Associations professionnelles

De l'avis des personnes interrogées, les associations professionnelles (cantonales) sont bénéfiques pour la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse, dans la mesure où, par exemple, leurs positions et leurs normes fournissent des bases d'argumentation importantes pour la légitimation des prestations ainsi que pour les questions relatives à l'organisation de ces prestations. En outre, les associations professionnelles assument une fonction importante dans le partage des connaissances en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse au sein des différents domaines de prestations et thématiques liés à cette dernière dans les cantons.

9.9 Hautes écoles

D'après les personnes interrogées, les hautes écoles soutiennent la politique de l'enfance et de la jeunesse dans les cantons en générant des connaissances sur la fourniture efficace de prestations dans ce domaine, par exemple au travers d'études formulant des recommandations pour la création de structures ou la mise en place de prestations. En outre, les hautes écoles stimulent le partage des connaissances en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse.

Dritter Teil: Bestandesaufnahme der kantonalen Kinder- und Jugendpolitik

Autor:innen: Julia Gerodetti, Martina Gerngross, Rahel Heeg, Lukas Fellmann

In der Schweiz gibt es u. a. auch aufgrund einer fehlenden rechtlichen Grundlage auf nationaler Ebene bis heute kein systematisch erfasstes Wissen zu Strukturen und Verantwortungsbereichen der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen. Bedeutsame Publikationen hierzu stammen von Frossard (2003) sowie May und Wiesli (2009), welche wichtige Meilensteine darstellen, allerdings bereits über ein oder gar mehrere Jahrzehnt(e) zurückliegen. Diese Bestandesaufnahmen erfassten erstmals systematisch einzelne (und auch unterschiedliche) Aspekte der kantonalen Kinder- und Jugendpolitik und nahmen eine Einschätzung vor. Seit der Studie von May und Wiesli aus dem Jahre 2009 hat keine systematische Erfassung der Kinder- und Jugendpolitik in den verschiedenen Kantonen mehr stattgefunden.

Um diese Wissenslücke zu schliessen und ein aktuelles Bild der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen zu erhalten, wurde im April und Mai 2024 bei allen Kantonen eine Bestandesaufnahme in Form einer standardisierten Online-Befragung durchgeführt (vgl. zum detaillierten methodischen Vorgehen Kapitel 0). Nachfolgend werden die Ergebnisse dieser Bestandesaufnahme vorgestellt. Diese Bestandesaufnahme fokussierte die *Rahmenbedingungen* der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen, wie sie in Kapitel 0 detaillierter beschrieben und begründet sind. Damit bedarfsgerechte und qualitativ hochstehende Angebote für Kinder, Jugendliche, Familien und Eltern erbracht werden können, sind gewisse Rahmenbedingungen erforderlich, für welche die Kantone sorgen müssen. Diese Rahmenbedingungen einer kantonalen Kinder- und Jugendpolitik umfassen folgende Strukturen und Verantwortungsbereiche, welche die nachfolgende Ergebnisdarstellung strukturieren:

Verantwortungsbereiche:

- Rechtliche Verankerung
- Finanzmittel und Finanzierungsmodelle
- Kinder- und Jugendpolitikplanung
- Qualitätsentwicklung und Aufsicht
- Koordination und Zusammenarbeit
- Informations- und Wissenstransfer
- Unterstützung der kommunalen Kinder- und Jugendpolitik

Strukturen:

- Fachstellen in den Kantonen
- Fachkommissionen in den Kantonen

Weitere relevante Themen:

- Kinder- und Jugendpartizipation
- Hilfeplanung und Fallführung

Da davon auszugehen ist, dass während des letzten Jahrzehnts in den verschiedenen Kantonen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik eine Entwicklung stattgefunden hat, wurden die Kantone gebeten, auch Angaben zur Situation von vor zehn Jahren (2014) vorzunehmen. Aufgrund dieser Einschätzung ist es möglich, die Ergebnisse zur aktuellen Situation mit den Einschätzungen zur Situation vor zehn Jahren in Beziehung zu setzen und so (wo die Datenlage dies zulässt) eine Kommentierung der Entwicklung der kantonalen Kinder- und Jugendpolitik während der letzten zehn Jahren vorzunehmen.

Darüber hinaus können die Ergebnisse der Bestandesaufnahme mit dem im ersten Teilprojekt entwickelten normativen *Modell einer wirkungsvollen kantonalen Kinder- und Jugendpolitik* (vgl. Kap. 4) in Beziehung gesetzt werden, wodurch es möglich wird, Entwicklungsbedarfe abzuleiten. Diese werden jeweils im Rahmen einer *Kommentierung* am Ende des Themas dargestellt.

10 Verantwortungsbereiche

Die Kantone sind dafür verantwortlich, Rahmenbedingungen für eine wirkungsvolle Kinder- und Jugendpolitik zu gestalten. Dabei können sie auf unterschiedliche Weise vorgehen, wobei ihre Grösse sowie die historisch gewachsenen Strukturen eine bedeutende Rolle spielen. In den nachfolgenden Kapiteln werden deshalb die empirischen Ergebnisse in den verschiedenen Bereichen beschrieben, in denen Kantone ihre Verantwortung für die Gewährleistung bedarfsgerechter und qualitativ hochstehender kinder- und jugendpolitischer Angebote wahrnehmen.

10.1 Rechtliche Grundlagen

Um eine einheitliche und verbindliche Umsetzung sicherzustellen, ist eine rechtliche Verankerung der Kinder- und Jugendpolitik auf kantonaler Ebene erforderlich (vgl. dazu Kapitel 5.1). Die rechtlichen Grundlagen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik können auf Ebene der Kantone in unterschiedlichen Rechtsvorschriften verortet sein.

10.1.1 Aktuelle Situation

Die nachfolgende Tabelle 1 gibt einen Überblick über die rechtlichen Grundlagen in den Kantonen⁷⁹ im Jahr 2024, in welchen die Kinder- und Jugendpolitik oder einzelne Teilbereiche davon erwähnt werden.⁸⁰

⁷⁹ Die Nennung der Kantone erfolgt in alphabetischer Reihenfolge.

⁸⁰ Bei dieser Frage wurde bei einzelnen Rechtsvorschriften auch nach den konkreten Titeln oder Paragraphen gefragt. Diese Antworten werden hier nicht dargestellt, sondern wurden erfasst, um die Aussagekraft der Daten zu unterstützen und deren Verlässlichkeit zu gewährleisten.

Tabelle 1: Rechtliche Grundlagen in den Kantonen, in welchen im Jahr 2024 die Kinder- und Jugendpolitik oder einzelne Teilbereiche davon erwähnt werden (n = 26).

Kanton	Kantonsverfassung	Kantonales Einführungsgesetz zum ZGB	Kantonales Sozialhilfegesetz	Kinder- und jugendspezifische gesetzliche Grundlage	Gesetzliche Bestimmungen oder Verordnungen anderer Bereiche*	Verordnung(en)	Verbindliche Richtlinien zur Anwendung von Gesetzen**	Spezifische Regierungsratsbeschlüsse
AG								
AI								
AR								
BE								
BL								
BS								
FR								
GE								
GL								
GR								
JU								
LU								
NE								
NW								
OW								
SG								
SH								
SO								
SZ								
TG								
TI								
UR								
VD								
VS								
ZG								
ZH								
Summe Ja (%)	15 (58 %)	19 (73 %)	14 (54 %)	17 (65 %)	19 (73 %)	19 (73 %)	13 (50 %)	21 (81 %)

Legende: Ja = Nein = Weiss nicht oder kann ich nicht beantworten = Keine Angaben =

* z. B. im Bildungsgesetz ** von (nationalen oder kantonalen) Gesetzen

Bei mehr als der Hälfte der Kantone werden die Kinder- und Jugendpolitik oder Teilbereiche in der Kantonsverfassung (58 %) erwähnt, noch häufiger jedoch im kantonalen Einführungsgesetz zum ZGB (73 %). Ebenfalls etwas mehr als die Hälfte der Kantone (54 %) erwähnen die Kinder- und Jugendpolitik oder Teilbereiche im kantonalen Sozialhilfegesetz. In ca. zwei Drittel der Kantone besteht eine kinder- und jugendspezifische gesetzliche Grundlage für die Kinder- und Jugendpolitik oder Teilbereiche (65 %)⁸¹ und/oder in knapp je drei Viertel werden sie in gesetzlichen Bestimmungen oder Verordnungen anderer Bereiche (z. B. im Bildungsgesetz) (73 %) und/oder in thematisch eigenen Verordnung(en) (73 %) erwähnt. Verbindliche Richtlinien zur Anwendung von (nationalen oder kantonalen) Gesetzen zur Kinder- und

⁸¹ Die Titel dieser kinder- und jugendspezifischen gesetzlichen Grundlagen, in denen Kinder- und Jugendpolitik oder Teilbereiche davon erwähnt werden, lauten: AI: Ständekommissionsbeschluss über die Förderung von Freizeitangeboten für Kinder und Jugendliche; AR: Kinderbetreuungsgesetz (Vereinbarkeit von Beruf und Familie); BL: Gesetz über die familienergänzende Kinderbetreuung SGS 852; BE: Gesetz über die Leistungen für Kinder mit besonderem Förder- und Schutzbedarf (KFSG); BS: Kinder- und Jugendgesetz (KJG) und Gesetz betreffend Tagesbetreuung von Kindern (Tagesbetreuungsgesetz, TBG); FR: REJ 12 et suivant, REJ 18 et suivant LEJ 10 et suivant; GE: Loi sur l'enfance et la jeunesse; JU: Loi sur la politique de la jeunesse; NE: LESEA, LSAJ et LAE; OW: Kinder- und Jugendförderungsgesetz (KJFG); SG: Kinderbetreuungsgesetz; TI: Legge per le famiglie, Legge giovani, legge colonie; VD: Loi sur la promotion et le soutien aux activités de jeunesse; VS: Loi en faveur de la jeunesse; UR: Kantonales Leitbild zur Kinder- und Jugendförderung; ZH: KJHHG, KJHV, KJV, SPMV, AlimV, VTAK.

Jugendpolitik oder Teilbereichen davon finden sich in der Hälfte der Kantone (50 %). Mit die häufigsten Erwähnungen der Kinder- und Jugendpolitik oder Teilbereichen finden sich in spezifischen Regierungsratsbeschlüssen (81 %).

In einem der Kantone (NW) existiert keine der aufgeführten gesetzlichen Grundlagen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik oder Teilbereichen davon. Vier Kantone (GR, FR, LU, TG) verfügen über weitere rechtliche Grundlagen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik.⁸²

Praxisbeispiele, die von den Kantonen als Good-Practice zum Thema «rechtliche Grundlagen» vorgeschlagen wurden, sind im Anhang I.a dargestellt.

10.1.2 Entwicklungen

Die Kantone gaben auf Basis von Dokumenten und Fakten an, welche rechtlichen Grundlagen im Jahr 2014 die Kinder- und Jugendpolitik oder Teilbereiche davon erwähnten. Diese Ergebnisse wurden mit den Antworten für das Jahr 2024 verglichen.⁸³

Fünf Kantone⁸⁴ haben während der letzten zehn Jahren neu eine kinder- und jugendspezifische gesetzliche Grundlage geschaffen. Bei den anderen Rechtsvorschriften sind im Zeitraum von 2014 bis 2024 nur geringfügige Veränderungen festzustellen.⁸⁵

Drei Kantone⁸⁶ hatten im Jahr 2014 für die Kinder- und Jugendpolitik oder Teilbereiche davon keine rechtlichen Grundlagen. In den Kantonen SZ und TG hat sich dies seither verändert, und im Jahr 2024 bestehen nun rechtliche Grundlagen.

Einschätzung zu bisherigen Veränderungen

Die Kantone wurden um eine Einschätzung gebeten, inwiefern sich die rechtlichen Grundlagen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik in ihrem Kanton seit 2014 weiter ausdifferenziert, weiterentwickelt oder revidiert haben.

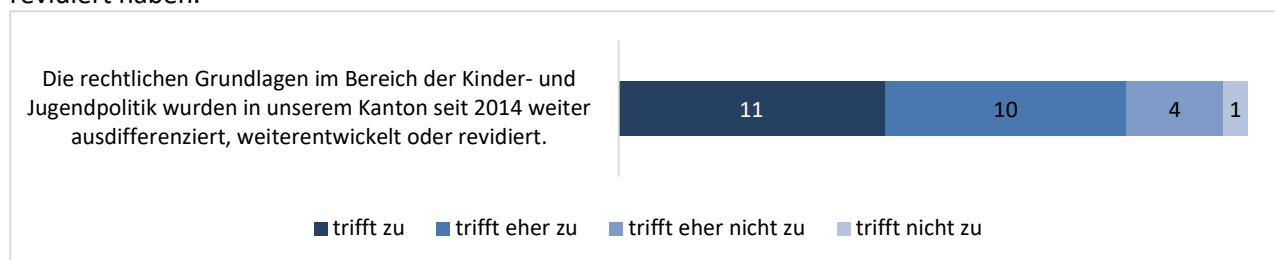


Abbildung 4: Einschätzung der Weiterentwicklung der rechtlichen Grundlagen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik im Kanton seit 2014 (n = 26)

⁸² Genannt wurden von diesen Kantonen folgende weiteren rechtlichen Grundlagen: GR: Es existieren durchaus weitere rechtliche Grundlagen. Was unser Verantwortungsbereich betrifft, haben wir einen ganz engen Fokus auf: Gesetz über die Förderung der familienergänzenden Kinderbetreuung im Kanton Graubünden (KIBEG) und Pflegekindergesetz; FR: le Plan soutien Jeunesse Fribourg 2022–2023, Stratégie Je participe, Plan d’action Je participe 2023–2026; LU: Kantonales SEG, kantonale PAVO; TG: Konzept für ein koordiniertes Vorgehen in der Kinder-, Jugend- und Familienpolitik 2023–2027 und Konzept Frühe Förderung Kanton Thurgau 2020–2024

⁸³ Kantone, die bei einem oder bei beiden Zeitpunkten die Frage mit «weiss nicht oder kann ich nicht beantworten» angaben oder keine Angaben vornahmen, wurden bei diesen Vergleichen nicht berücksichtigt.

⁸⁴ AR, BE, BL, SG, UR.

⁸⁵ Kantonsverfassung: Im Jahr 2014 wurde die Kinder- und Jugendpolitik oder einzelne Teilbereiche davon in der Kantonsverfassung des Kantons AI erwähnt, jedoch nicht mehr im Jahr 2024.

Kantonales Sozialhilfegesetz: Zwei Kantone (SZ, VS) erwähnen die Kinder- und Jugendpolitik oder Teilbereiche davon neu im kantonalen Sozialhilfegesetz.

Kantonales Einführungsgesetz zum ZGB: Keine Veränderungen.

Gesetzliche Bestimmungen oder Verordnungen anderer Bereiche: Von 2014 bis 2024 zeigt sich eine Zunahme bei zwei Kantonen (TG, VS).

Verordnung(en): Von 2014 bis 2024 zeigt sich eine Zunahme bei einem Kanton (SZ) und eine Abnahme bei zwei Kantonen (FR und GE).

Verbindliche Richtlinien zur Anwendung von (nationalen oder kantonalen) Gesetzen: Von 2014 bis 2024 zeigt sich eine Zunahme bei drei Kantonen (FR, GE, SG)

Spezifische Regierungsratsbeschlüsse: Von 2014 bis 2024 zeigt sich eine Zunahme bei vier Kantonen (AR, GE, GL, GR) und Abnahme bei einem Kanton (OW).

⁸⁶ NW, SZ, TG.

Bei vier Fünfteln der Kantone wurden die rechtlichen Grundlagen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik in ihrem Kanton seit 2014 weiter ausdifferenziert, weiterentwickelt oder revidiert (stimme zu: 42 %; stimme eher zu: 38 %).

Einschätzung künftiger Veränderungen

Die Kantone wurden um ihre Einschätzung dazu gebeten, wie die rechtlichen Grundlagen während der nächsten fünf Jahren in ihrem Kanton weiter ausdifferenziert, weiterentwickelt oder revidiert werden:

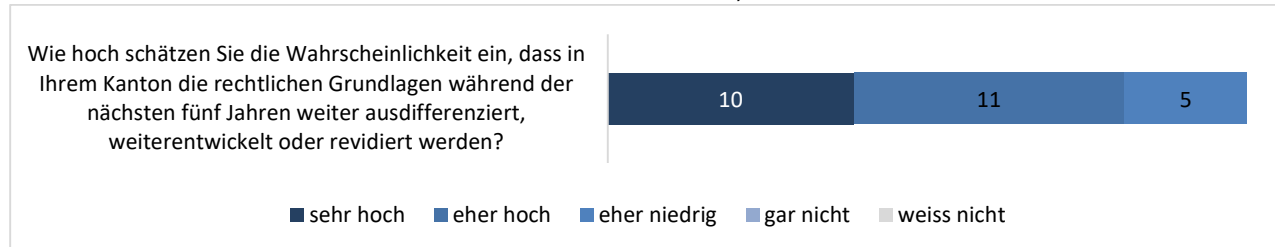


Abbildung 5: Einschätzung zur Weiterentwicklung der rechtlichen Grundlagen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik in den nächsten fünf Jahren ab 2024 (n = 26)

Rund 80 % der Kantone schätzen die Wahrscheinlichkeit, dass in ihrem Kanton die rechtlichen Grundlagen während der nächsten fünf Jahre weiter ausdifferenziert, weiterentwickelt oder revidiert werden, als sehr hoch (38 %) oder hoch (42 %) ein.

10.1.3 Kommentierung

Fehlende rechtliche Grundlagen in einigen Kantonen

Es besteht eine erhebliche Heterogenität zwischen den Kantonen hinsichtlich des Umfangs und der Verortung der rechtlichen Grundlagen für die Kinder- und Jugendpolitik. Während einige Kantone über umfangreiche und ausdifferenzierte kinder- und jugendspezifische rechtliche Grundlagen verfügen, haben andere Kantone keine oder nur marginale rechtliche Grundlagen. Diese marginalen oder gar fehlenden rechtlichen Grundlagen in manchen Kantonen sind zu problematisieren, da das Vorhandensein von rechtlichen Grundlagen ein zentraler Einflussfaktor auf die Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen darstellt. Die rechtliche Verankerung beeinflusst die Aufwuchsbedingungen für Kinder, Jugendliche und Familien im jeweiligen Kanton massgeblich und ist deswegen zentral für Fragen des chancengerechten Aufwachsens und der Teilhabe von Kindern und Jugendlichen in der Schweiz. Mit Blick auf den in Kapitel 5.1 formulierten Anspruch, dass jeder Kanton über eine rechtliche Verankerung der Kinder- und Jugendpolitik verfügen sollte, besteht sich vor diesem Hintergrund insbesondere in denjenigen Kantonen ohne oder mit geringer rechtlicher Verankerung der Kinder- und Jugendpolitik ein Handlungsbedarf.

Heterogenität und Vielfalt der rechtlichen Verankerung

In vielen Kantonen wird die Kinder- und Jugendpolitik in verschiedenen Rechtsvorschriften geregelt. Die Rechtsgrundlagen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik sollten stärker gebündelt werden (vgl. Kapitel 5.1). Anzustreben sind kinder- und jugendspezifische rechtliche Grundlagen, die eine solche Bündelung der kinder- und jugendpolitischen Themen innerhalb eines eigenständigen kantonalen Gesetzes ermöglichen.

Entwicklung

In etwas mehr als der Hälfte der Kantone blieben die rechtlichen Grundlagen zur Kinder- und Jugendpolitik oder ihren Teilbereichen von 2014 bis 2024 unverändert, knapp die Hälfte der Kantone hat ihre rechtlichen Rahmenbedingungen angepasst. Dieser Befund wird auch durch die Einschätzungen der Kantone bestätigt, welche zudem mehrheitlich der Meinung sind, dass auch künftig eine Weiterentwicklung der rechtlichen Grundlagen stattfinden wird (vgl. auch Kapitel 10.1.2). Der Ausbau der rechtlichen Grundlagen für die Kinder- und Jugendpolitik in vielen Schweizer Kantonen unterstützt deren Verankerung, Weiterentwicklung und Ausdifferenzierung. Für die Kinder- und Jugendpolitik in der Schweiz ist dieser Befund insgesamt als positiv und erfreulich zu bewerten. Handlungsbedarf besteht in Kantonen mit geringen rechtlichen Grundlagen.

10.2 Finanzierung

Die Bereitstellung finanzieller Mittel ist eine zentrale Rahmenbedingung für eine bedarfsgerechte und qualitativ hochstehende Kinder- und Jugendpolitik (vgl. dazu Kapitel 5.1.2). Aufgrund des Subsidiaritätsprinzips und des Föderalismus werden die Leistungen und Angebote im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik in den Schweizer Kantonen durch unterschiedliche Staatsebenen (mit-)finanziert. In der Befragung interessierte, welche Staatsebenen bei der Finanzierung der Leistungen und Angebote der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen beteiligt sind.

10.2.1 Aktuelle Situation

Nachfolgend wird entlang verschiedener Themenbereiche dargestellt, wie die entsprechenden Leistungen und Angebote in den Kantonen (mit-)finanziert werden. Gefragt wurde nach der Finanzierung, welche durch rechtliche Grundlagen geregelt ist. Die kantonspezifischen Angaben zur Finanzierung der einzelnen Leistungen und Angebote⁸⁷ finden sich im Anhang IV. Ebenfalls wurden die Kantone in einer offenen Antwort gebeten, anzugeben, falls es sich bei einzelnen dieser Leistungen und Angebote nicht um eine fortlaufende Finanzierung (Regelfinanzierung) handelt, sondern um eine Anschubfinanzierung oder um eine Projektfinanzierung. Die Ergebnisse hierzu finden sich ebenfalls im Anhang IV.

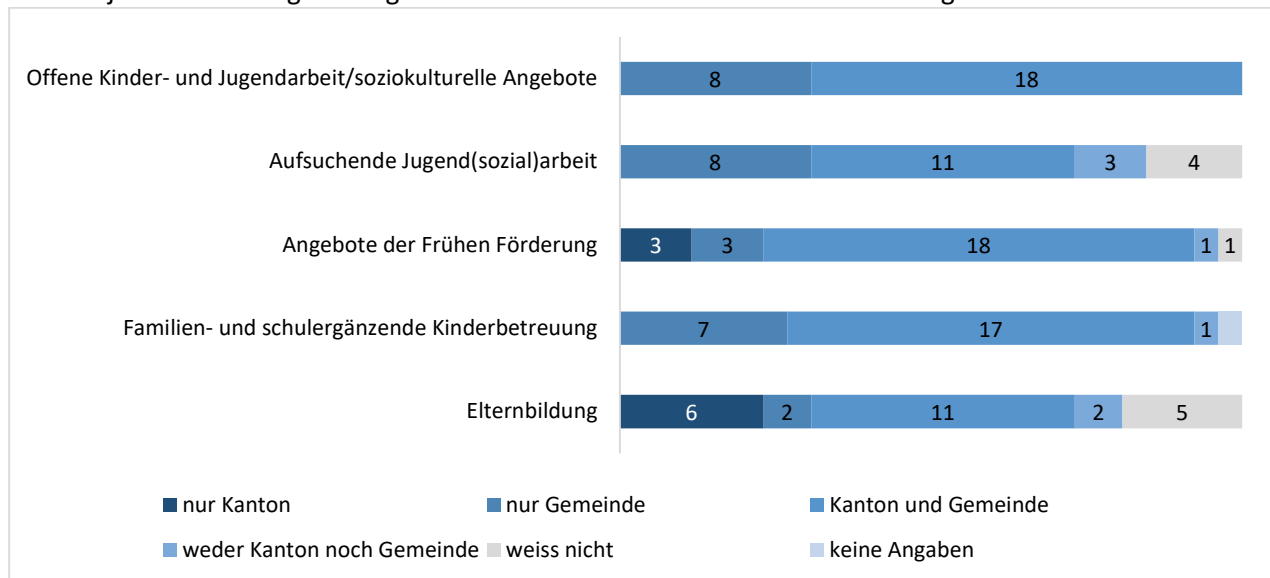


Abbildung 6: Finanzierung der allgemeinen Förderleistungen durch Kanton und/oder Gemeinden im Jahr 2024 (n = 26)

⁸⁷ Eine Einschränkung bei der Darstellung der Finanzierung der Angebote und Leistungen besteht darin, dass zum Zeitpunkt der Befragung keine einheitlichen Verständnisse zu den aufgeführten Angeboten und Leistungen in der Schweiz vorlagen. Dieses gemeinsame Verständnis wurde parallel zur Befragung im Rahmen desselben Projekts erarbeitet und ist im vorliegenden Bericht in Kapitel 0 dokumentiert. Aufgrund dieser Bedingung haben die Kantone die Fragen zur Finanzierung auf Basis der in ihrem Kanton vorliegenden Verständnisse und Konzepte zu den einzelnen Leistungen und Angeboten beantwortet. Damit sollte sichergestellt werden, dass die befragten Personen sich auf die im jeweiligen Kanton bewährten und bekannten Verständnisse und Strukturen beziehen konnten, anstatt eine allgemeingültige Definition verwenden zu müssen. Darüber hinaus ist zu erwähnen, dass einzelne Leistungen und Angebote aufgrund der Komplexitätsreduktion des Befragungsinstruments eine eher abstraktere Kategorie (z. B. familien- und schulergänzende Kinderbetreuung, Frühe Förderung) beschreiben. Dies kann zu Unschärfen führen, zumal innerhalb der jeweiligen Kategorie in mehrere Einzelleistungen unterteilt werden kann (z. B. familienergänzende Betreuung, verschiedene schulergänzende Betreuungsformate), welche wiederum unterschiedlich finanziert werden können. Bei der Lektüre und Interpretation der nachfolgend dargestellten Ergebnisse sollten diese Rahmenbedingungen berücksichtigt werden.

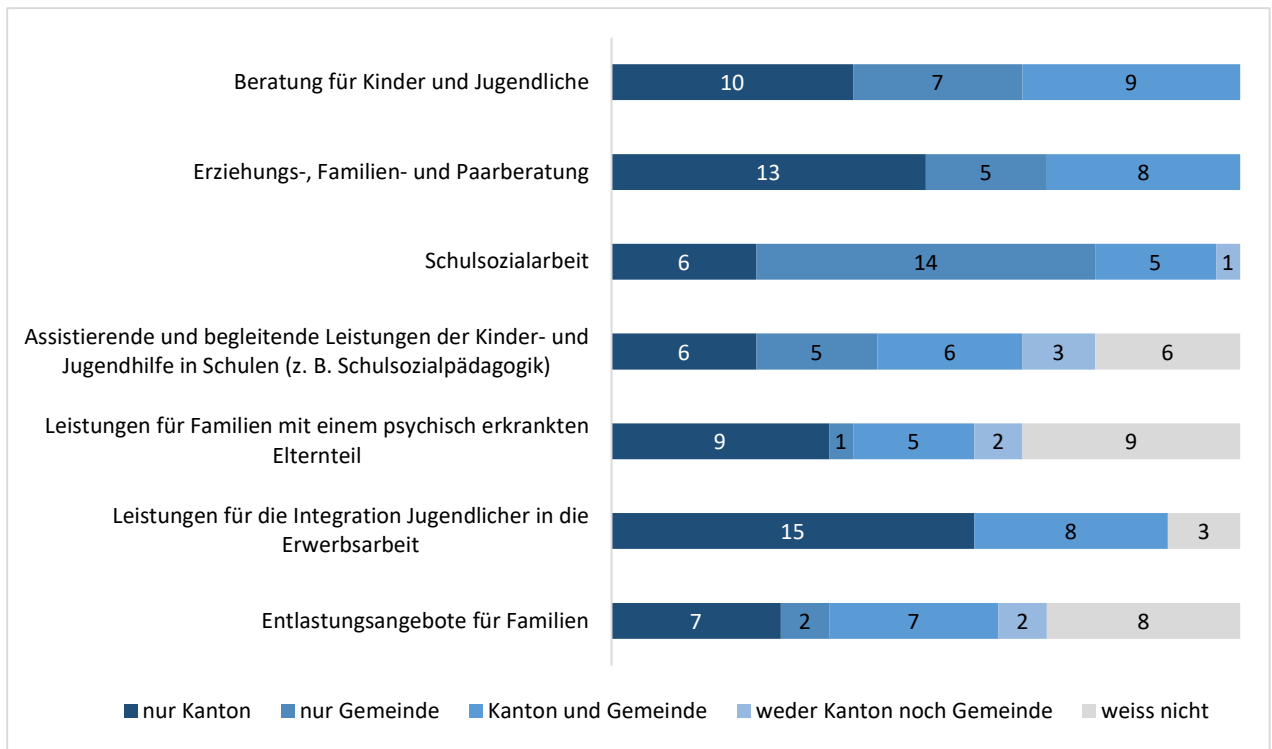


Abbildung 7: Finanzierung der Beratungs- und Unterstützungsleistungen durch Kanton und/oder Gemeinden im Jahr 2024 (n = 26)

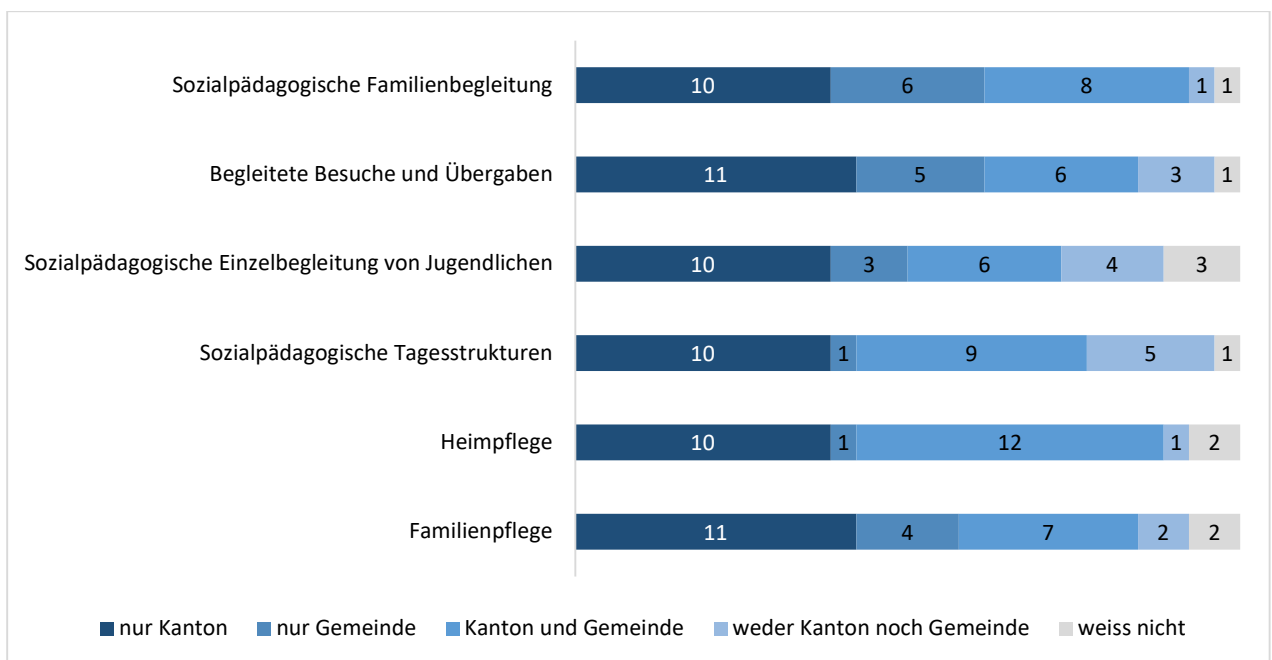


Abbildung 8: Finanzierung der Leistungen im Bereich Hilfen zur Erziehung durch Kanton und/oder Gemeinden im Jahr 2024 (n = 26)

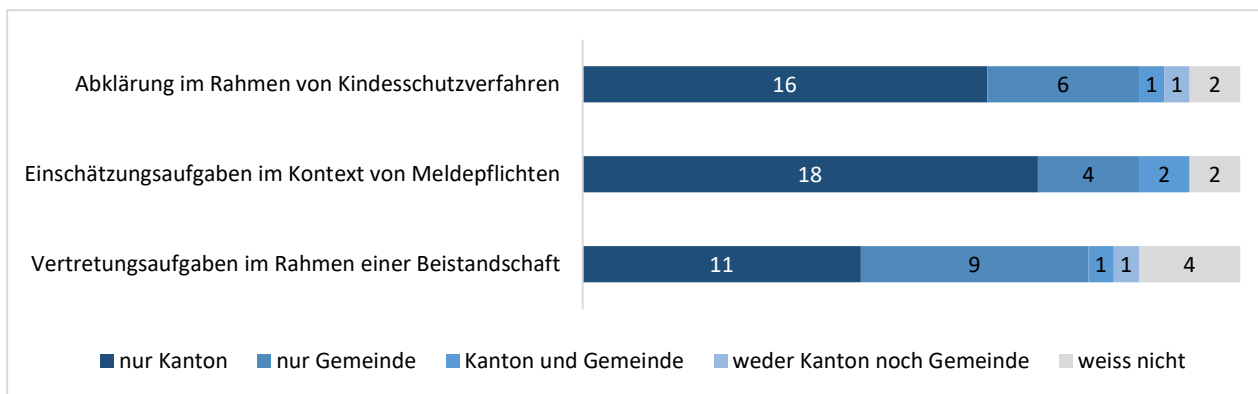


Abbildung 9: Finanzierung der Aufgaben im Kontext des zivilrechtlichen Kinderschutzes durch Kanton und/oder Gemeinden im Jahr 2024 (n = 26)

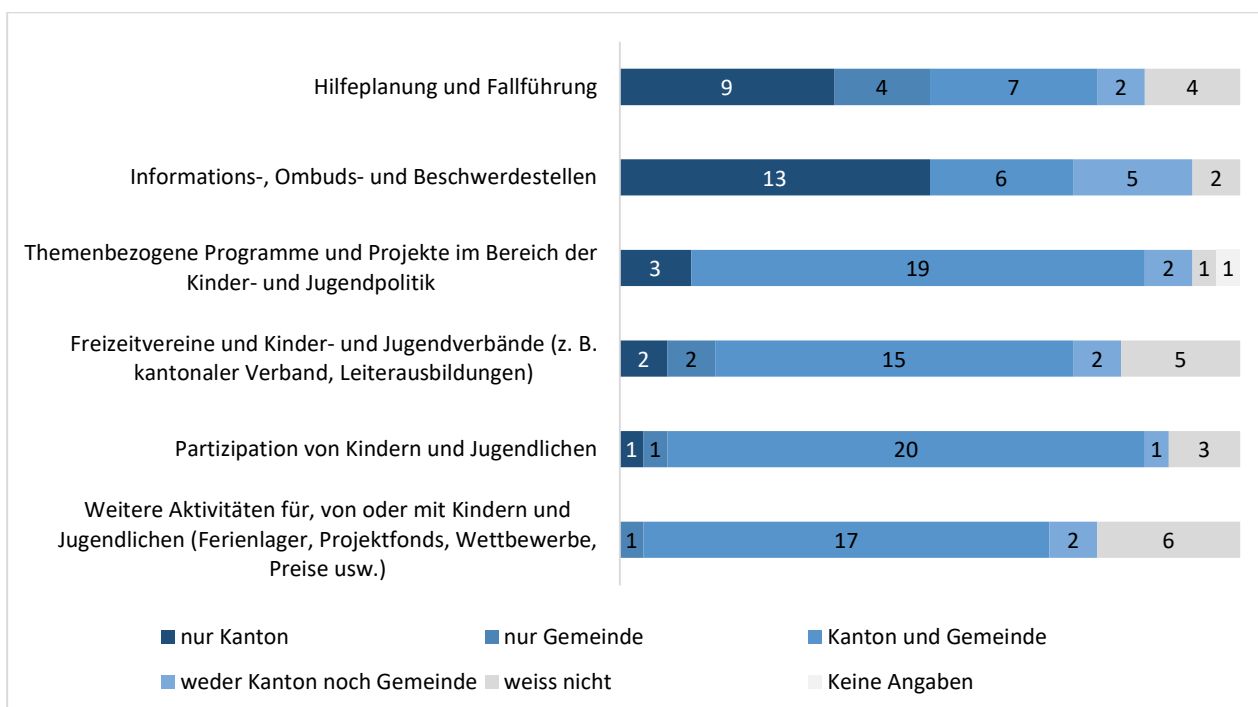


Abbildung 10: Finanzierung weiterer Leistungen durch Kanton und/oder Gemeinden im Jahr 2024 (n = 26)

Nebst diesen dargestellten Angeboten und Leistungen gaben drei Kantone weitere Angebote und Leistungen an, die im Jahr 2024 durch die erwähnten Staatsebenen (mit-)finanziert werden.⁸⁸

Die Ergebnisse aus Abbildung 6 bis Abbildung 10 verdeutlichen, dass die verschiedenen Angebote und Leistungen unterschiedlich finanziert werden.

Manche Angebote und Leistungen werden mehrheitlich gemeinsam von den Gemeinden und dem Kanton finanziert. Zu diesen gehören beispielsweise die Offene Kinder- und Jugendarbeit/soziokulturelle Angebote, Angebote der Frühen Förderung, familien- und schulergänzende Kinderbetreuungsangebote, themenbezogene Programme und Projekte im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik, Partizipation von Kindern und Jugendlichen und weitere Aktivitäten für, von oder mit Kindern und Jugendlichen.

Andere Angebote und Leistungen werden mindestens in der Hälfte der Kantone ausschliesslich durch den Kanton finanziert. Dies sind beispielsweise Informations-, Ombuds- und Beschwerdestellen, Leistungen für die Integration Jugendlicher in die Erwerbsarbeit, Erziehungs-, Familien- und Paarberatung sowie

⁸⁸ AR: Partizipation in Kinderschutzverfahren, nur vom Kanton finanziert; SH: SOBJE, Soziale Begleitung junge Erwachsene (18–25), nur von Gemeinden finanziert; TG: themenbezogene Programme und Projekte im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik, Freizeitvereine und Kinder- und Jugendverbände (z. B. kantonaler Verband, Leiterausbildungen), Partizipation von Kindern und Jugendlichen; nur vom Kanton finanziert.

Leistungen im Kontext des zivilrechtlichen Kinderschutzes. Keines der Angebote und Leistungen wird in der Mehrheit der Kantone ausschliesslich durch die Gemeinden finanziert.

Bei relativ vielen Angeboten und Leistungen ist keine Tendenz hin zu einem spezifischen Finanzierungsmodell erkennbar.

Insgesamt sind die Kantone/Gemeinden bei der Finanzierung der allermeisten Angebote und Leistungen involviert.

Themenbereiche der finanzierten Programme und/oder Projekte

22 der 26 Kantone haben im Jahr 2024 themenbezogene Programme und/oder Projekte im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik (mit-)finanziert (vgl. Abbildung 10). Zu welchen Themenbereichen sich diese Programme und/oder Projekte zuordnen lassen, zeigt die nachfolgende Abbildung 11. Die kantonspezifischen Ergebnisse finden sich im Anhang IV.

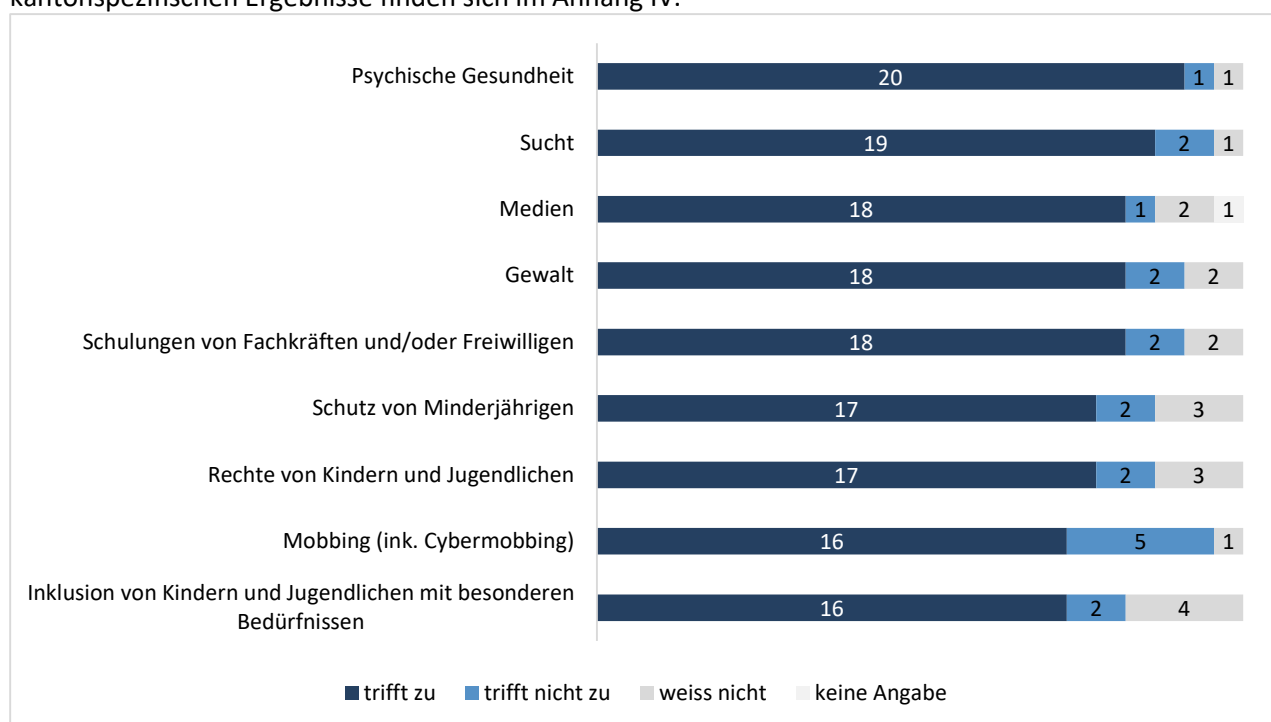


Abbildung 11: Themenbereiche, in welchen der Kanton Programme und/oder Projekte für Kinder, Jugendliche, Eltern oder Familien im Jahr 2024 (mit-)finanziert (n = 22)

Fast alle der 22 Kantone finanzieren Programme/Projekte im Bereich der psychischen Gesundheit (91 %) und im Bereich Sucht (86 %). Ebenfalls häufig genannt wurden die Bereiche Medien, Schulungen von Fachkräften und Freiwilligen sowie Gewalt (je 82 %). Programme/Projekte in den Themenbereichen Schutz von Minderjährigen und Rechte von Kindern und Jugendlichen werden von etwa drei Vierteln der Kantone (je 77 %) finanziert, gefolgt von Programmen/Projekten zur Inklusion von Kindern und Jugendlichen mit besonderen Bedürfnissen sowie zur Bekämpfung von Mobbing (inklusive Cybermobbing) (je 73 %).

Nebst den genannten Themenbereichen finanzierten sechs Kantone⁸⁹ Programme/Projekte für Kinder, Jugendliche, Eltern oder Familien in anderen Themenbereichen (mit)⁹⁰.

⁸⁹ AI, BE, FR, JU, VD, VS.

⁹⁰ Diese anderen genannten Themenbereiche sind: AI: Bemerkung zu Inklusion: Ein anderes Thema ist die schulergänzende Kinderbetreuung, zu welcher ein Pilotprojekt läuft; BE: politische Bildung, Bewegung und Ernährung; FR: Reduction des inégalités de genre/Participation avec le conseil des jeunes / Sondages à travers le BPEJ; JU: Vivre ensemble, soutien à la petite enfance (im Wortlaut wiedergegeben); VD: prévention du surendentement, obésité image corporelle, diversité, etc.; VS: exposition relative à la violence, sexualisation précoce, formation sur le consensus parental.

Praxisbeispiele, die von den Kantonen als Good-Practice zum Thema «Finanzmittel und Finanzierungsmodelle» und zu «themenbezogenen Programmen und Projekten» vorgeschlagen wurden, sind im Anhang I.b und I.c dargestellt.

10.2.2 Entwicklungen

Die Kantone gaben auf Basis von Dokumenten und Fakten an, welche dieser Leistungen und Angebote in der Kinder- und Jugendpolitik im Jahr 2014 durch wen finanziert wurden. Diese Ergebnisse wurden mit den Antworten für das Jahr 2024 verglichen.

Die Ergebnisse dieser Analyse zeigen, dass während des Zeitraums von 2014 bis 2024 in 19 Kantonen bei der Finanzierung einzelner Leistungen Veränderungen erfolgten (vgl. dazu die kantonspezifische Darstellung in Anhang IV). In der Mehrheit dieser Kantone betreffen diese Veränderungen bei der Finanzierung lediglich ein bis drei Leistungen. Nur in vier Kantonen⁹¹ betreffen die Veränderungen bei der Finanzierung vier bis sechs verschiedene Leistungen: Hierbei wird im Kanton AG eine Tendenz des Ausbaus der Finanzierung erkennbar, im Kanton SZ zeigt sich eine Veränderung der Finanzierung ausschliesslich von Gemeinden im Jahr 2014 hin zu einer gemeinsamen Finanzierung durch Kanton und Gemeinden im Jahr 2024 und im Kanton ZH zeigt sich eine Mischung der Veränderung mit der Tendenz von der Finanzierung nur durch die Gemeinden im Jahr 2014 hin zu einer Finanzierung nur durch den Kanton im Jahr 2024 wie auch ein Ausbau der Finanzierung. Beim Kanton GL ist aufgrund der Veränderungen bei der Finanzierung der Leistungen keine eindeutige Tendenz erkennbar.

Betrachtet man die Veränderungen bei der Finanzierung über alle Leistungen hinweg, fällt auf, dass es sich dabei am häufigsten um einen Ausbau der Finanzierung handelt (bei 15 Leistungen). Bei zehn Leistungen erfolgt eine Veränderung von einer Finanzierung im Jahr 2014 ausschliesslich durch die Gemeinden hin zu einer Finanzierung durch Kanton und Gemeinden im Jahr 2024 und bei sieben Leistungen erfolgte in diesem Zeitraum einen Wechsel der Finanzierung von nur Gemeinden hin zur Finanzierung nur durch den Kanton.⁹² Bei acht Leistungen gab es im Zeitraum von 2014 bis 2024 keine Veränderungen bei der Finanzierung.

Einschätzung bisheriger Veränderungen

Die Kantone wurden gebeten, einzuschätzen, inwiefern sich die vom Kanton zur Verfügung gestellten finanziellen Mittel im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik in ihrem Kanton seit 2014 verändert haben:

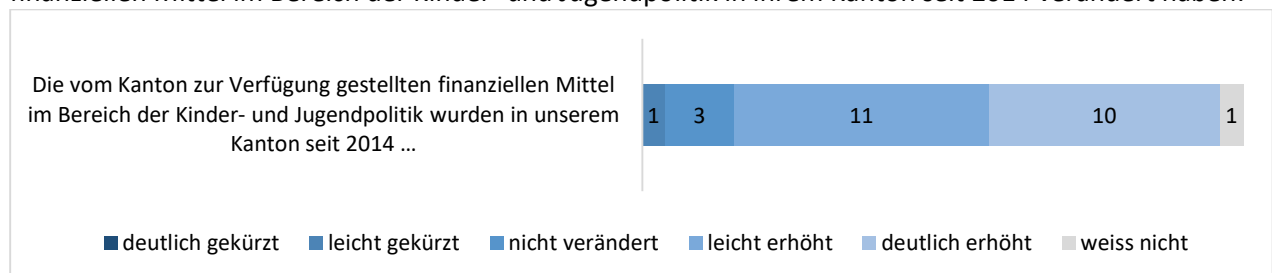


Abbildung 12: Einschätzung der Veränderung der vom Kanton zur Verfügung gestellten finanziellen Mittel im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik im Kanton seit 2014 (n = 26)

80 % der Kantone sind der Ansicht, dass die vom Kanton zur Verfügung gestellten finanziellen Mittel im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik seit dem Jahr 2014 leicht erhöht (42 %) oder deutlich erhöht (38 %) wurden. In drei Kantonen (12 %) haben sich die entsprechenden finanziellen Mittel nicht verändert, in einem Kanton (4 %) wurden diese seit 2014 gekürzt.

⁹¹ AG, GL, SZ, ZH.

⁹² Bei drei Leistungen gab es einen Finanzierungswechsel vom Kanton zu Kanton und Gemeinden und bei je einer Leistung fand eine Veränderung von der Finanzierung im Jahr 2014 durch Kanton und Gemeinden hin zu einer Finanzierung ausschliesslich durch den Kanton resp. durch die Gemeinde statt.

Einschätzung künftiger Veränderungen

Die Kantone gaben eine Einschätzung zur Veränderung der vom Kanton zur Verfügung gestellten finanziellen Mittel im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik während der nächsten fünf Jahre ab dem Zeitpunkt der Befragung.

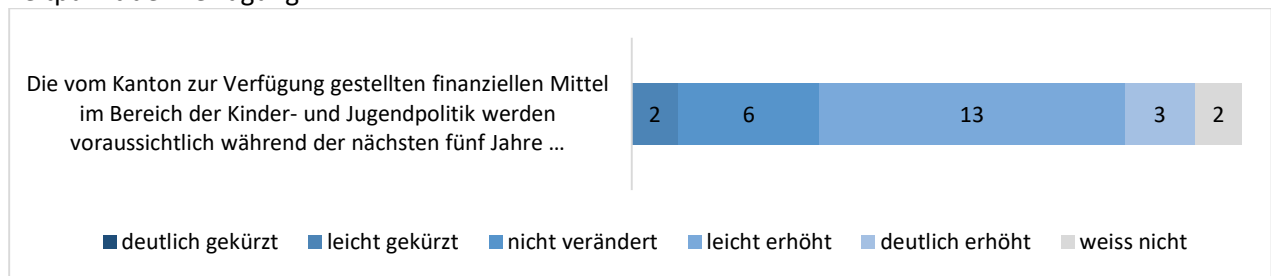


Abbildung 13: Einschätzung der Veränderung der vom Kanton zur Verfügung gestellten finanziellen Mittel im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik während der nächsten fünf Jahre ab 2024 (n = 26)

Knapp zwei Drittel (64 %) der Kantone kommen zur Einschätzung, dass im eigenen Kanton diese finanziellen Mittel während der nächsten fünf Jahre leicht (50 %) oder deutlich (12 %) erhöht werden. Ein knappes Viertel der Kantone (23 %) erwartet keine Veränderung. Eine leichte Kürzung dieser Mittel während der nächsten fünf Jahre wird von zwei (8 %) der Kantone vermutet.

Einschätzung der Veränderungen bei den finanziellen Mittel zur Förderung von Programmen und/oder Projekten

Die 22 Kantone wurden gebeten, die vergangenen und künftigen Veränderungen der vom Kanton zur Verfügung gestellten finanziellen Mittel zur Förderung von Programmen und/oder Projekten für Kinder, Jugendliche, Eltern oder Familien im Kanton seit 2014 einzuschätzen:

Einschätzung bisheriger Veränderungen in der Finanzierung

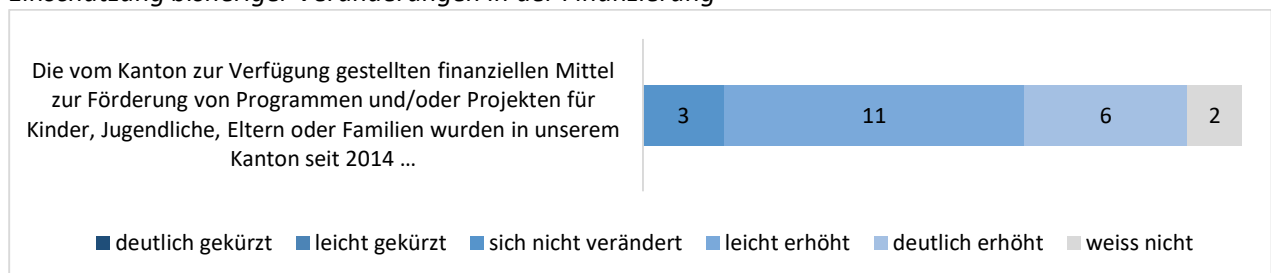


Abbildung 14: Einschätzung der Veränderung der vom Kanton zur Verfügung gestellten finanziellen Mittel zur Förderung von Programmen und/oder Projekten für Kinder, Jugendliche, Eltern oder Familien im Kanton seit 2014 (n = 22)

Die Hälfte (50 %) dieser 22 Kantone sieht eine leichte und ein gutes Viertel (27 %) eine deutliche Erhöhung dieser finanziellen Mittel seit 2014. Lediglich 14 % der Kantone schätzen ein, dass sich diese finanziellen Mittel nicht verändert haben. Zwei der Kantone (9 %) konnten keine Einschätzung vornehmen.

Einschätzung künftiger Veränderungen in der Finanzierung

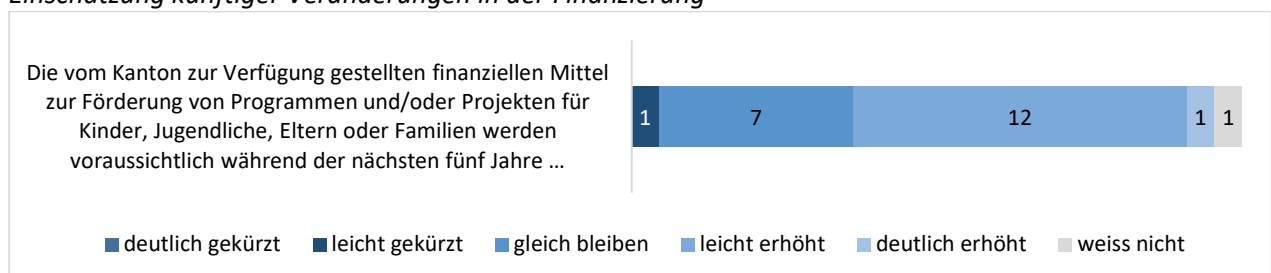


Abbildung 15: Einschätzung der Veränderung der vom Kanton zur Verfügung gestellten finanziellen Mittel zur Förderung von Programmen und/oder Projekten für Kinder, Jugendliche, Eltern oder Familien während der nächsten fünf Jahre (n = 22)

Mehr als die Hälfte (55 %) der 22 Kantone gehen davon aus, dass diese finanziellen Mittel in den nächsten fünf Jahren leicht ansteigen werden. Ein knappes Drittel (32 %) der Kantone vermutet, dass die finanziellen Mittel gleich bleiben werden. Je ein Kanton (5 %) geht von einer deutlichen Erhöhung bzw. einer leichten Reduktion der finanziellen Mittel aus.

10.2.3 Kommentierung

Die Ergebnisse zur Finanzierung der Angebote und Leistungen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik zeigen eine grosse Heterogenität der Finanzierungsbeteiligten auf. Aufgrund der föderalistischen Struktur der Schweiz, die den Kantonen eine hohe Autonomie in der Gestaltung und Finanzierung ihrer kinder- und jugendpolitischen Angebote und Leistungen zugesteht, ist dies erwartbar.

Über alle Kantone hinweg wird die hohe Involvierung der Kantone bei der Finanzierung der Leistungen deutlich. So übernehmen die Kantone eine zentrale Rolle bei der Finanzierung von Angeboten und Leistungen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik. Über ihre finanzielle Beteiligung beeinflussen die Kantone somit die Vielfalt der Leistungen in der Kinder- und Jugendpolitik.

Bei vielen Angeboten und Leistungen sind nebst dem Kanton aber auch die Gemeinden in die Finanzierung involviert, was auf eine gemeinsam getragene Verantwortung ebendieser hinweist. Daraus lässt sich schliessen, dass eine gute Zusammenarbeit zwischen Kanton und Gemeinden und eine gute Koordination bei der Finanzierung notwendig sind, um eine nachhaltige Kinder- und Jugendpolitik umzusetzen. Dafür braucht es nebst den entsprechenden Finanzmitteln⁹³ auch geeignete Finanzierungsmodelle, welche die Verteilung der finanziellen Ressourcen festlegen und u. a. die Rollen von Kanton und Gemeinden bei der Finanzierung regeln, wie dies in Kapitel 5.1.2 erläutert wird. Aufgrund der Heterogenität benötigt vermutlich jeder Kanton eigene Strategien und Modelle, die auf spezifische regionale Bedürfnisse und Gegebenheiten abgestimmt sind.

Die Ergebnisse des Vergleichs von 2014 und 2024 zeigen, dass bezüglich der Rolle der Kantone und Gemeinden bei der Finanzierung der Leistungen und Angebote im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik während der letzten zehn Jahren keine massgeblichen Veränderungen stattfanden und in vielen Kantonen diesbezüglich nur geringfügige Veränderungen bei einzelnen oder ein paar wenigen Leistungen erfolgten.

Die Einschätzungen der Kantone zu den bisherigen und künftigen Entwicklungen hinsichtlich der vom Kanton zur Verfügung gestellten finanziellen Mittel im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik zeigen insgesamt ein positives Bild. So haben viele Kantone während der letzten zehn Jahren die finanzielle Unterstützung der Kinder- und Jugendpolitik erhöht, verringert wurde sie nur in einem Fall. Dies kann als Ausdruck einer gestiegenen Bedeutung der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen interpretiert werden. Die Kinder- und Jugendpolitik erfährt demnach in den Kantonen eine zunehmende Anerkennung und wird entsprechend priorisiert.

Die Einschätzungen hinsichtlich der Entwicklung der finanziellen Mittel während der nächsten fünf Jahre deuten darauf hin, dass in beinahe keinem Kanton ein Abbau der Finanzierung vermutet wird und dass bei einem Grossteil der Kantone ein Vertrauen in eine positive Entwicklung der Kinder- und Jugendpolitik besteht. Gleichzeitig zeigen die Einschätzungen mancher Kantone zu einer Stagnation oder Kürzung der finanziellen Mittel, dass das zuvor genannte Vertrauen nicht überall vorherrscht, was die Heterogenität, die aus der föderalistischen Struktur abgeleitet werden kann, betont. Diese Vielfalt an Perspektiven verdeutlicht, dass eine kontinuierliche Analyse der finanziellen Entwicklungen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik erforderlich ist, um sicherzustellen, dass die bereitgestellten Mittel den tatsächlichen Bedürfnissen gerecht werden.

⁹³ Die vorliegenden Befunde machen keine Aussagen zur Höhe der Finanzierung der Angebote und Leistungen oder zu deren Bedarfsangemessenheit, weshalb auf dieser Datenbasis keine Aussage dazu vorgenommen werden kann, ob die in den Kantonen zur Verfügung gestellten finanziellen Mittel als ausreichend für eine bedarfsangemessene und qualitativ hochstehende Leistungserbringung bewertet werden können oder nicht.

10.3 Kinder- und Jugendpolitikplanung

Eine wirksame, bedarfsorientierte und fachlich begründete Ausgestaltung der Angebote für Kinder, Jugendliche, Eltern und Familien bedingt eine systematische Angebotsplanung. Diese umfasst unterschiedliche Planungs- und Steuerungstätigkeiten (vgl. dazu auch Kapitel 0). Im Bereich der Angebotsplanung wurde das Vorhandensein von Leitbildern, Konzepten und/oder Strategien erfragt als auch Informationen zu Planungs- und Steuerungstätigkeiten wie dem Durchführen von Bestandesaufnahmen, Monitorings, Strategie- oder Konzeptentwicklungsprozessen und Evaluationen erfasst.

10.3.1 Aktuelle Situation

Leitbilder, Konzepte und Strategien

Die Kantone gaben an, ob im Kanton Leitbilder, Konzepte und/oder Strategien für die Kinder- und Jugendpolitik oder Teilbereiche davon im Jahr 2024 existieren.

Tabelle 2: Leitbilder, Konzepte und Strategie im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen im Jahr 2024 (n = 26)

Kanton	Übergeordnetes Leitbild/Konzept für die gesamte Kinder- und Jugendpolitik*	Konzepte/Strategien für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik**	Kanton	Übergeordnetes Leitbild/Konzept für die gesamte Kinder- und Jugendpolitik*	Konzepte/Strategien für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik**
AG			NW		
AI			OW		
AR			SG		
BE			SH		
BL			SO		
BS			SZ		
FR			TG		
GE			TI		
GL			UR		
GR			VD		
JU			VS		
LU			ZG		
NE			ZH		
			Summe		
			Ja (%)	15 (57 %)	21 (81 %)

Legende: Ja = Nein = Weiss nicht oder kann ich nicht beantworten =

* das als fachliche Grundlage und strategische Orientierung dient. **z. B. Frühe Förderung, Schutz

Über die Hälfte der Kantone (57 %) hat ein übergeordnetes Leitbild oder Konzept, das als fachliche Grundlage und strategische Orientierung für die gesamte Kinder- und Jugendpolitik dient. Vier von fünf Kantone (81 %) verfügen über Konzepte/Strategien für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik, wie beispielsweise für Frühe Förderung oder Schutz.⁹⁴ 46 % der Kantone (n = 12) verfügen sowohl über ein übergeordnetes Leitbild/Konzept als auch über Konzepte/Strategien für Teilbereiche der Kinder- und

⁹⁴ Die insgesamt 19 Kantone, welche Konzepte und/oder Strategien für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik haben, nannten folgende Themenbereiche (wörtlich übernommen): AR: Konzept und Aktionsplan Frühe Kindheit, Strategie und Massnahmenplan Kinder- und Jugendpolitik in Arbeit; BL: Konzept Kinder- und Jugendhilfe, aktualisierte Planung KJH, Frühe Förderung, frühe Sprachförderung, Rahmenkonzept Schulsozialdienst, Hilfen zur Erziehung (Entwicklungsschwerpunkte), Empfehlungen Schulsozialarbeit Primarstufe; FR: Stratégie «Je participe!» – Perspectives 2030; GR: Frühe Förderung; Schutz; LU: Massnahmenplan Frühe Förderung 2024–2027, Massnahmenplan Kinder-/Jugendförderung 2023–2027, Aufsichtskonzept Erg. Hilfen zur Erziehung, Kt. Empfehlungen für Gemeinden für Frühe Förderung, Kt. Empfehlungen für Gemeinden für Kinder-/Jugendförderung; OW: Strategie 2022–2025 der Fachstelle Gesellschaftsfragen; SG: Strategie Kinderschutz, Strategie Frühe Förderung; SH: Leitlinien Frühe Förderung; SO: Frühe Förderung (Integrales Integrationsmodell), Elternbildung; TG: Schutz, Förderung, Partizipation, Kinderrechte, TI: Programma cantonale diritti del bambino, programma federale encouragement précoce, Programma federale intervention précoce; UR: Partizipation; Frühe Förderung, Schutz (KESB); VD: protection, promotion-encouragement, formation, etc.; ZG: Leitbild punkto Eltern, Kinder & Jugendliche vom Juli 2018; – Organigramm Punkto vom 1. November 2023; – Fachkonzept Beratung frühe Kindheit vom 31. Oktober 2023; – Beratungskonzept Kinder-, Jugend- & Elternberatung inkl. Kinderschutz vom 23. April 2023; – Konzept Jugend; ZH: Frühe Förderung – Sprachbildung.

Jugendpolitik. Drei Kantone⁹⁵ (12 %) haben keine Leitbilder, Konzepte oder Strategien für die Kinder- und Jugendpolitik.

Planungs- und Steuerungstätigkeiten

Die Kantone gaben an, welche Planungs- und Steuerungstätigkeiten in ihrem Kanton in der Kinder- und Jugendpolitik oder in Teilbereichen während der letzten fünf Jahre (2019–2024) durchgeführt wurden. Erfragt wurden Aktivitäten zu Bestandesaufnahmen, Monitoring, Strategie- und Konzeptentwicklungsprozessen sowie Evaluationen. Die nachfolgenden Tabelle 3 bis Tabelle 6 geben einen Überblick über diese Tätigkeiten in den Kantonen.

Bestandesaufnahmen

Mittels Bestandesaufnahmen werden Angebote und Aktivitäten erhoben. Sie bieten die Grundlage für eine Beurteilung der Bedarfsangemessenheit und sind somit ein wichtiges Planungs- und Steuerungsinstrument in der Kinder- und Jugendpolitik (vgl. dazu auch Kapitel 0). Die folgende Tabelle 3 gibt einen Überblick über die Durchführung von Bestandesaufnahmen während der letzten fünf Jahren (2019 bis 2024) in den einzelnen Kantonen:

Tabelle 3: Durchführung von Bestandesaufnahmen in (einzelnen Teilbereichen) der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen während der letzten fünf Jahre (2019–2024) (n = 26)

Kanton	Bestandesaufnahme für den gesamten Bereich der Kinder- und Jugendpolitik	Bestandesaufnahme(n) für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik	Kanton	Bestandesaufnahme für den gesamten Bereich der Kinder- und Jugendpolitik	Bestandesaufnahme(n) für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik
AG	Ja	Ja	NW	Nein	Nein
AI	Nein	Nein	OW	Weiss nicht	Ja
AR	Ja	Ja	SG	Nein	Ja
BE	Nein	Nein	SH	Nein	Ja
BL	Nein	Nein	SO	Ja	Ja
BS	Nein	Nein	SZ	Nein	Ja
FR	Ja	Ja	TG	Nein	Ja
GE	Nein	Nein	TI	Ja	Ja
GL	Nein	Nein	UR	Nein	Nein
GR	Ja	Ja	VD	Ja	Ja
JU	Ja	Ja	VS	Ja	Ja
LU	Nein	Nein	ZG	Nein	Ja
NE	Nein	Nein	ZH	Nein	Ja
			Summe Ja (%)	9 (35 %)	24 (92 %)

Legende: Ja = Nein = Weiss nicht oder kann ich nicht beantworten =

Zwischen 2019 und 2024 erhob gut ein Drittel (35 %) der Kantone eine Bestandesaufnahme für den gesamten Bereich der Kinder- und Jugendpolitik. Eine oder mehrere Bestandesaufnahmen für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik wurden in diesem Zeitraum in 92 % der Kantone durchgeführt. Bei gut einem Drittel der Kantone (35 %) wurden sowohl eine Bestandesaufnahme für den gesamten Bereich als auch für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik durchgeführt.⁹⁶ Zwei Kantone (8 %) setzten weder eine Bestandesaufnahme für den gesamten Bereich noch für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik um.

⁹⁵ AG, AI, NW.

⁹⁶ Die Kantone nannten folgende Themenbereiche, welche im Rahmen einer oder mehrerer Bestandesaufnahmen während der letzten fünf Jahre (2019–2024) berücksichtigt wurden (wörtlich wiedergegeben): AG: Gesamtbestandesaufnahme, aufsuchende Familienarbeit, Pflegeplatzierungen, Vereinbarkeit von Familie und Beruf; AI: Frühe Förderung; AR: frühe Kindheit, Kinder- und Jugendpolitik; BL: Kinder- und Jugendhilfe, Familien- und Elternberatung, Frühe Förderung, frühe Sprachförderung; BS: Kinder- und Jugendhilfe, Frühe Förderung, Offene Kinder- und Jugendarbeit,

Monitoring

Monitorings in der Kinder- und Jugendpolitik dienen dazu, die Umsetzung und Wirksamkeit von Aktivitäten und Massnahmen kontinuierlich zu überwachen und zu bewerten. Dadurch können Herausforderungen und Verbesserungsmöglichkeiten frühzeitig identifiziert werden, um eine bedarfsgerechte Förderung und Unterstützung der Zielgruppen sicherzustellen (vgl. dazu auch Kapitel 0). Die folgende Tabelle 4 gibt einen Überblick über die Monitoring-Aktivitäten der Kantone während der letzten fünf Jahre (2019 bis 2024):

Tabelle 4: Durchführung von wiederkehrenden Monitorings für (einzelne Teilbereiche) der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen während der letzten fünf Jahre (2019–2024) (n = 26)

Kanton	Wiederkehrendes Monitoring für den gesamten Bereich der Kinder- und Jugendpolitik	Wiederkehrende(s) Monitoring(s) für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik	Kanton	Wiederkehrendes Monitoring für den gesamten Bereich der Kinder- und Jugendpolitik	Wiederkehrende(s) Monitoring(s) für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik
AG			NW		
AI			OW		
AR			SG		
BE			SH		
BL			SO		
BS			SZ		
FR			TG		
GE			TI		
GL			UR		
GR			VD		
JU			VS		
LU			ZG		
NE			ZH		
			Summe	2 (8 %)	16 (62 %)
			Ja (%)		

Legende: Ja = Nein = Weiss nicht oder kann ich nicht beantworten =

Von den 26 Kantonen führten zwei Kantone (8 %) von 2019 bis 2024 ein wiederkehrendes Monitoring für den gesamten Bereich der Kinder- und Jugendpolitik durch. Knapp zwei Drittel der Kantone (62 %) setzte in diesem Zeitraum ein oder mehrere regelmässig wiederkehrende(s) Monitoring(s) für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik um.⁹⁷ Ca. in Drittel der Kantone (35 %) führten keine Monitorings durch.

Tagesbetreuung; FR: plan soutien jeunesse pour le covid 19 Etat des lieux de la situation de la jeunesse (santé mentale), accompagnement socio-culturelle, soutien insertion professionnelle, violence harcèlement, lieux de rencontre pour se rencontrer, soutien projet des jeunes, estime d'eux même, confiance à l'avenir; GE: La protection de l'enfance et de la jeunesse; GR: Bestandesaufnahme, Bedarfsanalyse und Massnahmenempfehlungen zur Kinder- und Jugendpolitik in Graubünden: – Kinder im Vorschulalter und ihre Familien – Kinder im Kindergarten- und Primarschulalter und ihre Familien – Übergang von der Schule in eine nachobligatorische Ausbildung – Kultur- und Freizeitangebote – Partizipation von Kindern und Jugendlichen in ihrem Lebensumfeld – Beratung und Gesundheit – Unterstützung und Begleitung von Familien in schwierigen Lebenssituationen – Kinderschutz und Mitwirkung von Kindern und Jugendlichen in Rechtsverfahren. Die Studie diente als Grundlage für die Umsetzung des 2019 verabschiedeten Programms Kinder- und Jugendpolitik im Kanton Graubünden, das strategische Ziele in den drei Handlungsfeldern Förderung, Schutz und Partizipation setzte; JU: Temps libre, activités de loisirs, usage d'Internet, participation et consultation, protection et prévention; LU: Bestandesaufnahme Frühe Förderung (2021) Bestandesaufnahme Kinder- und Jugendförderung (2021) Planungsbericht 2019 und 2023 über die Sozialen Einrichtungen (u. a. Kinder-/Jugendheime, Pflegefamilien, ambulante Massnahmen etc.); NE: Structures d'accueil pré- et parascolaire, Institutions d'éducation spécialisée, familles d'accueil, action éducative en milieu ouvert, placements hors canton; OW: Frühe Kindheit; SG: Angebote der Frühen Förderung in den Gemeinden, Statistik Schulsozialarbeit, Bestandesaufnahme Kinderbetreuung; SH: Elternbildungsanalyse, Soll-Ist-Analyse Umsetzung SODK & KOKES Empfehlungen; SO: Angebotsplanung ausserfamiliäre Platzierung (Heim- und Familienpflege, ergänzende Hilfen zur Erziehung); psychosoziale Versorgung; frühe Sprachförderung (insbes. Spielgruppen); SZ: Kinderbetreuung, Kinder- und Jugendförderung; TI: Programam de droits des enfants et prevention de la violence, modification de la loi pour les jeunes et le camps de vacance résidentiels; VD: Nombreux domaines: santé, éducation, promotion, protection, prévention socio-éducative, participation, etc.; ZG: Monitoringbericht Überblick über familien- und schulergänzende Betreuung im Kanton Zug; ZH: Kinder- und Jugendförderung – Erhebung durch FHNW Analyse – Weiterentwicklung der Kinder- und Jugendförderung im Kanton Zürich.

⁹⁷ Die Kantone nannten folgende Themenbereiche, welche im Rahmen eines oder mehrerer Monitorings während der letzten fünf Jahre (2019–2024) berücksichtigt wurden (wörtlich wiedergegeben): AI: Frühe Förderung; AG: Frühförderung, Sonderschulung, ausserfamiliäre Platzierungen, aufsuchende Familienarbeit; BL: Ambulante Kinder- und Jugendhilfe, Frühe Förderung, frühe Sprachförderung; BS: Kinder- und Jugendhilfe, Frühe

Strategie- oder Konzeptentwicklungsprozesse

Strategie- und Konzeptentwicklungsprozesse in der Kinder- und Jugendpolitik stellen eine langfristige und bedürfnisorientierte Planung und Umsetzung der Leistungen und Angebote sicher. Auch tragen diese zu einem gemeinsamen Verständnis von Kinder- und Jugendpolitik bei (vgl. dazu auch Kapitel 0). Die folgende Tabelle 5 gibt einen Überblick über Strategie- oder Konzeptentwicklungsprozesse in den Kantonen während der letzten fünf Jahre (2019–2024):

Tabelle 5: Umsetzung von Strategie- oder Konzeptentwicklungsprozessen für (einzelne Teilbereiche) der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen während der letzten fünf Jahre (2019–2024) (n = 26)

Kanton	Strategie-/Konzeptentwicklungsprozess für den gesamten Bereich der Kinder- und Jugendpolitik	Strategie-/Konzeptentwicklungsprozess(e) für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik	Kanton	Strategie-/Konzeptentwicklungsprozess für den gesamten Bereich der Kinder- und Jugendpolitik	Strategie-/Konzeptentwicklungsprozess(e) für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik
AG	Ja	Ja	NW	Nein	Nein
AI	Nein	Ja	OW	Nein	Ja
AR	Ja	Ja	SG	Ja	Ja
BE	Nein	Ja	SH	Ja	Ja
BL	Nein	Ja	SO	Ja	Ja
BS	Nein	Ja	SZ	Ja	Ja
FR	Ja	Ja	TG	Ja	Ja
GE	Nein	Ja	TI	Ja	Ja
GL	Ja	Ja	UR	Nein	Ja
GR	Ja	Ja	VD	Ja	Weiss nicht
JU	Nein	Ja	VS	Nein	Ja
LU	Nein	Ja	ZG	Nein	Ja
NE	Ja	Ja	ZH	Nein	Ja
			Summe Ja (%)	13 (50 %)	24 (92 %)

Legende: Ja = Nein = Weiss nicht oder kann ich nicht beantworten =

Während der letzten fünf Jahre (2019–2024) führte die Hälfte (50 %) der Kantone einen Strategie- oder Konzeptentwicklungsprozess für den gesamten Bereich der Kinder- und Jugendpolitik durch. 92 % der Kantone setzten einen oder mehrere Strategie- oder Konzeptentwicklungsprozesse für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik um.⁹⁸ 42 % der Kantone führten Strategie- oder Konzeptentwicklungsprozesse

Förderung, Offene Kinder- und Jugendarbeit, Tagesbetreuung; FR: Plan d'action Je participe avec un fichier excel avec les mesures avec une vision transversale sur plusieurs services de l'état -> 3 objectif thématique 9 domaines d'action; LU: Planungsbericht über die sozialen Einrichtungen (2019 und 2023), Bericht zur familienergänzenden Kinderbetreuung (erstmalig 2012, nochmals 2017); SO: Schutz, Förderung, Partizipation; SG: Statistik Schulsozialarbeit, Monitoring Kinderbetreuung; NE: Structures d'accueil pré- et parascolaire, Institutions d'éducation spécialisée, familles d'accueil, action éducative en milieu ouvert, placements hors canton; TI: Programam cantonaloe diritti infanzia e prevenzione della violenza giovanile (ogni 2 anni un rapporto); VD: surendettement; VS: Enfance placée – petite enfance; ZG: Monitoringbericht Überblick über familien- und schulergänzende Betreuung im Kanton Zug.

⁹⁸ Die Kantone nannten folgende Themenbereiche, welche im Rahmen einer oder mehrerer Strategie- oder Konzeptentwicklungsprozesse während der letzten fünf Jahre (2019–2024) berücksichtigt wurden (wörtlich wiedergegeben): AG: Rechtsgrundlage Kinder- und Jugendhilfe, Sonderschulung, Frühförderung / Frühe Kindheit, Kinderbetreuung; AI: Frühe Förderung; AR: frühe Kindheit, Strategie Kinder- und Jugendpolitik; BL: Kinder- und Jugendhilfe: aktualisierte Planung, Konzept Frühe Förderung, Entwicklungsschwerpunkte Hilfen zur Erziehung, Familien- und Erziehungsberatung; BS: Kinder- und Jugendhilfe, Frühe Förderung, Offene Kinder- und Jugendarbeit, Tagesbetreuung; FR: Stratégie Petite enfance (en cours) / plan d'action je participe 23-26; GR: Schutz; Frühe Förderung; JU: promotion, soutien aux activités de jeunesse, prévention; LU: Handlungsempfehlungen für Gemeinden für den Bereich Frühe Förderung (2023) Handlungsempfehlungen für Gemeinden für den Bereich Kinder-/Jugendförderung (2023), Aufsichtskonzept SEG (Soziale Einrichtungen), Situationsanalyse und Weiterentwicklung der familienergänzenden Kinderbetreuung im Vorschulbereich (2023); NE: rédaction d'un projet de loi cadre cantonal sur l'enfance et la jeunesse; OW: frühe Kindheit; SG: Dachstrategie Kinder- und Jugendpolitik, Teilstrategie Kinderschutz, Teilstrategie Frühe Förderung; SH: kantonale Strategie für den Kinder-, Jugend- und Familienbereich (Projektstart zur Entwicklung der Strategie 2024), kantonales Kinderschutzkonzept (2018); SO: Schutz, Förderung, Partizipation – inkl. Frühe Förderung; Strategie Jugendschutz im Suchtbereich; Konzept Elternbildung in Erarbeitung; SZ: Kinderbetreuung, Kinder- und Jugendförderung; TG: Familienförderung, Elternbildung, Kinder- und Jugendförderung, Kinder- und Jugendschutz, Partizipation, Frühe Förderung; TI: Programma diritti e

sowohl für die gesamte Kinder- und Jugendpolitik als auch für Teilbereiche davon durch, in einem Kanton (4 %) wurde kein Strategie- oder Konzeptentwicklungsprozess umgesetzt.

Evaluationen

Mittels Evaluationen wird festgestellt, ob angestrebte Ziele aus Strategien oder Konzepten in der Kinder- und Jugendpolitik erreicht werden und die Bedürfnisse von Kindern und Jugendlichen mit den Aktivitäten und Massnahmen in geeigneter Weise adressiert werden (vgl. dazu auch Kapitel 0). Die nachfolgende Tabelle 6 zeigt eine Übersicht über die Evaluationen der Strategien oder Konzepte in (Teilbereichen) der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen während der letzten fünf Jahre (2019–2024):

Tabelle 6: Durchführung von Evaluationen der Strategien oder Konzepte für (Teilbereiche) der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen während der letzten fünf Jahre (2019–2024) (n = 26)

Kanton	Evaluation von Strategie/Konzept für den gesamten Bereich der Kinder- und Jugendpolitik	Evaluation(en) von Strategien/Konzepten in Teilbereichen der Kinder- und Jugendpolitik	Kanton	Evaluation von Strategie/Konzept für den gesamten Bereich der Kinder- und Jugendpolitik	Evaluation(en) von Strategien/Konzepten in Teilbereichen der Kinder- und Jugendpolitik
AG			NW		
AI			OW		
AR			SG		
BE			SH		
BL			SZ		
BS			SO		
FR			TG		
GE			TI		
GL			UR		
GR			VD		
JU			VS		
LU			ZG		
NE			ZH		
			Summe Ja (%)	6 (23 %)	13 (50 %)

Legende: Ja = ■ Nein = ■ Weiss nicht oder kann ich nicht beantworten = ■

Knapp ein Viertel der Kantone (23 %) evaluierte während der letzten fünf Jahre (2019–2024) die Strategie / das Konzept für den gesamten Bereich der Kinder- und Jugendpolitik. Im gleichen Zeitraum wurden in der Hälfte der Kantone eine oder mehrere Strategien/Konzepte von Teilbereichen der Kinder- und Jugendpolitik evaluiert.⁹⁹ In 15 % der Kantone wurden Strategien/Konzepte sowohl für den Gesamtbereich als auch für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik durchgeführt, in über einem Drittel der Kantone (38 %) fanden keine evaluativen Aktivitäten statt.

revisiione della legge giovani e della legge colonie; UR: frühe Kindheit, familienexterne Kinderbetreuung; ZG: Strategie Frühe Förderung; ZH: Kinder- und Jugendförderung – Strategieprozess okaj.

⁹⁹ Die Kantone nannten folgende Themenbereiche, welche im Rahmen einer oder mehrerer Evaluation(en) während der letzten fünf Jahre (2019–2024) berücksichtigt wurden (wörtlich wiedergegeben): AG: ausserfamiliäre Betreuung, Sonderschulung, Kinderbetreuung (Frühe Förderung und schulergänzende Betreuung); AI: Frühe Förderung; AR: Eine Evaluation des Aktionsplans Frühe Kindheit ist Ende 2024 / Anfang 2025 geplant; BL: Frühe Förderung; BS: Kinder- und Jugendhilfe, Frühe Förderung, Offene Kinder- und Jugendarbeit, Tagesbetreuung; FR: Plan d’action 18–21/renouveau des thèmes de la stratégie je participe, petite enfance, soutien au jeunes en difficulté crise covid, politique familiale, politique contre la pauvreté, développement durable / plan climat; LU: Befragung der Gemeinden zu den bisherigen kantonalen Umsetzungsmassnahmen im Bereich Frühe Förderung (2021) Befragung der Gemeinden zu den bisherigen kantonalen Umsetzungsmassnahmen im Bereich Kinder- und Jugendförderung (2021); NE: évaluation du dispositif cantonal de soutien et de protection de l’enfance et de la jeunesse par le Centre interfacultaire en droit de l’enfant (CIDE); OW: Evaluation Netzwerktreffen Frühe Kindheit; SG: Dachstrategie Kinder- und Jugendpolitik, Teilstrategie Kinderschutz, Teilstrategie Frühe Förderung; SO: Evaluation Strategie Jugendschutz im Suchtbereich in Planung; Evaluation Elternbildung (Angebot) läuft derzeit; TG: Familienförderung, Elternbildung, Kinder- und Jugendförderung, Kinder- und Jugendschutz, Partizipation, Frühe Förderung; TI: Programma diritti; UR: frühe Kindheit; VS: rapports de l’observatoire cantonal de la jeunesse, par exemple: mesures de protection de l’enfant; santé psychique; participation; violence; etc.

Praxisbeispiele, die von den Kantonen als Good-Practice zum Thema «Kinder- und Jugendpolitikplanung» vorgeschlagen wurden, sind im Anhang I.d dargestellt.

10.3.2 Entwicklungen

Die Kantone gaben auf Basis von Dokumenten und Fakten an, welche Grundlagen, Planungs- und Steuerungstätigkeiten im Jahr 2014 in der Kinder- und Jugendpolitik oder Teilbereichen davon existierten. Diese Ergebnisse wurden mit den Antworten für das Jahr 2024 verglichen.

Leitbilder, Konzepte und Strategien

Zwischen 2014 und 2024 entwickelten sieben Kantone¹⁰⁰ neu ein *übergeordnetes Leitbild* und acht Kantone¹⁰¹ entwickelten seit 2014 *Konzepte und/oder Strategien für einzelne Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik*.

Planungs- und Steuerungstätigkeiten

Bestandesaufnahmen: Vier Kantone¹⁰² führten eine *umfassende Bestandesaufnahme für die gesamte Kinder- und Jugendpolitik* zwischen 2019 und 2024 durch, nicht aber im Jahr 2014. Zwei Kantone¹⁰³ hatten 2014 eine solche durchgeführt, aber nicht zwischen 2019 und 2024. Fünf Kantone¹⁰⁴ führten eine *Bestandesaufnahme in Teilbereichen der Kinder- und Jugendpolitik* zwischen 2019 und 2024 durch, nicht aber im Jahr 2014.

Monitoring: Zwei Kantone¹⁰⁵ führten zwischen 2019 und 2024 ein wiederkehrendes *Monitoring für die gesamte Kinder- und Jugendpolitik* durch, keiner jedoch im Jahr 2014. Sechs Kantone¹⁰⁶ führten zwischen 2019 und 2024 ein wiederkehrendes *Monitoring in Teilbereichen der Kinder- und Jugendpolitik* durch, nicht aber im Jahr 2014.

Strategie- oder Konzeptentwicklungsprozesse: Sieben Kantone¹⁰⁷ führten einen *Strategie- oder Konzeptentwicklungsprozess für die gesamte Kinder- und Jugendpolitik* zwischen 2019 und 2024 durch, nicht aber im Jahr 2014. Zwei Kantone¹⁰⁸ hatten einen solchen Prozess im Jahr 2014, aber nicht zwischen 2019 und 2024. Zehn Kantone¹⁰⁹ führten zwischen 2019 und 2024 einen *Strategie- oder Konzeptentwicklungsprozess für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik* durchführten und hatten dies im Jahr 2014 noch nicht getan.

Evaluationen: Fünf Kantone¹¹⁰ evaluierten zwischen 2014 und 2024 ihre *Strategien oder Konzepte für die gesamte Kinder- und Jugendpolitik*, nicht aber im Jahr 2014. Ein Kanton (VS) hatte 2014 eine solche durchgeführt, aber nicht zwischen 2019 und 2024. Sieben Kantone¹¹¹ evaluierten ihre *Strategien oder Konzepte für Teilbereiche Kinder- und Jugendpolitik*, nicht aber im Jahr 2014.

¹⁰⁰ AR, FR, GE, GR, JU, SZ, VD.

¹⁰¹ GE, GL, NE, OW, SO, TG, VS, ZH.

¹⁰² AG, AR, JU, VD.

¹⁰³ NE, UR.

¹⁰⁴ GE, JU, OW, SZ, TG.

¹⁰⁵ FR, SO.

¹⁰⁶ AI, GE, SG, TI, VS, ZH.

¹⁰⁷ AG, AR, GR, SG, SZ, TI, VD.

¹⁰⁸ LU, UR.

¹⁰⁹ AI, AR, GE, JU, OW, SH, SZ, TG, UR, VS.

¹¹⁰ BS, FR, TG, TI, UR.

¹¹¹ AI, BL, GE, LU, OW, SG, TG.

Einschätzung bisheriger Veränderungen

Die Kantone wurden gebeten, die Veränderungen im Bereich der Planungs- und Steuerungstätigkeiten seit 2014 einzuschätzen:

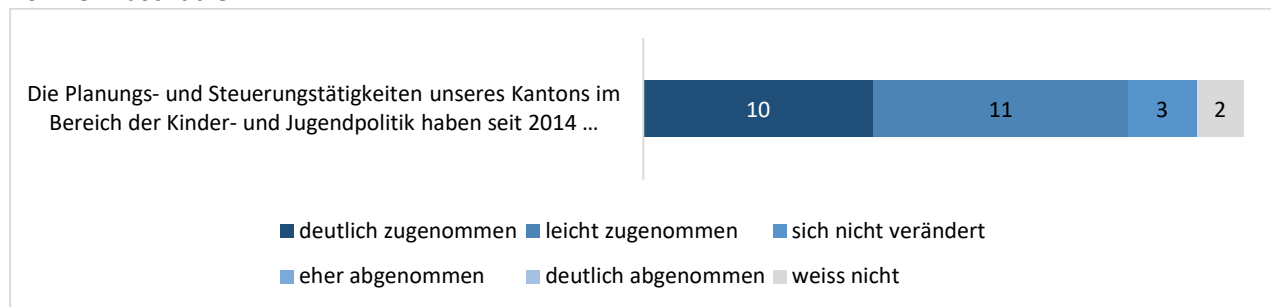


Abbildung 16: Einschätzung der Veränderung der Planungs- und Steuerungstätigkeiten im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik seit 2014 (n = 26)

In der grossen Mehrheit (81 %) der Kantone haben die Planungs- und Steuerungsaktivitäten seit 2014 deutlich oder leicht zugenommen, 12 % der Kantone schätzen, dass es keine Veränderung gab.

Einschätzung künftiger Veränderungen

Die Kantone schätzten die Veränderungen im Bereich der Planungs- und Steuerungstätigkeiten während der nächsten fünf Jahre ab dem Zeitpunkt der Befragung ein:

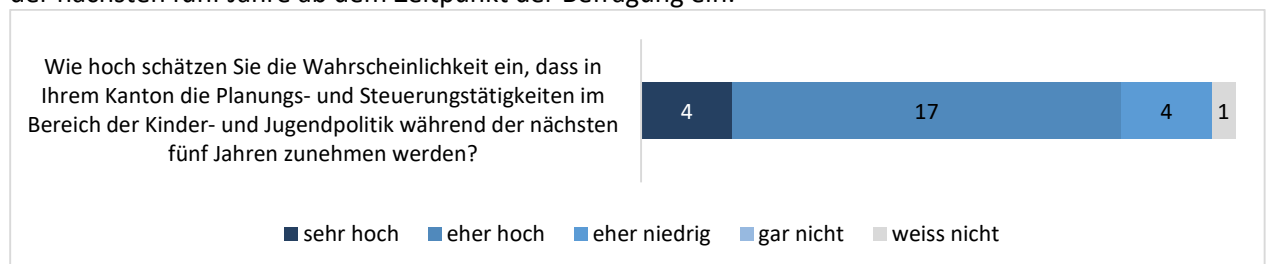


Abbildung 17: Einschätzung der Veränderung der Planungs- und Steuerungstätigkeiten im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik in den nächsten fünf Jahren ab 2024 (n = 26)

Eine deutliche Mehrheit der Kantone (81 %) geht von einer Zunahme dieser Tätigkeiten in naher Zukunft aus, 15 % der Kantone schätzen diese als eher niedrig ein.

10.3.3 Kommentierung

Leitbilder, Konzepte und Strategien

Die hohe Zahl der Konzepte, Leitbilder und Strategien lässt darauf zurückzuführen, dass in der Mehrheit der Kantone eine strategische Planung im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik existiert. Am stärksten ausgebaut ist die strategische Planung über Konzepte bei Teilbereichen der Kinder- und Jugendpolitik (knapp drei Viertel der Kantone). Eine systematische Planung über ein übergeordnetes Leitbild oder Konzept nimmt etwas mehr als die Hälfte der Kantone vor. Da übergeordnete Leitbilder und Konzepte eine einheitliche Ausrichtung und Koordination der Kinder- und Jugendpolitik gewährleisten (vgl. Kapitel 0), hat hierzu knapp die Hälfte der Kantone Handlungsbedarf, da diese Kantone über keine dieser übergeordneten Konzepte, Leitbilder und/oder Strategien verfügen.

Planungs- und Steuerungstätigkeiten

Laut den Ergebnissen führten während der letzten fünf Jahren (2019–2024) die allermeisten Kantone Planungs- und Steuerungstätigkeiten aus, am häufigsten Strategie- und Konzeptentwicklungsprozesse, gefolgt von Bestandesaufnahmen, Monitorings oder Evaluationen. Alle Planungs- und Steuerungsaktivitäten werden deutlich häufiger für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik umgesetzt als für die gesamte Kinder- und Jugendpolitik. Dieser Befund ist nicht überraschend, da sich die Bedürfnisse und Anforderungen in den Teilbereichen unterscheiden und bei einem Fokus auf einen Teilbereich spezifische Analysen und Planungen möglich sind. Eine übergreifende Planung über die gesamte Kinder- und

Jugendpolitik hinweg ist weniger spezifisch. Jedoch ermöglicht nur sie eine kohärentere und integrierte Kinder- und Jugendpolitik (vgl. dazu auch Kapitel 4 und 5.1.3). Die wenigen Kantone ohne umfassende Strategie- und Konzeptentwicklungen für den gesamten Bereich haben entsprechend Handlungsbedarf. Fast flächendeckend vorhanden sind Strategie- oder Konzeptentwicklungsprozesse und Bestandesaufnahmen. Weniger verbreitet sind Evaluationen und/oder Monitorings. Vor dem Hintergrund der in Kapitel 0 formulierten Anforderungen haben diese Kantone Handlungsbedarf, da Evaluationen von Strategien, Konzepten und Monitoringprozesse in den betreffenden Kantonen notwendig sind, um die Wirksamkeit der Massnahmen und Zielsetzungen zu überprüfen und eine fundierte und kontinuierliche Verbesserung der Angebote und Leistungen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik sicherzustellen. Planungs- und Steuerungstätigkeiten entsprechend dem in Kapitel 0 dargelegten Planungsverständnis gewährleisten eine bedarfsgerechte Leistungserbringung, welche die unterschiedlichen Bedarfslagen und Bedingungen in den verschiedenen Kantonen angemessen berücksichtigt. Empfehlenswert ist deshalb insbesondere ein Austausch der Kantone über Erfahrungen und bewährte Planungspraktiken und -instrumente. Ein solcher unterstützt einen kontinuierlichen Prozess der Weiterentwicklung und Verbesserung der Planungs- und Steuerungsinstrumente im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik.

Entwicklungen

Die Ergebnisse des Vergleichs der Jahre 2014 und 2024 zeigen durchgehend eine Zunahme sowohl von konzeptionellen Grundlagen als auch der Planungs- und Steuerungstätigkeiten in der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen. Dieser Befund wird auch durch die Einschätzungen der Kantone bestätigt, welche mehrheitlich der Ansicht sind, dass die Planungs- und Steuerungsaktivitäten seit 2014 zugenommen haben. Dieser Befund könnte ein Hinweis darauf sein, dass erstens der Stellenwert der Kinder- und Jugendpolitik in den letzten Jahren gestiegen ist. Zweitens kann diese Einschätzung auch als Ausdruck des Erfolgs des Art. 26 des Kinder- und Jugendförderungsgesetzes (KJFG) gelesen werden, durch welchen die Kantone die Möglichkeit hatten, von 2013 bis ins Jahr 2022 in Form einer einmaligen Anschubfinanzierung des Bundes während der Dauer von je vier Jahren bei der Weiterentwicklung der kantonalen Kinder- und Jugendpolitik unterstützt zu werden. Dies hatte zur Folge, dass in zahlreichen Kantonen Planungs- und Steuerungsaktivitäten intensiviert wurden.

Eine deutliche Mehrheit der Kantone erwartet in naher Zukunft eine Zunahme der Planungs- und Steuerungstätigkeiten im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik. Dieser Befund deutet darauf hin, dass es einen breiten Konsens über die Notwendigkeit gibt, die Aktivitäten in diesem Bereich weiter zu intensivieren, um den zukünftigen Herausforderungen und Anforderungen gerecht zu werden. Darüber hinaus könnte dies auch als Hinweis auf eine stärkere Fokussierung auf evidenzbasierte Kinder- und Jugendpolitik verstanden werden, die auf fundierten Daten und Analysen basiert und somit eine wirkungsvolle und nachhaltigere Kinder- und Jugendpolitik ermöglicht.

Insgesamt zeigen diese Einschätzungen einen Optimismus bezüglich einer positiven Entwicklung der Planungs- und Steuerungsprozesse im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik.

10.4 Qualitätsentwicklung und Aufsicht

Bedarfsgerechte und professionell erbrachte Angebote für Kinder, Jugendliche, Eltern und Familien erfordern eine aktive Qualitätsentwicklung und -sicherung durch die Kantone im Sinne einer Kontextsteuerung.

Darüber hinaus sorgen die Kantone durch Aufsichtsaktivitäten dafür, dass vulnerable Personen (Kinder, Jugendliche) während der Nutzung von Kinder- und Jugendhilfeleistungen kein Schaden zugefügt wird, ihre Entwicklung bestmöglich gefördert wird und sie ihre Rechte ausüben können.

Instrumente der Qualitätsentwicklung, -sicherung und Aufsicht unterscheiden sich in ihrem Verbindlichkeitsgrad. Es wurden die folgenden Instrumente abgefragt: verbindliche fachliche Qualitätsstandards, Empfehlungen, Verfahren zur Überwachung sowie Umsetzungskonzepte.

10.4.1 Aktuelle Situation

Die folgenden Tabellen geben eine Übersicht zu den Instrumenten der Qualitätsentwicklung, -sicherung und Aufsicht in den Kantonen.

Verbindliche fachliche Qualitätsstandards

Verbindliche fachliche Qualitätsstandards sind präzise und bieten Vorgaben, um die Qualität der kinder- und jugendpolitischen Aktivitäten zu gewährleisten. Beispiele sind Mindestqualifikationsstandards für Mitarbeitende in leistungserbringenden Organisationen oder Vorgaben zum Betreuungsschlüssel.

Tabelle 7: Verbindliche fachliche Qualitätsstandards für Teilbereich(e) der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen im Jahr 2024 (Einfachauswahl) (n = 26)

Kanton	Verbindliche fachliche Qualitätsstandards ...		Kanton	Verbindliche fachliche Qualitätsstandards ...	
	für EINEN Teilbereich der Kinder- und Jugendpolitik	für MEHRERE Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik		für EINEN Teilbereich der Kinder- und Jugendpolitik	für MEHRERE Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik
AG			NW		
AI			OW		
AR			SG		
BE			SH		
BL			SO		
BS			SZ		
FR			TG		
GE			TI		
GL			UR		
GR			VD		
JU			VS		
LU			ZG		
NE			ZH		
			Summe Ja (%)	9 (35 %)	14 (54 %)

Legende: Ja = Nein = Weiss nicht oder kann ich nicht beantworten =

In etwas mehr als der Hälfte (54 %) der Kantone bestehen verbindliche fachliche Qualitätsstandards für mehrere Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik und in einem guten einem Drittel (35 %) für einen Teilbereich der Kinder- und Jugendpolitik.¹¹² Ein Kanton machte keine Angaben dazu.

Empfehlungen

Empfehlungen sind Ratschläge oder Vorschläge ohne verbindlichen Charakter, die dazu dienen, die Qualität der kinder- und jugendpolitischen Aktivitäten zu unterstützen.

¹¹² Die Kantone nannten folgende(n) Themenbereich(e), für welche(n) im Jahr 2024 verbindliche fachliche Qualitätsstandards in (Teilbereichen) der Kinder- und Jugendpolitik bestehen (wörtlich wiedergegeben): AG: Frühförderung, ausserfamiliäre Platzierung, Sonderschulung, aufsuchende Familienarbeit Mütter- und Väterberatung; AI: Kinderbetreuung; AR: Orientierungsrahmen für frühkindliche Bildung, Betreuung und Erziehung in der Schweiz; BL: Hilfen zur Erziehung: Voraussetzungen KJ-Heime und Pflegefamilien mit Heimbewilligung, Voraussetzungen SPF, Leumundsprüfung New Vostra, FEB & SEB: Handbücher, Betreuungsschlüssel Schulsozialdienst; VO Schulsozialdienst Primar, VO Schulsozialdienst Sek I & II frühe Sprachförderung; BS: Tagesbetreuung, Jugendhilfe, Frühe Förderung; FR: les directives sur les structures d'accueil extrascolaire; GL: Schulsozialarbeit; GR: Schutz, Förderung (im Bereich der familienergänzenden Kinderbetreuung); LU: Aufsicht über Kinder- und Jugendheime, Aufsicht über DAF, Aufsicht über Sonderschulen; NE: Accueil extrafamilial pré- et parascolaire et financement des institutions d'éducation spécialisée; OW: Kita, Heime, Beratung; SH: Richtlinien für die Bereiche aus der PAVO (Familien- und schulergänzende Kinderbetreuung, Pflegekinderwesen, Heimwesen) in Erarbeitung; SO: Aufsicht und Bewilligung mit Richtlinien für: ausserfamiliäre Platzierung (Heim- und Familienpflege, DAFs), familienergänzende Kinderbetreuung; TG: Familien- und schulergänzende Kinderbetreuung (Bewilligung und Aufsicht); TI: – Struture e servizi della Protezione dell'infanzia – Struture e servizi per Conciliazione lavoro/famiglia; UR: Externe Kinderbetreuung – Schulsozialarbeit; VD: – placement résidentiel en institution socio-éducative ou en famille d'accueil – camps de vacances de plus de 7 jours – accueil de jours des enfants; VS: Protection – placement; ZG: familienergänzende Betreuung; ZH: ergänzende Hilfen zur Erziehung – Familienpflege – Kinder- und Jugendhilfe.

Tabelle 8: Empfehlungen für Teilbereich(e) der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen im Jahr 2024 (Einfachauswahl) (n = 26)

Kanton	Empfehlungen ...		Kanton	Empfehlungen ...	
	für EINEN Teilbereich der Kinder- und Jugendpolitik	für MEHRERE Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik		für EINEN Teilbereich der Kinder- und Jugendpolitik	für MEHRERE Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik
AG			NW		
AI			OW		
AR			SG		
BE			SH		
BL			SO		
BS			SZ		
FR			TG		
GE			TI		
GL			UR		
GR			VD		
JU			VS		
LU			ZG		
NE			ZH		
			Summe Ja (%)	5 (19 %)	19 (69 %)

Legende: Ja = ■ Nein = ■ Weiss nicht oder kann ich nicht beantworten = ■

In mehr als zwei Drittel der Kantone (69 %) bestehen Empfehlungen für mehrere, in knapp einem Fünftel (19 %) für (einen) Teilbereich(e) der Kinder- und Jugendpolitik.¹¹³

Verfahren zur Überwachung

Verfahren zur Überwachung umfassen z. B. Aufsichts- und Bewilligungsverfahren, mit deren Hilfe kontrolliert wird, ob verbindliche fachliche Qualitätsstandards entsprechend den Vorgaben umgesetzt werden.

¹¹³ Die Kantone nannten folgende(n) Themenbereich(e), für welche(n) heute Empfehlungen in (Teilbereichen) der Kinder- und Jugendpolitik bestehen (wörtlich wiedergegeben): AR: Kinderbetreuungseinrichtungen; BL: Kinder- und Jugendhilfe: Konzept, 1 Handlungsempfehlungen, aktualisierte Planung, Hilfen zur Erziehung: Standards der Indikationsstellung, Schulsozialdienst Primar: Leitfaden, Frühe Förderung: Konzept Gesundheitsförderung: Mütter- und Väterberatung: Leitfaden Kindeswohlgefährdung: Vorgehen bei Verdacht auf Kindeswohlgefährdung Spielgruppe Betreuungsqualität Schulsozialarbeit: Leitfaden Kinderschutz; BS: Tagesbetreuung, Jugendhilfe, Frühe Förderung; GL: u. a. Schulsozialarbeit; GR: Schutz, Förderung, Partizipation; LU: Aufsicht über Kinder-/Jugendheime, Aufsicht über DAF, Aufsicht über Sonderschulen, Kinder- und Jugendförderung auf kommunaler Ebene, Frühe Förderung auf kommunaler Ebene; NE: Recommendations COPMA, CDAS et Q4C; OW: Kita Heime; SG: Kommunale Kinder- und Jugendpolitik und Frühe Förderung, Leitfaden für kommunale Kinder- und Jugendbeauftragte und Kontaktpersonen Frühe Förderung – Richtlinien Kindertagesstätten – Empfehlungen zur Unterstützung und Förderung von Spielgruppen in der Gemeinde – Handlungsempfehlungen an Gemeinden und an Fachorganisationen in der Strategie Frühe Förderung – Grundlage und Umsetzungshilfe Schulsozialarbeit – verschiedene Merkblätter und Minimalstandards im zivilrechtlichen Kinderschutz (Zusammenarbeit mit der KESB, Meldevorschriften) – Empfehlungen für kindgerechte Verfahren – Handbuch Kinder inmitten von Partnerschaftsgewalt; SO: Care Leaver (Handlungsanleitung), frühe Sprachförderung (Umsetzungskonzept + Empfehlungen Qualitätsentwicklung), Kindeswohlgefährdung (Leitfaden), Aufbau einer regionalen Offenen Kinder- und Jugendarbeit (Leitfaden); SZ: Kinderbetreuung, Kinder- und Jugendförderung; TG: Kinder- und Jugendförderung, Partizipation, Frühe Förderung; TI: Protezione minorenni conciliazione lavoro/famiglia, participation et encouragement des jeunes; VD: – camps de vacances de moins de 7 jours; VS: Rapports de l’observatoire cantonal de la jeunesse; ZG: familienergänzende Betreuung; ZH: offene Jugendarbeit.

Tabelle 9: Verfahren zur Überwachung verbindlicher fachlicher Qualitätsstandards für Teilbereich(e) der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen im Jahr 2024 (Einfachauswahl) (n = 26)

Kanton	Verfahren zur Überwachung der verbindlichen fachlichen Qualitätsstandards* ...		Kanton	Verfahren zur Überwachung der verbindlichen fachlichen Qualitätsstandards* ...	
	für EINEN Teilbereich der Kinder- und Jugendpolitik	für MEHRERE Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik		für EINEN Teilbereich der Kinder- und Jugendpolitik	für MEHRERE Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik
AG			NW		
AI			OW		
AR			SG		
BE			SH		
BL			SO		
BS			SZ		
FR			TG		
GE			TI		
GL			UR		
GR			VD		
JU			VS		
LU			ZG		
NE			ZH		
			Summe Ja (%)	9 (35 %)	15 (58 %)

Legende: Ja = Nein = Weiss nicht oder kann ich nicht beantworten =
 * Aufsichts- und Bewilligungsgrundlagen

In mehr als der Hälfte (58 %) der Kantone bestehen Verfahren zur Überwachung der verbindlichen fachlichen Qualitätsstandards (Aufsichts- und Bewilligungsgrundlagen) für mehrere und bei einem guten Drittel (35 %) für einen Teilbereich(e) der Kinder- und Jugendpolitik.¹¹⁴

Umsetzungskonzepte

Umsetzungskonzepte sind detaillierte Aktionspläne, die darauf abzielen, die Umsetzung einer Strategie oder eines Plans zu ermöglichen.

¹¹⁴ Die Kantone nannten folgende Themenbereiche, für welche heute Verfahren zur Überwachung der verbindlichen fachlichen Qualitätsstandards in (Teilbereichen) der Kinder- und Jugendpolitik bestehen (wörtlich wiedergegeben): AG: Frühe Förderung, ausserfamiliäre Platzierungen, Sonderschulung, aufsuchende Familienarbeit; AI: Kinderbetreuung; AR: Kitas und stationäre Kinderbetreuung; BL: Heimerziehung/stationäre Hilfen und Institutionen, FEB & SEB, SPF (nur für die anerkannten Anbieter); BS: Tagesbetreuung, Jugendhilfe; FR: – RSF 834.1.2 – Loi sur les institutions spécialisées et les familles d'accueil professionnelles (LIFAP) – DIRECTIVES sur les structures d'accueil extrascolaire; GR: Schutz, Förderung (familienergänzende Kinderbetreuung); LU: Planung und Steuerung der ausserfamiliären Unterbringung von Kindern und Jugendlichen, Aufsicht über Kinder- und Jugendheime, Sonderschulen, Aufsicht über DAF; NE: Surveillance des structures d'accueil extrafamilial et des institutions d'éducation spécialisée; OW: Kita, Heime; SG: Aufsichtskonzept Kindertagesstätten, Aufsichtskonzept Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden, evtl. weitere; SO: ausserfamiliäre Platzierung, familienexterne Kinderbetreuung; SZ: Kinderbetreuungseinrichtungen, Jugendheime; TG: Tagesfamilien, Kinder- und Jugendheime, Kindertagesstätten, schulergänzende Betreuung, Pflegefamilien; TI: Protezione dei minorenni e conciliabilità lavoro/famiglia; VD: – placement résidentiel en institution socio-éducative ou en famille d'accueil – camps de vacances de plus de 7 jours – accueil de jours des enfants; VS: Institutions de placement; camps et colonies (infrastructures); structures d'accueil de la petite enfance; mesures ambulatoires (type AEMO); ZG: familienergänzende Betreuung; ZH: Heime, SPF, Familienpflege etc.

Tabelle 10: Umsetzungskonzepte für Teilbereich(e) der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen im Jahr 2024 (Einfachauswahl) (n = 26)

Kanton	Umsetzungskonzepte ...		Kanton	Umsetzungskonzepte ...	
	für EINEN Teilbereich der Kinder- und Jugendpolitik	für MEHRERE Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik		für EINEN Teilbereich der Kinder- und Jugendpolitik	für MEHRERE Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik
AG	Ja	Nein	NW	Weiss nicht	Weiss nicht
AI	Weiss nicht	Weiss nicht	OW	Weiss nicht	Weiss nicht
AR	Ja	Nein	SG	Weiss nicht	Weiss nicht
BE	Nein	Ja	SH	Ja	Nein
BL	Nein	Ja	SO	Ja	Nein
BS	Nein	Ja	SZ	Weiss nicht	Weiss nicht
FR	Ja	Nein	TG	Nein	Ja
GE	Nein	Ja	TI	Nein	Ja
GL	Nein	Ja	UR	Nein	Nein
GR	Nein	Ja	VD	Weiss nicht	Weiss nicht
JU	Nein	Ja	VS	Nein	Ja
LU	Nein	Ja	ZG	Nein	Ja
NE	Nein	Ja	ZH	Weiss nicht	Weiss nicht
			Summe Ja (%)	5 (19 %)	13 (50 %)

Legende: Ja = ■ Nein = ■ Weiss nicht oder kann ich nicht beantworten = ■

In der Hälfte der Kantone (50 %) gibt es Umsetzungskonzepte für mehrere und in knapp einem Fünftel der Kantone (19 %) für (einen) Teilbereich(e) der Kinder- und Jugendpolitik. Ein gutes Viertel (27 %) beantwortete diese Frage mit «Weiss nicht».¹¹⁵

Praxisbeispiele, die von den Kantonen als Good-Practice zum Thema «Qualitätsentwicklung und -sicherung und Aufsicht» vorgeschlagen wurden, sind im Anhang I.e dargestellt.

10.4.2 Entwicklungen

Die Kantone gaben auf Basis von Dokumenten und Fakten an, welche Instrumente der Qualitätsentwicklung und -sicherung und Aufsicht im Jahr 2014 im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik oder Teilbereiche davon umgesetzt wurden. Diese Ergebnisse wurden mit den Antworten für das Jahr 2024 verglichen.

Zwei Kantone¹¹⁶ haben seit 2014 neue *verbindliche fachliche Qualitätsstandards* für mehrere Teilbereich(e) der Kinder- und Jugendpolitik entwickelt. In einem Kanton (ZH) wurden seit 2014 neue *Empfehlungen* für einen und in drei Kantonen¹¹⁷ für mehrere Teilbereich(e) der Kinder- und Jugendpolitik erarbeitet. In vier Kantonen¹¹⁸ entstanden seit 2014 für mehrere Teilbereich(e) der Kinder- und Jugendpolitik *Verfahren zur*

¹¹⁵ Die Kantone nannten folgende Themenbereiche, für welche Umsetzungskonzepte in (Teilbereichen) der Kinder- und Jugendpolitik bestehen (wörtlich wiedergegeben): AG: Frühe Förderung, ausserfamiliäre Platzierungen, Sonderschulung, aufsuchende Familienarbeit; AR: Falls das Umsetzungskonzept gemeint ist: Im Bereich der Kitas und stationären Jugendeinrichtungen gibt es neben einem Raster für die periodische Selbstbewertung auch die Richtlinien zur Basisqualität. Ein so benanntes Umsetzungskonzept existiert allerdings nicht; BL: Kinder- und Jugendhilfe: Konzept, Handlungsempfehlungen, aktualisierte Planung, Schulsozialdienst: Rahmenkonzept, Frühe Förderung: Konzept. Frühe Sprachförderung, Gesundheitsförderung: Mütter- und Väterberatung: Leitfaden; BS: Tagesbetreuung, Jugendhilfe, Frühe Förderung und andere; FR: Plan d'action Je participe pour la politique enfance jeunesse; GR: Schutz, Förderung (familienergänzende Kinderbetreuung); LU: Umsetzungskonzepte für den Bereich der ausserfamiliären Unterbringung von Kindern und Jugendlichen Umsetzungskonzept für den Bereich Frühe Förderung, Umsetzungskonzept für den Bereich Kinder- und Jugendförderung; NE: Surveillance des structures d'accueil extrafamilial et des institutions d'éducation spécialisée; SG: evtl. kantonales Aktionsprogramm Gesundheitsförderung – Bereich Kinder und Jugendliche; SO: frühe Sprachförderung; TG: Kinderrechte, Schutz, Förderung, Partizipation; TI: Protezione dei minorenni conciliabilità lavoro/famiglia, promozione dei diritti dei giovani, Carta delle politiche giovanili; VS: placement; structures d'accueil de la petite enfance; mesures ambulatoires (type AEMO); ZG: Beratungskonzept Kinder-, Jugend- & Elternberatung inkl. Kinderschutz vom 23. April 2023, Konzept Jugendwohnungen vom 28. April 2023, Umsetzungskonzept Kinder- und Jugendförderung vom 31. Oktober 2023.

¹¹⁶ GR, NE.

¹¹⁷ NE, SO, TG.

¹¹⁸ GR, NE, SZ, TG.

Überwachung der verbindlichen fachlichen Qualitätsstandards (Aufsichts- und Bewilligungsgrundlagen). In drei Kantonen¹¹⁹ wurden seit 2014 neu für einen und in fünf Kantonen¹²⁰ für mehrere Teilbereich(e) der Kinder- und Jugendpolitik Umsetzungskonzepte entwickelt.

Einschätzung bisheriger Veränderungen

Die Kantone schätzten die Veränderungen zur Qualitätsentwicklung und -sicherung im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik seit 2014 ein:

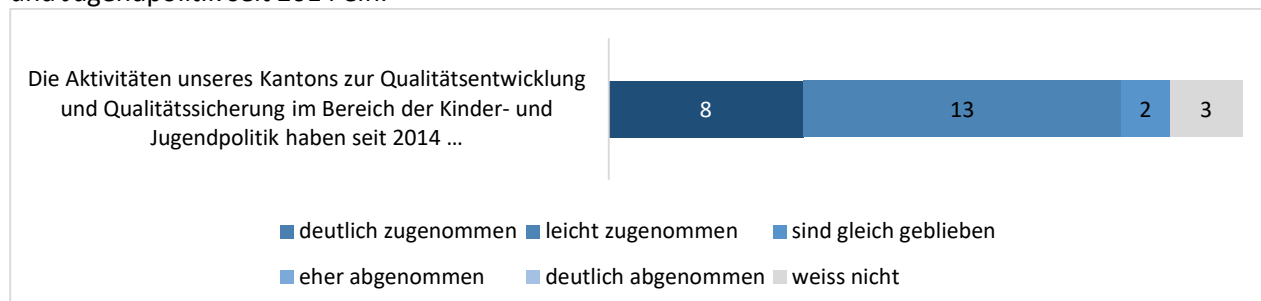


Abbildung 18: Einschätzung der Veränderung der Qualitätsentwicklung und Qualitätssicherung im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik seit 2014 (n = 26)

In über drei Viertel (81 %) der Kantone haben diese Aktivitäten seit 2014 deutlich oder leicht zugenommen. In zwei Kantonen sind diese gleich geblieben. Eine Abnahme wird in keinem Kanton wahrgenommen. Drei Kantone konnten zu dieser Aussage keine Einschätzung vornehmen.

Einschätzung künftiger Veränderungen

Die Kantone schätzten die Veränderungen zur Qualitätsentwicklung und -sicherung im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik während der nächsten fünf Jahre ab dem Zeitpunkt der Befragung ein:

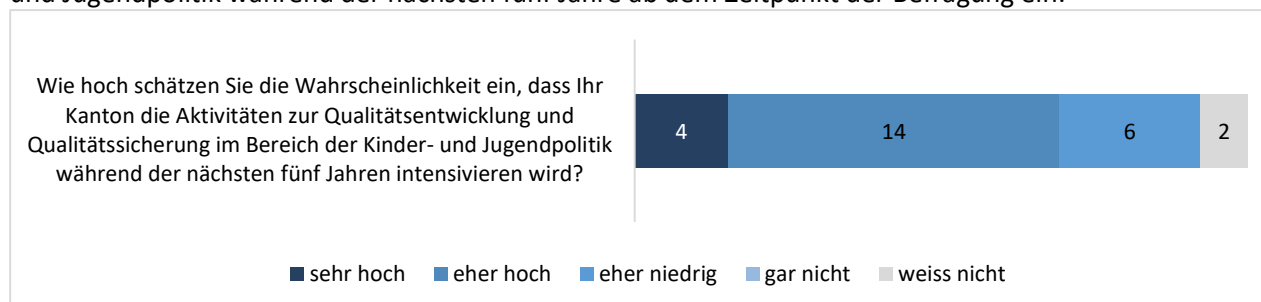


Abbildung 19: Einschätzung der Veränderungen im Bereich der Qualitätsentwicklung und Qualitätssicherung in den nächsten fünf Jahren ab 2024 (n = 26)

In den nächsten fünf Jahren erwarten über drei Viertel (69 %) der Kantone eine Intensivierung dieser Aktivitäten, dagegen hält ein knappes Viertel (23 %) der Kantone eine Intensivierung für eher unwahrscheinlich.

10.4.3 Kommentierung

In der Mehrheit der Kantone bestehen sowohl verbindliche fachliche Qualitätsstandards als auch Verfahren zu deren Überwachung für Teilbereiche(e) der Kinder- und Jugendpolitik, gefolgt von Empfehlungen und Umsetzungskonzepte für Teilbereich(e) der Kinder- und Jugendpolitik. Laut diesen Befunden übernehmen viele Kantone eine aktive Rolle bei der Qualitätsentwicklung, -sicherung und Aufsicht im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik. Zwischen den Kantonen bestehen grosse Divergenzen, wie viele und welche Themenbereiche mit Instrumenten der Qualitätsentwicklung, -sicherung und Aufsicht gefördert und/oder gesteuert werden. Vor dem Hintergrund der in Kapitel 0 beschriebenen Anforderungen an eine kantonale Kinder- und Jugendpolitik empfiehlt sich, dass die Kantone prüfen, für welche Themenbereiche ggf.

¹¹⁹ FR, SH, SO.

¹²⁰ BL, GR, LU, NE, TI.

unzureichend Instrumente der Qualitätsentwicklung, -sicherung und Aufsicht eingesetzt werden, und entsprechende Instrumente und Verfahren (idealerweise im Austausch mit anderen Kantonen) entwickeln. Die Ergebnisse des Vergleichs der Jahre 2014 und 2024 zeigen in einigen Kantonen eine leichte Zunahme der Aktivitäten der Qualitätsentwicklung und Qualitätssicherung im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik. Dieser Befund wird auch durch die Einschätzungen der Kantone bestätigt, welche mehrheitlich der Ansicht sind, dass diese Aktivitäten seit 2014 zugenommen haben. Eine Mehrheit der Kantone geht zudem davon aus, dass diese Aktivitäten in Zukunft zunehmen werden. Insgesamt ist somit der Stellenwert der Qualitätsentwicklung und Qualitätssicherung in der Kinder- und Jugendpolitik in den letzten Jahren gestiegen und es besteht ein breiter Konsens, dass weitere Aktivitäten in diesem Bereich notwendig sind, um die Qualität der Angebote und Leistungen in der Kinder- und Jugendpolitik im eigenen Kanton zu gewährleisten.

10.5 Koordination und Zusammenarbeit

Aufgrund des föderalistischen Systems und der historisch gewachsenen Strukturen sind bei der Umsetzung der kinder- und jugendpolitischen Angebote eine Vielzahl unterschiedlicher Leistungsbereiche, Organisationen und Akteur:innen involviert (vgl. dazu auch Kapitel 0). Der Kooperation und Zusammenarbeit im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik kommt deshalb eine zentrale Bedeutung zu.

10.5.1 Aktuelle Situation

Die nachfolgende Tabelle 11 zeigt, auf welchen Ebenen die Kantone im Jahr 2024 für einen institutionalisierten Austausch zwischen verschiedenen Akteur:innen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik sorgen.

Tabelle 11: Kooperationsebenen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik, auf denen der Kanton im Jahr 2024 für einen institutionalisierten Austausch sorgte (n = 26)

Kanton	zwischen Kanton und Gemeinden	zwischen Gemeinden im Kanton	zwischen Kanton und Organisationen (und ggf. Zielgruppe)*	zwischen Kanton und kantonalen Fachorganisationen/Verbänden **	zwischen (Fach-)Organisationen ***	zwischen (Fach-)Organisationen und anderen relevanten Akteur:innen im Sozialraum	zwischen Verwaltungsbereichen****	zwischen kantonalen Fachstelle(n) und kantonalen Fachkommission(en)
AG	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
AI	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
AR	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Nein
BE	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
BL	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Nein	Ja	Ja
BS	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
FR	Nein	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
GE	Ja	Weiss nicht	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
GL	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
GR	Ja	Ja	Ja	Ja	Weiss nicht	Weiss nicht	Ja	Ja
JU	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
LU	Ja	Ja	Ja	Ja	Nein	Nein	Ja	Nein
NE	Ja	Nein	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
NW	Ja	Ja	Weiss nicht	Weiss nicht	Weiss nicht	Weiss nicht	Weiss nicht	Weiss nicht
OW	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Weiss nicht
SG	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Nein	Ja	Ja
SH	Nein	Nein	Ja	Ja	Nein	Ja	Nein	Weiss nicht
SO	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
SZ	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Weiss nicht	Ja	Weiss nicht
TG	Ja	Nein	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
TI	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
UR	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
VD	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
VS	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
ZG	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Weiss nicht
ZH	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
Summe Ja (%)	24 (92 %)	22 (85 %)	25 (96 %)	25 (96 %)	22 (85 %)	19 (73 %)	24 (92 %)	18 (69 %)

Legende: Ja = Nein = Weiss nicht oder kann ich nicht beantworten =

* Organisationen, die Aktivitäten im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik umsetzen

** z. B. kantonaler Verband OKJA, kantonaler Verband Kinderbetreuung Schweiz

*** (Fach-)Organisationen in einem Leistungsbereich der Kinder- und Jugendpolitik, wie z. B. Netzwerktreffen Schulsozialarbeit/OKJA

**** gemeint ist ein Austausch zwischen dem Verwaltungsbereich Kinder- und Jugendpolitik und anderen Verwaltungsbereichen wie z. B. Familien-, Bildungs-, Migrations-, und Gesundheits-, Raum- und Verkehrspolitik

Fast alle Kantone sorgen auf vielfältigen Kooperationsebenen für institutionalisierten Austausch zwischen den Akteursgruppen in der Kinder- und Jugendpolitik. In 92 % der Kantone sorgt der Kanton für institutionalisierte Austauschformate zwischen dem Kanton und den Gemeinden und in 85 % zwischen den Gemeinden innerhalb des Kantons. Zwischen dem Kanton und Organisationen, die Aktivitäten im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik umsetzen, besteht in beinahe allen Kantonen (96 %) ein institutionalisierter Austausch, ebenso zwischen dem Kanton und kantonalen Fachorganisationen oder Verbänden im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik (96 %). In 92% der Kantone besteht zwischen dem Verwaltungsbereich Kinder- und Jugendpolitik und anderen Verwaltungsbereichen ein institutionalisierter Austausch und ebendiesen gewährleisten 85 % der Kantone auch zwischen Fachorganisationen in einem Leistungsbereich der Kinder- und Jugendpolitik. Knapp drei Viertel (73 %) der Kantone sorgt für einen institutionalisierten Austausch zwischen Fachorganisationen, die Aktivitäten umsetzen, und anderen relevanten Akteur:innen

im Sozialraum. Schliesslich besteht in 69 % der Kantone ein institutionalisierter Austausch zwischen der/den kantonalen Fachstelle(en) und der/den kantonalen Fachkommission(en). Zwei Kantone (FR, TG) nennen weitere Kooperationsebenen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik, auf denen der Kanton im Jahr 2024 für institutionalisierten Austausch sorgt.¹²¹

Praxisbeispiele, die von den Kantonen als Good-Practice zum Thema «Koordination und Zusammenarbeit» vorgeschlagen wurden, sind im Anhang I.f dargestellt.

10.5.2 Entwicklungen

Die Kantone gaben auf Basis von Dokumenten und Fakten an, auf welchen Ebenen sie im Jahr 2014 für einen institutionalisierten Austausch zwischen den Akteur:innen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik sorgten. Diese Ergebnisse wurden mit den Antworten für das Jahr 2024 verglichen.¹²²

Seit 2014 wurde der institutionalisierte Austausch zwischen Kanton und Gemeinden¹²³, zwischen den Gemeinden im Kanton¹²⁴ in je drei Kantonen und zwischen Kanton und Organisationen mit Aktivitäten im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik (und ggf. Zielgruppe)¹²⁵ in zwei Kantonen neu aufgebaut. In Bezug auf die anderen Austauschebenen fand in dieser Zeit in zwei Kantonen ein Ausbau statt.¹²⁶ Einen Abbau des institutionalisierten Austausch zwischen den genannten Akteur:innen gab es in keinem Kanton.¹²⁷

Einschätzung bisheriger Veränderungen

Die Kantone schätzten die Veränderungen bei den Aktivitäten des institutionalisierten Austauschs in der Kinder- und Jugendpolitik seit 2014 ein:

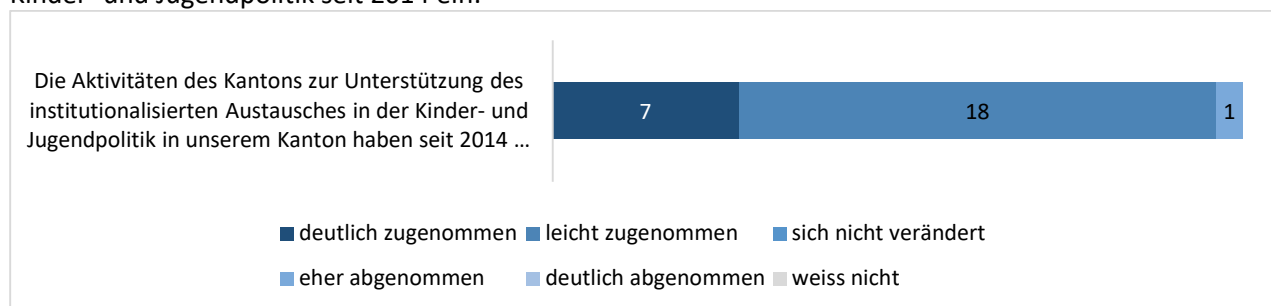


Abbildung 20: Einschätzung der Veränderung der Aktivitäten des Kantons zur Unterstützung des institutionalisierten Austauschs in der Kinder- und Jugendpolitik seit 2014 (n = 26)

In einem guten Viertel der Kantone (27 %) nahmen Austauschaktivitäten seit 2014 deutlich und in über drei Viertel (69 %) leicht zu. In einem Kanton (4 %) nahmen diese Aktivitäten eher ab.

¹²¹ Weitere Kooperationsebenen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik, auf die der Kanton heute (2024) für institutionalisierten Austausch sorgt: FR: CEJ; TG: Schulgemeinden.

¹²² Der Vergleich zeigt, dass bei dieser Frage in vergleichsweise vielen Kantonen ein Mangel an Informationen zur Situation im Jahr 2014 besteht und die Antwortkategorie «weiss nicht oder kann ich nicht beantworten» häufig angegeben wurde.

¹²³ BL, LU, ZH.

¹²⁴ BL, LU, SO.

¹²⁵ GE, SH.

¹²⁶ Im Kanton BL wurde der Austausch zwischen Kanton und kantonalen Fachorganisationen/Verbänden, zwischen (Fach-)Organisationen in einem Leistungsbereich der Kinder- und Jugendpolitik und zwischen der/den kantonalen Fachstelle(n) und der/den kantonalen Fachkommission(en) neu institutionalisiert. Zwischen den (Fach-)Organisationen, die Aktivitäten umsetzen, und anderen relevanten Akteur:innen im Sozialraum sowie zwischen dem Verwaltungsbereich Kinder- und Jugendpolitik und anderen Verwaltungsbereichen wurde seit 2014 ein institutionalisierter Austausch im Kanton SO eingeführt.

¹²⁷ Lediglich der Kanton VD gab an, im Jahr 2024 anders als vor 10 Jahren nicht mehr für den institutionalisierten Austausch zwischen (Fach-)Organisationen, die Aktivitäten umsetzen, und auch anderen relevanten Akteur:innen im Sozialraum zu sorgen.

Einschätzung künftiger Veränderungen

Die Kantone schätzten das Ausmass der Veränderungen bei den Aktivitäten des institutionalisierten Austauschs in der Kinder- und Jugendpolitik während der nächsten fünf Jahre ab dem Zeitpunkt der Befragung ein.

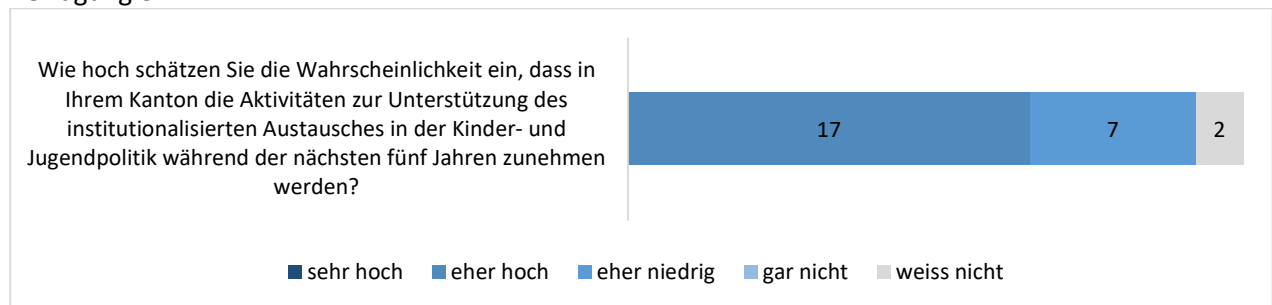


Abbildung 21: Einschätzung der Veränderung der Aktivitäten des Kantons zur Unterstützung des institutionalisierten Austauschs in den nächsten fünf Jahren ab 2024 (n = 26)

Ca. zwei Drittel der Kantone erwarten eine leichte (65 %) Zunahme der Austauschaktivitäten in den nächsten fünf Jahren.

10.5.3 Kommentierung

Insgesamt sorgt die grosse Mehrheit der Kantone für die in Kapitel 0 empfohlenen institutionalisierten Austauschbeziehungen, sodass lediglich bei einzelnen Kantonen punktuellen Handlungsbedarf besteht. Die Kantone sehen sich in hohem Mass verantwortlich für einen institutionalisierten Austausch zwischen den Akteursgruppen in der Kinder- und Jugendpolitik: In fast allen Kantonen bestehen im Jahr 2024 institutionalisierte Gefässe mit (beinahe) allen Akteursgruppen, für welche die Kantone sorgen. Dies ermöglicht eine Koordination und Verständigung auf unterschiedlichen Ebenen und fördert koordinierte Angebote und eine klare Aufgabenteilung bei deren Bereitstellung. Während in einigen wenigen Kantonen der institutionalisierte Austausch im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik seit 2014 (leicht) ausgebaut wurde, verfügten relativ viele Kantone bereits im Jahr 2014 über entsprechende Strukturen (bei relativ vielen Kantonen fehlen hierzu jedoch auch Informationen). Trotz des hohen Umfangs an institutionalisierten Austauschgefässen sieht die Mehrheit der Kantone weiteren Entwicklungsbedarf in diesem Bereich und wird wahrscheinlich zusätzliche Massnahmen zur Verbesserung des Austauschs ergreifen. Dies unterstreicht nochmals die hohe Bedeutung von Koordination und Zusammenarbeit aller Akteur:innen in der Kinder- und Jugendpolitik, welche offenbar umfangreicher Aktivitäten bedürfen. Die häufige Einschätzung, dass dieser Bereich weiterhin wachsen wird, kann auch als Ausdruck davon gelesen werden, dass das Vorhandensein eines Austauschgefässes noch keine Aussage zur Qualität der Koordination und Zusammenarbeit erlaubt.

10.6 Informations- und Wissenstransfer

Eine zielgruppengerechte Information zur Kinder- und Jugendpolitik gewährleistet den Zugang aller Akteur:innen zu relevanten Informationen, fördert die Zusammenarbeit und sensibilisiert für relevante Themen (vgl. dazu Kapitel 5.1.6). Dementsprechend braucht es einen guten Informationsfluss und Wissenstransfer zu kinder- und jugendpolitischen Themen an verschiedene Zielgruppen.

10.6.1 Aktuelle Situation

Die nachfolgende Tabelle 12 gibt eine Übersicht über die Zielgruppen, zu denen die kantonale Verwaltung einen regelmässigen Informationsfluss und Wissenstransfer über kinder- und jugendpolitische Themen im Jahr 2024 gewährleistet.

Tabelle 12: Zielgruppen, zu denen die kantonale Verwaltung einen regelmässigen Informationsfluss und Wissenstransfer über kinder- und jugendpolitische Themen im Jahr 2024 gewährleistet (n = 26)

Kanton	Kinder, Jugendliche, Eltern und Familien*	Organisationen**	Gemeinden***	Politik****	Weitere Zusammenarbeitspartner:innen*****	Öffentlichkeit
AG	Nein	Ja	Ja	Ja	Ja	Nein
AI	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
AR	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
BE	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
BL	Nein	Ja	Ja	Ja	Ja	Nein
BS	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
FR	Nein	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
GE	Ja	Ja	Nein	Ja	Ja	Ja
GL	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
GR	Weiss nicht	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
JU	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Nein
LU	Nein	Ja	Ja	Ja	Ja	Nein
NE	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Nein
NW	Nein	Weiss nicht	Ja	Ja	Ja	Nein
OW	Nein	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
SG	Nein	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
SH	Ja	Ja	Nein	Nein	Nein	Nein
SO	Nein	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
SZ	Weiss nicht	Ja	Ja	Ja	Weiss nicht	Weiss nicht
TG	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
TI	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
UR	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
VD	Nein	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
VS	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
ZG	Ja	Ja	Ja	Ja	Weiss nicht	Weiss nicht
ZH	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
Summe Ja (%)	15 (58 %)	25 (96 %)	24 (92 %)	25 (96 %)	23 (88 %)	17 (65 %)

Legende: Ja = Nein = Weiss nicht oder kann ich nicht beantworten =

* als Zielgruppe der kinder- und jugendpolitischen Aktivitäten

** Organisationen, die Aktivitäten umsetzen und Leistungen erbringen

*** kommunale Verwaltung und/oder Politik

**** insbesondere die Regierung

***** z. B. kantonale Fachorganisationen und Verbände

In fast allen Kantonen erfolgt ein regelmässiger Informationsfluss und Wissenstransfer über kinder- und jugendpolitische Themen zu den Organisationen, die Aktivitäten umsetzen und Leistungen erbringen (96 %), zu den Gemeinden (Verwaltung und/oder Politik) (92 %) sowie zur Politik (insbesondere zur Regierung) (96 %). In 88 % der Kantone erfolgt der Informationsfluss und Wissenstransfer zu weiteren Zusammenarbeitspartner:innen wie beispielsweise zu kantonalen Fachorganisationen und Verbänden. Einen Informationsfluss und Wissenstransfer an die Öffentlichkeit (65 %) sowie an Kinder, Jugendliche und Eltern als Zielgruppen der kinder- und jugendpolitischen Aktivitäten (58 %) erfolgt am wenigsten häufig.

Praxisbeispiele, die von den Kantonen als Good-Practice zum Thema «Informations- und Wissenstransfer» vorgeschlagen wurden, sind im Anhang I.g dargestellt.

10.6.2 Entwicklungen

Die Kantone gaben auf Basis von Dokumenten und Fakten an, für welche Zielgruppen die kantonale Verwaltung einen regelmässigen Informationsfluss und Wissenstransfer zu kinder- und jugendpolitischen Themen im Jahr 2014 gewährleistete. Diese Ergebnisse wurden mit den Antworten für das Jahr 2024 verglichen.

Sieben Kantone¹²⁸ schafften seit 2014 neu einen Kommunikations- und Wissenstransfer gegenüber Kindern, Jugendlichen, Eltern und Familien, fünf Kantone gegenüber der Öffentlichkeit¹²⁹ und je vier Kantone gegenüber den Gemeinden (Verwaltung und/oder Politik)¹³⁰ und gegenüber Organisationen, die Aktivitäten umsetzen und Leistungen erbringen¹³¹. Der Informationsfluss und Wissenstransfer gegenüber der Politik (insbesondere der Regierung) wurde in dieser Zeit in drei Kantonen¹³² und gegenüber weiteren Zusammenarbeitspartner:innen in zwei Kantonen¹³³ aufgebaut.

Einschätzung bisheriger Veränderungen

Die Kantone schätzten die Veränderungen bei den Aktivitäten des Kantons zur Gewährleistung des Informationsflusses in der Kinder- und Jugendpolitik seit 2014 ein:

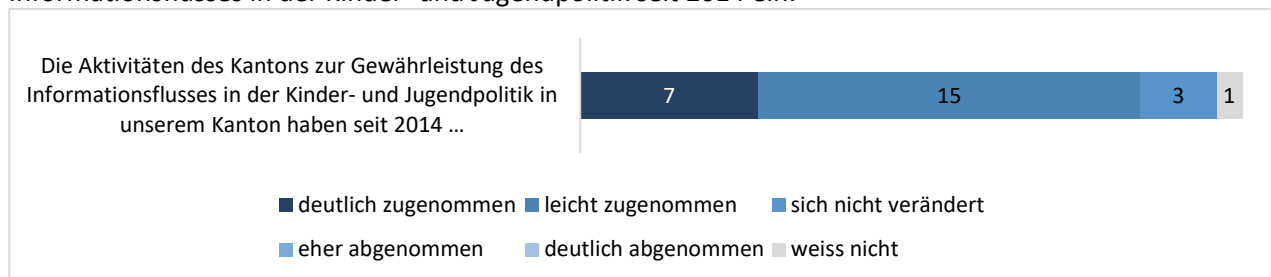


Abbildung 22: Einschätzung der Veränderung der Aktivitäten des Kantons zur Gewährleistung des Informationsflusses in der Kinder- und Jugendpolitik seit 2014 (n = 26)

Ein gutes Viertel (27 %) der Kantone sieht eine deutliche und über die Hälfte (58 %) eine leichte Zunahme dieser Aktivitäten im eigenen Kanton. In drei Kantonen (12 %) haben sich die Aktivitäten nicht verändert, ein Kanton (4 %) konnte keine Angabe machen.

Einschätzung künftiger Veränderungen

Die Kantone schätzten die Veränderungen der Aktivitäten des Kantons zur Gewährleistung des Informationsflusses in der Kinder- und Jugendpolitik während der nächsten fünf Jahre ab dem Zeitpunkt der Befragung ein.

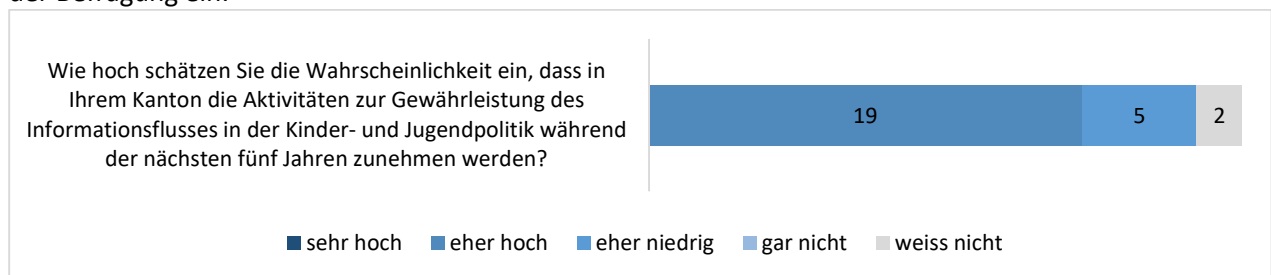


Abbildung 23: Einschätzung der Veränderung der Aktivitäten zur Gewährleistung des Informationsflusses in der Kinder- und Jugendpolitik in den nächsten fünf Jahren ab dem Jahr 2024 (n = 26)

¹²⁸ GE, GL, JU, NE, SH, UR, ZH.

¹²⁹ FR, GL, TG, UR, VD.

¹³⁰ BL, FR, JU, ZH.

¹³¹ FR, NE, SH, VD.

¹³² FR, GL, UR.

¹³³ FR, UR.

Knapp drei Viertel der Kantone (73 %) erwarten eine Zunahme dieser Aktivitäten in den nächsten fünf Jahren, ein knappes Fünftel der Kantone (19 %) schätzt dies als eher unwahrscheinlich ein. Zwei Kantone (8 %) konnten keine Einschätzung abgeben.

10.6.3 Kommentierung

Dass im Jahr 2024 fast alle Kantone einen regelmässigen Informationsfluss und Wissenstransfer zu kinder- und jugendpolitischen Themen gegenüber vielen Akteursgruppen gewährleisten, kann als positiv bewertet werden. Bei zwei Zielgruppen geschieht dies seltener: Lediglich ca. zwei Drittel der Kantone pflegt einen regelmässigen Informationsfluss und Wissenstransfer mit der breiten Öffentlichkeit und mit Kindern, Jugendlichen, Eltern und Familien. Ein Ausbau in diesen Bereichen könnte die Transparenz politischer Massnahmen erhöhen, die Beteiligung fördern und insgesamt die Reichweite der kinder- und jugendpolitischen Kommunikation massgeblich verbessern.

Während in einigen Kantonen der regelmässige Informationsfluss und Wissenstransfer zu kinder- und jugendpolitischen Themen innerhalb der letzten zehn Jahre leicht ausgebaut wurde, verfügten viele Kantone bereits im Jahr 2014 über entsprechende Kommunikationsstrukturen.

Trotz des hohen Umfangs des Informations- und Wissenstransfers rechnen die meisten Kantone in den kommenden fünf Jahren mit einem weiteren Anstieg der Aktivitäten in diesem Bereich. Dies verdeutlicht erneut die hohe Bedeutung eines umfassenden Austauschs von Informationen und Wissen im Kontext der Kinder- und Jugendpolitik. Die häufige Einschätzung, dass dieser Bereich weiterhin wachsen wird, lässt sich auch dahingehend interpretieren, dass die blosse Existenz von Aktivitäten noch keine Rückschlüsse auf deren Qualität zulässt.

10.7 Unterstützung der kommunalen Kinder- und Jugendpolitik

Die Gemeinden sind der direkte Lebensraum der Kinder und Jugendlichen, weshalb eine wirkungsvolle Kinder- und Jugendpolitik auf kommunaler Ebene unerlässlich ist (vgl. Gerodetti et al. 2023). Je nach Kanton übernehmen die Gemeinden hierbei unterschiedliche Aufgaben. Eine wirkungsvolle kantonale Kinder- und Jugendpolitik kann die kommunale Kinder- und Jugendpolitik mittels unterschiedlicher Massnahmen unterstützen (vgl. dazu Kapitel 0).

10.7.1 Aktuelle Situation

Die nachfolgende Tabelle 13 stellt die Unterstützungsaktivitäten dar, die die Kantone im Jahr 2024 zur Förderung der kommunalen Kinder- und Jugendpolitik wahrnehmen.

Tabelle 13: Unterstützung der kommunalen Kinder- und Jugendpolitik durch Kanton (n = 26)

Kanton	Finanzielle Unterstützung*	Leitlinien, Standards, Hilfsmittel, Leitfäden, Empfehlungen	Fachberatung und Begleitung**	Bereitstellen von Wissen und aktuellen Informationen***	Weiterbildungen (Förderung oder eigenes Angebot)****
AG	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
AI	Nein	Nein	Nein	Nein	Nein
AR	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
BE	Ja	Ja	Ja	Nein	Nein
BL	Ja	Ja	Ja	Ja	Nein
BS	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
FR	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
GE	Nein	Nein	Nein	Nein	Nein
GL	Ja	Ja	Nein	Ja	Ja
GR	Ja	Nein	Ja	Ja	Ja
JU	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
LU	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
NE	Nein	Ja	Ja	Ja	Ja
NW	Nein	Ja	Nein	Nein	Nein
OW	Nein	Ja	Ja	Ja	Ja
SG	Ja	Ja	Nein	Ja	Nein
SH	Ja	Nein	Ja	Ja	Ja
SO	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
SZ	Nein	Ja	Ja	Nein	Ja
TG	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
TI	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
UR	Ja	Ja	Ja	Ja	Nein
VD	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
VS	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
ZG	Nein	Nein	Nein	Ja	Nein
ZH	Ja	Ja	Ja	Ja	Ja
Summe Ja (%)	18 (69 %)	20 (77 %)	20 (77 %)	21 (81 %)	16 (62 %)

Legende: Ja = Nein = Weiss nicht oder kann ich nicht beantworten =

* bei der Umsetzung der kommunalen Kinder- und Jugendpolitik z. B. durch Anschub- oder Regelfinanzierung von Aktivitäten, Förderung von Zertifizierungsprozessen wie die UNICEF-Initiative «Kinderfreundliche Gemeinde» oder Modellvorhaben, Zuschüsse

** z. B. bei Konzeptentwicklungsprozessen, beim Aufbau von Angebotsstrukturen

*** z. B. relevante Forschungsergebnisse oder Good-/Best-Practice

**** für Personen in Politik und/oder Verwaltung der Gemeinden im Kanton im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik

Die Kantone unterstützen die Gemeinden im eigenen Kanton in unterschiedlicher Weise. Gut zwei Drittel der Kantone (69 %) tun dies finanziell, beispielsweise durch Anschub- oder Regelfinanzierung von Aktivitäten, durch die Förderung von Zertifizierungsprozessen wie die UNICEF-Initiative «Kinderfreundliche Gemeinde», oder von Modellvorhaben. Über drei Viertel der Kantone (77 %) stellen Leitlinien, Standards, Hilfsmittel, Leitfäden oder Empfehlungen bereit und bieten Fachberatung und Begleitung bei der Umsetzung der kommunalen Kinder- und Jugendpolitik. Am häufigsten (81 %) stellen die Kantone den Gemeinden Wissen und aktuelle Informationen zur Verfügung. Knapp zwei Drittel der Kantone (62 %) fördert Weiterbildungen für Personen in Politik und/oder Verwaltung der Gemeinden oder bietet diese selbst an. Zwei Kantone nennen darüber hinaus weitere Unterstützungsaktivitäten¹³⁴.

Praxisbeispiele, die von den Kantonen als Good-Practice zum Thema «Unterstützung der kommunalen Kinder- und Jugendpolitik» vorgeschlagen wurden, sind im Anhang I.h dargestellt.

¹³⁴ Weitere Unterstützungsaktivitäten: VD:mise à disposition d'espace d'échanges entre communes/conseil et soutien méthodologique individualisé; FR: résultat et Happy Event échange d'information entre communes, newsletter Je participe, journée cantonale thématique.

10.7.2 Entwicklungen

Die Kantone gaben auf Basis von Dokumenten und Fakten an, wie der Kanton die kommunale Kinder- und Jugendpolitik im Jahr 2014 unterstützte. Diese Ergebnisse wurden mit den Antworten für das Jahr 2024 verglichen.

Folgende Aktivitäten werden im Jahr 2024 durchgeführt, welche im Jahr 2014 noch nicht bestanden: Zehn Kantone stellen den Gemeinden Wissen und aktuelle Informationen zur Verfügung¹³⁵ und acht Kantone unterstützen die Gemeinden im Kanton seit 2014 neu mit finanziellen Mitteln¹³⁶. Sieben Kantone stellen den Gemeinden seither neu Leitlinien, Standards, Hilfsmittel, Leitfäden oder Empfehlungen zur Verfügung¹³⁷ und je fünf Kantone fördern neu Weiterbildungen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik oder bieten diese selbst an¹³⁸ und/oder stellen den Gemeinden Fachberatung und Begleitung zur Verfügung¹³⁹. Ein Rückgang der Unterstützungsaktivitäten seit dem Jahr 2014 findet sich lediglich in zwei Kantonen¹⁴⁰ und nur in einem Bereich.

Einschätzung bisheriger Veränderungen

Die Kantone schätzten die Veränderung der Aktivitäten des Kantons zur Unterstützung der kommunalen Kinder- und Jugendpolitik in den Gemeinden seit 2014 ein:

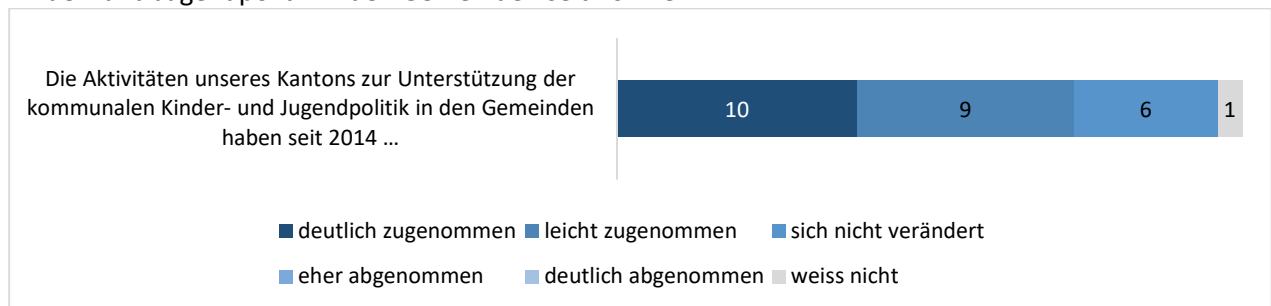


Abbildung 24: Einschätzung der Veränderung der Aktivitäten des Kantons zur Unterstützung der kommunalen Kinder- und Jugendpolitik in den Gemeinden seit 2014 (n = 26)

38% der Kantone sehen eine deutliche und ein gutes Drittel (35 %) eine leichte Zunahme der Unterstützungsaktivitäten seit 2014. In knapp einem Viertel der Kantone (23 %) gab es während der letzten zehn Jahren keine Veränderung.

Einschätzung künftiger Veränderungen

Die Kantone schätzten die Veränderungen der Aktivitäten zur Unterstützung der Kinder- und Jugendpolitik in den Gemeinden in den nächsten fünf Jahre ab dem Zeitpunkt der Befragung ein.

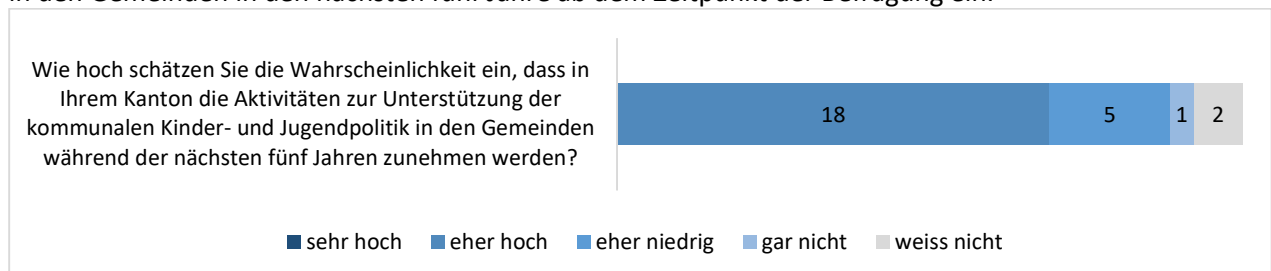


Abbildung 25: Einschätzung der Veränderungen der Aktivitäten im Kanton zur Unterstützung der Kinder- und Jugendpolitik in den Gemeinden während der nächsten fünf Jahre ab dem Jahr 2024 (n = 26)

¹³⁵ AG, BL, FR, GR, JU, LU, SH, SO, TG, ZG.

¹³⁶ FR, GR, LU, SH, SO, UR, VD, VS.

¹³⁷ AG, BL, FR, JU, OW, SO, UR.

¹³⁸ JU, LU, SH, TG, TI.

¹³⁹ AG, BL, LU, SH, SO.

¹⁴⁰ AG und OW bieten den Gemeinden im Kanton im Jahr 2024 – im Gegensatz zum Jahr 2014 – keine finanzielle Unterstützung mehr an.

Drei Viertel der Kantone (69 %) erwartet mit eher hoher Wahrscheinlichkeit eine Zunahme dieser Unterstützungsaktivitäten in den nächsten fünf Jahren, ein knappes Fünftel (19 %) hält dies für eher unwahrscheinlich. Ein Kanton (4 %) erwartet keine Zunahme der Aktivitäten, zwei Kantone (8 %) konnten keine Einschätzung zu dieser Frage vornehmen.

10.7.3 Kommentierung

Insgesamt stellen viele Kantone den Gemeinden eine breite Palette an Unterstützungsangeboten zur Verfügung und fördern dadurch eine wirksame und nachhaltige kommunale Kinder- und Jugendpolitik. Dieses Engagement der Kantone wurde gemäss den Ergebnissen im letzten Jahrzehnt in einigen Kantonen aufgebaut. Dass die Mehrheit der Kantone eine weitere Zunahme der Unterstützungsaktivitäten für die kommunale Kinder- und Jugendpolitik erwartet, unterstreicht, wie wichtig eine umfangreiche Unterstützung der kommunalen Kinder- und Jugendpolitik durch die Kantone ist.

Einige wenige Kantone bieten den Gemeinden (fast) keine Unterstützungsformen an. Es ist unklar, ob in diesen Kantonen weniger Ressourcen zur Verfügung stehen oder ob die Verantwortung für die kommunale Kinder- und Jugendpolitik bei den Gemeinden allein gesehen wird. In beiden Fällen ist zu befürchten, dass die Gemeinden einen Unterstützungsbedarf haben und dass es Gemeinden in diesen Kantonen weniger gut gelingt, effektive kinder- und jugendpolitische Massnahmen zu entwickeln und umzusetzen.

11 Strukturen

Für die Bearbeitung der verschiedenen Verantwortungsbereiche (vgl. Kapitel 5.1 und 10) braucht es auf kantonaler Ebene entsprechende Strukturen. Diese umfassen Fachstellen, die die Umsetzung der Aufgaben sowohl auf strategischer als auch auf operativer Ebene koordinieren und steuern. Zahlreiche Kantone haben zudem Fachkommissionen eingerichtet, die die Arbeit der Fachstellen begleiten und unterstützen. Nachfolgend werden die empirischen Ergebnisse zu diesen Strukturen beschrieben.

11.1 Fachstellen

Die Kinder- und Jugendpolitik wird in den Kantonen typischerweise von einer oder mehreren Fachstellen innerhalb der Kantonsverwaltung koordiniert, geplant und themenbezogen bearbeitet. Die Fachstellen bilden die kleinste Organisationseinheit in der kantonalen Verwaltung und werden in den Kantonen unterschiedlich benannt (z. B. Koordinationsstelle, Fachbereich, Abteilung, Stabsstelle). Für die vorliegende Befragung werden ausschliesslich kantonale Fachstellen einbezogen, die eine oder mehrere Aufgaben in den folgenden Aufgabenbereichen wahrnehmen und *nicht* operativ tätig sind, sprich keine Leistungen und Angebote (z. B. Beratung) direkt für die Zielgruppen (Kinder, Jugendliche, Eltern) erbringen:

- Gewährleistung der Umsetzung der rechtlichen Rahmensetzungen sowie (bei Vorliegen entsprechender Regierungsaufträge) Weiterentwicklung des Rechts (z. B. Erarbeitung von Gesetzen, Erarbeitung von Regierungsratsbeschlüssen, Teilnahme an Vernehmlassungen);
- Planung, Entwicklung und Umsetzung von Finanzierungsmodellen (mit oder ohne gesetzliche Basis);
- Kinder- und Jugendpolitikplanung (Durchführen von Bestandesaufnahmen, Monitoring, Strategieentwicklung, Umsetzungsplanung, Controlling, Evaluation);
- Gewährleistung der Hilfeplanung und Fallführung auf Ebene des Einzelfalls;
- Qualitätsentwicklung, -sicherung und Aufsicht (z. B. Formulieren fachlicher Qualitätsstandards, Aufsichts- und Bewilligungsverfahren);
- Sicherstellung der Koordination und Zusammenarbeit zwischen allen Akteur:innen im Kanton;
- Unterstützung der kommunalen Kinder- und Jugendpolitik in den Gemeinden (z. B. Fachberatung, finanzielle Unterstützung);
- Gewährleistung der Information- und Wissenstransfers im Kanton;
- finanzielle Unterstützung und Beratung von Jugendprojekten;
- Entgegennahme von Anfragen und Anliegen der Zielgruppe (Kinder, Jugendliche, Eltern und Familien).

11.1.1 Aktuelle Situation

Anzahl und Typen

Es werden zwei Typen von Fachstellen unterschieden: Übergeordnete Fachstellen tragen die Gesamtverantwortung für die gesamte Kinder- und Jugendpolitik. Fachstellen dieses Typs übernehmen beispielsweise die Gesamtkoordination, um eine kohärente und integrierte Kinder- und Jugendpolitik sicherzustellen. Themenspezifische Fachstellen fokussieren auf einen bestimmten Themenbereich der Kinder- und Jugendpolitik, diese haben eine spezialisierte Expertise und nehmen Aktivitäten in diesen spezifischen Bereichen wahr.

Die Befragung der Schweizer Kantone zur Anzahl und Typen von Fachstellen in der Kinder- und Jugendpolitik hat folgende Ergebnisse gezeigt:

Tabelle 14: Anzahl und Typen der Fachstellen in den verschiedenen Kantonen (n = 26)

Kanton	Eine Fachstelle, die übergeordnet für die Kinder- und Jugendpolitik zuständig ist	Anzahl spezifischer Fachstellen, die für einzelne oder mehrere Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik zuständig sind
AG		7
AI		3
AR		1
BE		7
BL		5
BS		10
FR		6
GE		2
GL		2
GR		
JU		2
LU		7
NE		6
NW		
OW		
SG		12
SH		3
SO		3
SZ		2
TG		
TI		2
UR		6
VD		
VS		
ZG		8
ZH		7

Legende: Fachstelle vorhanden = Keine entsprechende Fachstelle =

17 der 26 Kantone haben eine Fachstelle, die übergeordnet für die gesamte Kinder- und Jugendpolitik zuständig ist (z. B. Koordinationsstelle) und Themen des Schutzes, der Förderung und der Partizipation bearbeitet (im Folgenden «übergeordnete Fachstellen»). Fünf Kantone (GR, OW, TG, VD, VS) verfügen ausschliesslich über eine solche übergeordnete Fachstelle. Zwölf Kantone verfügen sowohl über eine übergeordnete Fachstelle als auch über spezifische Fachstellen, die für Teilbereiche der Kinder- und Jugendpolitik (z. B. Schutz, Frühe Förderung, Förderung oder Offene Kinder- und Jugendarbeit) zuständig sind (im Folgenden «themenspezifische Fachstellen»). Acht Kantone haben keine übergeordnete Fachstelle für die Kinder- und Jugendpolitik, aber themenspezifische Fachstellen. Ein Kanton (NW) verfügt weder über eine übergeordnete Fachstelle für die Kinder- und Jugendpolitik noch über themenspezifische Fachstellen. Die Anzahl der themenspezifischen Fachstellen variiert je nach Kanton von einer bis zu zwölf Fachstellen (vgl. Tabelle 14).

Die Ergebnisse verdeutlichen grosse Unterschiede zwischen den Kantonen hinsichtlich des Umfangs und der Struktur der Verwaltung sowie der Zuständigkeiten für die Kinder- und Jugendpolitik.

Institutionelle Anbindung

Aufgrund der föderalistischen Struktur kann jeder Kanton seine Verwaltung eigenständig aufbauen. Sowohl diese Autonomie als auch historisch bedingte Entwicklungen führen zu unterschiedlichen organisatorischen Strukturen in der Kantonsverwaltung und damit auch zu einer unterschiedlichen institutionellen Einbettung der kantonalen Fachstellen in (Themenbereichen) der Kinder- und Jugendpolitik in Departemente, Direktionen, Ämter und Abteilungen.

Fachstellen ausserhalb der kantonalen Verwaltung

In allen 17 Kantonen mit einer übergeordneten Fachstelle ist diese in der kantonalen Verwaltung verortet. Von den 20 Kantonen mit themenspezifischen Fachstellen sind in vier Kantonen (JU, SG, ZG, ZH)¹⁴¹ eine dieser Fachstellen und in einem Kanton (UR)¹⁴² mehrere Fachstellen ausserhalb der kantonalen Verwaltung verortet (Leistungsvereinbarung mit nichtstaatlichen Organisationen).

Departemente und Direktionen

Die übergeordneten und die themenspezifischen Fachstellen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik sind sehr unterschiedlich in Departementen resp. Direktionen verortet:

Am häufigsten involviert sind Departemente/Direktionen der Kategorien «Gesundheit/Soziales» mit 15 Nennungen sowie «Bildung, Erziehung und/oder Kultur» mit 14 Nennungen. Weniger häufig sind die Fachstellen in Departementen/Direktionen der Kategorien «Sicherheit» und «Inneres» mit je fünf Nennungen, «Wirtschaft» (drei Nennungen), «Justiz» (zwei Nennungen) und «Andere/Stabsstellen» (eine Nennung) zugeordnet (vgl. detaillierte Auflistung im Anhang II.b).

In 15 Kantonen befinden sich alle Fachstellen am gleichen Ort. Bei zehn Kantonen sind die Fachstellen auf mehrere Departemente/Direktionen verteilt: In jeweils drei Kantonen sind die Fachstellen auf vier (BE, SG, ZG), auf drei (AG, AR, BL) resp. auf zwei (GE, GL, LU, UR) Departemente/Direktionen verteilt (vgl. detaillierte Auflistung im Anhang II.I).¹⁴³ Ebenso findet sich im Anhang II.c eine Auflistung aller Namen der themenspezifischen Fachstellen nach thematischen Überkategorien (ohne Nennung der Kantone).

Rechtliche und schriftliche Grundlagen

Die Kantone wurden gefragt, ob die Fachstellen eine kantonale rechtliche Grundlage¹⁴⁴ haben und ob eine schriftliche Aufgabenbeschreibung wie beispielsweise ein Pflichtenheft oder ein Konzept besteht.

Übergeordnete Fachstellen

In 15 von 17 Kantonen verfügt die übergeordnete Fachstelle über eine kantonale rechtliche Grundlage (Ausnahmen: AI, TG) und alle 17 Kantone verfügen über eine schriftliche Aufgabenbeschreibung.

Themenspezifische Fachstellen

Abbildung 26 gibt einen Überblick über die rechtlichen und schriftlichen Grundlagen der themenspezifischen Fachstellen in den Kantonen.

¹⁴¹ Es handelt sich dabei um folgende themenspezifische Fachstellen: JU: Espaces Jeunes; SG: Kinderschutzzentrum; ZG: punkto; ZH: okaj zürich.

¹⁴² Es handelt sich dabei um folgende themenspezifische Fachstellen im Kanton UR: Gesundheitsförderung Uri, Fachstelle Familie und Frühe Kindheit, Kontakt Uri.

¹⁴³ Auf eine umfassende Erfassung der Namen aller Ämter bzw. Abteilungen, welchen die themenspezifischen Fachstellen zugehören, wurde aufgrund des hohen Aufwands verzichtet. Lediglich bei den übergeordneten Fachstellen wurden die Kantone gebeten, die Ämter bzw. Abteilungen zu nennen, innerhalb derer diese Fachstellen in den jeweiligen Departementen bzw. Direktionen verortet sind. Diese Ämter bzw. Abteilungen, in denen die übergeordneten Fachstellen verortet sind, sind entlang thematischer Kategorien strukturiert in Anhang II.a dargestellt.

¹⁴⁴ Damit gemeint sind rechtsverbindliche Aussagen, die in der Regel in einer der folgenden rechtlichen Grundlagen zu finden sind: Kantonsverfassung, kantonales Einführungsgesetz zum ZGB, kantonales Sozialhilfegesetz, kinder- und jugendspezifische gesetzliche Grundlage, gesetzliche Bestimmungen oder Verordnungen anderer Bereiche (z. B. im Bildungsgesetz), Verordnungen, verbindliche Richtlinien zur Anwendung von (nationalen oder kantonalen) Gesetzen, Regierungsratsbeschluss.

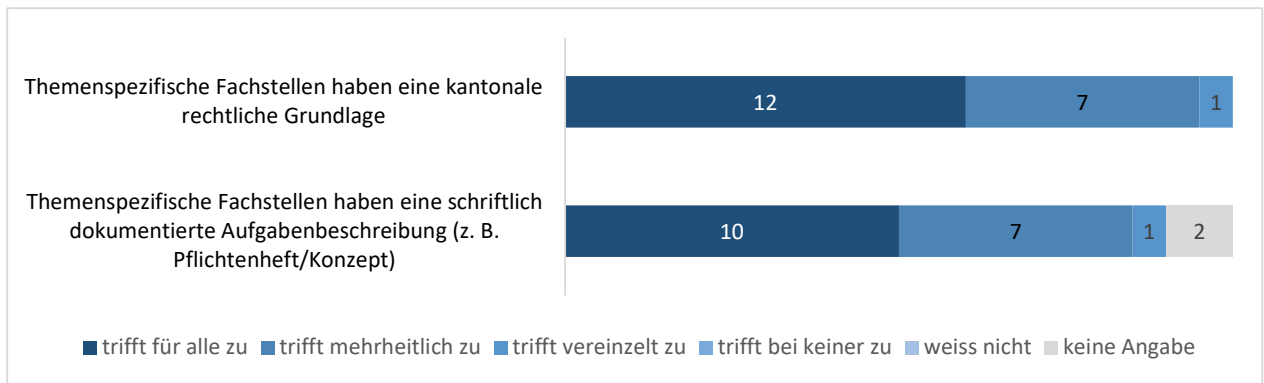


Abbildung 26: Rechtliche Grundlagen und schriftlich dokumentierte Aufgabenbeschreibungen der themenspezifischen Fachstellen (n = 20)

Die Ergebnisse zeigen, dass in den meisten Kantonen die Mehrheit der themenspezifischen Fachstellen sowohl eine kantonale rechtliche Grundlage (95 %) als auch eine schriftlich dokumentierte Aufgabenbeschreibung (85 %) haben. In einem Kanton (SH) bestehen nur vereinzelt kantonale rechtliche Grundlagen für diese Fachstellen und in einem Kanton (AI) sind nur vereinzelt schriftlich dokumentierte Aufgabenbeschreibungen für ebendiese vorhanden.¹⁴⁵

Aufgaben der übergeordneten Fachstelle

Die übergeordneten Fachstellen, die für die Kinder- und Jugendpolitik zuständig sind, übernehmen vielfältige Aufgaben, wie die nachfolgende Abbildung 27 zeigt:

¹⁴⁵ Kein Kanton gab an, dass die themenspezifischen Fachstellen in ihrem Kanton gar keine rechtlichen Grundlagen oder gar keine schriftlich dokumentierten Aufgabenbeschreibungen haben. Zudem gab es keinen Kanton, der angab, dies nicht zu wissen. Zwei Kantone (SH und ZG) machten keine Angabe zur schriftlich dokumentierten Aufgabenbeschreibung.

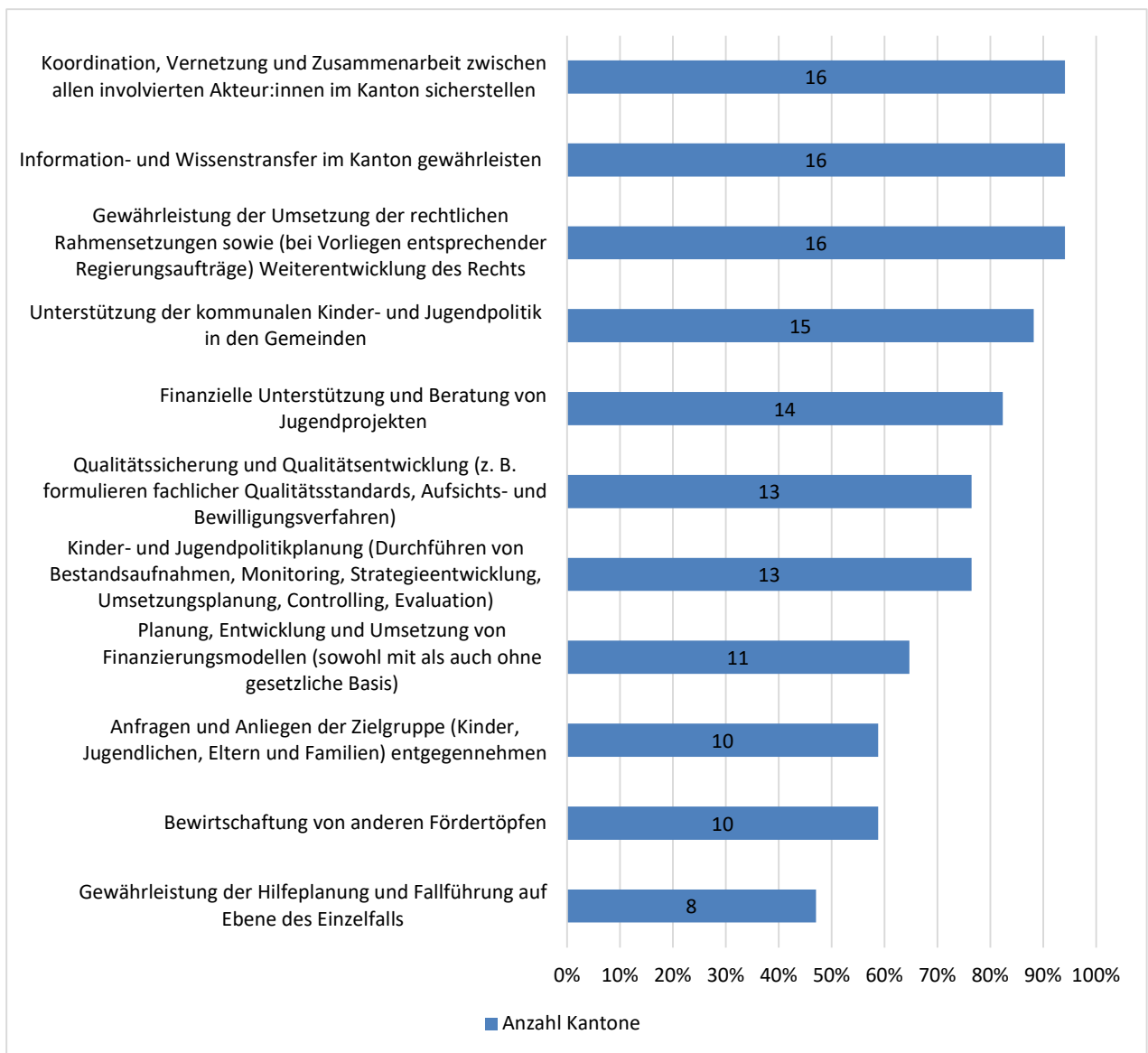


Abbildung 27: Aufgaben, die von der übergeordneten Fachstelle aktiv bearbeitet werden, nach Anzahl Kantone (n = 17)

Es wird deutlich, dass viele der aufgeführten Aufgaben durch eine Mehrheit der übergeordneten Fachstellen wahrgenommen werden. Am häufigsten (je 94 %) wird Koordination, Vernetzung und Zusammenarbeit zwischen den Akteur:innen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik innerhalb des Kantons sichergestellt und für Informations- und Wissenstransfer sowie eine Umsetzung und Weiterentwicklung des Rechts gesorgt. 88 % der übergeordneten Fachstellen unterstützen die kommunale Kinder- und Jugendpolitik in den Gemeinden und beinahe ebenso viele leisten finanzielle Unterstützung und Beratung von Jugendprojekten (82 %). Gut drei Viertel der übergeordneten Fachstellen nehmen Aufgaben der Qualitätssicherung und Qualitätsentwicklung und/oder der Kinder- und Jugendpolitikplanung wahr und ca. zwei Drittel plant, entwickelt oder setzt Finanzierungsmodelle um. Über die Hälfte der übergeordneten Fachstellen (je 59 %) nimmt Anfragen und Anliegen der Zielgruppen entgegen und bewirtschaftet (nebst der Förderung von Jugendprojekten) auch noch andere Fördertöpfe¹⁴⁶. Hilfeplanung

¹⁴⁶ Die «anderen Fördertöpfe» lassen sich den folgenden vier Themenbereichen zuordnen:

Kinder- und Jugendförderung:

- Kinder- und Jugendkredit für Vorhaben des Kinder- und Jugendschutzes sowie der ausserschulischen Kinder- und Jugendförderung
- Lotteriefonds, Teilbereich Kinder- und Jugendförderung
- kantonales Programm für Kinderrechte
- vorschulische und nachschulische Betreuungseinrichtungen ausserhalb der Familie für Kinder

und Fallführung gewährleistet knapp die Hälfte der Fachstellen (47 %). Vier Kantone (24 %) gaben an, dass die übergeordneten Fachstellen weitere Aufgaben¹⁴⁷ wahrnehmen.

Themenbereiche, die von den themenspezifischen Fachstellen aktiv bearbeitet werden

Die Kantone mit themenspezifischen Fachstellen (n = 20) wurden gebeten, alle Themenbereiche anzugeben, die von diesen Fachstellen aktiv bearbeitet werden. Mit «aktiv bearbeitet» ist gemeint, dass mindestens eine der themenspezifischen Fachstellen den Themenbereich¹⁴⁸ aktiv bearbeitet, indem beispielsweise Gesetze erarbeitet, Bestandesaufnahmen, Monitoring, Strategieentwicklung, Controlling, Evaluationen durchführt oder fachliche Qualitätsstandards erarbeitet werden, vernetzt und koordiniert wird oder Aufsichts- und Bewilligungsverfahren entwickelt und umgesetzt werden.

Die Abbildung 28 bis Abbildung 32 zeigen, in wie vielen Kantonen einzelne Handlungsfelder in verschiedenen Themenbereichen durch Fachstellen aktiv bearbeitet werden.

Allgemeine Förderleistungen

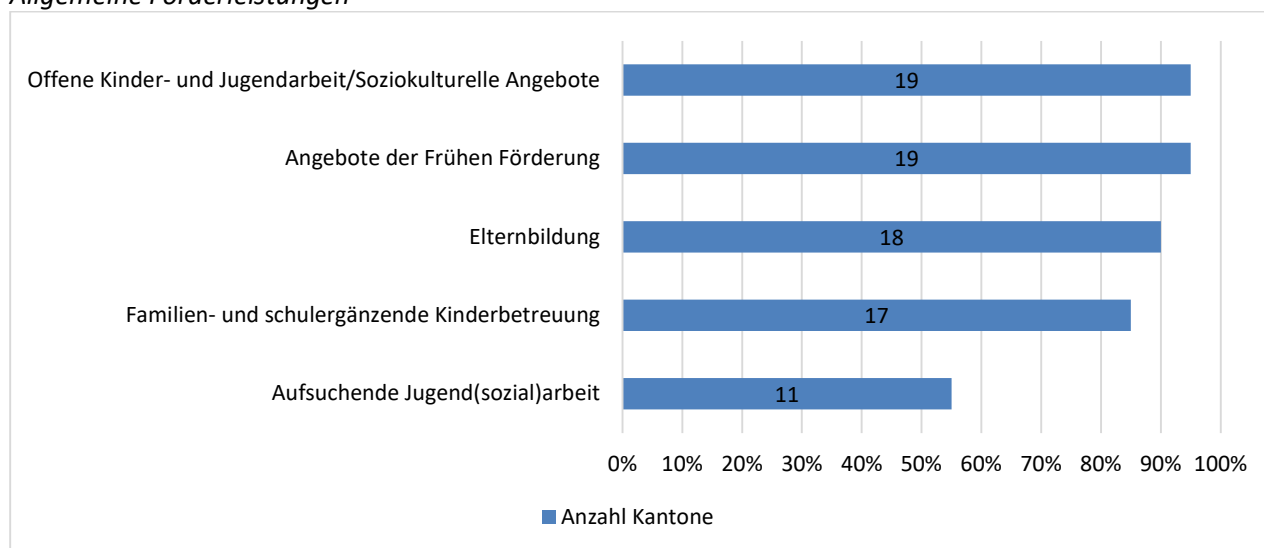


Abbildung 28: Aktiv bearbeitete Themen im Bereich «allgemeine Förderleistungen», nach Anzahl Kantone (n = 20)

- Subventionen gemäss kantonalem Kinder- und Jugendhilfegesetz für Familienzentren und Offene Kinder- und Jugendarbeit

Familien- und Gesundheitsförderung:

- Bundessubventionen im Bereich familienergänzender Betreuungsangebote
- Fördergelder im Bereich Gesundheitsförderung: Fördergelder Gesundheitsförderung Schweiz für KAP-Umsetzung
- Winterhilfe

Innovations- und Pilotprojekte:

- Finanzhilfen für die Entwicklung von Pilotprojekten, innovativen oder replizierbaren Projekten in anderen Gemeinden und Regionen

Chancengleichheit:

- Fördertopf der Abteilung Chancengleichheit

¹⁴⁷ Die «weiteren Aufgaben», welche die vier übergeordneten Fachstellen übernehmen, lassen sich folgenden Themenbereichen zuordnen: Interkantonale und internationale Zusammenarbeit; Entwicklung und Unterstützung von Leistungen der Kinder- und Jugendhilfe; Übersicht der Rahmenbedingungen und Angebote (Themenhüterschaft); Vertragsmanagement; politische Arbeit; Kinderschutz.

¹⁴⁸ Eine Einschränkung bei der Darstellung der nachfolgenden Themenbereiche und Handlungsfelder besteht darin, dass zum Zeitpunkt der Befragung kein einheitliches Verständnis zu diesen Bereichen in der Schweiz vorherrschte. Dieses gemeinsame Verständnis wurde parallel zur Befragung im Rahmen desselben Projekts erarbeitet und ist in Kapitel 0 dokumentiert. Aufgrund dieser Bedingung haben die Kantone die Fragen zur Bearbeitung der verschiedenen Themenbereiche und Leistungen auf Basis der in ihrem Kanton vorliegenden Verständnisse und Konzepte zu den einzelnen Themenbereichen und Leistungen beantwortet. Damit sollte sichergestellt werden, dass sich die befragten Personen auf die im jeweiligen Kanton bewährten und bekannten Verständnisse und Strukturen beziehen konnten, anstatt eine Universaldefinition verwenden zu müssen. Darüber hinaus ist zu erwähnen, dass einzelne Themenbereiche und Leistungen aufgrund der Komplexitätsreduktion des Befragungsinstrumentes eine eher abstraktere Kategorie (z. B. familien- und schulergänzende Kinderbetreuung, Frühe Förderung) beschreiben. Dies kann zu Unschärfen führen, zumal innerhalb der jeweiligen Kategorie in mehrere Einzelleistungen unterteilt werden kann (z. B. familienergänzende Betreuung, verschiedene schulergänzende Betreuungsformate), welche wiederum unterschiedlich finanziert werden können. Bei der Lektüre und Interpretation der nachfolgend dargestellten Ergebnisse sollten diese Rahmenbedingungen berücksichtigt werden.

Beratungs- und Unterstützungsleistungen

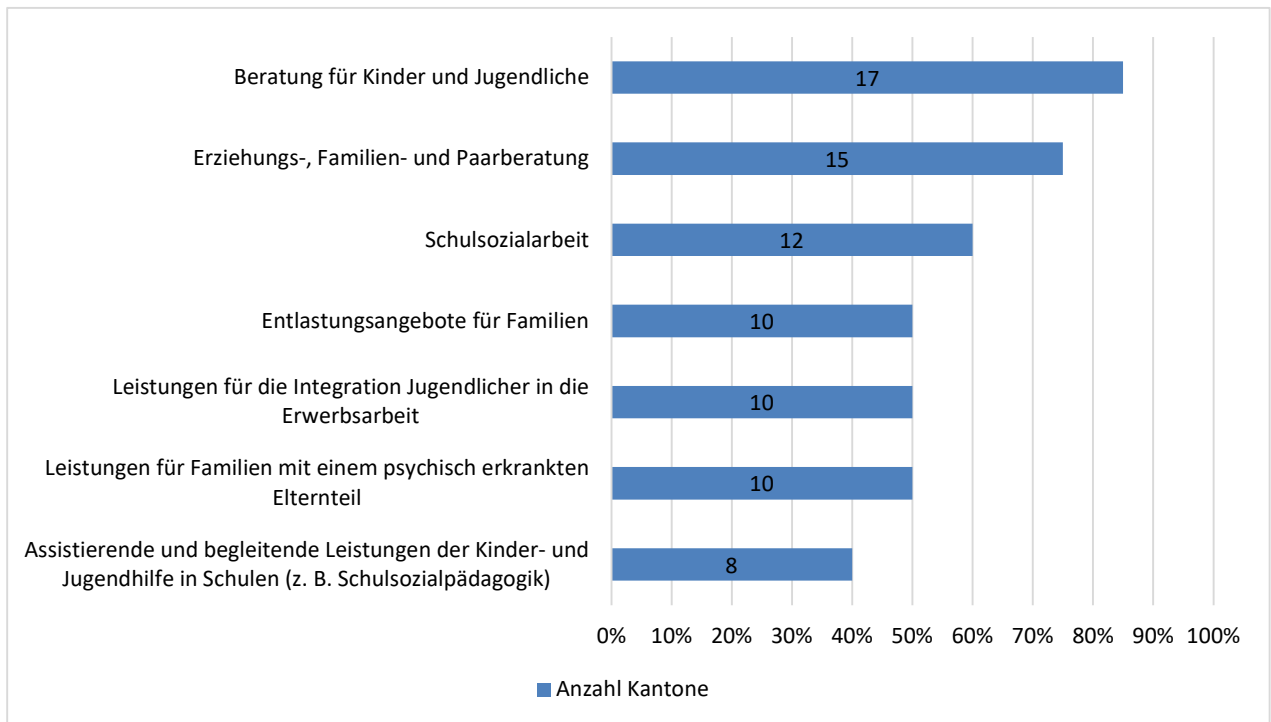


Abbildung 29: Aktiv bearbeitete Themen im Bereich «Beratungs- und Unterstützungsleistungen», nach Anzahl Kantone (n = 20)

Hilfen zur Erziehung

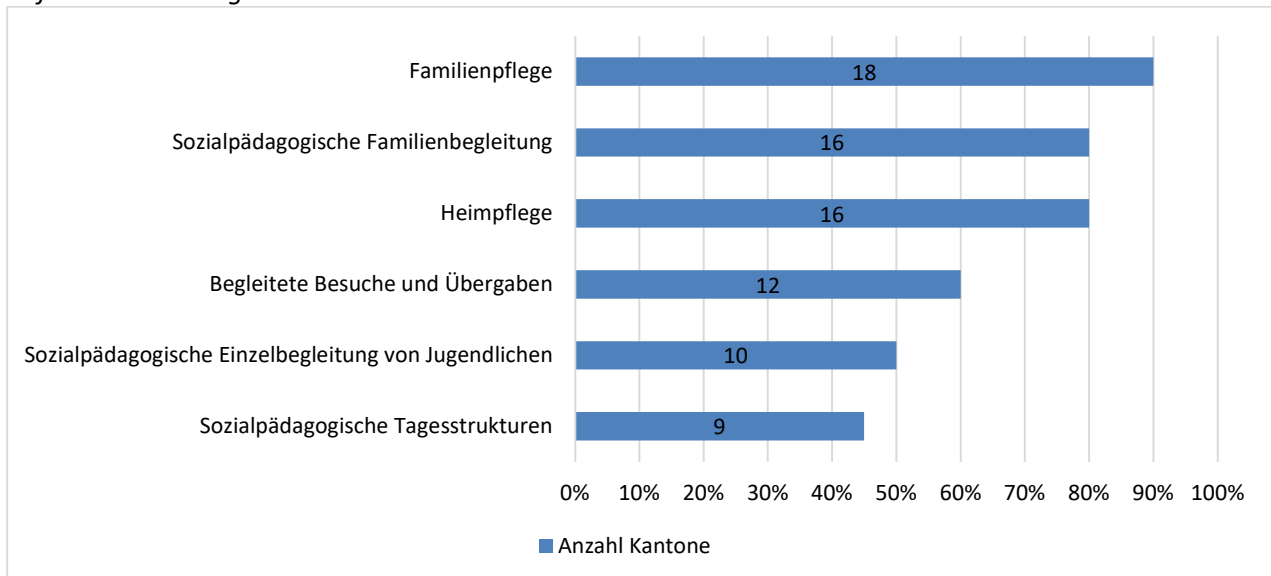


Abbildung 30: Aktiv bearbeitete Themen im Bereich «Hilfen zur Erziehung», nach Anzahl Kantone (n = 20)

Aufgaben im Kontext des zivilrechtlichen Kindesschutzes

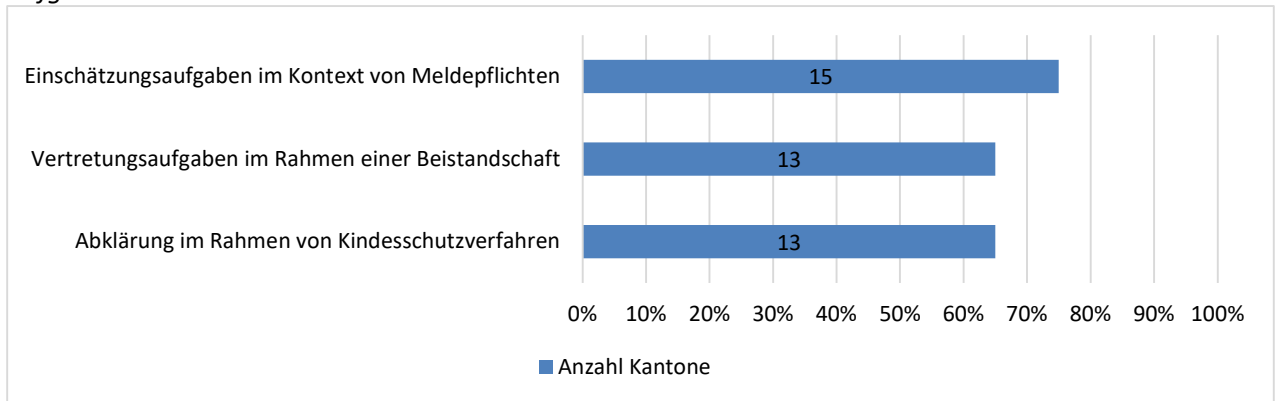


Abbildung 31: Aktiv bearbeitete Themen im Kontext des zivilrechtlichen Kindesschutzes, nach Anzahl Kantone (n = 20)

Weitere Aktivitäten und Angebotsbereiche

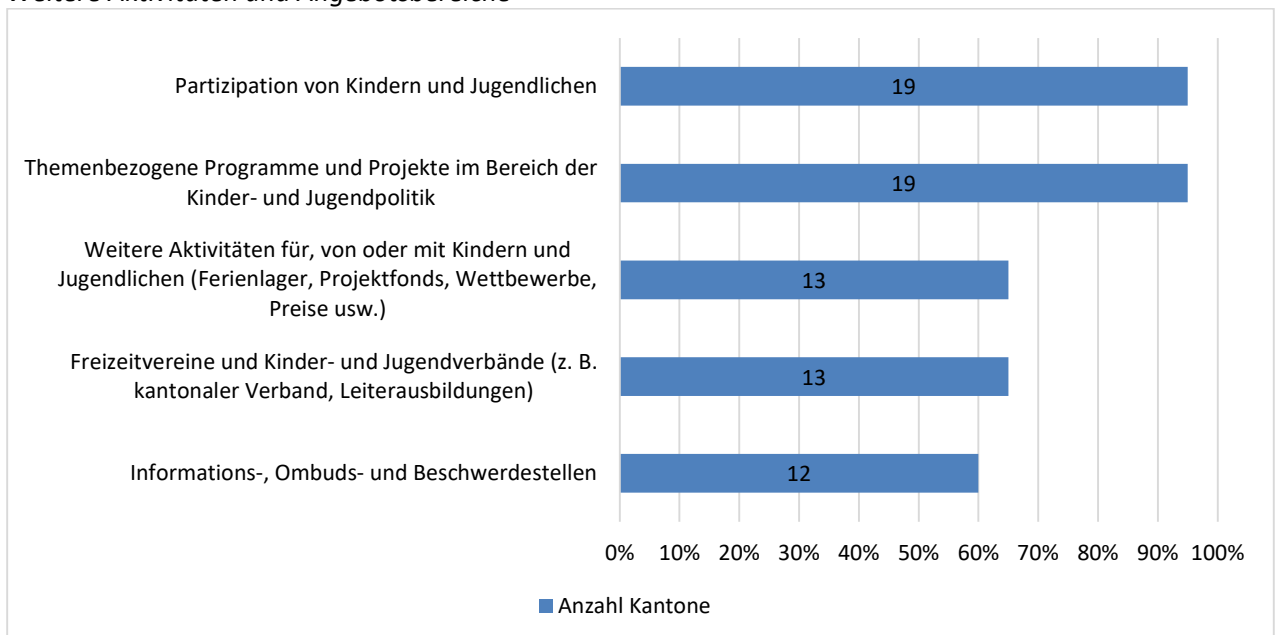


Abbildung 32: Aktiv bearbeitete weitere Themen und Aktivitäten, nach Anzahl Kantone (n = 20)¹⁴⁹

90 % oder mehr der Kantone verfügen über Fachstellen, die folgende Themenbereiche aktiv bearbeiten: Programme und Projekte im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik, Partizipation von Kindern und Jugendlichen, Offene Kinder- und Jugendarbeit / soziokulturelle Angebote, Elternbildung, Familienpflege und Angebote der frühen Förderung.

80 bis 85 % der Kantone haben Fachstellen für die Themen familien- und schulergänzende Kinderbetreuung, Beratung für Kinder und Jugendliche, Heimpflege und sozialpädagogische Familienbegleitung.

Drei Viertel der Kantone verfügen über Fachstellen für Erziehungs-, Familien- und Paarberatung sowie Einschätzungsaufgaben im Kontext von Meldepflichten.

Zwei Drittel (65 %) der Kantone haben themenspezifische Fachstellen für die Themenbereiche Abklärung im Rahmen von Kindesschutzverfahren, Vertretungsaufgaben im Rahmen einer Beistandschaft, Freizeitvereine und Kinder- und Jugendverbände sowie für weitere Aktivitäten für, von oder mit Kindern und Jugendlichen.

¹⁴⁹ Zwei Kantone gaben in einer offenen Antwortmöglichkeit weitere Aktivitäten und Angebotsbereiche an. Dies sind: Begleitung von jungen Erwachsenen (18–25 Jahre); pädagogisch-therapeutische Massnahmen.

60 % der Kantone haben Fachstellen für Schulsozialarbeit, begleitete Besuche und Übergaben sowie Informations-, Ombuds- und Beschwerdestellen. Etwa 50 % der Kantone haben Fachstellen für die Themen aufsuchende Jugend(sozial)arbeit, Leistungen für Familien mit einem psychisch erkrankten Elternteil, Leistungen für die Integration Jugendlicher in die Erwerbsarbeit, Entlastungsangebote für Familien, sozialpädagogische Einzelbegleitung von Jugendlichen und sozialpädagogische Tagesstrukturen. In 40 % der Kantone gibt es Fachstellen für assistierende und begleitende Leistungen der Kinder- und Jugendhilfe in Schulen (z. B. Schulsozialpädagogik).

Summe der Stellenprozente

Die Kantone wurden gebeten, die Summe aller Stellenprozente anzugeben, die den Fachstellen (übergeordneten und themenspezifischen Fachstellen insgesamt) zur Verfügung stehen. Da die Datenbasis zur Angabe der Stellenprozente als zu unsicher und lückenhaft bewertet wird, werden die Ergebnisse nicht dargestellt.¹⁵⁰

Praxisbeispiele, die von den Kantonen als Good-Practice zum Thema «Fachstellen» vorgeschlagen wurden, sind im Anhang I.i dargestellt.

11.1.2 Entwicklungen

Anzahl und Typen

Die Kantone gaben auf Basis von Dokumenten und Fakten an, wie sich die Situation der Fachstellen vor zehn Jahren (2014) darstellte. Diese Ergebnisse wurden mit denjenigen Angaben für das Jahr 2024 verglichen.

In der Mehrheit der Kantone gab es keine Veränderungen. In sechs Kantonen gab es Anpassungen in den Verwaltungsstrukturen: Zwei Kantone¹⁵¹ verfügen seit 2014 neu über übergeordnete Fachstellen für die Kinder- und Jugendpolitik. In drei Kantonen¹⁵² bestehen seit 2014 neu themenspezifische Fachstellen. In einem Kanton (VD) gibt es im Jahr 2024 noch eine übergeordnete Fachstelle und die im Jahr 2014 vorhandenen themenspezifischen Fachstellen existieren im Jahr 2024 nicht mehr.¹⁵³

Personelle Ausstattung und Umfang der Aufgaben

Die Kantone wurden gebeten, einzuschätzen, ob seit 2014 der Umfang der Aufgaben und die personelle Ausstattung zugenommen haben.

¹⁵⁰ Nur elf der 17 Kantone mit übergeordneten Fachstellen haben diese Frage beantwortet, was auf erhebliche Datenlücken hinweist. Bezogen auf die themenspezifischen Fachstellen verfügten nur vier der 20 betreffenden Kantone über konkrete Berechnungen, die anderen 16 Kantone stützten ihre Angaben entweder auf Schätzungen (n = 9) oder konnten keine Angaben machen (n = 7).

¹⁵¹ GR, SO.

¹⁵² AI, SH, ZG.

¹⁵³ Ergebnisse des Vergleichs der Fachstellen im Jahr 2014 und im Jahr 2024 pro Kanton: AI: Während es im Jahr 2014 keine Fachstellen gab, existieren im Jahr 2024 mehrere themenspezifische Fachstellen; GR: Im Jahr 2014 existierte eine themenspezifische Fachstelle. Im Jahr 2024 gibt es nun eine übergeordnete Fachstelle; SH: Der Kanton hatte im Jahr 2014 eine themenspezifische Fachstelle und verfügt im Jahr 2024 über mehrere themenspezifische Fachstellen; SO: Im Jahr 2014 gab es mehrere spezifische Fachstellen. 2024 bestehen sowohl mehrere themenspezifische Fachstellen als auch eine übergeordnete Fachstelle; VD: Im Jahr 2014 gab es sowohl eine Fachstelle, die übergeordnet für die Kinder- und Jugendpolitik zuständig war, als auch themenspezifische Fachstellen. Im Jahr 2024 besteht jedoch ausschliesslich eine übergeordnete Fachstelle; ZG: Im Jahr 2014 gab es eine übergeordnete Fachstelle und im Jahr 2024 gibt es diese nicht mehr, dafür jedoch mehrere themenspezifische Fachstellen.

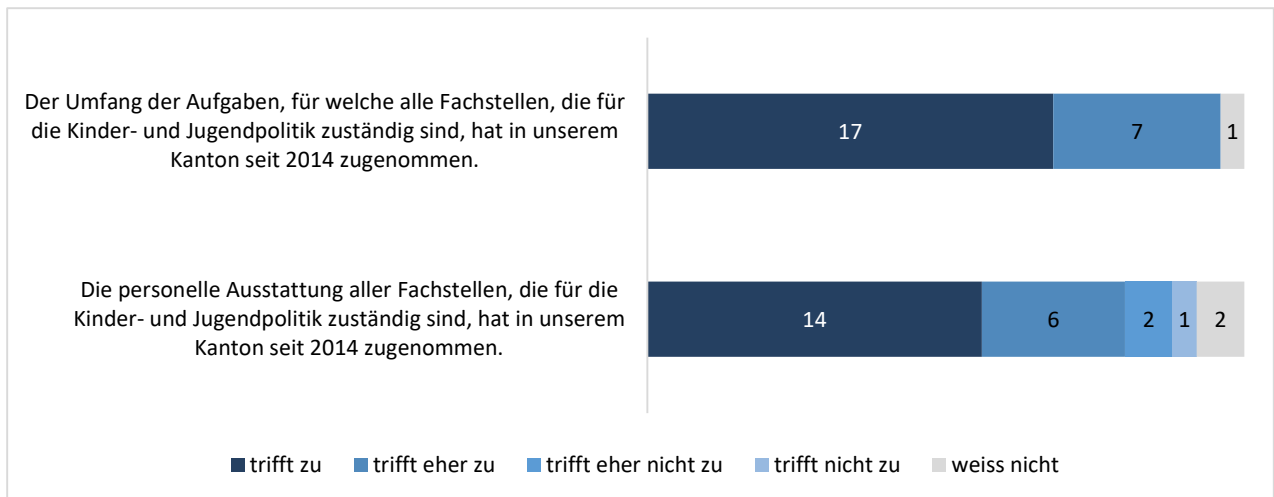


Abbildung 33: Einschätzung der Zunahme der Aufgaben und der personellen Ausstattung der Fachstellen seit 2014 (n = 25)

Aus der Abbildung 33 geht hervor, dass die Mehrheit der Kantone der Ansicht ist, dass sowohl die personelle Ausstattung als auch der Umfang der Aufgaben der Fachstellen für Kinder- und Jugendpolitik in ihrem Kanton seit 2014 zugenommen haben.

Des Weiteren schätzten die Kantone die Wahrscheinlichkeit ein, dass in den nächsten fünf Jahren die personelle Ausstattung der Fachstellen und der Umfang der Aufgaben dieser Fachstellen in ihrem Kanton zunehmen wird.

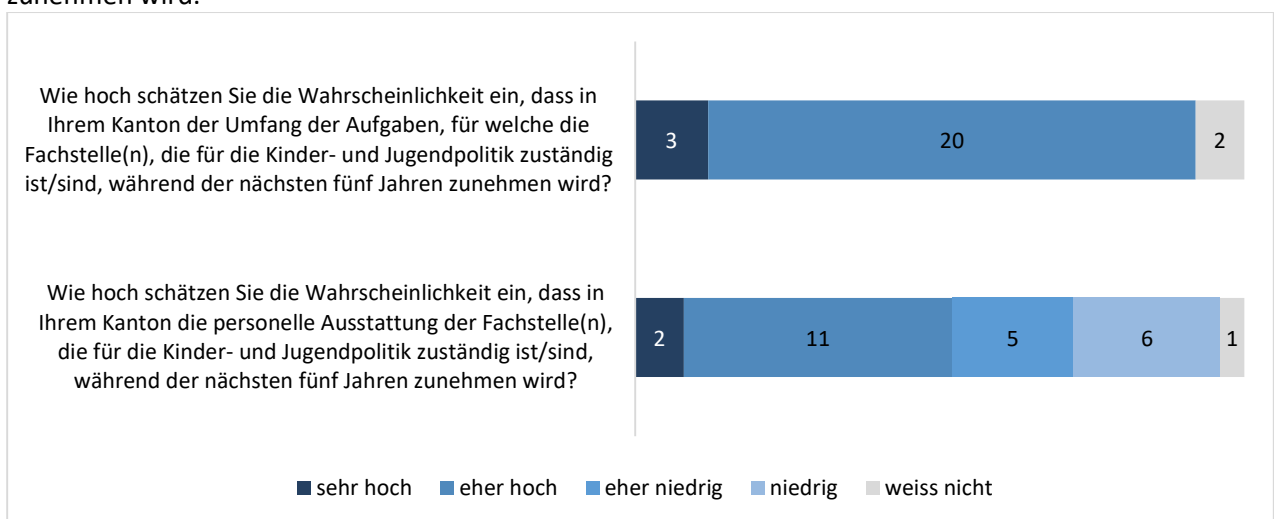


Abbildung 34: Einschätzung der Zunahme der Aufgaben und der personellen Ausstattung der Fachstellen in den nächsten fünf Jahren (n = 25)

Die Kantone gehen deutlich davon aus, dass die Aufgaben der Fachstellen für Kinder- und Jugendpolitik zunehmen werden. Die Wahrscheinlichkeit einer Zunahme der personellen Ausstattung wird unterschiedlich bewertet: Etwa die Hälfte der Kantone (n = 13) erwartet (eher) eine Zunahme und etwa die andere Hälfte hält dies für (eher) für unwahrscheinlich (n = 11).

11.1.3 Kommentierung

Anzahl, Typen und departementale Zuordnung

Die Heterogenität hinsichtlich der Anzahl und Typen der Fachstellen für Kinder- und Jugendpolitik in der kantonalen Verwaltung wie auch die Vielfalt in Bezug auf deren departementale Zuordnung ist ein erwartbares Ergebnis. Diese Heterogenität ist Ausdruck des föderalistischen Systems, unterschiedlicher historischer Entwicklungen, politischer Rahmenbedingungen und gesellschaftlicher Bedürfnisse, aber auch

verschiedener Prioritätensetzungen und Ressourcenausstattungen zur Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen.

Aus fachlicher Perspektive ist die Verteilung von Fachstellen, die kinder- und jugendpolitische Themen bearbeiten, auf mehrere Departemente tendenziell kritisch zu bewerten, da diese dezentrale Verwaltungsstrukturen (dies ist in neun Kantonen der Fall) die Koordination und Kommunikation innerhalb der Kinder- und Jugendpolitik erschweren und eine effiziente und kohärente Bearbeitung der Themen beeinträchtigen kann. Darüber hinaus können dadurch unterschiedliche Prioritätensetzungen bei den verschiedenen Fachstellen erfolgen und klare Verantwortungszuweisungen erschwert werden. Dies dürfte sich insgesamt auch hemmend auf eine einheitliche und integrale strategische Ausrichtung der Kinder- und Jugendpolitik im Kanton auswirken. Vor diesem Hintergrund ist zu empfehlen, dass die betroffenen Kantone bei künftigen Umstrukturierungsprozessen in der kantonalen Verwaltung entsprechende Aufmerksamkeit auf die Zuordnung der Fachstellen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik richten und Möglichkeiten einer Zentralisierung in einem Departement bzw. einer Direktion eingehend prüfen und ggf. aktiv darauf hinwirken.

Grundlagen und Verankerung

Die Mehrheit der Kantone verfügt über Fachstellen, die rechtlich verankert sind und schriftlich dokumentierte Aufgabenbeschreibungen haben. Nur wenige Kantone weisen diesbezüglich Lücken auf. Die vorhandenen Fachstellen sind somit insgesamt rechtlich abgesichert und haben aufgrund der schriftlich dokumentierten Aufgabenbeschreibungen eine hohe Transparenz hinsichtlich ihrer Arbeitsweise und Aufgabenbereiche.

Themenbereiche in der Kinder- und Jugendpolitik

Die meisten Kantone in der Schweiz haben themenspezifische Fachstellen, die verschiedene Themenbereiche aktiv bearbeiten.

Dabei gibt es grosse Unterschiede, welche Themenbereiche in den Kantonen durch Fachstellen bearbeitet werden. Dies ist vor dem Hintergrund der obgenannten Bedingungen (föderalistisches System, unterschiedliche historische Entwicklungen und politische Rahmenbedingungen usw.) nicht überraschend. Problematisch ist diese Situation, wenn die Heterogenität nicht auf unterschiedliche Bedarfslagen in den Kantonen zurückzuführen ist, sondern vornehmlich durch andere Einflussfaktoren wie beispielsweise politische Prioritätensetzungen (die von Bedarfslagen entkoppelt erfolgen) beeinflusst werden. Vor diesem Hintergrund können die Ergebnisse dazu dienen, die jeweilige Situation im Kanton kritisch zu überprüfen. Hierbei sollte untersucht werden, ob es Themenbereiche gibt, die durch Fachstellen in der kantonalen Verwaltung bisher weniger intensiv bearbeitet wurden, und welche Gründe dafür verantwortlich sind.¹⁵⁴ Denn sowohl die Kinder- und Jugendhilfe als auch die gesamte Kinder- und Jugendpolitik wirkt nur im Ganzen gut (vgl. Kapitel 0; Schrappner 2010: 51 f.). Demnach bedürfen auch alle verschiedenen Themenbereiche der Kinder- und Jugendpolitik innerhalb der kantonalen Verwaltung eine entsprechende Verortung und Aufmerksamkeit.

Bisherige und künftige Entwicklungen

Zwischen 2014 und 2024 erfolgten in der Mehrheit der Kantone keine grundlegenden Veränderungen bezogen auf die Typen der vorhandenen Fachstellen. Bei denjenigen Kantonen mit Veränderungen erfolgten diese in Richtung einer stärkeren zentralen Koordination oder im Ausbau themenspezifischer Fachstellen. Bemerkenswert ist, dass nirgendwo ein reiner Abbau stattfand. Dieser Befund deckt sich mit den Einschätzungen der Kantone, die seit 2014 mehrheitlich eine Zunahme bei der personellen Ausstattung und beim Umfang der Aufgaben der Fachstellen konstatierten. Insgesamt zeigen die vorliegenden Ergebnisse somit einen Ausbau in den letzten zehn Jahren, was auf eine steigende Bedeutung der kantonalen Fachstellen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik hinweist.

Mit Blick auf künftige Entwicklungen wird ein Anstieg des Aufgabenumfangs erwartet, wohingegen nach diesen Einschätzungen in manchen Kantonen die personelle Ausstattung nicht gleichermassen steigen wird.

Problematisch wird dies, wenn die Personalressourcen nicht ausreichen, um den wachsenden Anforderungen gerecht zu werden. Dann besteht die Gefahr, dass die Qualität der Arbeit leidet und die Fachstellen ihre Aufgaben nicht wirkungsvoll erfüllen können.

11.2 Fachkommissionen

Kantonale Fachkommissionen sind kontinuierliche Gremien, die wichtige fachstrategische Fragen und Themen der Kinder- und Jugendpolitik (oder Teilbereiche davon) bearbeiten und ein beratendes Organ der kantonalen Verwaltung und Politik darstellen (vgl. dazu Kapitel 0).¹⁵⁵ Durch ihre Kontinuität und strukturelle Verankerung fördern sie eine langfristige Planung und strategische Ausrichtung der Kinder- und Jugendpolitik, können kontinuierliche Expertise aufbauen und ermöglichen den Aufbau langfristiger Beziehungen zu verschiedenen Akteur:innen im Feld der Kinder- und Jugendpolitik. Aus diesem Grund sind diese Gremien für die Kinder- und Jugendpolitik im Kanton von hoher Bedeutung und weisen gegenüber temporären Arbeitsgruppen oder Steuergruppen zahlreiche Vorteile auf. In der Regel nehmen kantonale Fachkommissionen mehrere der folgenden Aufgaben wahr:

- Fachberatung der kantonalen Fachstelle(n) und der kantonalen Regierung im jeweiligen Fachbereich (z. B. bei der Entwicklung von Gesetzen, politische Massnahmen)
- Beratung bei der Entwicklung von fachlichen Standards und Empfehlungen sowie bei Strategieentwicklungsprozessen im jeweiligen Fachbereich
- Rückmeldungen zur Umsetzung von Strategien und Aktivitäten im jeweiligen Fachbereich
- Kontakt zum Jugendrat/Jugendparlament
- Erstellen und publizieren von eigenen fachlichen Schriftstücken resp. Analysen/Studien

Kantonale Fachkommissionen verfügen oftmals über ein eigenes Budget und können in dessen Rahmen eigene Aktivitäten finanzieren.

Kantonale Fachkommissionen mit den oben genannten Aufgabenbereichen können auch andere Namen tragen, im Folgenden wird für alle Gremien, die dieser Aufgabenbeschreibung entsprechen, der Begriff Fachkommission verwendet.

11.2.1 Aktuelle Situation

Anzahl und Typen

Je nach Kanton unterscheidet sich die Anzahl und der Typ der Fachkommissionen, die in einem Kanton im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik aktiv sind, wie die folgende Übersicht zeigt:

¹⁵⁵ Es handelt sich dabei weder um parlamentarische Kommissionen, die Ausschüsse des Parlaments sind und zugewiesene Geschäfte vorberaten, noch um Ad-hoc-Arbeitsgruppen, die keine Kontinuität aufweisen, und auch nicht um Netzwerk- und Vernetzungsgefässe wie z. B. eine jährliche Konferenz für kommunale Kinder- und Jugendbeauftragte.

Tabelle 15: Anzahl und Typen der Fachkommissionen in den verschiedenen Kantonen (n = 26)

Kanton	Anzahl kantonale Fachkommissionen	Fachkommissionen auf Bezirksebene	Anzahl überregionale Fachkommissionen*	Keine Fachkommissionen
AG	3			
AI	3			
AR				
BE				
BL	5		5	
BS	5			
FR	1			
GE	3			
GL	1			
GR	1			
JU	1			
LU				
NE	3			
NW				
OW				
SG	2			
SH	2			
SZ				
SO	1			
TG	5			
TI	5			
UR	2			
VD	4	Ja		
VS	4			
ZG				
ZH	2			

Legende: Ja = Nein = Keine Angaben =

* mehrere Kantone zusammen

19 Kantone verfügen über kantonale Fachkommissionen, wobei die Anzahl von einer bis zu fünf Fachkommissionen reicht. Sechs Kantone (AR, BE, LU, NW, OW, SZ) verfügen über keine Fachkommissionen. Ein Kanton (BL) hat neben Fachkommissionen auf Kantonsebene eine überregionale Fachkommission¹⁵⁶ und ein weiterer Kanton (VD) verfügt über Fachkommissionen auf Bezirksebene. Ein Kanton (ZG) konnte die Frage nach Fachkommissionen im Kanton nicht beantworten.

Nachfolgend werden Merkmale der insgesamt 53 Fachkommissionen beschrieben.

Namen der Fachkommissionen

Die Namen der 53 Fachkommissionen wurden thematisch strukturiert, um thematische Schwerpunkte der Arbeit der Fachkommission herauszuarbeiten. Folgende thematische Überkategorien lassen sich identifizieren, wobei diese Überlappungen und unterschiedliche Abstraktionsebenen aufweisen:

Jugend (n = 11), Kindheit, Jugend (und Familie) (n = 11), Kinderschutz (n = 12), Frühe Förderung (n = 6), Prävention und Gesundheit (n = 3); (Sonder-)Pädagogik (n = 3), Politik und Behörden (n = 2), weitere spezifische Themen (n = 5). Eine detaillierte Auflistung der Namen aller Fachkommissionen nach thematischen Überkategorien findet sich im Anhang III.a.

¹⁵⁶ Die überregionale Fachkommission im Kanton BL mit dem Titel «Kommission Hilfen zur Erziehung» hat sowohl einen gesetzlichen Auftrag als auch eine schriftlich dokumentierte Aufgabenbeschreibung und setzt sich durch Mitglieder der kantonalen Verwaltung unter punktuellm Einbezug von Gäst:innen zusammen. Diese überregionale Kommission übernimmt folgende Aufgaben: Fachberatung der kantonalen Fachstelle und der kantonalen Regierung im jeweiligen Fachbereich (z. B. Stellungnahmen/Empfehlungen bei der Entwicklung von Gesetzen, politische Massnahmen); Beratung bei der Entwicklung von fachlichen Standards und Empfehlungen und in Strategieentwicklungsprozessen im jeweiligen Fachbereich; Rückmeldungen zur Umsetzung von Strategien und Aktivitäten im jeweiligen Fachbereich; Erstellen und Publizieren von eigenen fachlichen Schriftstücken resp. Analysen/Studien.

Rechtliche und schriftliche Grundlagen

Die Kantone wurden gefragt, ob die kantonalen Fachkommissionen (n = 53) einen gesetzlichen Auftrag haben und über eine schriftlich dokumentierte Aufgabenbeschreibung wie beispielsweise ein Pflichtenheft verfügen.

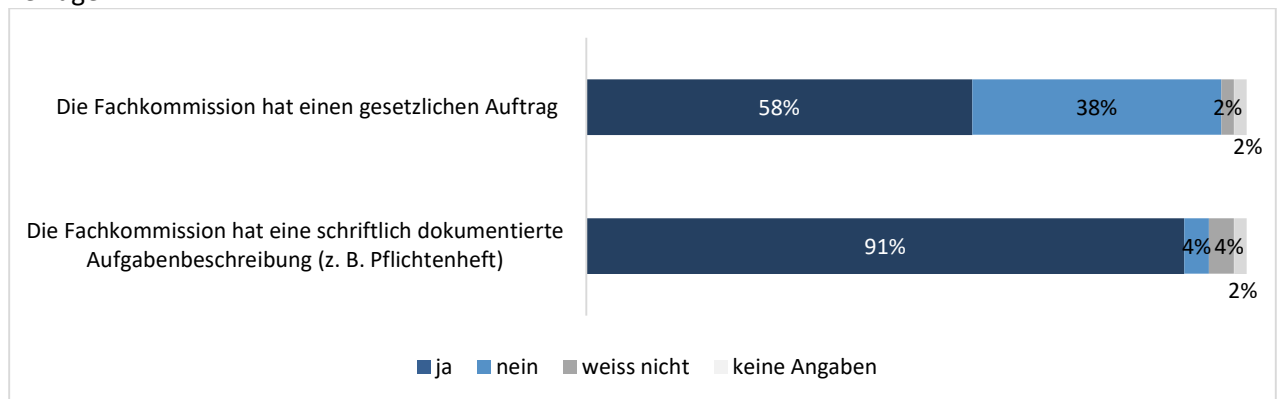


Abbildung 35: Anteil der kantonalen Fachkommissionen mit gesetzlichem Auftrag und schriftlich dokumentierter Aufgabenbeschreibung (n = 53)

Die grosse Mehrheit der kantonalen Fachkommissionen verfügt über eine schriftlich dokumentierte Aufgabenbeschreibung (91 %). Ein gesetzlicher Auftrag besteht bei knapp zwei Drittel (58 %) der Fachkommissionen.

Zusammensetzung

Um eine Vorstellung davon zu erhalten, wie sich die kantonalen Fachkommissionen zusammensetzen, wurden die Kantone gebeten, zu jeder Fachkommission anzugeben, wer darin vertreten ist.

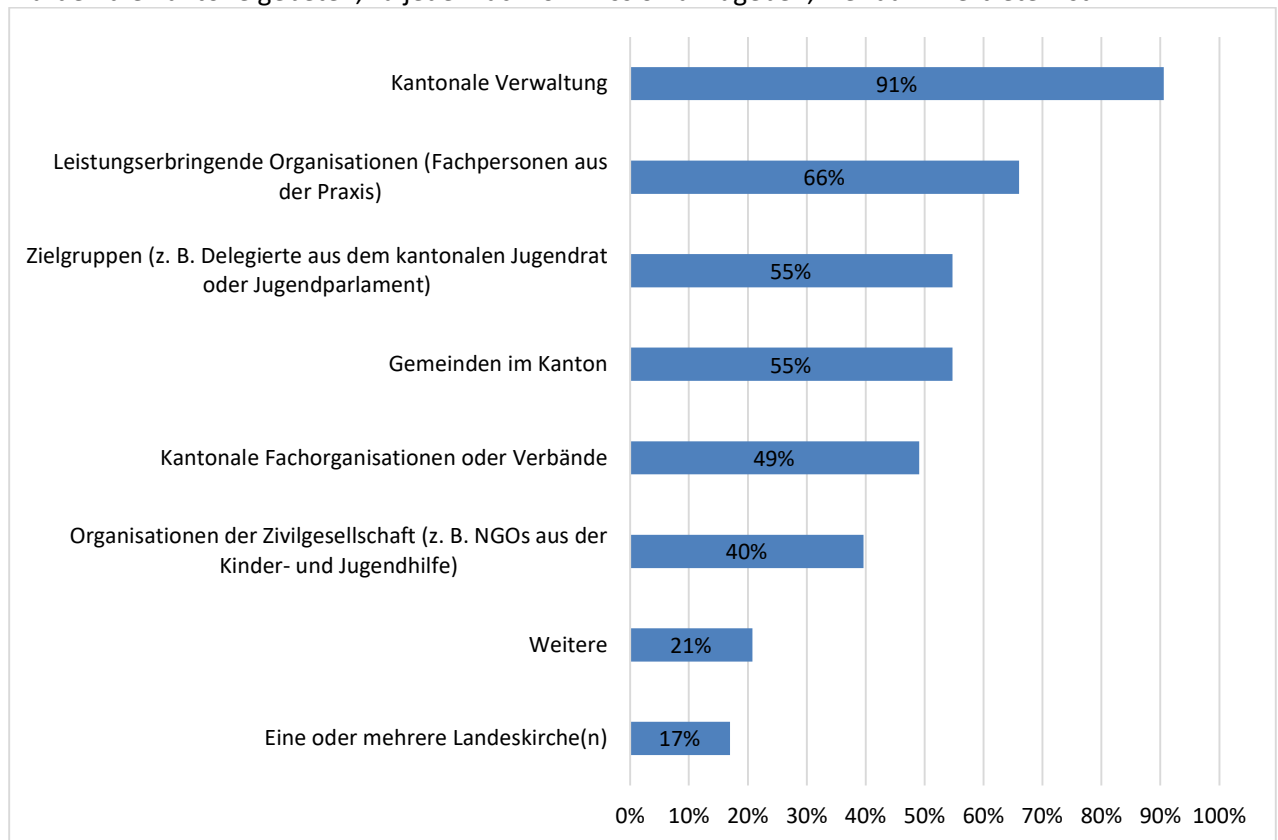


Abbildung 36: Zusammensetzung der kantonalen Fachkommissionen, nach Häufigkeit (n = 53)

Aus der Abbildung 36 geht hervor, dass die kantonale Verwaltung in den kantonalen Fachkommissionen am häufigsten vertreten ist, gefolgt von den leistungserbringenden Organisationen resp. den Fachpersonen aus

der Praxis, die in zwei Dritteln der Fachkommissionen präsent sind. In etwa der Hälfte der kantonalen Fachkommissionen sind Gemeinden aus dem jeweiligen Kanton, Vertretende der Zielgruppen und/oder Fachorganisationen, Verbände und Organisationen der Zivilgesellschaft vertreten. Weitere Gruppen¹⁵⁷ und Landeskirchen sind vergleichsweise selten in kantonalen Fachkommissionen vertreten.¹⁵⁸

Aufgabenbereiche

Die kantonalen Fachkommissionen nehmen folgende Aufgaben in unterschiedlicher Häufigkeit wahr:

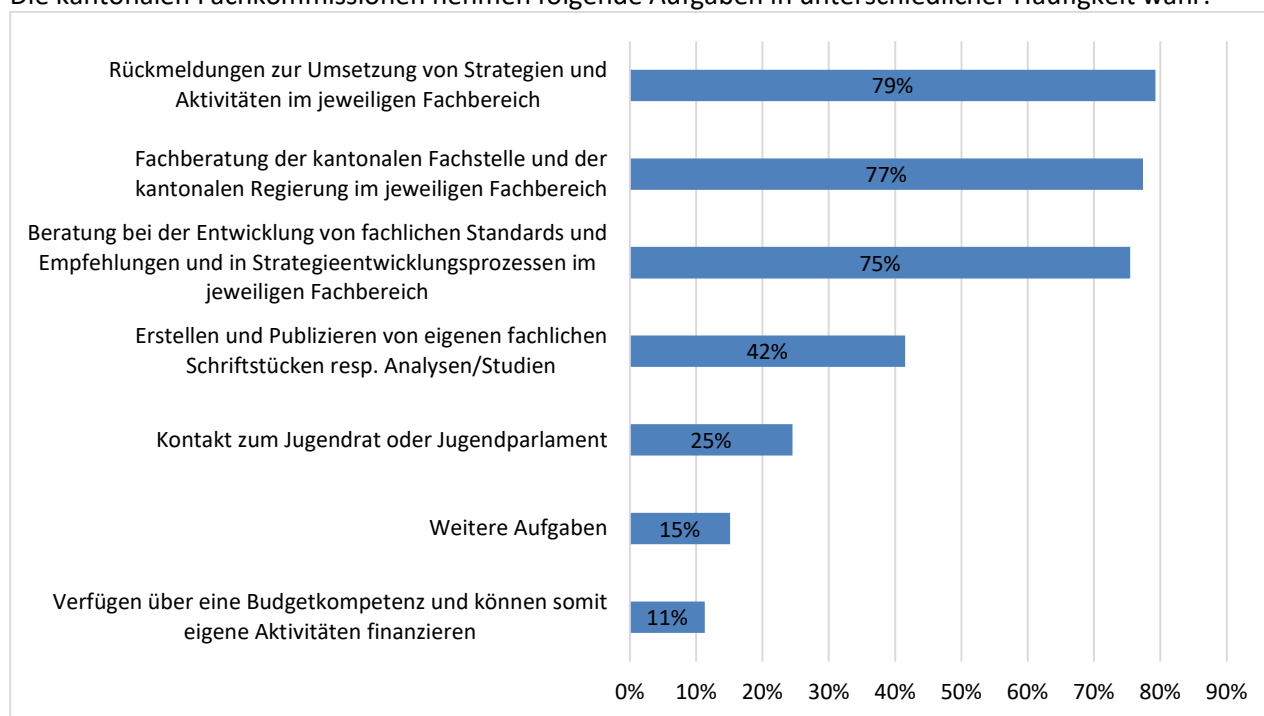


Abbildung 37: Aufgaben der kantonalen Fachkommissionen nach Häufigkeit (n = 53)

Über drei Viertel der kantonalen Fachkommissionen geben für den jeweiligen Fachbereich Rückmeldungen zur Umsetzung von Strategien und Aktivitäten, bieten Fachberatung der kantonalen Fachstelle und der kantonalen Regierung oder beraten bei der Entwicklung von fachlichen Standards und Empfehlungen und in Strategieentwicklungsprozessen. Eigene fachliche Schriftstücke resp. Analysen oder Studien erstellen 42 % der Fachkommissionen. Ein Viertel der Fachkommissionen pflegt Kontakt zum Jugendrat oder zum Jugendparlament. Eine geringe Anzahl der Fachkommissionen nimmt weitere Aufgaben¹⁵⁹ wahr, und nur wenige Fachkommissionen verfügen über die Budgetkompetenz zur Finanzierung eigener Aktivitäten.¹⁶⁰

Praxisbeispiele, die von den Kantonen als Good-Practice zum Thema «Fachkommissionen» vorgeschlagen wurden, sind im Anhang I.j dargestellt.

¹⁵⁷ Genannt wurden hier: Expert:innen – Fachpersonen; junge Vertreter:innen aus verschiedenen Bereichen; Mütter- und Väterberatung; schulpsychologischer Dienst; Schulsozialarbeit; Justizbehörde; Verband Schulgemeinden; Fachinstitute; Ärzte-Gesellschaft; Verwaltung des Nachbarkantons; Vertretung der Schulgemeinden; Elternvertretung der Primarschule.

¹⁵⁸ Keine der Kantone gab in Bezug auf die Zusammensetzung der Fachkommission «weiss nicht» an.

¹⁵⁹ Als weitere Aufgaben genannt wurden: Eigene Haushaltskompetenz, die es ermöglicht, Projekte von Jugendlichen zu finanzieren und unterstützen; der Jugendrat kann Anlässe aller Art organisieren und Expert:innen beiziehen; die Fachkommission berät die Regierung in Bezug auf aktuelle Bedürfnisse und Angebote sowie notwendige Verbesserungen im Kinderschutz; fördert die interdisziplinäre Zusammenarbeit der verschiedenen Institutionen; Erstellen von Leitfäden, Grundlagen und Empfehlungen; Vorprüfung von Subventionsanträgen; fallspezifische Beratungen und Besprechungen; Beratung von Einzelfällen; Vorprüfung von Entscheidungen bezüglich Massnahmen der spezialisierten Pädagogik.

¹⁶⁰ Keine der Kantone gab in Bezug auf die Aufgaben der Fachkommission «weiss nicht» als Antwort an.

11.2.2 Entwicklungen

Anzahl und Typen

Um die Entwicklungen in den Kantonen in Bezug auf die Fachkommissionen aufzeigen zu können, gaben die Kantone auf Basis von Dokumenten und Fakten an, wie sich die Situation hinsichtlich der Fachkommissionen vor zehn Jahren (2014) darstellte. Diese Ergebnisse wurden mit den Antworten für das Jahr 2024 verglichen.

In etwas mehr als der Hälfte der Kantone (n = 14) gab es keine Veränderungen. In fünf Kantonen¹⁶¹ erfolgte während dieses Zeitraums ein Ausbau bzw. eine Ausdifferenzierung bei den Fachkommissionen, in fünf weiteren Kantonen¹⁶² kam es zu einem Abbau bzw. einer Redimensionierung.

Einschätzungen verschiedener Aspekte

Die Kantone wurden gebeten, die Entwicklung resp. Veränderung bei den Fachkommissionen seit 2014 folgender Aspekte einzuschätzen:

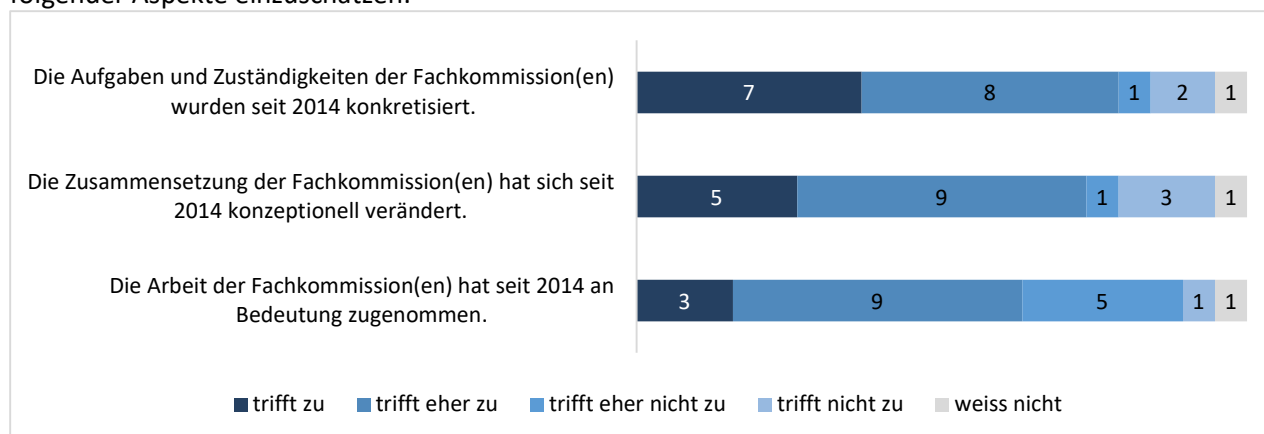


Abbildung 38: Einschätzung der Entwicklungen der Aufgaben und Zuständigkeiten, Zusammensetzung und Bedeutungszuwachs der kantonalen Fachkommissionen seit 2014 (n = 19)

Knapp zwei Drittel der Kantone mit Fachkommissionen (63 %) kommen zur Einschätzung, dass die Arbeit der Fachkommission(en) seit 2014 an Bedeutung zugenommen hat. Bei ca. drei Vierteln der Kantone hat sich die Zusammensetzung der Fachkommission(en) seit dem Jahr 2014 konzeptionell verändert (74 %) und/oder wurden die Aufgaben und Zuständigkeiten der Fachkommission(en) konkretisiert (79 %).

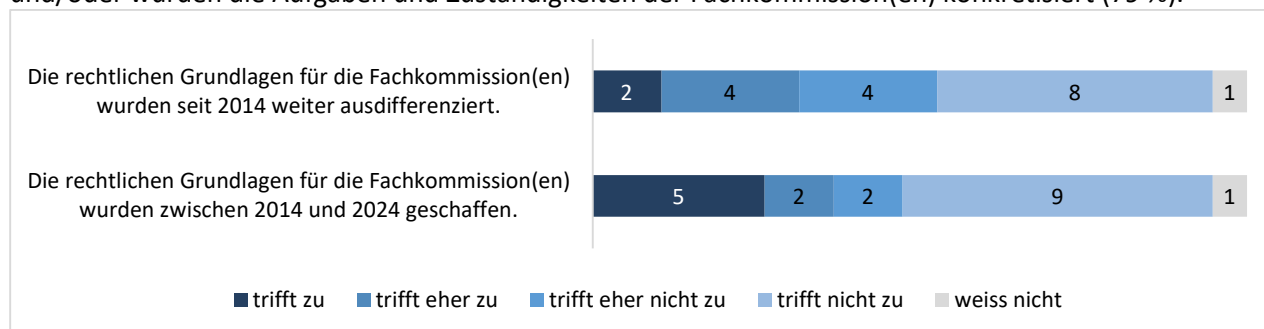


Abbildung 39: Einschätzung der Entwicklung der rechtlichen Grundlagen der Fachkommissionen seit 2014 (n = 19)

¹⁶¹ Ausbau bzw. Ausdifferenzierung: AG: Der Kanton hat sich von einer einzelnen Fachkommission hin zu mehreren Fachkommissionen auf Kantonsebene entwickelt. BL: Im Jahr 2024 existiert eine überregionale Fachkommission, die mehrere Kantone umfasst. Eine solche Kommission existierte im Jahr 2014 noch nicht; SG: Der Kanton hatte im Jahr 2014 keine kontinuierlichen Fachkommissionen im Kanton, sondern Ad-hoc-Arbeitsgruppen mit vergleichbaren Aufgaben. Im Jahr 2024 gibt es jedoch mehrere neue kantonale Fachkommissionen, beispielsweise eine für Schutz und eine für Förderung; SH und TG: Beide Kantone hatten im Jahr 2014 jeweils eine Fachkommission auf Kantonsebene. Bis zum Jahr 2024 entwickelten sich diese Strukturen weiter zu mehreren kantonalen Fachkommissionen.

¹⁶² Abbau bezüglich Redimensionierung: AR und BE: Die Kantone hatten im Jahr 2014 jeweils eine Fachkommission auf Kantonsebene, im Jahr 2024 jedoch keine mehr; GL und JU: Die Kantone hatten im Jahr 2014 mehrere kantonale Fachkommissionen, im Jahr 2024 jedoch nur noch eine; OW: Der Kanton hatte im Jahr 2014 mehrere kantonale Fachkommissionen, im Jahr 2024 jedoch keine mehr.

Bei je ca. einem Drittel der Kantone mit Fachkommissionen wurden die rechtlichen Grundlagen für die Fachkommissionen seit dem Jahr 2014 (eher) ausdifferenziert (37 %) und/oder neu geschaffen (32 %).

Einschätzung der künftigen Bedeutung der Arbeit der Fachkommissionen

Die Kantone schätzten die Wahrscheinlichkeit ein, dass in ihrem Kanton die Arbeit der Fachkommission(en) während der nächsten fünf Jahren an Bedeutung zunehmen wird.

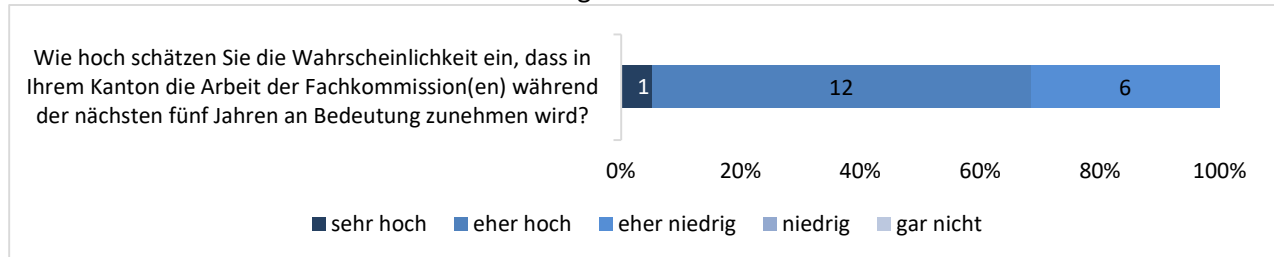


Abbildung 40: Einschätzung der zukünftigen Bedeutung der Arbeit der Fachkommission in den nächsten fünf Jahren ab 2024, nach Anzahl und Prozent (n = 19)

Ca. zwei Drittel (68 %) stimmen dieser Aussage zu und ca. ein Drittel (32 %) schätzt die Wahrscheinlichkeit eher niedrig ein und kein Kanton betrachtet den Bedeutungszuwachs als ganz unwahrscheinlich.

11.2.3 Kommentierung

Die Befunde zeigen, dass in knapp drei Viertel aller Kantone (n = 19) kantonale Fachkommissionen bestehen, wobei die Anzahl der Kommissionen variiert.

Da die Fachkommissionen mit Blick auf ihre Aufgaben (vgl. Abbildung 37) eine wichtige Funktion für die kantonale Kinder- und Jugendpolitik übernehmen und laut Einschätzung der Kantone die Bedeutung der Fachkommissionen (eher) weiter zunehmen wird, ist es aus fachlicher Perspektive sinnvoll, Fachkommissionen in den Kantonen zu fördern. Insbesondere in Kantonen ohne Fachkommissionen sollten Möglichkeiten zur Einrichtung solcher Gremien geprüft werden, um den aktuellen und zukünftigen Herausforderungen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik gerecht zu werden.

Positiv zu bewerten ist, dass in den Kantonen mit kantonalen Fachkommissionen die Mehrheit über Aufgabenbeschreibungen verfügt. Der geringe Anteil der Fachkommissionen mit einem gesetzlichen Auftrag ist aus fachlicher Sicht zu bedauern. Denn eine rechtliche Grundlage stärkt die Position und Legitimität von Fachkommissionen und fördert damit ihre Wirkung. Folglich empfiehlt es sich, in den betroffenen Kantonen auf diese rechtliche Verankerung hinzuwirken.

Die Einschätzungen der Kantone zur Entwicklung der rechtlichen Grundlagen während der letzten zehn Jahren, lassen darauf schliessen, dass in einigen Kantonen diesbezüglich bereits solche Verankerungsprozesse erfolgt sind, was zu begrüßen ist.

12 Kinder- und Jugendpartizipation

Da die Förderung der Kinder- und Jugendpartizipation eine zentrale Aufgabe und Zielsetzung der kantonalen Kinder- und Jugendpolitik darstellt (vgl. dazu Kapitel 0), wurde dieses Thema in der Befragung integriert.

12.1 Aktuelle Situation

Formate und Instrumente

Kinder- und Jugendpartizipation auf kantonaler Ebene kann mittels unterschiedlicher Formate und Instrumente geschehen. Die nachfolgende Tabelle 16 gibt eine Übersicht über die abgefragten Formate und Instrumente der Kinder- und Jugendpartizipation auf kantonaler Ebene.¹⁶³

¹⁶³ Die nachfolgenden Beschreibungen beziehen sich auf die Kinder- und Jugendpartizipation auf kantonaler Ebene. Die Kinder- und Jugendpartizipation auf kommunaler Ebene, welche zweifellos von zentraler Bedeutung ist (vgl. dazu auch Kapitel 0), war jedoch nicht Gegenstand dieser Befragung.

Tabelle 16: Formate und Instrumente der Kinder- und Jugendpartizipation auf kantonaler Ebene im Jahr 2024 (n = 26)

Kanton	Jugendrat	Jugendparlament	Jugend-session	Jugendforen	Spezifische Instrumente*	Projektbezogene Formate**	Förderung niederschwelliger Beteiligungsformate	Förderung der Beteiligung auf kommunaler Ebene	Stimmrechtsalter 16
AG									
AI									
AR									
BE									
BL									
BS									
FR									
GE									
GL									
GR									
JU									
LU									
NE									
NW									
OW									
SG									
SH									
SO									
SZ									
TG									
TI									
UR									
VD									
VS									
ZG									
ZH									
Summe Ja (%)	8 (31 %)	16 (62 %)	13 (50 %)	5 (19 %)	15 (58 %)	13 (50 %)	13 (50 %)	16 (62 %)	1 (4 %)

Legende: Ja = Nein = Weiss nicht oder kann ich nicht beantworten = Keine Angaben =

* z. B. Kinder- und Jugendgerechtigkeits-Check in der kantonalen Verwaltung, Erfassung der Partizipationszufriedenheit der Kinder und Jugendlichen im Kanton, Förderung der Teilnahme an nationaler Jugendparlamentskonferenz JPK

** z. B. Partizipationsmonat, Jugend Mit Wirkung

Einen Jugendrat gibt es in knapp einem Drittel (31 %) der Kantone. In knapp zwei Drittel (62 %) der Kantone besteht ein Jugendparlament. Bei der Hälfte der Kantone existieren Jugendsessionen und/oder eine Förderung von niederschwelligen Beteiligungsformaten¹⁶⁴ und projektbezogene Formate zur Partizipation von Kindern und Jugendlichen. Etwas weniger als zwei Drittel der Kantone fördert Beteiligung auf kommunaler Ebene (62 %)¹⁶⁵ und/oder setzt spezifische Instrumente zur Kinder- und

¹⁶⁴ Die Kantone konkretisieren diese Förderung niederschwelliger Beteiligungsformate, die es in den jeweiligen Kantonen gibt, wie folgt (wortwörtlich wiedergegeben): FR: subvention enfance jeunesse; JU: encouragement à participer à la journée pour la démocratie, encouragement des centres de jeunesse pour la participation à bas seuil, promotion du réflexe jeunes; LU: höhere finanz. Beiträge an partizipativ gestaltete KiJuProjekte; NE: Action 72 heures; OW: Jugend- und Kulturzentrum; SG: Kinder- und Jugendkredit, Best-Practice; SZ: Wissen; TG: auf Gemeindeebene; TI: world-café; UR: Einzelprojekte und Befragungen; Unterstützung Smartvote und Easyvote; VD: appel à projet pour enfants et jeunes relevant de l'asile; VS: rojets des jeunes (soutien de la commission des jeunes).

¹⁶⁵ Die Kantone konkretisieren die Formate der Förderung der Beteiligung auf kommunaler Ebene wie folgt (wortwörtlich wiedergegeben): AR: Strategie und Massnahmenplan, die dies umfassen, ist in Arbeit; FR: subvention enfance jeunesse; GE: parlements communaux de la jeunesse; GR: jugend.gr; JU: journée pour ta commune; LU: Anschubfinanzierung komm. Projekte, Sensibilisierung der Gemeinden; NE: différents projets portés

Jugendpartizipationsförderung (58 %) ein¹⁶⁶. Jugendforen hat knapp ein Fünftel der Kantone (19 %) und das Stimmrecht für 16-Jährige gibt es in einem Kanton (4 %). Vier Kantone verfügen über «weitere Formate und Instrumente» der kantonalen Kinder- und Jugendpartizipation.¹⁶⁷

Grundlagen für Kinder- und Jugendpartizipation

Die Kantone gaben an, ob rechtliche Grundlagen, verbindliche fachliche Qualitätsstandards oder Empfehlungen zur Partizipation von Kindern und Jugendlichen (auf Ebene Mitwirkung und/oder Mitbestimmung) in ihrem Kanton bestehen. Dabei wurde zwischen den folgenden drei Bereichen unterschieden: Partizipation von Kindern und Jugendlichen in der Kinder- und Jugendhilfe, bei themenbezogenen Programmen/Projekten und in Vereinen und Verbänden.

Partizipation von Kindern und Jugendlichen in der Kinder- und Jugendhilfe

In der Kinder- und Jugendhilfe können Kinder und Jugendliche auf individueller Ebene erstens bei konkreten, sie betreffende Entscheidungen einbezogen werden, also bei der Festlegung der Bedarfe, Probleme und Antworten. Zweitens ist Partizipation auf Ebene der Ausgestaltung der Leistungserbringung der Kinder- und Jugendhilfe möglich. Drittens kann die politische Partizipation von Kindern und Jugendlichen unterstützt werden, die die Leistungen der Kinder- und Jugendhilfe in Anspruch nehmen. Die nachfolgende Tabelle 17 gibt einen Überblick über rechtliche Grundlagen, verbindliche fachliche Qualitätsstandards und Empfehlungen zur Mitwirkung und/oder Mitbestimmung von Kindern und Jugendlichen in der Kinder- und Jugendhilfe auf den drei Ebenen:

par les centres d'animation; NW: Jugendsession; SG: Kinder- und Jugendkredit, Best-Practice; SZ: Wissen; SO: engage.ch, Kinderfreundliche Gemeinde; TG: Übersichtspapier; TI: forum communales, engage.ch, comune amico dei bambini UNICEF, programma citoyeneté; UR: Förderung von Kinderkonferenzen; VD: forum, conseils de jeunes, sondages de besoins; VS: projets innovants – soutien; ZH: Programm Kinderfreundliche Gemeinde.

¹⁶⁶ Die Kantone konkretisieren diese spezifischen Instrumente der Kinder- und Jugendpartizipation, die es in den jeweiligen Kantonen gibt, wie folgt (wortwörtlich wiedergegeben): BL: finanzielle Förderung der Teilnehmenden am JPK; FR: questionnaire sur l'application des droits des enfants et des jeunes dans l'administration cantonale, enquête de satisfaction auprès des enfants et des jeunes concernant la participation dans le canton; GR: Bildungstag zur Partizipation von Kindern und Jugendlichen / Tag der Demokratie; LU: Finanzbeiträge für Teilnahme JPK; NE: CPJ; SG: Beitrag an Eidgenössische Jugendsession sowie JPK u. a.; TI: auditions de mineurs pour le programme des droits des enfants et pour la modification de la loi pour la jeunesse; UR: Förderung Teilnahme nationale Konferenz; Polittour in kantonalen Schulen; VD: guides pratiques pour les jeunes et les communes; VS: questionnaire institutions de placement (enfants) + projet participation constituante; ZH: Kindergerechtigkeits-Check AJB.

¹⁶⁷ Diese «anderen Formate/Instrumente» sind: AR: Mitwirkungstag 2024 einmalig, zur Erstellung eines Massnahmenplans im Rahmen der Strategie Kinder- und Jugendpolitik; AI: Beteiligung am Jugendparlament SG AI AR, Jugendkommission auf kantonaler Ebene; FR: J'ai voté; OW: Powerwoche (12–16-Jährige bestimmen Freizeitangebot während Frühlingsferien mit; in Zusammenarbeit mit kommunaler Jugendarbeit).

Tabelle 17: Grundlagen in den Kantonen für die Partizipation von Kindern und Jugendlichen in der Kinder- und Jugendhilfe auf drei Ebenen im Jahr 2024 (n = 26)

Kanton	Partizipation der Kinder und Jugendlichen bei Entscheidungen über Bedarfe, Probleme und Antworten*			Einbezug der Kinder und Jugendlichen bei Entscheidungen über die Ausgestaltung der Leistungserbringung			Unterstützung der politischen Partizipation von Kindern und Jugendlichen, die Leistungen der Kinder- und Jugendhilfe in Anspruch nehmen		
	rechtliche Grundlagen	verbindliche fachliche Qualitätsstandards	Empfehlungen	rechtliche Grundlagen	verbindliche fachliche Qualitätsstandards	Empfehlungen	rechtliche Grundlagen	verbindliche fachliche Qualitätsstandards	Empfehlungen
AG									
AI									
AR									
BE									
BL									
BS									
FR									
GE									
GL									
GR									
JU									
LU									
NE									
NW									
OW									
SG									
SH									
SO									
SZ									
TG									
TI									
UR									
VD									
VS									
ZG									
ZH									
Summe Ja (%)	10 (38 %)	8 (31 %)	18 (69 %)	9 (35 %)	6 (23 %)	9 (35 %)	4 (15 %)	4 (15 %)	8 (31 %)

Legende: Ja = Nein = Weiss nicht oder kann ich nicht beantworten =
 * im Rahmen einer Diagnose, Indikation und/oder Fallsteuerung

In den Kantonen sind rechtliche Grundlagen und verbindliche fachliche Qualitätsstandards für die Partizipation von Kindern und Jugendlichen in der Kinder- und Jugendhilfe wie folgt verbreitet: Über ein Drittel der Kantone (38 %) haben rechtliche Grundlagen und ein knappes Drittel (31 %) verbindliche fachliche Qualitätsstandards für die Partizipation von Kindern und Jugendlichen bei Entscheidungen über Bedarfe, Probleme und Antworten, sei dies im Rahmen einer Diagnose, Indikation und/oder Fallsteuerung. Etwas mehr als zwei Drittel (69 %) der Kantone hat in diesem Bereich Empfehlungen. Je ein gutes Drittel der Kantone (35 %) hat rechtliche Grundlagen und/oder Empfehlungen und knapp ein Viertel der Kantone (23 %) hat verbindliche fachliche Qualitätsstandards für den Einbezug von Kindern und Jugendlichen bei der Ausgestaltung der Leistungserbringung in der Kinder- und Jugendhilfe. Für die Unterstützung der politischen Partizipation von Kindern und Jugendlichen, die Leistungen der Kinder und Jugendhilfe in

Anspruch nehmen, existieren in 15 % der Kantone rechtliche Grundlagen oder verbindliche fachliche Qualitätsstandards. Bei etwa einem Drittel der Kantone bestehen Empfehlungen für die Unterstützung der politischen Partizipation der Kinder und Jugendlichen (31 %).

Partizipation von Kindern und Jugendlichen in themenbezogenen Programmen und Projekten

Kinder und Jugendliche können sowohl bei der Entwicklung als auch bei der Umsetzung und Evaluation von themenbezogenen Programmen und Projekten mitwirken und mitbestimmen. Die folgende Tabelle 18 zeigt, in wie vielen Kantonen es rechtliche Grundlagen, verbindliche fachliche Qualitätsstandards und/oder Empfehlungen für die Partizipation von Kindern und Jugendlichen bei themenbezogenen Programmen und Projekten gibt:

Tabelle 18: Grundlagen in den Kantonen zur Partizipation von Kindern und Jugendlichen (auf Ebene Mitwirkung und/oder Mitbestimmung) bei der Entwicklung, Umsetzung und Evaluation von themenbezogenen Programmen und Projekten im Jahr 2024 (n = 26)

Kanton	Partizipation der Kinder und Jugendlichen bei themenbezogenen Programmen und Projekten ...					
	... bei deren Entwicklung			... bei deren Umsetzung und Evaluation		
	rechtliche Grundlagen	verbindliche fachliche Qualitätsstandards	Empfehlungen	rechtliche Grundlagen	verbindliche fachliche Qualitätsstandards	Empfehlungen
AG						
AI						
AR						
BE						
BL						
BS						
FR						
GE						
GL						
GR						
JU						
LU						
NE						
NW						
OW						
SG						
SH						
SO						
SZ						
TG						
TI						
UR						
VD						
VS						
ZG						
ZH						
Summe Ja (%)	10 (38 %)	5 (19 %)	13 (50 %)	6 (23 %)	2 (8 %)	10 (38 %)

Legende: Ja = Nein = Weiss nicht oder kann ich nicht beantworten = Keine Angaben =

In der Hälfte (50 %) der Kantone bestehen Empfehlungen für die Partizipation von Kindern und Jugendlichen bei der Entwicklung von themenbezogenen Programmen und Projekten und in etwas mehr als einem Drittel (38 %) für deren Umsetzung und Evaluation. Rechtliche Grundlagen zur Partizipation bei der Umsetzung und Evaluation gibt es in einem knappen Viertel der Kantone (23 %) und bei einem guten Drittel (38 %) bei der Entwicklung. Am wenigsten verbreitet sind in diesem Bereich mit 18 % bis 19 % verbindliche fachliche Qualitätsstandards.

Partizipation von Kindern und Jugendlichen in Freizeitvereinen und Verbänden

Die Partizipation von Kindern und Jugendlichen in Freizeitvereinen und Verbänden wie beispielsweise bei lokalen Sportvereinen oder Kinder- und Jugendverbänden (Pfadi, Blauring etc.) kann auf kantonaler Ebene bewusst gefördert werden. Die folgende Abbildung 41 zeigt, wie die Kantone ihre Fördertätigkeiten in Bezug auf die Partizipation von Kindern und Jugendlichen in Freizeitvereinen und Verbänden einschätzen:

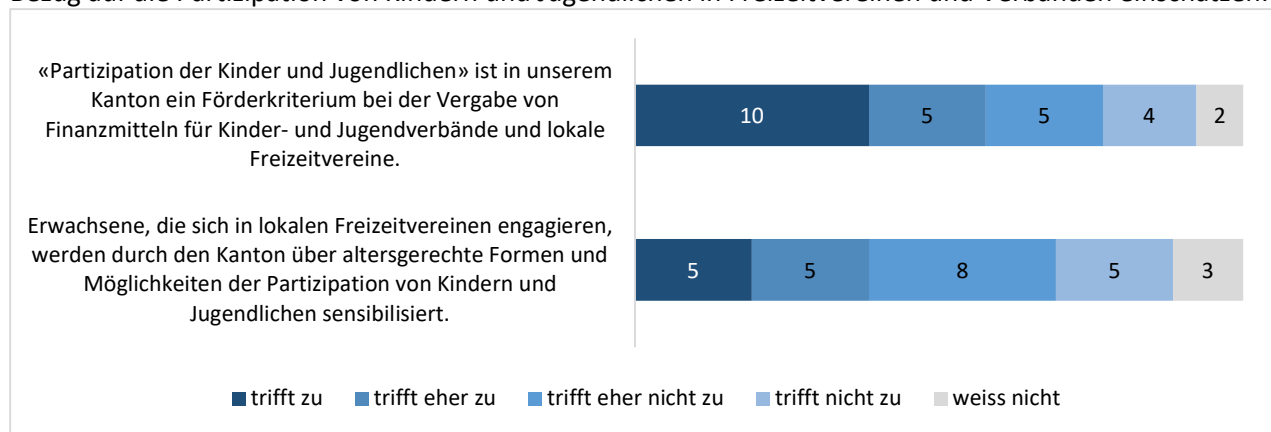


Abbildung 41: Einschätzung der Förderung der Partizipation von Kindern und Jugendlichen in Freizeitvereinen und Verbänden (n = 26)

In etwas mehr als der Hälfte der Kantone (58 %) ist *Partizipation der Kinder und Jugendlichen* laut Einschätzung der Kantone zumindest eher ein Kriterium bei der Finanzmittelvergabe an Kinder- und Jugendverbände und lokale Freizeitvereine. Erwachsene, die sich in lokalen Freizeitvereinen engagieren, werden in etwas mehr als einem Drittel (38 %) der Kantone durch den Kanton über altersgerechte Formen und Möglichkeiten der Partizipation von Kindern und Jugendlichen sensibilisiert. In neun Kantonen (35 %) wird die Partizipation von Kindern und Jugendlichen in Freizeitvereinen und Verbänden (auch) anderweitig gefördert.¹⁶⁸

Praxisbeispiele, die von den Kantonen als Good-Practice zum Thema «Kinder- und Jugendpartizipation» vorgeschlagen wurden, sind im Anhang I.k dargestellt.

12.2 Entwicklungen

Die Kantone gaben auf Basis von Dokumenten und Fakten an, welche Formate und Instrumente der Kinder- und Jugendpartizipation auf kantonaler Ebene im Jahr 2014 existieren. Diese Ergebnisse wurden mit den Antworten für das Jahr 2024 verglichen.

In zwei Kantonen¹⁶⁹ gibt es neu seit 2014 ein Jugendrat, in einem Kanton (UR) gab es diesen im Jahr 2014 und im Jahr 2024 nicht mehr. Ein Jugendparlament wurde seit 2014 in drei Kantonen¹⁷⁰ eingeführt und in

¹⁶⁸ Die Kantone haben diese anderweitigen Förderungen wie folgt konkretisiert (wörtliche Antworten): AR: Anstossfinanzierung und Projektförderung durch Fördertopf der Abteilung Chancengleichheit; BE: OKJA; JU: boîte à outil sur plateforme internet d'information; NE: via les contrats de prestations; OW: Zusammenarbeitsvereinbarungen und Unterstützungsleistungen mit/für Jugendverbände; SO: direkte Projektförderung; TI: plateforme enfance et jeunesse, newsletter, conseil; VD: conseil et soutien méthodologique; VS: recommandation du rapport de l'observatoire cantonal de la jeunesse.

¹⁶⁹ GE, GR.

¹⁷⁰ BE, TG, ZH.

zwei Kantone¹⁷¹ während derselben Zeitspanne abgeschafft. In vier Kantonen¹⁷² wurde seit dem Jahr 2014 eine Jugendsession durchgeführt, in zwei Kantonen¹⁷³ gibt es diese im Jahr 2024 hingegen nicht mehr. In acht Kantonen¹⁷⁴ kommen seit 2014 neu spezifische Instrumente zur Kinder- und Jugendpartizipationsförderung zum Einsatz. Projektbezogene Formate der Kinder- und Jugendpartizipation, wie z. B. *Partizipationsmonat* oder *Jugend Mit Wirkung*, wurden seit dem Jahr 2014 in sieben Kantonen¹⁷⁵ neu umgesetzt, in einem Kanton (FR) wurden solche Partizipationsformate im Jahr 2024 nicht mehr umgesetzt. Niederschwellige Beteiligungsformate werden seit 2014 neu in vier Kantonen¹⁷⁶ gefördert, ein Kanton (GE) unterstützt diese im Jahr 2024 nicht mehr. Die Beteiligung auf kommunaler Ebene wird seit 2014 neu in fünf Kantonen¹⁷⁷ gefördert. Ein Jugendforum wurde in einem Kanton (VD) seit dem Jahr 2014 neu installiert. Keine Veränderungen gab es seit dem Jahr 2014 beim Stimmrechtsalter 16.

Einschätzung bisheriger Veränderungen

Die Kantone wurde gebeten, einzuschätzen, inwiefern sich die Förderaktivitäten im Kanton im Bereich der Kinder- und Jugendpartizipation seit 2014 verändert haben:

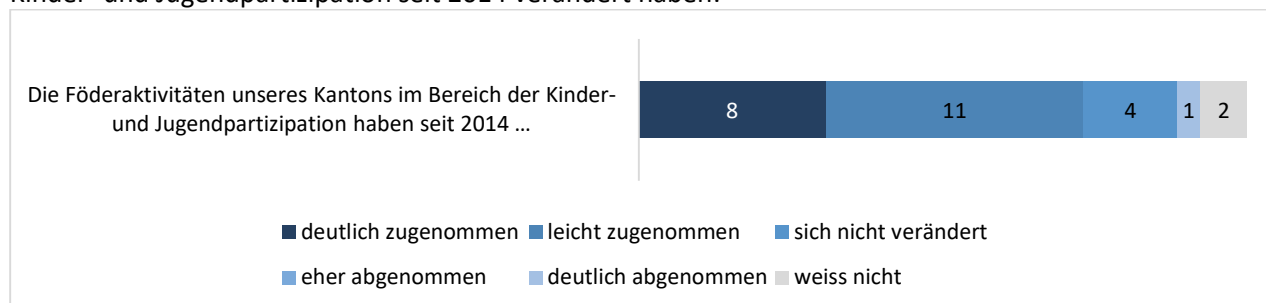


Abbildung 42: Einschätzung der Veränderungen der Förderaktivitäten im Bereich der Kinder- und Jugendpartizipation im Kanton seit 2014 (n = 26)

42 % der Kantone sehen seit 2014 eine leichte und etwas weniger als ein Drittel (31 %) eine deutliche Zunahme dieser Förderaktivitäten, 15 % der Kantone sehen hierbei keine Veränderung in diesem Zeitraum. In einem Kanton (4 %) wird seit 2014 eine deutliche Abnahme ebendieser wahrgenommen.

Einschätzung künftiger Veränderungen

Die Kantone wurden gebeten, die Veränderungen bei den Förderaktivitäten im Bereich der Kinder- und Jugendpartizipation im Kanton während der nächsten fünf Jahre ab dem Zeitpunkt der Befragung einzuschätzen.

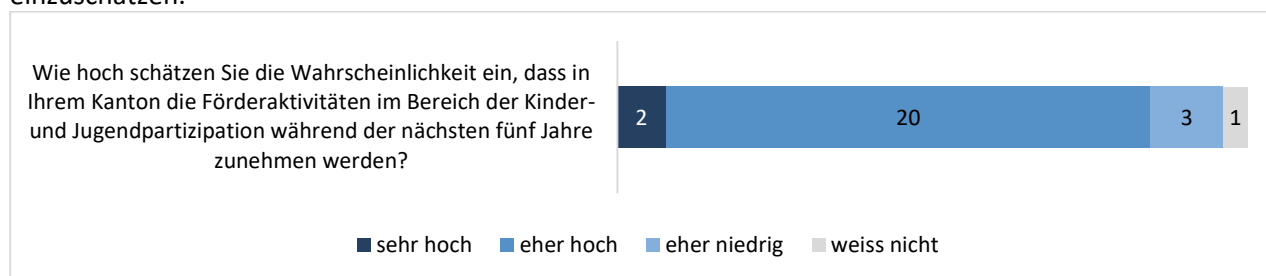


Abbildung 43: Einschätzung der Entwicklung der Förderaktivitäten im Bereich der Kinder- und Jugendpartizipation im Kanton in den nächsten fünf Jahren (n = 26)

¹⁷¹ JU, SZ.

¹⁷² BE, FR, GR, VD.

¹⁷³ GE, SZ.

¹⁷⁴ FR, GR, LU, TG, TI, UR, VS, ZH.

¹⁷⁵ GR, JU, LU, NE, SH, TI, ZH.

¹⁷⁶ NE, TG, UR, VD.

¹⁷⁷ GE, SO, TG, TI, ZH.

Etwas mehr als drei Viertel (77 %) der Kantone halten es für wahrscheinlich, dass diese Förderaktivitäten in den nächsten fünf Jahren eher zunehmen werden, 8 % halten dies für sehr wahrscheinlich. 12 % der Kantone schätzen eine solche Zunahme als eher gering ein.

12.3 Kommentierung

Zusammenfassend lässt sich folgern, dass die Mehrheit der Kantone in der Schweiz bereits einige Formate und Instrumente zur Förderung der Kinder- und Jugendpartizipation etabliert hat, wobei ein Jugendparlament in zwei Dritteln der Kantone vorhanden ist und ebenso viele Kantone die Beteiligung auf kommunaler Ebene fördern. Dennoch gibt es auch deutliche Unterschiede in der Ausprägung und Vielfalt der Partizipationsformate in den verschiedenen Kantonen. Während in einigen Kantonen umfassende Beteiligungsstrukturen und Formate bestehen, sind in anderen Kantonen diese zum Zeitpunkt der Befragung (2024) nicht oder kaum existent.

Seit 2014 ist in einigen Kantonen eine Zunahme bei den Formaten und Instrumenten zur Förderung der Kinder- und Jugendpartizipation zu verzeichnen und nach Einschätzung der Mehrheit Kantone haben die Förderaktivitäten im Bereich Kinder- und Jugendpartizipation seither zugenommen. Diese Ergebnisse deuten darauf hin, dass seit mehreren Jahren ein Auf- resp. Ausbau an Partizipationsförderaktivitäten in der Mehrheit der Kantone im Gange ist. Die Befunde zur aktuellen Situation (2024) verdeutlichen jedoch auch, dass in vielen Kantonen noch Raum für eine weitere Ausdifferenzierung und Intensivierung der Beteiligungsmöglichkeiten für Kinder und Jugendliche bestehen. Dass dieser Handlungsbedarf auch von den Kantonen gesehen wird, zeigen die Einschätzungen zur künftigen Entwicklung, die eine Zunahme der Förderaktivitäten im eigenen Kanton im Bereich der Kinder- und Jugendpartizipation in den nächsten fünf Jahren ab dem Zeitpunkt der Befragung (Jahr 2024) attestieren.

Die Ergebnisse zu den Grundlagen (rechtliche Grundlagen, verbindliche fachliche Qualitätsstandards und/oder Empfehlungen) für Kinder- und Jugendpartizipation in der Kinder- und Jugendhilfe zeigen, dass Empfehlungen zur Unterstützung der Partizipation von Kindern und Jugendlichen in der Kinder- und Jugendhilfe am weitesten verbreitet sind und rechtliche Grundlagen oder verbindliche fachliche Qualitätsstandards für diese Partizipation weniger häufig bestehen. Dasselbe Bild zeigt sich auch bei den Grundlagen bezüglich der Partizipation von Kindern und Jugendlichen bei themenbezogenen Programmen und Projekten. Vor dem Hintergrund der fachlichen Prämisse (vgl. dazu Kapitel 0) besteht folglich in vielen Kantonen ein Entwicklungsbedarf hinsichtlich einer verbindlicheren Verankerung (und Einforderung) insbesondere der Partizipation von Kindern und Jugendlichen im Kontext der Kinder- und Jugendhilfe als auch bei themenbezogenen Programmen und Projekten. Darüber hinaus deuten die Ergebnisse darauf hin, dass die Förderung der Partizipation von Kindern und Jugendlichen in Freizeitvereinen und Verbänden in vielen Kantonen noch intensiviert werden könnte.

13 Hilfeplanung und Fallführung

Die Kantone und Gemeinden tragen die Verantwortung, bedarfsgerechte Angebote und Leistungen bereitzustellen. Dazu gehört, individuell passende Leistungen zu identifizieren, zu vermitteln und zu koordinieren. Für die Gewährleistung fallspezifisch passender Leistung sind die entsprechenden Rahmenbedingungen und Ressourcen bereitzustellen. Hilfeplanung und Fallführung antworten auf diese Aufgabenstellung. Aufgaben der Hilfeplanung und Fallführung sind insbesondere die Identifikation des individuellen Unterstützungsbedarfs, das Planen passender Massnahmen/Leistungen und die Koordination und regelmässige Überprüfung der Hilfen. Hilfeplanung und Fallführung können sowohl bei angeordneten als auch bei einvernehmlichen Leistungen erforderlich sein (vgl. dazu Kapitel 0).

Da Hilfeplanung und Fallführung demnach wichtigen Aufgaben darstellen, wurde dieses Thema in der Befragung integriert.

13.1 Aktuelle Situation

Hinsichtlich der Hilfeplanung und der Fallführung wurden die Kantone gefragt, ob rechtliche Grundlagen, verbindliche fachliche Qualitätsstandards und/oder Empfehlungen im Bereich der Hilfeplanung und Fallführung für angeordnete und für einvernehmliche Leistungen bestehen.

Die nachfolgende Tabelle 19 gibt einen Überblick über die vorhandenen Grundlagen im Bereich der Hilfeplanung und Fallführung, differenziert nach angeordneten und einvernehmlichen Leistungen.

Tabelle 19: Grundlagen im Bereich Hilfeplanung und Fallführung bei angeordneten und einvernehmlichen Leistungen im Jahr 2024 (n = 26)

Kanton	Grundlagen im Bereich Hilfeplanung und Fallführung bei <u>angeordneten</u> Leistungen			Grundlagen im Bereich Hilfeplanung und Fallführung bei <u>einvernehmlichen</u> Leistungen		
	rechtliche Grundlagen	verbindliche fachliche Qualitätsstandards	Empfehlungen	rechtliche Grundlagen	verbindliche fachliche Qualitätsstandards	Empfehlungen
AG						
AI						
AR						
BE						
BL						
BS						
FR						
GE						
GL						
GR						
JU						
LU						
NE						
NW						
OW						
SG						
SH						
SO						
SZ						
TG						
TI						
UR						
VD						
VS						
ZG						
ZH						
Summe Ja (%)	19 (73 %)	6 (23 %)	10 (38 %)	16 (62 %)	6 (23 %)	8 (31 %)

Legende: Ja = Nein = Weiss nicht oder kann ich nicht beantworten = Keine Angaben =

Grundlagen im Bereich der Hilfeplanung und Fallführung bei angeordneten Leistungen

Bei angeordneten Leistungen verfügen knapp drei Viertel der Kantone (73 %) über rechtliche Grundlagen im Bereich der Hilfeplanung und Fallführung. Knapp ein Viertel der Kantone (23 %) verfügt über verbindliche fachliche Qualitätsstandards und ein gutes Drittel der Kantone (38 %) über Empfehlungen. In drei Kantonen

(12 %) gibt es keine dieser Grundlagen und ebenfalls drei Kantone (12 %) verfügen in allen Bereichen über Grundlagen. Weitere drei Kantone (12 %) konnten keine Angaben dazu machen. Ein Kanton hat neben den genannten Grundlagen weitere Grundlagen.¹⁷⁸

Grundlagen im Bereich der Hilfeplanung und Fallführung bei einvernehmlichen Leistungen

Bei einvernehmlichen Leistungen haben knapp zwei Drittel der Kantone (62 %) rechtliche Grundlagen im Bereich der Hilfeplanung und Fallführung, 23 % der Kantone verfügt (auch) über verbindliche fachliche Qualitätsstandards und/oder 31 % über Empfehlungen. In vier Kantonen (15 %) gibt es im Bereich der Hilfeplanung und Fallführung bei einvernehmlichen Leistungen keine dieser Grundlagen und drei Kantone (12 %) konnten dazu keine Auskunft geben. In zwei Kantonen (8 %) sind all diese Grundlagen vorhanden und ein weiterer Kanton hat weitere Grundlagen.¹⁷⁹

Einschätzung der zu Verfügung stehenden finanziellen Mitteln

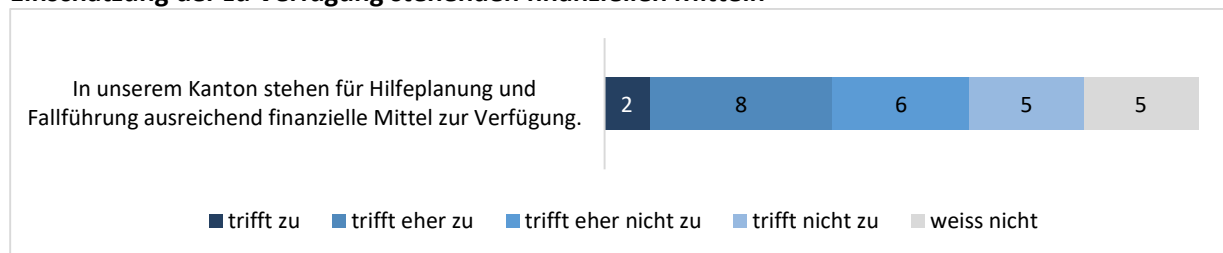


Abbildung 44: Einschätzung der zur Verfügung stehenden finanziellen Mittel für die Hilfeplanung und Fallführung im Jahr 2024 (n = 26)

Die für die Hilfeplanung und Fallführung zur Verfügung stehenden finanziellen Mittel bewerten ähnlich viele Kantone als (eher) ausreichend (38 %) resp. als (eher) nicht als ausreichend (42 %). Fünf Kantone (19 %) konnten dies nicht beurteilen.

Einschätzung zum Ausmass der Regelungen

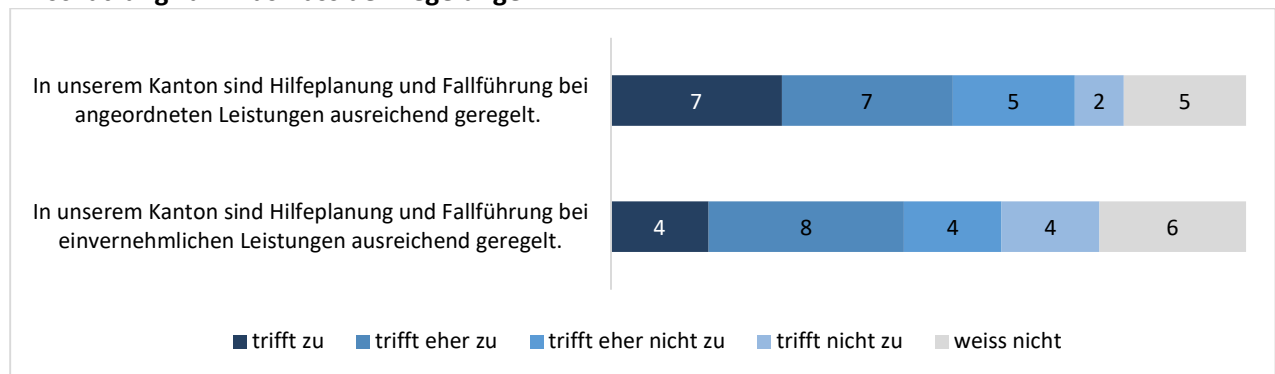


Abbildung 45: Einschätzung der Regelungen im Bereich der Hilfeplanung und Fallführung im Jahr 2024 (n = 26)

In etwas mehr als der Hälfte der Kantone (54 %) wird die Regelung von Hilfeplanung und Fallführung bei angeordneten Leistungen als (eher) ausreichend beurteilt. Demgegenüber stimmt ca. ein Viertel (27 %) der Kantone dieser Aussage (eher) nicht zu, 19 % konnten dazu keine Einschätzung abgeben.

Etwas geringer fällt die Zustimmung bei der Regelung von Hilfeplanung und Fallführung bei einvernehmlichen Leistungen aus: 46 % der Kantone sind der Ansicht, dass die Hilfeplanung und Fallführung bei einvernehmlichen Leistungen (eher) ausreichend geregelt ist und 31 % bewerten die Regelungen für diesen Bereich als (eher) nicht ausreichend. Knapp ein Viertel (23 %) konnte hierzu keine Einschätzung abgeben.

¹⁷⁸ ZH: andere Grundlagen, nämlich zu: Abklärungen, Besuchsrecht etc.

¹⁷⁹ BL: andere Grundlagen, nämlich zu: VO Kinder- und Jugendhilfe (Ausschnitt).

Praxisbeispiele, die von den Kantonen als Good-Practice zum Thema «Hilfeplanung und Fallführung» vorgeschlagen wurden, sind im Anhang I.I dargestellt.

13.2 Entwicklungen

Die Kantone gaben auf Basis von Dokumenten und Fakten an, welche Grundlagen (rechtliche Grundlagen, verbindliche fachliche Qualitätsstandards und/oder Empfehlungen) im Bereich der Hilfeplanung und Fallführung sowohl für angeordnete als auch einvernehmliche Leistungen im Jahr 2014 existierten. Diese Ergebnisse wurden mit den Antworten für das Jahr 2024 verglichen.¹⁸⁰

Veränderungen gab es seit dem Jahr 2014 nur in einzelnen Kantonen. Für *angeordnete* Leistungen wurden in diesem Zeitraum in je zwei Kantonen verbindliche fachliche Qualitätsstandards¹⁸¹ und/oder Empfehlungen¹⁸² entwickelt und im Kanton AR wurden vorhandene rechtliche Grundlagen rückgängig gemacht. Bei den *einvernehmlichen Leistungen* wurden seit 2014 im Bereich der Hilfeplanung und Fallführung in einem Kanton Empfehlungen (JU) und in zwei Kantonen¹⁸³ verbindliche fachliche Qualitätsstandards geschaffen.

Einschätzung bisheriger Veränderungen

Die Kantone wurden gebeten, die Veränderungen der Regelungsdichte bezüglich der Hilfeplanung und Fallführung seit 2014 einzuschätzen:

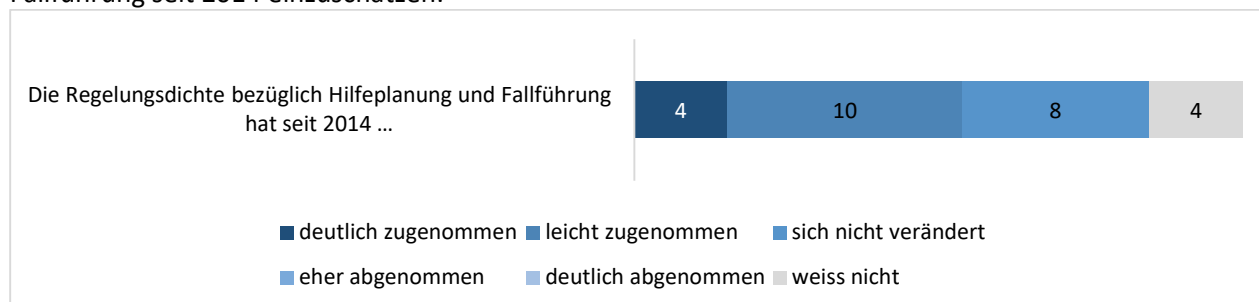


Abbildung 46: Einschätzung der Veränderungen der Regelungsdichte bezüglich der Hilfeplanung und Fallführung seit 2014 (n = 26)

Ca. die Hälfte der Kantone (54 %) sieht bei der Regelungsdichte seit 2014 eine Zunahme, etwa ein Drittel (31 %) nimmt keine Veränderung wahr.

Einschätzung künftiger Veränderungen

Die Kantone schätzen die Veränderungen bei der Regelungsdichte bezüglich der Hilfeplanung und Fallführung während der nächsten fünf Jahre ab dem Zeitpunkt der Befragung ein:

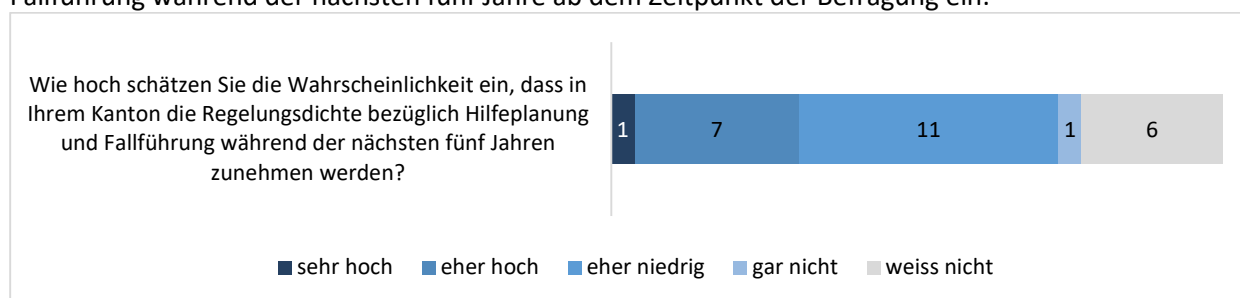


Abbildung 47: Einschätzung der Veränderungen der Regelungsdichte im Bereich der Hilfeplanung und Fallführung in den nächsten fünf Jahren ab 2024 (n = 26)

¹⁸⁰ Der Vergleich zeigt, dass bei dieser Frage in vergleichsweise vielen Kantonen ein Mangel an Informationen zur Situation im Jahr 2014 (als auch im Jahr 2024) besteht und die Antwortkategorie «weiss nicht oder kann ich nicht beantworten» häufig angegeben wurde.

¹⁸¹ LU, VS.

¹⁸² BE, JU.

¹⁸³ BL, LU, VS.

42 % der Kantone schätzen die Wahrscheinlichkeit als (eher) gering ein, dass die Regelungsdichte bezüglich der Hilfeplanung und Fallführung in den nächsten fünf Jahren zunehmen wird, ein gutes Drittel der Kantone (31 %) schätzt diese als (eher) hoch ein. Ein Kanton (4 %) schätzt eine Zunahme der Regelungsdichte als gar nicht wahrscheinlich ein. Ein knappes Viertel der Kantone (23 %) konnte keine Einschätzung zu dieser Frage vornehmen.

13.3 Kommentierung

Insgesamt zeigen die Befunde deutliche Unterschiede in den Grundlagen der Hilfeplanung und Fallführung sowohl bei angeordneten als auch bei einvernehmlichen Leistungen. Gewisse Kantone verfügen über vielfältige Grundlagen im Bereich der Hilfeplanung und Fallführung, andere Kantone über gar keine. Zudem ist der Grad der Verbindlichkeit der Grundlagen im Bereich der Hilfeplanung und Fallführung unterschiedlich und durchgehend bei einvernehmlichen Leistungen geringer als bei angeordneten Leistungen.

Des Weiteren fällt auf, dass einige Kantone keine Angaben zu diesem Bereich machen konnten. Von 2014 bis 2024 gab es nur wenige Veränderungen bei den Grundlagen (rechtliche Grundlagen, verbindliche fachliche Qualitätsstandards und/oder Empfehlungen) im Bereich der Hilfeplanung und Fallführung sowohl für angeordnete als auch für einvernehmliche Leistungen, was auf wenig Dynamik in diesem Bereich schliessen lässt.

Vor dem Hintergrund der in Kapitel 0 beschriebenen Anforderungen an eine kantonale Kinder- und Jugendpolitik besteht in Kantonen ohne oder mit wenigen Grundlagen im Bereich der Hilfeplanung und Fallführung Handlungsbedarf hinsichtlich der Entwicklung entsprechender Grundlagen. Hierbei könnte ein Austausch der Kantone zu ihren Praktiken und Konzepten empfehlenswert und unterstützend sein.

Auffällig sind die unterschiedlichen Einschätzungen der Kantone bezüglich der finanziellen Mittel und der Regelung von Hilfeplanung und Fallführung in den Kantonen. In etlichen Kantonen wird die Finanzierung dieser Leistungen als ungenügend wahrgenommen. Diese sind zu überprüfen, um eine angemessene Hilfeplanung und Fallführung sicherzustellen.

Bei den einvernehmlichen Leistungen besteht bei etlichen Kantonen Bedarf an weiteren Regelungen.

Conclusions

Auteurs : Julia Gerodetti et Rahel Heeg

La première partie du rapport (chapitre 4 à 6) présente un *modèle* normatif d'une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive. Elle énonce les conditions-cadres nécessaires et propose une systématisation des offres relevant de la politique de l'enfance et de la jeunesse. Elle comporte ensuite une actualisation des prestations de base du système suisse d'aide à l'enfance et à la jeunesse. La deuxième partie du rapport (chapitres 7 à 9) présente les facteurs qui favorisent ou freinent le développement et la mise en œuvre de cette politique. Dans la troisième partie (chapitres 10 à 12), le rapport fournit, sur la base de données empiriques, un aperçu général de la situation actuelle de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans les cantons et de son évolution au cours des dix dernières années.

Le rapport offre aux cantons une base fondée pour l'analyse et le développement de leur politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse. Les résultats de l'état des lieux de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans les cantons (chapitres 10 à 12) exposent la situation actuelle, avec les points forts et les mesures nécessaires. En mettant en rapport cette situation avec le *modèle d'une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive* (chapitre 4) et avec les facteurs d'influence favorables et défavorables (chapitres 7 à 9), les cantons peuvent contextualiser et situer leurs propres structures en regard de l'objectif d'une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive.

En outre, les résultats présentés offrent aux cantons la possibilité d'en tirer des thèmes centraux pour les échanges intercantonaux et de les aborder de manière systématique dans un cadre coopératif (cf. chapitre 5.1.5). Cela pourrait également conduire à un renforcement des échanges autour des expériences et des approches innovantes pour le développement de la politique de l'enfance et de la jeunesse (en particulier en matière de procédures et d'outils) et intensifier la collaboration entre les cantons, ce qui permettrait d'exploiter les synergies et de relever plus efficacement les défis communs.

Enfin, le rapport pose les bases d'une compréhension partagée de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans toute la Suisse. Le *modèle d'une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive* définit des termes qui étaient jusqu'à présent compris de diverses manières en raison de la structure fédéraliste et du plurilinguisme de la Suisse. Disposer d'une telle terminologie commune facilite les échanges entre tous les acteurs, favorise la compréhension mutuelle et contribue indirectement à une compréhension commune de la politique de l'enfance et de la jeunesse en Suisse.

Les conclusions du rapport seront utilisées dans le cadre de la révision prévue des *recommandations pour le développement de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans les cantons* publiées en 2016 par la CDAS. L'objectif de ces recommandations (révisées) est de coordonner et d'harmoniser les offres des cantons en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse.

L'état des lieux révèle que de nombreux cantons ont créé et développé des conditions-cadres et des structures soutenant une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive, mais aussi qu'il existe de grandes différences entre les cantons. La disponibilité de prestations pour les enfants et les jeunes reste donc variable selon les cantons et les régions (cf. OFAS 2014 : II). Cela s'explique par la structure fédéraliste de la Suisse et par le principe de subsidiarité. Le fédéralisme permet aux cantons d'adapter les structures et les offres aux conditions de leur région et aux besoins des différents groupes cibles. Cela présuppose toutefois une planification et une conception des offres axées sur les besoins (voir chapitre 5.1.3). Les résultats présentés au chapitre 10.3 montrent que cette condition n'est pas encore remplie partout, ce qui explique pourquoi tous les enfants et les jeunes de Suisse n'ont pas un accès égal, fondé sur leurs besoins, à des prestations (de soutien) dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse. Cette situation doit être considérée d'un œil critique, notamment du point de vue de l'égalité des chances (en particulier l'équité de qualification et de participation), car un accès inégal aux prestations et aux offres de soutien peut compromettre les possibilités des enfants et des jeunes de se réaliser (voir Otto et Ziegler 2010 ; Ziegler 2018) et renforcer les inégalités sociales. Ceux qui vivent dans des zones où les structures d'offres sont peu développées sont ainsi systématiquement désavantagés.

Dans ce contexte, les activités de la CDAS favorisant la coordination et l'harmonisation sont d'une importance cruciale. Elles contribuent en effet à réduire les différences qui existent entre les structures cantonales de la politique de l'enfance et de la jeunesse et renforcent ainsi l'équité de l'accès aux prestations dans ce domaine.¹⁸⁴

Une politique de l'enfance et de la jeunesse proactive crée les conditions nécessaires pour que les enfants et les jeunes deviennent des personnes responsables et capables de vivre en société et favorise leur intégration sociale, culturelle et politique dans la société (cf. art. 41, al. 1, let. f et g, Cst.). Elle veille à l'égalité des chances, indépendamment du sexe, de l'appartenance sociale, de l'origine ou du handicap (cf. Conseil fédéral suisse 2008 : 4). Les enfants et les jeunes ont le droit d'être encouragés, d'être protégés et de participer (cf. Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant). Dans ce contexte, la mise en place d'une politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse proactive ne constitue pas un détail secondaire, mais une nécessité incontournable, essentielle pour permettre à la société suisse d'affronter l'avenir.

¹⁸⁴ À cet égard, le rôle de la Confédération pourrait être rediscuté. Une fonction renforcée de coordination et de soutien de la part de la Confédération (en étroite collaboration avec la CDAS) pourrait promouvoir l'égalité des chances et la qualité des offres au niveau national.

Bibliographie

Averdijk, Margit/Eisner, Manuel/Luciano, Eva C./Valdebenito, Sara/Obsuth, Ingrid (2015). Prévention de la violence. État actuel du savoir sur l'efficacité des approches. Sur mandat de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), programme national Jeunes et violence, et du Fonds suisse pour des projets de protection de l'enfance. Disponible sous :

https://www.bsv.admin.ch/dam/bsv/fr/dokumente/kinder/studien/Handbuch_Gewaltpraevention_F.pdf.download.pdf/Handbuch_Gewaltpraevention_F.pdf [consulté le 23.05.2024].

Bauer, Rudolph (2001). Personenbezogene Soziale Dienstleistungen. Begriff, Qualität und Zukunft. Wiesbaden: Westdeutscher Verlag.

Biesel, Kay/Fellmann, Lukas/Müller, Brigitte/Schär, Clarissa/Schnurr, Stefan (2017a). Prozessmanual. Dialogisch-systemische Kindeswohlklärung. 1. Aufl. Bern: Haupt.

Biesel, Kay/Andreas Jud/David Lätsch/Clarissa Schär/Stefan Schnurr/Andrea Hauri/Daniel Rosch (2017b). Nicht Entweder-oder, sondern Sowohl-als-auch? Zur Kombination des Berner und Luzerner Abklärungsinstruments zum Kindesschutz und des Prozessmanuals zur dialogisch-systemischen Kindeswohlklärung. In: Zeitschrift für Kindes- und Erwachsenenschutz. 71. Jg. (2). S. 139–155.

Bürger, Ulrich (2010). Integrierte Berichterstattung. In: Maykus, Stephan/Schone, Reinhold (Hg.) Handbuch Jugendhilfeplanung. Grundlagen, Anforderungen und Perspektiven. 3. vollst. überarb. Aufl. Wiesbaden: Springer VS. S. 319–328.

Bracker, Rosa/Riekmann, Wiebke (2020). Jugendvereins- und -verbandsarbeit. In: Bollweg, P./Buchna, J./Coelen, T./Otto, HU. (Hg.). Handbuch Ganztagsbildung. Wiesbaden: Springer VS. S. 887–898.

CDAS, Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (2016). Recommandations de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) pour le développement de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans les cantons. Berne. https://ch-sodk.s3.eu-west-1.amazonaws.com/media/files/c27ea59d/b7d1/4029/9770/873010e94f1c/2016.06.22_SODK_Empf_KJP_f_ES_RZ_f.pdf [consulté le 04.01.2024]

CDAS et COPMA (2020). Recommandations de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) et de la Conférence en matière de protection des mineurs et des adultes (COPMA) relatives au placement extra-familial. Berne. https://www.kokes.ch/download_file/view/1183/549 [consulté le 20.02.2024]

CFEJ (2023). Éducation à la citoyenneté en Suisse – Position de la CFEJ https://ekkj.admin.ch/fileadmin/user_upload/ekkj/02publikationen/Positionspapier/f_Position_de_la_CFEJ_Education_a_la_citoyennete_en_Suisse.pdf [consulté le 04.01.2024]

Comité des droits de l'enfant de l'ONU (2021). Observations finales concernant le rapport de la Suisse valant cinquième et sixième rapports périodiques. CRC/C/CHE/CO/5-6. [Établissement de rapports pour l'ONU | unicef.ch](https://www.unicef.ch) [consulté le: 08.01.2024].

Conseil fédéral suisse (2008). Pour une politique suisse de l'enfance et de la jeunesse. Rapport du Conseil fédéral en réponse aux postulats Janiak (00.3469) du 27 septembre 2000, Wyss (00.3400) du 23 juin 2000

et Wyss (01.3350) du 21 juin 2001. Berne, Département fédéral de l'intérieur - Office fédéral des assurances sociales OFAS.

https://www.bsv.admin.ch/dam/bsv/fr/dokumente/kinder/berichte-vorstoesse/br-bericht-strategie-kinder-und-jugendpolitik.pdf.download.pdf/pour_une_politiquesuissedelenfanceetdelajeunesse.pdf
[consulté le : 04.01.2024]

Conseil fédéral suisse (2012). Violence et négligence envers les enfants et les jeunes au sein de la famille : aide à l'enfance et à la jeunesse et sanctions des pouvoirs publics. Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat Fehr (07.3725) du 5 octobre 2007. Berne.

https://www.bsv.admin.ch/dam/bsv/fr/dokumente/kinder/berichte-vorstoesse/br-bericht-gewalt-vernachlaessigung-familie.pdf.download.pdf/rapport_postulatfehrviolenceetnegligenceenverslesenfantsetlesjeu.pdf
[consulté le : 04.01.2024]

Conseil fédéral suisse (2021). Politique de la petite enfance. État des lieux et possibilités de développement au niveau fédéral. Rapport du Conseil fédéral en réponse aux postulats 19.3417 de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national du 12 avril 2019 et 19.3262 Gugger du 21 mars 2019.

<https://www.bsv.admin.ch/dam/bsv/fr/dokumente/fgg/berichte-vorstoesse/bundesratsbericht-politik-fruehere-kindheit.pdf.download.pdf/bundesratsbericht-politik-fruehere-kindheit-fr.pdf> [consulté le 04.01.2024]

COPMA [Conférence en matière de protection des mineurs et des adultes] (2019) Droit et obligation d'aviser l'APEA selon les art. 314c, 314d, 443 et 453 CC. Aide-mémoire de la COPMA, mars 2019, URL :

https://www.kokes.ch/application/files/7415/5525/4734/Droit_et_obligation_daviser_lAPEA_def.pdf.
[Téléchargé le 06.11.2023]

Dietrich, Annette/Stauffer, Madlaina (2022). Bestandsaufnahme des Verfahrens Familienrat in der Schweiz und Entwicklung eines schweizweiten Monitorings Ein Kooperationsprojekt der Berner Fachhochschule, Departement Soziale Arbeit und der Hochschule Luzern - Soziale Arbeit. Hochschule Luzern - Soziale Arbeit und Berner Fachhochschule, Departement Soziale Arbeit.

Fatke, Reinhard (2007). Kinder- und Jugendpartizipation im wissenschaftlichen Diskurs. In: Kinder- und Jugendbeteiligung in Deutschland. Entwicklungsstand und Handlungsansätze. Bertelsmann Stiftung (Hg.). Gütersloh: Bertelsmann Stiftung. S. 19–38.

Freitag, Markus/Manatschal, Anita/Ackermann, Kathrin/Ackermann, Maya (2016). Freiwilligen-Monitor Schweiz 2016. Zürich/Genf: Seismo Verlag.

Fuchs, Manuel/Gerodetti, Julia/Heeg, Rahel (2021). Guide pour le développement de la politique cantonale de l'enfance et de la jeunesse. Monitoring et élaboration d'une stratégie. Muttenz: Hochschule für Soziale Arbeit FHNW.

Gabriel, Oscar W. (2022). Politische Partizipation. Eine Einführung in Theorie und Empirie. Wiesbaden: Springer VS.

Gerngross, Martina/Fuchs, Manuel (2020). Alltagsbewältigung und Freizeitgestaltung: Wechselwirkungen zwischen Problembearbeitung und Erlebnisorientierung in der Aufsuchenden Sozialen Arbeit mit jungen Menschen. In: Diebäcker, Marc/Wild, Gabriele (Hg.). Streetwork und Aufsuchende Soziale Arbeit im öffentlichen Raum. Wiesbaden: Springer VS. S. 229–243.

Gerngross, Martina/Gerodetti Julia/Fuchs, Manuel (2022). Einrichtungen der Offenen Kinder- und Jugendarbeit in der Schweiz. In: Fuchs, Manuel/Gerodetti Julia/Gerngross, Martina (Hg.). Offene Kinder-

und Jugendarbeit in der Schweiz. Einblicke in Theorie, Konzepte, Empirie und Alltagspraxis. Wiesbaden: Springer VS. S. 175–203.

Gerodetti, Julia/Fuchs, Manuel (2020). Kinder- und Jugendarbeit. In: Bonvin, Jean-Michel/Hugentobler, Valérie/Knöpfel, Carlo/Maeder, Pascal/Tecklenburg, Ueli (Hg.). Wörterbuch der Schweizer Sozialpolitik. Zürich: Seismo Verlag. S. 268–270.

Gerodetti, Julia/Fuchs, Manuel/Fellmann, Lukas/Gerngross, Martina/ Steiner, Olivier (2021a). Offene Kinder- und Jugendarbeit. Ergebnisse der ersten schweizweiten Umfrage. Zürich/Genf: Seismo Verlag.

Gerodetti, Julia/Fuchs, Manuel/Schnurr, Stefan (2021b). Offene Kinder- und Jugendarbeit in der Schweiz. In: U. Deinet/B. Sturzenhecker/L. Von Schwanenflügel/M. Schwerthelm (Hg.). Handbuch Offene Kinder- und Jugendarbeit. 5. überarb. und akt. Aufl. Wiesbaden: Springer VS. S. 1911–1928.

Gerodetti Julia/Gerngross, Martina/Fuchs, Manuel/Heeg, Rahel (2023). Guide pour le développement de la politique communale de l'enfance et de la jeunesse. Élaboration d'un concept pour les communes et les villes. Muttenz et Berne: Hochschule für Soziale Arbeit FHNW et Association faïtière suisse pour l'animation socioculturelle enfance et jeunesse. www.guide-pej.ch [consulté le 12.11.2024]

Grunwald, Klaus/Köngeter, Stefan/Zeller, Maren (2018). Lebensweltorientierung. In: Böllert, Karin (Hg.). Kompendium Kinder- und Jugendhilfe, Bd. 2., Wiesbaden: Springer VS. S. 1281–1302.

Grunwald, Klaus/Thiersch, Hans (2016). Praxishandbuch Lebensweltorientierte Sozialer Arbeit. Handlungszugänge und Methoden in unterschiedlichen Arbeitsfeldern, 3. Aufl., Weinheim/Basel: Beltz Juventa.

Hansbauer, Peter/Merchel, Joachim/ Schone, Reinhold (2020). Kinder- und Jugendhilfe. Grundlagen, Handlungsfelder, professionelle Anforderungen. Grundwissen Soziale Arbeit, 35, Band 35. Stuttgart: Verlag W. Kohlhammer.

Hauri, Andrea/Rosch, Daniel (2018). Familienrat (Family Group Conference) im Spannungsfeld zwischen methodischen Ansprüchen, verfahrensrechtlichen Möglichkeiten und Persönlichkeitsschutz. In: Die Praxis des Familienrechts [FamPra]. 3. Jg. S. 677–698.

Hauri, Andrea/Zingaro, Marco (2020). Kindeswohlgefährdung erkennen und angemessen handeln. Leitfaden für Fachpersonen aus dem Sozialbereich. 2., überarb. Aufl. Bern: Kinderschutz Schweiz.

Hauri, Andrea/ Jud, Andreas/Lätsch, David/Rosch, Daniel (2021). Abklärungen im Kinderschutz: Das Berner und Luzerner Abklärungsinstrument in der Praxis. Bern: Stämpfli.

Lundy, Laura (2007). 'Voice' is not enough: conceptualizing Article 12 of the United Nations Convention on the Rights of the Child. In: British Educational Research Journal, vol. 33 (6) p. 927–942.

Levold, Tom (2014). Helferkonferenzen. In: Levold, Tom/Wirsching, Michael (Hg.). Systemische Therapie und Beratung - das grosse Lehrbuch. Heidelberg: Carl-Auer Verlag. S. 285–287.

Malatesta, Dominique/Golay, Dominique (2020). Partizipation von Kindern und Jugendlichen In: Bonvin, Jean-Michel/Hugentobler, Valérie/Knöpfel, Carlo/ Maeder, Pascal/Tecklenburg, Ueli (Hg.). Wörterbuch der Schweizer Sozialpolitik. Zürich: Seismo Verlag. S. 357–359.

Maykus, Stephan/Schone, Reinhold (2010). Gestaltung und Innovation der Kinder- und Jugendhilfe. ohne Jugendhilfeplanung undenkbar?! In: Maykus, Stephan/Schone, Reinhold (Hg.). Handbuch

Jugendhilfeplanung. Grundlagen, Anforderungen und Perspektiven. 3. vollst. überarb. Aufl. Wiesbaden: Springer VS. S. 407–428.

Meinhold-Henschel, Sigrid/Schack, Stephan (2009). Kinder- und Jugendpartizipation in Deutschland – Entwicklungsstand und Handlungsansätze. In: Henschel, Angelika/Krüger, Rolf/Schmitt, Christof/Stange, Waldemar (Hg.). Jugendhilfe und Schule. Handbuch für eine gelingende Kooperation. Wiesbaden: Springer VS. S. 347–363.

Merchel, Joachim (2010a). Planung in den zentralen Leistungsfeldern der Kinder- und Jugendhilfe. In: Maykus, Stephan/Schone, Reinhold (Hg.). Handbuch Jugendhilfeplanung. Grundlagen, Anforderungen und Perspektiven. 3. vollst. überarb. Aufl. Wiesbaden: Springer VS. S. 189–221.

Merchel, Joachim (2010b). Qualitätskriterien für Jugendhilfeplanung: Was macht eine „gute Jugendhilfeplanung“ aus? In: Maykus, Stephan/Schone, Reinhold (Hg.). Handbuch Jugendhilfeplanung. Grundlagen, Anforderungen und Perspektiven. 3. vollst. überarb. Aufl. Wiesbaden: Springer VS. S. 397–406.

Merchel, Joachim (2019). Hilfeplanung. In: Merchel, Joachim (Hg.). Handbuch Allgemeiner Sozialer Dienst. München: Reinhardt. S. 190–202.

Müller-Suleymanova, Dilyara/Frigo-Charles, Olivia/Pizzera, Michele/Muri Koller, Gabriela/Kehl, Konstantin/Nef, Susanne (2023). Wie kann die Kinder- und Jugendpolitik der Kantone die niederschwellige Partizipation von Kindern und Jugendlichen unterstützen? Schlussbericht zuhanden der SODK. Zürich: Zürcher Fachhochschule. https://ch-sodk.s3.eu-west-1.amazonaws.com/media/files/bfc67944/6508/45db/a0fb/fca64b538c2f/SODK_Schlussbericht_final_03.07.23.pdf [Zugriff: 27.10.2023].

Nagel, Siegfried/Stegmann, Pascal/Bürgi, Rahel/Lamprecht, Markus (2023). Schweiz: Autonome Sportvereine als Träger des Gemeinwohls. In: Nagel, Siegfried/Elmose-Østerlund, Karsten/Ibsen, Bjarne/Scheerder, Jeroen (Hg.). Funktionen von Sportvereinen in europäischen Gesellschaften. Eine länderübergreifende vergleichende Studie. Cham: Springer Gabler.

Pingel, Andrea (2018). Jugendsozialarbeit. In: Böllert, Karin (Hg.). Kompendium Kinder- und Jugendhilfe. Wiesbaden: Springer VS. S. 737–754.

Rieder, Stefan/Bieri, Oliver/Schwenkel, Christof/Hertig, Vera/Amberg, Helen (2016). Evaluation Kindes- und Erwachsenenschutzrecht. Luzern: Interface Politikstudien Forschung Beratung.

Rieker, Peter/Mörge, Rebecca/Schnitzer, Anna/Stroezel, Holger (2015). Partizipation von Kindern und Jugendlichen. Formen, Bedingungen sowie Möglichkeiten der Mitwirkung und Mitbestimmung in der Schweiz. Wiesbaden: Springer VS.

Riekman, Wiebke (2011). Demokratie und Verein. Potenziale demokratischer Bildung in der Jugendarbeit. Wiesbaden: Springer VS.

Riekman, Wiebke (2020). Vereine als Orte politischer Bildung. In: Journal für politische Bildung 2/2020. S. 34–37.

Roßteutscher, Sigrid (2009). Soziale Partizipation und Soziales Kapital. In: Kaina, Viktoria/Römmele, Andrea (Hg.). Politische Soziologie: Ein Studienbuch. Wiesbaden: Springer VS. S. 163–180.

Schnurr, Johannes/Jordan, Erwin/Schone, Reinhold (2010). Gegenstand, Ziele und Handlungsmaximen von Jugendhilfeplanung. In: Maykus, Stephan/Schone, Reinhold (Hg.). Handbuch Jugendhilfeplanung. Grundlagen, Anforderungen und Perspektiven. 3. vollst. überarb. Aufl. Wiesbaden: Springer VS. S. 91–114.

Schnurr, Stefan (2012). Anhang 3: Grundleistungen der Kinder- und Jugendhilfe. Erstellt im Auftrag des Bundesamtes für Sozialversicherungen als Beitrag zur Projektgruppe zur Beantwortung des Postulats Fehr (07.3725). In: Schweizerischer Bundesrat (2012). Gewalt und Vernachlässigung in der Familie: notwendige Massnahmen im Bereich der Kinder- und Jugendhilfe und der staatlichen Sanktionierung. Bericht des Bundesrates in Erfüllung des Postulats Fehr (07.3725) vom 5. Oktober 2007. Bern. S. 66–109.

Schnurr, Stefan (2018). Partizipation. In: G. Graßhoff, Gunther/Renker, Anna/ Schröder, Wolfgang (Hg.). Soziale Arbeit. Eine elementare Einführung. Wiesbaden: Springer VS. S. 631–648.

Schrappner, Christian (2010). Zwischen Nothilfe und notwendiger gesellschaftlicher Mehrleistung? In: Maykus, Stephan/Schone, Reinhold (Hg.). Handbuch Jugendhilfeplanung. Grundlagen, Anforderungen und Perspektiven. 3. vollst. überarb. Aufl. Wiesbaden: Springer VS. S. 45–66.

Schwabe, Matthias (2019). Methoden der Hilfeplanung. Zielentwicklung, Moderation und Aushandlung. Mit Online-Materialien. 5. Aufl. Weinheim/Basel: Beltz Juventa.

Stork, Remi (2010). Beteiligungsprozesse in der Jugendhilfeplanung. Handbuch Jugendhilfeplanung. Grundlagen, Anforderungen und Perspektiven. In: Maykus, Stephan/Schone, Reinhold (Hg.). Handbuch Jugendhilfeplanung. Grundlagen, Anforderungen und Perspektiven. 3. vollst. überarb. Aufl. Wiesbaden: Springer VS. S. 221–243.

van Deth, Jan W. (2009). Politische Partizipation. In: Kaina, Viktoria/Römmele, Andrea (Hg.). Politische Soziologie. Wiesbaden: Springer VS. S. 141–161.

Wagner, Leonie (2019). Familienrat: «Nicht nur eine Methode, sondern eine Haltung». In: Schäuble, Barbara/Wagner, Leonie (Hg.). Partizipative Hilfeplanung. Weinheim/Basel. S. 114–126.

Wittwer, Stefan (2015). Politische Partizipation von Kindern und Jugendlichen in der Schweiz. Definition des Begriffs «Partizipation» und Bedürfnisanalyse über die politische Partizipation von Kindern und Jugendlichen in der Schweiz. Eine Studie der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände (SAJV) in Zusammenarbeit mit dem Dachverband Schweizer Jugendparlamente (DSJ). https://www.sajv.ch/fileadmin/Media/sajv.ch/Uploads/Partizipationsstudie_u_berarbeitet.pdf [Zugriff: 25.10.2023].

Zermatten, Jean/Stoecklin, Daniel (2009). Le droit des enfants de participer: norme juridique et réalité pratique: contribution à un nouveau contrat social. Sion: Institut Universitaire Kurt Bösch.

Zimmermann, Dominic/Schmuziger, Alina (2021). Jugendpartizipation in der Gemeinde ermöglichen. Forschungsbericht. Luzern: Institut für Soziokulturelle Entwicklung, Hochschule Luzern – Soziale Arbeit. <https://zenodo.org/records/5730487> [Zugriff: 26.10.2023].

Annexes

I. Praxisbeispiele aus den Kantonen

Die Kantone wurden gebeten, zu einzelnen Themenbereichen Good-Practice-Beispiele (Links und Dokumente) aus ihrem Kanton zu nennen. Diese werden nachfolgend pro Themen dargestellt.

a. Praxisbeispiele zu rechtlichen Grundlagen

Die nachfolgenden Praxisbeispiele wurden von den Kantonen als Good-Practice zum Thema *rechtliche Grundlagen* vorgeschlagen:

Kanton	Links (Stand: Mai 2024)
AG	https://www.ag.ch/de/verwaltung/bks/ueber-uns/dossiers-projekte/klaerung-rechtsgrundlage-kinder-und-jugendhilfe
AR	https://ar.clex.ch/app/de/texts_of_law/415.31 https://ar.clex.ch/app/de/texts_of_law/415.311/versions/1462
BL	VO Kinder- und Jugendhilfe: https://bl.clex.ch/app/de/texts_of_law/850.15 VO Schulsozialdienst Sek I & II: https://bl.clex.ch/app/de/texts_of_law/645.31 VO Schulsozialdienst Primar: https://bl.clex.ch/app/de/texts_of_law/645.30
BS	Gesetz über die familienergänzende Kinderbetreuung: https://bl.clex.ch/app/de/texts_of_law/852
BS	Gesetz betreffend Förder- und Hilfeleistungen für Kinder und Jugendliche: https://www.gesetzessammlung.bs.ch/app/de/texts_of_law/415.100
FR	RSF 835.5 - Loi sur l'enfance et la jeunesse (LEJ) https://bdlf.fr.ch/app/fr/texts_of_law/835.5 RSF 835.51 - Règlement sur l'enfance et la jeunesse (REJ) https://bdlf.fr.ch/app/fr/texts_of_law/835.51 https://fedlex.data.admin.ch/filestore/fedlex.data.admin.ch/eli/cc/1977/1931_1931_1931/20230123/fr/pdf-a/fedlex-data-admin-ch-eli-cc-1977-1931_1931_1931-20230123-fr-pdf-a.pdf
GE	Loi sur l'enfance et la jeunesse (LEJ), https://silgeneve.ch/legis/program/books/RSG/htm/rsg_j6_01.htm Règlement d'application de la loi sur l'enfance et la jeunesse (REJ) https://silgeneve.ch/legis/program/books/RSG/htm/rsg_j6_01p01.htm Loi relative aux centres de loisirs et de rencontres et à la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (LCLFASe) https://silgeneve.ch/legis/program/books/RSG/htm/rsg_j6_11.htm Règlement fixant la participation financière des père et mère aux frais de placement, ainsi qu'aux mesures de soutien et de protection du mineur (RPFPPM) https://silgeneve.ch/legis/program/books/RSG/htm/rsg_j6_26p04.htm Loi sur l'accueil préscolaire (LAPr) https://silgeneve.ch/legis/program/books/RSG/htm/rsg_j6_28.htm Loi sur l'accueil à journée continue (LAJC) https://silgeneve.ch/legis/program/books/RSG/htm/rsg_j6_32.htm Règlement sur le dispositif sport-art-études (RDSAE) https://silgeneve.ch/legis/program/books/RSG/htm/rsg_c1_10p32.htm Loi sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics (LIF) https://silgeneve.ch/legis/program/books/RSG/htm/rsg_k1_18.htm Loi sur la restauration, le débit de boissons, l'hébergement et le divertissement (LRDBHD) https://silgeneve.ch/legis/program/books/RSG/htm/rsg_i2_22.htm
GR	Gesetz über die Förderung der familienergänzenden Kinderbetreuung (KIBEG – Kurz erklärt): https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/kinderbetreuung/politik/Seiten/default.aspx Pflegekindergesetz (BR 219.050): https://www.gr-lex.gr.ch/app/de/texts_of_law/219.050/versions/2020
NE	Loi sur le soutien aux activités de jeunesse extra-scolaires (LSAJ) https://rsn.ne.ch/DATA/program/books/rsne/pdf/410.82.pdf Constitution de la République et Canton de Neuchâtel: https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2001/523_fga/fr#tit_2/chap_1/lvl_u8
SZ	https://www.sz.ch/public/upload/assets/5146/380_300.pdf

TI	Ufficio giovani - INFOGIOVANI (TICH) - Repubblica e Cantone Ticino Dettaglio - GC (POTERI) - Repubblica e Cantone Ticino Aggiornamento Legge giovani e Legge colonie - INFOGIOVANI (TICH) - Repubblica e Cantone Ticino
VS	https://www.vs.ch/web/scj/legislation Loi en faveur de la jeunesse : https://lex.vs.ch/app/fr/texts_of_law/850.4 Ordonnance sur les différentes structures en faveur de la jeunesse : https://lex.vs.ch/app/fr/texts_of_law/850.400 Règlement sur les différentes structures en faveur de la jeunesse : https://lex.vs.ch/app/fr/texts_of_law/850.402
ZH	Kinder- und Jugendheimgesetz KJG: https://www.zh.ch/de/politik-staat/gesetze-beschluesse/gesetzessammlung/zhlex-ls/erlass-852_2-2017_11_27-2022_01_01-115.html Kinder- und Jugendhilfegesetz: Kinder- und Jugendhilfegesetz (KJHG) Kanton Zürich (zh.ch) Verordnung über die sonderpädagogischen Massnahmen im Vor- und Nachschulbereich: Verordnung über die sonderpädagogischen Massnahmen im Vor- und Nachschulbereich (SPMV) Kanton Zürich (zh.ch) Kinder- und Jugendhilfeverordnung: Kinder- und Jugendhilfeverordnung (KJHV) Kanton Zürich (zh.ch)

Kanton	Dateien (Stand: Mai 2024)
VD	5_LSAJ_version 01.01.2024

b. Praxisbeispiele zur Finanzierung und Finanzierungsmodellen

Die nachfolgenden Praxisbeispiele wurden von den Kantonen als Good-Practice zum Thema *Finanzierung und Finanzierungsmodelle* vorgeschlagen:

Kanton	Links (Stand: Mai 2024)
AG	https://gesuche.swisslos-aargau.ch/de/
AR	https://ar.ch/verwaltung/departement-gesundheit-und-soziales/amt-fuer-soziales/abteilung-chancengleichheit/foerderung/projektfoerderung/
GE	Règlement fixant les indemnités pour les familles d'accueil avec hébergement (RIFAH) https://silgeneve.ch/legis/program/books/RSG/htm/rsg_j6_25p04.htm Règlement fixant la participation financière des père et mère aux frais de placement, ainsi qu'aux mesures de soutien et de protection du mineur(RPFFPM) https://silgeneve.ch/legis/program/books/RSG/htm/rsg_j6_26p04.htm
SG	Kinder- und Jugendkredit aus Lotteriefondsgeldern zur Unterstützung von Vorhaben und Kinder- und Jugendfreundlichen Entwicklungen: https://www.sg.ch/gesundheit-soziales/soziales/kinder-und-jugendliche/kinder--und-jugendfoerderung/finanzielle-projektunterstuetzung/kinder--und-jugendkredit.html
SO	Kreisschreiben KRS-GEF-2022/01 "Einführungspauschale Frühe Sprachförderung": https://so.ch/fileadmin/internet/ddi/ddi-ags/Kinder_Jugendliche_und_Familien/Fruehe_Foerderung/Einfuehrungspauschale/220216_Kreisschreiben_FSF_Einfuehrungspauschale.pdf Anhang 01 zum Kreisschreiben KRS-GEF-2022/01: https://so.ch/fileadmin/internet/ddi/ddi-ags/Kinder_Jugendliche_und_Familien/Fruehe_Foerderung/Einfuehrungspauschale/Anhang_01_Beitraege.pdf Anhang 02 zum Kreisschreiben KRS-GEF-2022/01: https://so.ch/fileadmin/internet/ddi/ddi-ags/Kinder_Jugendliche_und_Familien/Fruehe_Foerderung/Einfuehrungspauschale/Anhang_02_Selbstdeklaration.docx Webseite Max-Müller-Fonds: https://so.ch/verwaltung/departement-des-innern/departementssekretariat/foerderung-gemeinnuetziger-projekte/max-mueller-fonds/ Webseite Bettagsfranken: https://so.ch/verwaltung/departement-des-innern/departementssekretariat/foerderung-gemeinnuetziger-projekte/bettagsfranken/ Webseite Swisslos-Fonds: https://so.ch/verwaltung/departement-des-innern/departementssekretariat/foerderung-gemeinnuetziger-projekte/swisslos-fonds/
TI	https://www4.ti.ch/generale/infogiovani/attivita-giovanili/ufficio-giovani/programma-di-promozione-dei-diritti-dei-bambini-e-dei-giovani https://www4.ti.ch/generale/infogiovani/attivita-giovanili/ufficio-giovani/informazioni-per-i-comuni https://www4.ti.ch/generale/infogiovani/attivita-giovanili/ufficio-giovani/aggiornamento-legge-giovani-e-legge-colonie https://www4.ti.ch/generale/infogiovani/attivita-giovanili/ufficio-giovani/piattaforma-delle-politiche-giovanili
Kanton	Dateien (Stand: Mai 2024)
FR	APERCU DES DEMANDES.xls

c. Praxisbeispiele zu themenbezogenen Programmen und Projekten

Die nachfolgenden Praxisbeispiele wurden von den Kantonen als Good-Practice zum Thema *themenbezogenen Programmen und/oder Projekten* vorgeschlagen:

Kanton	Links (Stand: Mai 2024)
AR	https://ar.ch/fileadmin/user_upload/Departement_Gesundheit_Soziales/Amt_fuer_Soziales/Chancengleichheit/FamilienGleichstellung/Fruehe_Foerderung/Konzept_fruehe_Kindheit/Konzept_Aktionsplan_FK.pdf https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwjOpt2PsbKGAXVbZ0EAHcaVALYQFnoECBUQAQ&url=https%3A%2F%2Far.ch%2Ffileadmin%2Fuser_upload%2FDepartement_Gesundheit_Soziales%2FAmt_fuer_Soziales%2FASE%2FKiJu%2FSelbstbewertung_Berichterstattung_stationaere_Einrichtungen_fuer_Kinder_und_Jugendliche.xlsx&usq=AOvVaw2H5Nhu_n7Xx05xnWW28ffa6&opi=89978449
FR	https://www.fr.ch/vie-quotidienne/enfance-jeunesse-et-famille/politique-je-participe-le-soutien-aux-communes/subvention-enfance-jeunesse-soutien-aux-projets-communaux https://www.fr.ch/vie-quotidienne/enfance-jeunesse-et-famille/politique-de-lenfance-et-de-la-jeunesse-je-participe/plan-daction-cantonal-je-participe#:~:text=A%20travers%20ce%20plan%20d,pour%20atteindre%20ces%204%20objectifs.
GE	https://intranet.ge.ch/sites/oej/Documents%20partages/OEJ/Conseil%20des%20cadres/2024/24.04.2024/Pr%c3%a9sentation%204242024_s%c3%a9ance%20des%20cadres.pdf https://www.ge.ch/document/34776/telecharger
GR	Programm der Kinder- und Jugendpolitik im Kanton GR 2020 bis 2023 nach Art. 26, KJFG: Kinder- und Jugendpolitik (gr.ch)
SG	Pilote im Bereich Frühe Förderung wie PAT, SAFE, Netzwerk Mutter-/Vaterglück?! vgl. Auswertung Strategie Frühe Förderung 2015 bis 2020: https://www.sg.ch/gesundheits-soziales/soziales/kinder-und-jugendliche/fruehe-foerderung/strategie-fruehe-foerderung/jcr_content/Par/sgch_downloadlist_co/DownloadListPar/sgch_download_285229.ocFile/Auswertung%20der%20Strategie%20C2%ABFr%20C3%BChe%20F%20C3%B6rderung%20BB%202015%20bis%202020.pdf sowie: https://www.ovk.ch/familienbegleitung-pat/familien/ https://ofpg.ch/2023/11/safe-ein-elternkurs-zur-foerderung-einer-sicheren-bindung-zwischen-eltern-und-kind https://ofpg.ch/projekte/mutter-vaterglueck
SO	Dokumentation "Kinder- und Jugendtage 2023": https://kinderjugendpolitik.so.ch/fileadmin/kinderjugend/PDF/Kinder_und_Jugendtage_2023/2024-01-25_Dokumentation-Kinder-und-Jugendtage-2023-RZ.pdf Fokus Kinderschutz! - Eine Fachveranstaltung des Kantons Solothurn: https://kinderjugendpolitik.so.ch/die-drei-saeulen-der-kinder-und-jugendpolitik/kinder-und-jugendschutz/fokus-kinderschutz/ Schwerpunktplanung Koordinationsstelle Häusliche Gewalt: https://rrb.so.ch/beschlusnummer/?tx_rrbpublications2_pi1%5Baction%5D=download&tx_rrbpublications2_pi1%5Bcontroller%5D=Document&tx_rrbpublications2_pi1%5Bdocument%5D=60450&tx_rrbpublications2_pi1%5BresolutionNumber%5D=2022%2F1929&cHash=63f84d1dbe2cf8c6c9c99fb85a117f36 Webseite Frühe Förderung: https://so.ch/verwaltung/departement-des-innern/amt-fuer-gesellschaft-und-soziales/kinder-jugendliche-und-familien/kinderbetreuung-und-fruehe-foerderung/fruehe-foerderung/
TG	https://perspektive-tg.ch/angebot/starke-familien-starke-kinder/ https://kinder-und-jugendfoerderung-wirkt.ch/thurgau/ https://kjf.tg.ch/public/upload/assets/131716/%C3%9Cbersicht%20Beratungsangebote%20f%C3%BCr%20Kinder%20und%20Jugendliche%20im%20Thurgau.pdf?fp=15
TI	https://www4.ti.ch/generale/infogiovani/attivita-giovanili/ufficio-giovani/programma-di-promozione-dei-diritti-dei-bambini-e-dei-giovani
VS	https://consensus-parental.com/fr/home
ZH	Projekt „Mobile Intervention bei Jugendkrisen“: Mobile Intervention bei Jugendkrisen Kanton Zürich (zh.ch)

Kanton	Dateien
BL	Kantonales Tabak- und Nikotinpräventionsprogramm (kTPP BL) 2021 - 2024 201202_kTPP BL ab 2021_Endversion.pdf
BS	210609_Programm KAP ABCD Gesundheitsförderung_2022-25.pdf
VD	Brochure_ASPM_corrégée.pdf

d. Praxisbeispiele zur Angebotsplanung

Die nachfolgenden Praxisbeispiele wurden von den Kantonen als Good-Practice zum Thema *Angebotsplanung* vorgeschlagen:

Kanton	Links (Stand: Mai 2024)
AR	https://ar.ch/fileadmin/user_upload/Departement_Gesundheit_Soziales/Amt_fuer_Soziales/Chancengleichheit/pdf_Dateien/2015_familienleitbild_abteilung_chancengleichheit.pdf
BL	Entwicklungsschwerpunkte Ergänzende Hilfen zur Erziehung: https://www.baselland.ch/politik-und-behorden/direktionen/bildungs-kultur-und-sportdirektion/soziales/kind-und-jugend/heime-pflegefamilien/heime/bewilligung-und-aufsicht/downloads-1/bksd_entwicklungsschwerpunkte_doppelseitig.pdf/@download/file/BKSD_Entwicklungsschwerpunkte_doppelseitig.pdf
BS	Bericht Hilfen zur Erziehung 2023: bericht-hilfen-zur-erziehung-2023.pdf (bs.ch) Expertise Hilfen zur Erziehung (FHNW): Erneuerung der TVA (bs.ch) Bericht Offene Kinder- und Jugendarbeit: bericht-okja-2022.pdf (bs.ch) Analyse der Frühen Förderung und Entwicklung einer kantonalen Strategie: https://media.bs.ch/original_file/108d51f1665992af8189b86805796f49b444b4c5/analyse-der-fruehen-foerderung-im-kanton-basel-stadt-m-hafen.pdf
FR	https://www.fr.ch/vie-quotidienne/enfance-jeunesse-et-famille/covid-19-plan-de-soutien-jeunesse-fribourg https://www.fr.ch/vie-quotidienne/enfance-jeunesse-et-famille/politique-de-lenfance-et-de-la-jeunesse-je-participe/plan-daction-cantonal-je-participe#:~:text=A%20travers%20ce%20plan%20d,pour%20atteindre%20ces%204%20objectifs. https://www.fr.ch/vie-quotidienne/enfance-jeunesse-et-famille/evaluation-du-plan-daction-je-participe-2018-2021 https://www.fr.ch/sites/default/files/2022-11/rapport-d-activite-2020.pdf https://www.fr.ch/sites/default/files/2018-06/directives_sur_les_structures_daccueil_extrascolaire_du_1er_mars_2011_fr.pdf
GR	Leitbild Kinder- und Jugendpolitik im Kanton Graubünden: https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/Documents/Leitbild_Kinder-%20und%20Jugendpolitik_GR.pdf Strategie Frühe Förderung im Kanton Graubünden: https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/Documents/Strategie%20Fr%C3%Bche%20F%C3%B6rderung%20im%20Kanton%20Graub%C3%BCnden%202022%20%E2%80%93%202025.pdf
LU	Evaluation der Strategien 2014-2021 in den Bereichen Kinder- und Jugendförderung und Frühe Förderung: https://disg.lu.ch/-/media/DISG/Dokumente/Themen/Kindheit_Jugend_Familie/Kinder_und_Jugendfoerderung_Kinder_und_Jugendleitbild/Kinder_und_Jugendfoerderung/2022_Bericht_Kinder_Jugendfoerderung_und_Fruehe_Foerderung_DEF.pdf?rev=970d66fe777841b199e783c81d28c703 Situationsanalyse der vorschulischen familienergänzenden Kinderbetreuung im Kanton LU: Weiterentwicklung.pdf?rev=77940ca7812c46a79d54a3cd631956fc">https://disg.lu.ch/-/media/DISG/Dokumente/Themen/Kindheit_Jugend_Familie/Fruehe_Foerderung/Kantonale_Grundlagen_und_Berichte/Situationsanalyse_und>Weiterentwicklung.pdf?rev=77940ca7812c46a79d54a3cd631956fc Planungsbericht über die sozialen Einrichtungen nach SEG 2024-2027: https://www.lu.ch/-/klu/ris/cdws/document?fileid=3437071c62044a619f967669f36a7c34 Aufsichtskonzept über soziale Einrichtungen: https://disg.lu.ch/-/media/DISG/Dokumente/Themen/Soziale_Einrichtungen/2021_DISG_Aufsichtskonzept.pdf
SG	Interdepartementale Strategie Frühe Förderung: https://www.sg.ch/gesundheit-soziales/soziales/kinder-und-jugendliche/fruehe-foerderung/strategie-fruehe-foerderung.html
SZ	https://www.sz.ch/departement-des-innern/amt-fuer-gesundheit-und-soziales/soziales/kinder-und-jugendfoerderung/kinder-und-jugendleitbild.html/8756-8758-8802-9316-9317-9676-9690-9695
SO	Webseite Kantonales Monitoring Kinder- und Jugendpolitik: https://kinderjugendpolitik.so.ch/kinder-jugendpolitik/kantonales-monitoring/ Strategie Jugendschutz im Suchtbereich 2022 – 2025: https://rrb.so.ch/beschlusnummer/?tx_rrbpublications2_pi1%5Baction%5D=download&tx_rrbpublications2_pi1%5Bcontroller%5D=Document&tx_rrbpublications2_pi1%5Bdocument%5D=56527&tx_rrbpublications2_pi1%5BresolutionNumber%5D=2021%2F606&cHash=a07f82fb69ee7699714f094c91fe9e05
TG	Empfehlungen zur Förderung einer gemeindeübergreifenden Zusammenarbeit in der Offenen Kinder- und Jugendarbeit (OKJA) im Kanton Thurgau https://kjf.tg.ch/public/upload/assets/72587/Empfehlungen_zur_F%C3%B6rderung_einer_gemeinde%C3%BCbergreifenden_Offenen_Kinder-_und_Jugendarbeit_im_Thurgau.pdf?fp=2

Kanton	Dateien (Stand: Mai 2024)
BL	Konzept-Frühe-Förderung-BL-klein.pdf Evaluationsbericht Frühe Förderung BL 2023.pdf 20201023_Kinder- und Jugendhilfe im Kanton BL - Aktualisierte Planung der Entwicklung.pdf
BS	Kinder- und Jugendpolitische Leitziele 2018.pdf
LU	Die Fragebogen, welche zur Evaluation der Strategie 2014-2021 im Bereich Kinder und Jugendförderung sowie im Bereich Frühe Förderung verwendet worden sind, können bei der Dienststelle Soziales und Gesellschaft, Kanton Luzern angefragt werden. 20201214 Befragung FF_PDF.pdf 20201214 Befragung_KJF_PDF.pdf

e. Praxisbeispiele zur Qualitätsentwicklung und Aufsicht

Die nachfolgenden Praxisbeispiele wurden von den Kantonen als Good-Practice zum Thema *Qualitätsentwicklung und -sicherung und Aufsicht* vorgeschlagen:

Kanton	Links (Stand: Mai 2024)
AR	https://ar.ch/fileadmin/user_upload/Departement_Gesundheit_Soziales/Amt_fuer_Soziales/ASE/KiTa/Richtlinien_zur_Basisqualitaet_in_Kindertagesstaetten_in_Appenzell_Ausserrhoden.pdf
BL	Leitfaden SSA Primar (Link wird ab ca. Okt 24 nicht mehr funktionieren): https://www.baselland.ch/politik-und-behorden/direktionen/bildungs-kultur-und-sportdirektion/soziales/kind-und-jugend/beratung/schulsozialarbeit/downloads-1/leitfaden-schulsozialarbeit-primarstufe.pdf/@download/file/Leitfaden%20Schulsozialarbeit%20Primarstufe.pdf
GR	Qualitätskriterien für Kinder- und Jugendinstitutionen: https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/jugendheime/Seiten/Bewilligung.aspx Qualitätskriterien für Kinderkrippen- und Kindertagesstätten: https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/kinderbetreuung/kindertagesstaetten/Seiten/default.aspx Empfehlungen für Spielgruppen und Selbstevaluationsbogen: https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/kinderbetreuung/Seiten/Spielgruppen.aspx Qualitätsrichtlinien und weiterführende Qualitätsempfehlungen für Mittelschulinternate: https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/mittelschulinternate/Seiten/default.aspx
LU	Aufsichtskonzept SEG/BPG: https://disg.lu.ch/-/media/DISG/Dokumente/Themen/Soziale_Einrichtungen/2021_DISG_Aufsichtskonzept.pdf Empfehlungen für Kinder-/Jugendförderung auf kommunaler Ebene: https://disg.lu.ch/-/media/DISG/Dokumente/Themen/Kindheit_Jugend_Familie/Kinder_und_Jugendfoerderung_Kinder_und_Jugendleitbild/Kinder_und_Jugendfoerderung/2023_Handlungsempfehlungen_KJF_DEF.pdf?rev=742c7fa80e8e47ad9d16e7a3f5e9a108 Empfehlungen für Frühe Förderung auf kommunaler Ebene: https://disg.lu.ch/-/media/DISG/Dokumente/Themen/Kindheit_Jugend_Familie/Fruhe_Foerderung/Kantonale_Grundlagen_und_Berichte/2024_Handlungsempfehlungen_FF.pdf?rev=13a7b421ce114d42a6c19137c7848678
SG	Empfehlungen kindgerechte Verfahren Kanton St. Gallen: https://www.sg.ch/gesundheits-soziales/soziales/kinder-und-jugendliche/kindesschutz/kindesschutz-konferenz/_jcr_content/Par/sgch_downloadlist_1987136200/DownloadListPar/sgch_download.ocFile/Empfehlungen%20f%C3%BCr%20kindgerechte%20Verfahren%20im%20Kanton%20St.Gallen.pdf Grundlagen Instrumente heb! - hinschauen. einschätzen. begleiten: https://www.sg.ch/gesundheits-soziales/heb_hinschauen_einschaetzen_begleiten.html

SO	<p>Kantonale Richtlinien für die Bewilligung und Aufsicht von Kindertagesstätten: https://so.ch/fileadmin/internet/ddi/ddi-ags/Kinder_Jugendliche_und_Familien/Kindertagesstaetten/2015_04_29_Kita_Richtlinien_def_01.pdf</p> <p>Handbuch zu den kantonalen Richtlinien für die Bewilligung und Aufsicht von Kindertagesstätten: https://so.ch/fileadmin/internet/ddi/ddi-ags/Kinder_Jugendliche_und_Familien/Kindertagesstaetten/2016_08_12_Handbuch_KITA_v2_01.pdf</p> <p>Kantonale Richtlinien für die Bestätigung und Aufsicht von Tagesfamilien: https://so.ch/fileadmin/internet/ddi/ddi-ags/Kinder_Jugendliche_und_Familien/Tagesfamilien/2015_04_29_Tagesfamilien_Richtlinien_def_01.pdf</p> <p>Kantonale Richtlinien für die Bewilligung und Aufsicht von Pflegefamilien: https://so.ch/fileadmin/internet/ddi/ddi-ags/Kinder_Jugendliche_und_Familien/Pflegefamilien/2015_04_29_Pflegefamilien_Richtlinien_def.pdf</p> <p>Handbuch zu den kantonalen Richtlinien für die Bewilligung und Aufsicht von Pflegefamilien: https://so.ch/fileadmin/internet/ddi/ddi-ags/Kinder_Jugendliche_und_Familien/Pflegefamilien/2018_Handbuch_Pflegefamilien_def.pdf</p> <p>Kantonale Richtlinien für die Bewilligung bzw. Bestätigung und Aufsicht von Dienstleistungsangeboten in der Familienpflege: https://so.ch/fileadmin/internet/ddi/ddi-ags/Kinder_Jugendliche_und_Familien/Dienstleistung_Familienpflege/2015_04_29_DL-Angebote_Richtlinien_def.pdf</p> <p>Kantonale Richtlinien für die Bewilligung und Aufsicht von Institutionen der stationären Kinder- und Jugendbetreuung nach IVSE (s-KiJuB): https://so.ch/fileadmin/internet/ddi/ddi-ags/Kinder_Jugendliche_und_Familien/Kinder_Jugendheime/sKiJuB_Richtlinien.pdf</p> <p>Verhaltenskodex in Bezug auf sexuelle Gewalt für Mitarbeitende des Kinder-/Jugendheims: https://so.ch/fileadmin/internet/ddi/ddi-ags/Kinder_Jugendliche_und_Familien/Kinder_Jugendheime/Verhaltenskodex_sKiJuB_2019.pdf</p>
TI	<p>https://www4.ti.ch/dss/dasf/chi-siamo/ufficio-del-sostegno-a-enti-e-attivita-per-le-famiglie-e-i-giovani</p> <p>https://www4.ti.ch/dss/dasf/temi/famiglia-e-figli/conciliabilita-famiglia-e-lavoro-formazione/nidi-dellinfanzia-e-micro-nidi/aprire-e-gestire-un-nido-dellinfanzia</p>
ZH	<p>Für die Qualitätssicherung der OKJA in den Gemeinden verweisen wir auf das Tool des Dachverbands Offene Kinder- und Jugendarbeit Schweiz (DOJ): https://www.okaj.ch/angebote/beratung-1/quali-tool</p> <p>Kindeswohlklärungen im ganzen Kanton: Erarbeitung eines standardisierten Abklärungsverfahrens inkl. Fachdossiers</p>

Kanton	Dateien (Stand: Mai 2024)
BL	Reglement zu den Qualitätskriterien SPF November 2021.pdf
BS	Richtlinien über die Bewilligung und Aufsicht von Kindertage (7).pdf

f. Praxisbeispiele zu Koordination und Zusammenarbeit

Die nachfolgenden Praxisbeispiele wurden von den Kantonen als Good-Practice zum Thema *Koordination und Zusammenarbeit* vorgeschlagen:

Kanton	Links (Stand: Mai 2024)
AG	<p>https://www.ag.ch/de/verwaltung/dgs/gesellschaft/alter/ueber-die-fachstelle/veranstaltungen/veranstaltungen-familie/aargauer-familietag-und-familienkongress/aargauer-familienkongress</p> <p>https://www.ag.ch/de/verwaltung/dgs/gesellschaft/alter/ueber-die-fachstelle/veranstaltungen/veranstaltungen-familie/netzwerktreffen-fruehe-kindheit</p>
GR	<p>Leitbild Kinder- und Jugendpolitik: https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/kinder-und-jugendpolitik/leitbild/Seiten/default.aspx</p> <p>Strategie Frühe Förderung Kanton GR: https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/Documents/Strategie%20Fr%C3%Bche%20F%C3%B6rderung%20im%20Kanton%20Graub%C3%BCnden%202022%20%E2%80%93%202025.pdf</p> <p>Kindes- und Jugendschutz: (https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/schutz/Seiten/default.aspx)</p> <p>Fach- und Koordinationsstelle Kinderschutz: https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/Documents/Kurzbeschreibung%20zur%20Fach-%20und%20Koordinationsstelle.pdf</p>
TI	<p>https://www4.ti.ch/generale/infogiovani/attivita-giovanili/ufficio-giovani/piattaforma-delle-politiche-giovanili</p> <p>https://tipi.supsi.ch/cms/</p>
VS	https://www.vs.ch/web/sci/observatoire-cantonal-de-la-jeunesse
ZH	<p>Die Vernetzung wird systematisch gemacht. Einen Einblick findet sich hier: https://okaj.ch/angebote</p> <p>Kinderschutzkommission: Kinderschutzkommission Kanton Zürich (zh.ch)</p>

Kanton	Dateien (Stand: Mai 2024)
AR	Konzept_Vernetzung_Kinder- und JugenarbeitAR.pdf

g. Praxisbeispiele zu Informations- und Wissenstransfer

Die nachfolgenden Praxisbeispiele wurden von den Kantonen als Good-Practice zum Thema *Informations- und Wissenstransfer* vorgeschlagen:

Kanton	Links (Stand: Mai 2024)
AG	https://www.ag.ch/de/verwaltung/bks/sonderschulen-behindertenbetreuung/kinder-und-jugendliche/ambulante-angebote https://www.ag.ch/de/verwaltung/bks/sonderschulen-behindertenbetreuung/kinder-und-jugendliche/wohnen-und-entlastung
FR	https://www.fr.ch/dsas/sej/faits-marquants-et-chiffres-cles-sej
GR	Newsletter aus dem Programm der Kinder- und Jugendpolitik: https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/kinder-und-jugendpolitik/newsletter/Seiten/default.aspx Strategie Frühe Förderung Kanton GR: https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/Documents/Strategie%20Fr%C3%BCherung%20im%20Kanton%20Graub%C3%BCnden%202022%20E2%80%93%202025.pdf
SG	find-help mit Widget und Kampagne für Kinder und Jugendliche (sorgenwolken.sg.ch): https://www.sg.ch/gesundheit-soziales/kompass-sg.html https://sorgenwolken.sg/ sichersund - Fachportal Gesundheitsförderung und Prävention 0 bis 25 (Bewerbung erst ab August 2024): https://www.sichersund.ch/
TG	https://kif.tg.ch/fruehe-foerderung/sprachbildung.html/14226 https://www.kinderrechtmobil.ch/
TI	https://www4.ti.ch/generale/infogiovani/attivita-giovanili/ufficio-giovani/piattaforma-delle-politiche-giovanili https://tipi.supsi.ch/cms/
VS	https://www.vs.ch/web/scj/observatoire/rapports
ZH	Plattform für Eltern im Kanton Zürich: fürs Leben gut – das Online-Magazin für Familie und Laufbahn (fuerslebungut.ch) Angebote für Familien im Kanton Zürich: Familie Kanton Zürich (zh.ch)

Kanton	Dateien (Stand: Mai 2024)
FR	Communication globale - Newsletter.docx

h. Praxisbeispiele zur Unterstützung der kommunalen Kinder- und Jugendpolitik

Die nachfolgenden Praxisbeispiele wurden von den Kantonen als Good-Practice zum Thema *Unterstützung der kommunalen Kinder- und Jugendpolitik* vorgeschlagen:

Kanton	Links (Stand: Mai 2024)
AG	https://www.ag.ch/de/verwaltung/dgs/gesellschaft/alter/ueber-die-fachstelle/veranstaltungen/veranstaltungen-familie/netzwerktreffen-fruehe-kindheit https://www.ag.ch/de/verwaltung/dgs/gesellschaft/alter/ueber-die-fachstelle/veranstaltungen/veranstaltungen-familie/familienpolitik-am-mittag
BL	Leitfaden SSA Primar (Link wird ab ca. Okt 24 nicht mehr funktionieren): https://www.baselland.ch/politik-und-behorden/direktionen/bildungs-kultur-und-sportdirektion/soziales/kind-und-jugend/beratung/schulsozialarbeit/downloads-1/leitfaden-schulsozialarbeit-primarstufe.pdf/@download/file/Leitfaden%20Schulsozialarbeit%20Primarstufe.pdf
FR	https://www.fr.ch/vie-quotidienne/enfance-jeunesse-et-famille/politique-je-participe-le-soutien-aux-communes https://www.fr.ch/vie-quotidienne/enfance-jeunesse-et-famille/etat-des-lieux-je-participe

LU	Gemeinden werden durch den Kanton LU finanziell unterstützt bei der Erarbeitung von konzeptionellen Grundlagen und bei der Entwicklung von neuen Angeboten und Projekten. Infos finden sich auf: Anschubfinanzierung im Bereich Frühe Förderung: https://disg.lu.ch/themen/kif/fruehe_foerderung/Umsetzung_Massnahmenplan_2024_2027/Finanzielle_Unterstuetzung Anschubfinanzierung im Bereich Kinder- und Jugendförderung: https://disg.lu.ch/themen/kif/kif/fU/Anschubfinanzierung Anschubfinanzierungskatalog im Bereich Frühe Förderung: https://disg.lu.ch/-/media/DISG/Dokumente/Themen/Kindheit_Jugend_Familie/Fruhe_Foerderung/Anschubfinanzierung_FF/2024_Katalog_Anschubfinanzierung_FF.pdf?rev=86d106de113b43889eedde184c616f4d Anschubfinanzierungskatalog im Bereich Kinder-/Jugendförderung: https://disg.lu.ch/-/media/DISG/Dokumente/Themen/Kindheit_Jugend_Familie/Kinder_und_Jugendfoerderung_Kinder_und_Jugendleitbild/Finanzielle_Unterstuetzung/Anschubfinanzierung_Angebotsuebersicht.pdf?rev=36acd33660e640b599763b7a4737e8d3
SG	Leitfaden für kommunale Kinder- und Jugendbeauftragte und Kontaktpersonen Frühe Förderung: https://www.sg.ch/gesundheitsoziales/soziales/kinder-und-jugendliche/kinder--und-jugendpolitik/kinder--und-jugendbeauftragte/_jcr_content/Par/sgch_downloadlist_1184823363/DownloadListPar/sgch_download.ocFile/Leitfaden%20f%C3%BCr%20kommunale%20Kinder-%20und%20Jugendbeauftragte%20und%20Kontaktpersonen%20Fr%C3%BChe%20F%C3%B6rderung.pdf Grundlage und Umsetzungshilfe Schulsozialarbeit: https://www.kindersg.ch/wp-content/uploads/2020/12/Grundlage-und-Umsetzungshilfe-Schulsozialarbeit.pdf
SO	Webseite Best Practice "Regionale Offene Kinder- und Jugendarbeit" inklusive Broschüre: https://kinderjugendpolitik.so.ch/best-practice/regionale-offene-kinder-und-jugendarbeit/ Gemeindeforum Kind & Jugend Kanton Solothurn: https://kindundjugend.so/offene-kinder-und-jugendarbeit/bildung-und-vernetzung/traegerforum-kinder-und-jugendfoerderung/
TG	Leitfaden Ansprechpersonen in Politischen Gemeinden für Kinder- und Jugendfragen sowie Ansprechpersonen für Frühe Förderung https://kif.tg.ch/public/upload/assets/143289/Leitfaden%20Ansprechpersonen%20in%20Politischen%20Gemeinden%20f%C3%BCr%20Kinder-%20und%20Jugendf%C3%B6rderung%20und%20Fr%C3%BChe%20F%C3%B6rderung.pdf?fp=1
TI	https://www4.ti.ch/generale/infogiovani/attivita-giovanili/ufficio-giovani/informazioni-per-i-comuni
VS	Ordonnance sur les différentes structures en faveur de la jeunesse : https://lex.vs.ch/app/fr/texts_of_law/850.400 (chap. 2a, art. 11a et ss.) Loi en faveur de la jeunesse: https://lex.vs.ch/app/fr/texts_of_law/850.4
ZH	Aufbau von Angeboten der frühen Kindheit durch die Gemeinwesenarbeit des Amtes für Jugend und Berufsberatung AJB: https://www.zh.ch/de/familie/fruehe-kindheit/ Erstellung eines Fachkonzepts für die Schulsozialarbeit: Informationen zur Schulsozialarbeit für Schulen Kanton Zürich (zh.ch)

Kanton	Dateien (Stand: Mai 2024)
BL	Mütter-Väterberatung_WEBversion.pdf

i. Praxisbeispiele zu Fachstellen

Die nachfolgenden Praxisbeispiele wurden von den Kantonen als Good-Practice zum Thema *kantonale Fachstellen* vorgeschlagen:

Kanton	Links (Stand: Mai 2024)
AG	https://www.ag.ch/de/verwaltung/dgs/gesellschaft/familie/aufgaben-der-gemeinden/verankern-weiterentwickeln-der-familienpolitik-politik-der-fruehen-kindheit/umsetzung-strategie-fruehe-kindheit/erklavideo-fruehe-kindheit
GR	Fachstelle Familien, Kinder und Jugendliche: https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/Seiten/default.aspx
NE	Campagne 10 mois 10 droits : https://www.10mois10droits.ch/
SO	Koordinationsstelle Angebote in der Familien- und Heimpflege: https://so.ch/fileadmin/internet/ddi/ddi-ags/Kinder_Jugendliche_und_Familien/Koordinationsstelle_ausserfamiliaere_Unterbringung/211112_ks_ausserfamiliaere_unterbringung_modell.pdf
TG	https://kif.tg.ch/public/upload/assets/139057/Konzept%20f%C3%BCr%20ein%20koordiniertes%20Vorgehen%20in%20der%20Kinder-%20und%20Jugend-%20und%20Familienpolitik%202023-2027.pdf?fp=5

TI	https://www4.ti.ch/generale/infogiovani/attivita-giovanili/ufficio-giovani/programma-di-promozione-dei-diritti-dei-bambini-e-dei-giovani https://www4.ti.ch/generale/infogiovani/attivita-giovanili/ufficio-giovani/informazioni-per-i-comuni https://www4.ti.ch/generale/infogiovani/attivita-giovanili/ufficio-giovani/aggiornamento-legge-giovani-e-legge-colonie https://www4.ti.ch/generale/infogiovani/attivita-giovanili/ufficio-giovani/piattaforma-delle-politiche-giovanili
----	--

Kanton	Dateien (Stand: Mai 2024)
BS	Konzept KMW 2024-28.pdf
FR	Plan d'action_Jeparticipe_FR.pdf
FR	CC_BPEJ_Deléguee_Differding Ira signé.pdf
VD	Lignes directrices v.finales adoptées Conseil d'Etat.pdf

j. Praxisbeispiele zu Fachkommissionen

Die nachfolgenden Praxisbeispiele wurden von den Kantonen als Good-Practice zum Thema *kantonale Fachkommission* vorgeschlagen:

Kanton	Links (Stand: Mai 2024)
AG	https://www.ag.ch/de/verwaltung/bks/ueber-uns/organisation/vertretungen-kommissionen/sport-jugend/kommission-fuer-kinder-und-jugendfragen
BS	Netzwerk Kinderschutz Kanton Basel-Stadt (bs.ch)
FR	https://www.fr.ch/sites/default/files/2021-02/lettre-de-recommandations-du-27-janvier-2021.pdf https://www.fr.ch/vie-quotidienne/enfance-jeunesse-et-famille/commission-de-lenfance-et-de-la-jeunesse
GE	Plateforme pour l'accueil préscolaire Commission de l'enfance, de la jeunesse et du soutien à la parentalité
GR	Netzwerk Kinderschutz Graubünden: https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/Documents/Netzwerk-Kinderschutz-Graubunden_de_2020-06-11.pdf
SG	Fachkonferenz Frühe Förderung: siehe Datei weiter oben Kinderschutz-Konferenz: https://www.sg.ch/gesundheit-soziales/soziales/kinder-und-jugendliche/kinderschutz/kinderschutz-konferenz/_jcr_content/Par/sgch_downloadlist/DownloadListPar/sgch_download_ocFile/Konzept%20Kinderschutz-Konferenz.pdf
SO	Regierungsratsbeschluss "Kantonale Fachkommissionen Departement des Innern; Wahl der Mitglieder für den Rest der Amtsperiode 2021 - 2025": https://rrb.so.ch/beschlussnummer/2022_1592/ Regierungsratsbeschluss "Kantonale Fachkommissionen Departement des Innern; Ergänzungswahlen für den Rest der Amtsperiode 2021 - 2025": https://rrb.so.ch/beschlussnummer/2022_1758/
TG	Kantonale Fachgruppe Frühe Förderung Kanton Thurgau, Grundlagen: https://kjf.tg.ch/public/upload/assets/158395/Konzept%20Fr%C3%BCherung%20Kanton%20Thurgau%202020-2024%20%28verl%C3%A4ngert%20bis%202027%29.pdf?fp=1 https://kjf.tg.ch/public/upload/assets/72587/Empfehlungen_zur_Fr%C3%9Frderung_einer_gemeinde%3Fbergreifenden_Offenen_Kinder-_und_Jugendarbeit_im_Thurgau.pdf?fp=1
TI	https://www4.ti.ch/generale/infogiovani/attivita-giovanili/ufficio-giovani/la-legge-giovani https://www4.ti.ch/generale/infogiovani/attivita-giovanili/ufficio-giovani/la-legge-colonie https://www4.ti.ch/dss/dasf/temi#Famiglia%20e%20figli
VS	https://www.vs.ch/web/promojeunesse/commission-des-jeunes https://www.vs.ch/web/promojeunesse/informations-utiles https://www.vs.ch/web/sci/observatoire-cantonal-de-la-jeunesse
ZH	Kantonale Kinderschutzkommission: politisch-fachliche Stellungnahme und überdirektionale Vernetzung: Kinderschutzkommission Kanton Zürich (zh.ch) Kantonales Interfall-Netzwerk: zur Verbesserung der bereichsübergreifenden Zusammenarbeit in der KJH: Netzwerk Interfall Kanton Zürich (zh.ch)

Kanton	Dateien (Stand: Mai 2024)
FR	Objectifs 2024_CEJ.pdf
FR	rapport-de-legislature-20172021_0.pdf
SG	Konzept Fachkonferenz Fruehe Foerderung_202302.pdf

k. Praxisbeispiele zur Kinder- und Jugendpartizipation

Die nachfolgenden Praxisbeispiele wurden von den Kantonen als Good-Practice zum Thema *Kinder- und Jugendpartizipation* vorgeschlagen:

Kanton	Links (Stand: Mai 2024)
AG	https://gesuche.swisslos-aargau.ch/de/
AR	https://ar.ch/fileadmin/user_upload/Departement_Gesundheit_Soziales/Amt_fuer_Soziales/Chancengleichheit/Downloads/Toolbox_A4.pdf
BS	Zielgruppenbefragung offene Kinder- und Jugendarbeit (FHNW): bericht-zielgruppenbefragung-offene-jugendarbeit-basel-stadt.pdf (bs.ch) KinderMitWirkung: Kinderbüro Basel (kinderbuero-basel.ch) Politbaukasten: Polit-Baukasten Basel Junger Rat: Junger Rat BS - Basel treibts jung (junger-rat.ch) Jugendbefragung BS: Grundausswertung Jugendbefragung 2021 (bs.ch)
FR	https://www.fr.ch/vie-quotidienne/enfance-jeunesse-et-famille/covid-19-plan-de-soutien-jeunesse-fribourg/subvention-pour-les-projets-de-jeunes#:~:text=Le%20%C2%AB%20soutien%20aux%20projets%20de,seul%2De%20ou%20en%20groupe.
GR	https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/jugendfoerderung/Seiten/freiraeume.aspx https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/jugendfoerderung/Seiten/kinder-und-jugendfreundliche-raeume.aspx Projekt Partizipation: https://jugend.gr/partizipation/
TI	https://www4.ti.ch/generale/infogiovani/attivita-giovanili/ufficio-giovani/informazioni-per-i-comuni
VS	https://www.vs.ch/documents/34243/10352728/Observatoire+cantonal+de+la+jeunesse+-+Rapport+2021.pdf/3f7025c7-26a9-11ee-ecbc-2895e6174dc9?t=1639383933773
ZH	Zehn Zürcher Gemeinden überprüfen und verankern im Rahmen des Projekts Partizipation die Partizipation von Kindern und Jugendlichen in ihrer Gemeinde: https://okaj.ch/projekte/partizipation Im Kanton Zürich besteht seit 2024 eine Kooperation zwischen UNICEF Schweiz und Liechtenstein, der okay zürich und der Koordinationsstelle Teilhabe des Kantons Zürich. Dank einer Projektförderung durch die Koordinationsstelle Teilhabe erhalten drei Gemeinden die Möglichkeit, im «Kinderfreundliche Gemeinde»- Prozess durch die okay zürich begleitet zu werden. Diese Gemeinden profitieren ausserdem von einer Mitfinanzierung der Zertifizierungskosten (bei Erstzertifizierung) zu 50% durch die Koordinationsstelle Teilhabe des Kantons Zürich. https://okaj.ch/projekte/kinderfreundliche-gemeinde

Kanton	Dateien (Stand: Mai 2024)
VS	Règlement Parlement des jeunes - Canton du Valais.pdf

l. Praxisbeispiele zur Hilfeplanung und Fallführung

Die nachfolgenden Praxisbeispiele wurden von den Kantonen als Good-Practice zum Thema *Hilfeplanung und Fallführung* vorgeschlagen:

Kanton	Links (Stand: Mai 2024)
FR	https://www.fr.ch/dsas/actualites/reorganisation-du-secteur-de-laction-sociale-directe-sasd-du-service-de-lenfance-et-de-la-jeunesse-sej
GR	Fach- und Koordinationsstelle Kinderschutz: Kurzbeschreibung zur Fach- und Koordinationsstelle.pdf (gr.ch)
SG	Grundlagen und Instrumente zur Früherkennung von Kindeswohlgefährdung und ungünstigen Entwicklungen «heb! – hinschauen. einschätzen. begleiten.» (www.heb.sg.ch)
SH	Kantonaler Handlungsleitfaden Kindeswohlgefährdung für Fachpersonen an Schulen mit Schulsozialarbeit: 594e66a6-7ea5-46f5-abc5-de3bfb74b75e (sh.ch)
TI	https://www4.ti.ch/dss/dasf/chi-siamo/ufficio-dellaiuto-e-della-protezione
ZH	Kindeswohlklärungen im ganzen Kanton: Erarbeitung eines standardisierten Abklärungsverfahrens inkl. Fachdossiers Eltern in Trennung Kanton Zürich (zh.ch)

Kanton	Dateien (Stand: Mai 2024)
BL	Standards_Fremdunterbringung.pdf
FR	avis-a-lautorite-de-protection-de-lenfant_1.docx
FR	protocole-de-depistage-et-d-orientation-de-la-maltraitance-envers-les-mineures-018-ans_0.pdf
SH	Handlungsleitfaden_Kindeswohlgefaehrung_SmSSA_V1-22_K14_Final_Web.pdf
VD	Document_PSE_2024-2028_vweb.pdf

II. Fachstellen

a. Namen der Ämter resp. Abteilungen der übergeordneten Fachstellen

Zuordnung nach thematischen Überkategorien der Ämter und Abteilungen, in welchen die übergeordneten Fachstellen innerhalb der kantonalen Verwaltung verortet sind:

Kindheit und Jugend:

- Service de la protection de l'adulte et de la jeunesse (NE)
- Amt für Jugend und Berufsberatung, Abteilung Fachbereich Kinder- und Jugendhilfe (ZH)
- Service cantonal de la jeunesse (VS)
- Abteilung Kinder und Jugend (SG)
- Service de l'enfance et de la jeunesse (FR)
- Hauptabteilung Kind und Jugend, Amt für Kind, Jugend und Behindertenangebote (BL)
- Direction générale de l'enfance et de la jeunesse (VD)
- Bereich Jugend, Familie und Sport (BS)

Soziales und Gesellschaft:

- Service de l'action sociale (JU)
- Amt für Gesellschaft und Soziales, Abteilung Gesellschaftsfragen (SO)
- Sozialamt (OW, GR)
- Amt für Soziales, Abteilung Chancengleichheit (AR)
- Divisione dell'azione sociale e delle famiglie (TI)
- Dienststelle Soziales und Gesellschaft, Abteilung Kindheit-Jugend-Familie und Integration (LU)

Kultur und Sport:

- Amt für Kultur und Sport (UR)

Generalsekretariat

- Generalsekretariat (TG)

b. Departemente und Direktionen mit Fachstellen im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik

Namen der Departemente und Direktionen in der kantonalen Verwaltung in denen die Fachstellen, die im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik aktiv sind, verortet sind (in alphabetischer Reihenfolge):¹⁸⁵

Die Namen der Departemente und Direktionen, in denen die übergeordnete Fachstelle verortet sind, sind kursiv dargestellt.

¹⁸⁵ Fehlende Angaben wurden mittels einer Recherche auf den jeweiligen Websites der Kantonsverwaltung ergänzt.

Kanton	Name der Departemente/Direktionen
AG	Departement Gesundheit und Soziales
AG	Gerichte
AG	Departement Bildung, Kultur und Sport
AI	Gesundheits- und Sozialdepartement
AR	<i>Departement Gesundheit und Soziales</i>
AR	Departement Bildung und Kultur
AR	Departement Inneres und Sicherheit
BE	Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion
BE	Bildungs- und Kulturdirektion
BE	Sicherheitsdirektion
BE	Direktion für Inneres und Justiz
BE	Staatskanzlei
BL	<i>Bildungs-, Kultur- und Sportdirektion</i>
BL	Sicherheitsdirektion
BL	Volkswirtschafts- und Gesundheitsdirektion
BS	<i>Erziehungsdepartement</i>
FR	<i>Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS)</i>
GE	Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse
GE	Département de la cohésion sociale
GL	Volkswirtschaft und Inneres
GL	Departement Bildung und Kultur
GR	<i>Departement für Volkswirtschaft und Soziales</i>
JU	<i>Département de l'intérieur</i>
LU	<i>Gesundheits- und Sozialdepartement</i>
LU	Bildungs- und Kulturdepartement
NE	<i>Département de la santé, des régions et des sports</i>
OW	<i>Sicherheits- und Sozialdepartement</i>
SG	<i>Departement des Innern</i>
SG	Gesundheitsdepartement
SG	Sicherheits- und Justizdepartement
SG	Bildungsdepartement
SH	Erziehungsdepartement
SO	<i>Departement des Innern</i>
SZ	Departement des Innern
TG	<i>Departement für Erziehung und Kultur</i>
TI	<i>Dipartimento della sanità e della socialita</i>
UR	<i>Bildungs- und Kulturdirektion</i>
UR	Gesundheits-, Sozial- und Umweltdirektion
VD	<i>Département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité (DJES)</i>
VS	<i>Département de l'économie et de la formation (DEF)</i>
ZG	Direktion des Innern
ZG	Gesundheitsdirektion
ZG	Direktion für Bildung und Kultur
ZG	Volkswirtschaftsdirektion
ZH	<i>Bildungsdirektion</i>

c. Namen der themenspezifischen Fachstellen

Zuordnung der themenspezifischen Fachstellen nach thematischen Überkategorien (ohne Nennung der Kantone):

Kinderschutz und Jugendhilfe:

- Kinder- und Jugendhilfe
- Kinderschutzgruppe
- KESB AR (Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde Appenzell Ausserrhoden)
- Office de protection de l'enfant
- Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde
- Fachstelle Kinderschutz
- Aufsicht Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden (Departement des Inneren)
- Familiengerichte (KESB)
- Fachstelle für Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde (KESB)
- Office de protection de l'adulte (pour les jeunes majeur-e-s)

Kindertagesstätten und Schulergänzende Angebote:

- Bewilligung und Aufsicht Kindertagesstätten (Departement des Inneren)
- Fachbereich schulergänzende Angebote
- Fachstelle Tagesstrukturen
- Fachstelle Kinderbetreuung
- Fachstelle Tagesbetreuung
- Unités de l'accueil extrafamilial de jour
- Le secteur des milieux d'accueil

Frühe Förderung

- Bereich Frühe Förderung, Abteilung Kindheit-Jugend-Familie, Dienststelle Soziales und Gesellschaft
- Zentrum für Frühförderung
- Fachbereich Frühe Förderung
- Fachstelle Frühe Förderung und Familienpolitik
- Fachstelle Familie und Frühe Kindheit

Kindheit und Jugend (und Familie)

- Fachstelle für Kinder-, Jugend- und Familienfragen
- Fachstelle Kind, Jugend, Familie
- Fachstelle Familie
- Kinder- und Jugenddienst
- Anlauf- und Koordinationsstelle für Kinder- und Jugendfragen
- Dienststelle Soziales und Gesellschaft, Abteilung Kindheit-Jugend-Familie, Bereich Kinder-/Jugendförderung
- Fachstelle Jugendhilfe
- punkto Eltern, Kind & Jugendliche
- Direction générale de l'office de l'enfance et de la jeunesse
- Kantonales Sozialamt Appenzell I.Rh.
- Fachstelle Offene Kinder- und Jugendarbeit
- Abteilung Soziale Organisationen und Opferhilfe - Fachbereich Familie - Kindheit - Jugend
- Kantonales Jugendamt
- VGD-Gesundheitsförderung: Frühe Kindheit, Kindheit und Jugend, Psychische Gesundheit in Kindheit und Jugend
- Anlauf- und Koordinationsstelle für Kinder- und Jugendfragen

- Direction générale de l'office de l'enfance et de la jeunesse
- Secteur Intake
- Ufficio del sostegno a enti e attività per le famiglie e i giovani UFaG
- Espaces Jeunes
- Koordinationsstelle ausserfamiliäre Platzierungen
- Amt für Jugend und Berufsberatung-Zentralbereich ergänzende Hilfen zur Erziehung
- Amt für Jugend und Berufsberatung-Gemeinwesenarbeit GWA Region Nord
- Amt für Jugend und Berufsberatung-Gemeinwesenarbeit GWA Region Süd
- Amt für Jugend und Berufsberatung-Gemeinwesenarbeit GWA Region West
- Amt für Jugend und Berufsberatung-Gemeinwesenarbeit GWA Region Ost

Kinder- und Jugendförderung:

- Fachstelle Kinder- und Jugendförderung
- okaj zürich - Kantonale Kinder- und Jugendförderung
- Unité de promotion et de soutien aux activités de jeunesse
- Le bureau de promotion des enfants et des jeunes

Hilfen zur Erziehung

- Abteilung Sonderschulung, Heime und Werkstätten
- Bewilligung und Aufsicht stationäre Kinder- und Jugendeinrichtungen (Departement des Inneren)
- Bereich Ergänzende Hilfen zur Erziehung, Abteilung Kindheit-Jugend-Familie, Dienststelle Soziales und Gesellschaft
- Bereich Ergänzende Hilfen zur Erziehung, Abteilung Kindheit-Jugend-Familie, Dienststelle Soziales und Gesellschaft

Bildung und Beratung:

- Abteilung Volksschule
- Schulsozialarbeit
- Dienststelle Volksschulbildung, Regelschule, Bereich Schuldienste
- BKSD-Amt für Volksschulen: Hauptabteilung Sonderpädagogik
- Dienststelle Berufs- und Weiterbildung, BIZ Beratungs- und Informationszentrum für Bildung und Beruf
- Berufs- Studien- und Laufbahnberatung
- Koordinationsstelle Elternbildung
- Koordinationsstelle Elternbildung (Bildungsdepartement)
- Erziehungsdepartement Appenzell I.Rh.
- KIS Kriseninterventionsstelle der Schulen
- GAP Case Management Berufsbildung

Gesundheitsförderung und Prävention:

- Amt für Gesundheit
- Dienststelle Gesundheit und Sport, Fachstelle Gesundheitsförderung
- Dienststelle Gesundheit und Sport, Sportförderung
- ZEPRA Fachstelle Gesundheitsförderung und Prävention (Gesundheitsdepartement)
- Gesundheitsförderung Uri (Prävention und Sucht)
- Fachbereich Gesundheitsförderung
- Fachstelle Gesundheitsförderung
- Gesundheitsförderung und Prävention
- Amt für Sport und Gesundheitsförderung
- Präventionsabteilung der Kantonspolizei
- Dienststelle Gesundheit und Sport, Sportförderung

Recht und Sicherheit:

- Jugendanwaltschaft
- Koordinationsstelle Häusliche Gewalt und Menschenhandel (Sicherheits- und Justizdepartement)
- Le centre de consultation Lavi

Soziale Förderung und Unterstützung (divers):

- Fachstelle Alter und Familie
- Familienförderung und soziale Sicherung (Departement des Inneren)
- Fachbereich Sozialberatung (Departement des Inneren)
- Amt für Berufsbildung, Beratung und Unterstützung
- Behinderung und Betreuungsleistungen
- Integrationsförderung (Departement des Inneren)
- Gleichstellungsförderung (Departement des Inneren)
-

Sozialämter und Sozialdienste:

- Unité des prestations socio-éducatives
- Services sociaux régionaux
- Secrétariat général du département de la cohésion sociale
- Kantonales Sozialamt Appenzell I.Rh.
- Amt für Soziales
- Kantonaler Sozialdienst
- Soziale Einrichtungen
- Le secteur de l'action sociale directe
-

Administration und Finanzen

- Unité financières et contrôles interne
- Le secteur administratif

III. Fachkommissionen

a. Namen der kantonalen Fachkommissionen

Zuordnung der genannten kantonalen Fachkommissionen (n = 53) nach thematischen Überkategorien:

Jugend

- Koordinationskommission für die kantonale Jugendpolitik
- Jugendkommission
- Kantonale Kommission für Jugend
- Jugendrat
- Kantonale Jugendhilfekommission JUHIKO
- Politische Steuerungsgruppe Jugendpolitik
- Beratende Jugendkammer (Förderung)
- Beratende Kommission für Jugend (Förderung)
- Kantonale Jugendkommission
- Kantonales Jugendobservatorium
- Jugendkommission

Kinder- Jugend (und Familie)

- Arbeitsgruppe Qualitätssicherung in der Kinder- und Jugendhilfe
- Kommission für Kindheit, Jugend und Unterstützung der Elternschaft

- Familie, Kind und Jugend
- Steuergruppe Kinder- und Jugendhilfe
- Kantonale Kinder- und Jugendkommission
- Kinder- und Jugendkommission
- Kommission für Kinder- und Jugendfragen
- Die Kommission für Kinder und Jugendliche des Kantons Fribourg
- Resonanzgruppe für Kinder-, Jugend- und Familienfragen
- Beobachtungsstelle für Familienpolitik
- Familienkommission

Kindesschutz

- Koordinationskommission für den Schutz von Minderjährigen
- Fach- und Koordinationsstelle Kindesschutz
- Kinderschutzgruppe
- Kantonale Kindesschutzkommission
- Kindes- und Jugendschutz
- Kindesschutz-Konferenz
- Kindesschutzgruppe
- Kantonale Kommission gegen Misshandlungen
- Interprofessionelle Gruppe gegen Misshandlung
- Kommission Ergänzende Hilfen zur Erziehung
- Kommission für die Unterstützung von Verbrechensopfern
- Netzwerk Kindesschutz

Prävention und Gesundheit

- Kommission für Gesundheitsförderung, Prävention und Sucht
- Steuergruppe Präventionsprojekte im Jugendbereich
- Kommission Gewaltprävention
- Kantonaler Rat für Prävention und Sicherheit

Frühe Förderung

- Fachkonferenz Frühe Förderung
- Kantonale Fachgruppe Frühe Förderung
- Koordinationsgremium Frühe Förderung
- Plattform für vorschulische Betreuung
- Netzwerk Frühbereich
- Steuergruppe Frühe Förderung

(Sonder-)Pädagogik

- Multidisziplinäre Empfehlungskommission für Massnahmen in der Sonderpädagogik
- Beratende Kommission für Sonderpädagogik (Schutz)
- Kommission für schulische Mediation

Politik und Behörde

- Politische und Fachliche Kommission
- Behördenkonferenz

Spezifische Themen

- Strategische Leitung des Programms für Kinderrechte
- Kommission für Ferienkolonien

- Rat der Migrationseinheit Empfang
- Fachgruppe Medienkompetenz
-

IV. Finanzierung

a. Finanzierung der Leistungen und Angebot nach Kanton

In diesem Anhang-Kapitel wird entlang verschiedener Themenbereiche dargestellt, wer die einzelnen Leistungen und Angebote im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik in den Kantonen im Jahr 2024 finanziert.

Finanzierung der allgemeinen Förderleistungen

Finanzierung der Leistung „Offene Kinder- und Jugendarbeit/Soziokulturelle Angebote“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG			1		
AI			1		
AR		1			
BE			1		
BL		1			
BS			1		
FR			1		
GE			1		
GL		1			
GR			1		
JU			1		
LU		1			
NE			1		
NW			1		
OW			1		
SG			1		
SH			1		
SO		1			
SZ		1			
TG		1			
TI			1		
UR			1		
VD			1		
VS			1		
ZG			1		
ZH		1			
Summe		8	18		

Finanzierung der Leistung „Aufsuchende Jugend(sozial)arbeit“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG			1		
AI					1
AR				1	
BE					1
BL				1	
BS			1		
FR			1		
GE			1		
GL		1			
GR		1			
JU			1		
LU		1			
NE			1		
NW					1
OW		1			
SG			1		
SH				1	
SO					1
SZ		1			
TG		1			
TI			1		
UR			1		
VD			1		
VS			1		
ZG		1			
ZH		1			
Summe		8	11	3	4

Finanzierung der „Angebote der Frühen Förderung“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG		1			
AI				1	
AA			1		
BE			1		
BL			1		
BS			1		
FR			1		
GE	1				
GL			1		
GR			1		
JU			1		
LU		1			
NE			1		
NW					1
OW			1		
SG			1		
SH			1		
SO		1			
SZ			1		
TG			1		
TI	1				
UR			1		
VD	1				
VS			1		
ZG			1		
ZH			1		
Summe	3	3	18	1	1

Finanzierung der „Familien- und schulergänzende Kinderbetreuung“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG		1			
AI		1			
AR			1		
BE			1		
BL		1			
BS			1		
FR			1		
GE			1		
GL			1		
GR			1		
JU			1		
LU ¹⁸⁶					
NE			1		
NW					1
OW			1		
SG			1		
SH			1		
SO		1			
SZ			1		
TG		1			
TI			1		
UR			1		
VD			1		
VS			1		
ZG		1			
ZH		1			
Summe		7	17		1

Finanzierung der Leistung „Elternbildung“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG				1	
AI					1
AR					1
BE	1				
BL			1		
BS			1		
FR			1		
GE	1				
GL			1		
GR					1
JU	1				
LU		1			
NE		1			
NW					1
OW				1	
SG			1		
SH			1		
SO	1				
SZ					1
TG			1		
TI	1				
UR			1		
VD	1				
VS			1		
ZG			1		
ZH			1		
Summe	6	2	11	2	5

Zu diesen «allgemeinen Förderleistungen» wurden den Kantonen folgende Frage gestellt: «Falls es sich bei einzelnen der oben dargestellten Leistungen im Jahr 2024 nicht um eine fortlaufende Finanzierung (Regelfinanzierung) handelt, sondern um Anschubfinanzierung oder um eine Projektfinanzierung, so nennen Sie nachfolgend bitte alle Leistungen, für die dies zutrifft (bitte nennen Sie pro Leistung jeweils auch die Finanzierungsform (Anschubfinanzierung oder Projektfinanzierung) und die finanzierende(n) Stelle(n), sprich ob Kanton, Gemeinde oder beide):»

Antworten (wortwörtlich wiedergegeben):

- AG: OKJA und aufsuchende Jugendarbeit: Anschub- und Projektfinanzierung
- AR: Zur Frage zu 2014: Hier wurde weder Kanton noch Gemeinde angekreuzt. In einzelnen Gemeinden (nicht flächendeckend!) könnte es aber bereits damals eine Unterstützung der Kinderbetreuungsangebote gegeben haben. Der Kanton koordiniert die Elternbildung finanziert aber keine Angebote - daher weiss nicht .
- FR: Financement par projet: animation socioculturelle, travail social hors murs / offre d'encouragement précoce création de maison ouverte se fait par financement de départ sur 3 ans par exemple.
- GR: Sozialamt: Fach- und Koordinationsstelle Kinderschutz - Amt für Migration und Zivilrecht / Fachstelle Integration: Projektförderung im Rahmen des KIP Kantonalen Integrationsprogrammes; - Gesundheitsamt: Pilotprojekt PAT - Mit Eltern Lernen Graubünden
- JU: Chaque projet est financé différemment selon la pertinence du moment. Les porteurs de projet déposent une demande auprès du canton qui prend ensuite position de soutenir ou non. Lorsque le canton entre en matière pour un financement, il peut être pris en charge par la répartition des charges (72% canton et 28% communes) ou par des subventions ponctuelles.

- LU: Wir haben eine Bemerkung zu der Familien- und Schulgängenden Kinderbetreuung. Wir haben die Zeile leergelassen, weil es keine passende Antwortmöglichkeit gab. Die Familienergänzende Kinderbetreuung wird bislang (2014 und heute) über die Gemeinden finanziert. Stand 2024: falls in der familienergänzenden Kinderbetreuung Frühe Sprachförderung angeboten wird, dann finanziert der Kanton einen kleinen Beitrag mit - bei jenen, die keine Frühe Sprachförderung anbieten, gibt es keine Kantonsbeiträge. Die schulergänzende Kinderbetreuung wird 2014 über die Gemeinden und 2024 über Gemeinden und Kanton finanziert.
- SG: VORBEMERKUNG: Da der Kanton St. Gallen in mindestens zwei Gesetzen (EG-ZGB, SHG) eine sehr allgemeine Kann-Formulierung zur Finanzierung enthält, wurden die Fragen dahingehend beantwortet, dass sowohl Gemeinden als auch Kanton für die Finanzierung zuständig sind. Faktisch und auch gemäss anderen gesetzlichen Grundlagen sind aber für die meisten Bereiche die Gemeinden zuständig. OKJA/Soziokultur: Regelfinanzierung Gemeinden; Anschubfinanzierung oder Projektfinanzierung Gemeinden und Kanton Aufsuchende Jugend(sozial)arbeit: Dito Angebote der frühen Förderung: Regelfinanzierung Gemeinden; vereinzelt Regelfinanzierung von übergeordneten Angeboten, ansonsten Anschubfinanzierung oder Projektfinanzierung Gemeinden und Kanton Elternbildung: Regelfinanzierung Gemeinden; Anschubfinanzierung oder Projektfinanzierung Gemeinden und Kanton. JTG: Offene Kinder- und Jugendarbeit/Soziokulturelle Angebote, Anschubfinanzierung, Kanton Aufsuchende Jugend(sozial)arbeit, Anschubfinanzierung, Kanton Angebote der Frühen Förderung, Projektfinanzierung, Kantond
- VD: Animation socioculturelle: financement par projets et pour la coordination au niveau cantonal - travail social de proximité: financement prioritairement communal des postes mais financement cantonal de projets ou de développement de nouveaux postesJs

Finanzierung der Beratungs- und Unterstützungsleistungen

Finanzierung der Leistung „Beratung für Kinder und Jugendliche“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG		1			
AI	1				
AR		1			
BE			1		
BL		1			
BS			1		
FR		1			
GE	1				
GL			1		
GR			1		
JU	1				
LU		1			
NE	1				
NW	1				
OW	1				
SG			1		
SH			1		
SO		1			
SZ		1			
TG			1		
TI			1		
UR			1		
VD	1				
VS	1				
ZG	1				
ZH	1				
Summe	10	7	9		

Finanzierung der Leistung „Erziehungs-, Familien und Paarberatung“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG		1			
AI	1				
AR			1		
BE			1		
BL		1			
BS			1		
FR	1				
GE	1				
GL	1				
GR			1		
JU	1				
LU		1			
NE	1				
NW	1				
OW	1				
SG		1			
SH			1		
SO		1			
SZ			1		
TG			1		
TI	1				
UR			1		
VD	1				
VS	1				
ZG	1				
ZH	1				
Summe	13	5	8		

Finanzierung der Leistung „Schulsozialarbeit“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG		1			
AI	1				
AR				1	
BE			1		
BL			1		
BS			1		
FR		1			
GE	1				
GL	1				
GR		1			
JU	1				
LU			1		
NE		1			
NW		1			
OW		1			
SG			1		
SH		1			
SO		1			
SZ		1			
TG		1			
TI	1				
UR		1			
VD	1				
VS		1			
ZG		1			
ZH		1			
Summe	6	14	5	1	

Finanzierung der „assistierenden und begleitenden Leistungen der Kinder- und Jugendhilfe in Schulen (z. B. Schulsozialpädagogik)“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG		1			
AI				1	
AR				1	
BE					1
BL			1		
BS			1		
FR	1				
GE	1				
GL		1			
GR					1
JU	1				
LU			1		
NE			1		
NW					1
OW		1			
SG					1
SH				1	
SO					1
SZ		1			
TG					1
TI	1				
UR			1		
VD	1				
VS	1				
ZG			1		
ZH		1			
Summe	6	5	6	3	6

Finanzierung der „Leistungen für Familien mit einem psychisch erkrankten Elternteil“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG			1		
AI					1
AR					1
BE					1
BL	1				
BS			1		
FR	1				
GE	1				
GL	1				
GR					1
JU	1				
LU			1		
NE			1		
NW					1
OW				1	
SG			1		
SH				1	
SO					1
SZ					1
TG		1			
TI	1				
UR					1
VD	1				
VS	1				
ZG					1
ZH	1				
Summe	9	1	5	2	9

Finanzierung der „Leistungen für die Integration Jugendlicher in die Erwerbsarbeit“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG	1				
AI	1				
AR	1				
BE					1
BL	1				
BS			1		
FR	1				
GE			1		
GL	1				
GR					1
JU	1				
LU	1				
NE	1				
NW	1				
OW			1		
SG					1
SH	1				
SO			1		
SZ			1		
TG			1		
TI			1		
UR	1				
VD	1				
VS	1				
ZG	1				
ZH			1		
Summe	15		8		3

Finanzierung der „Entlastungsangebote für Familien“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG	1				
AI	1				
AR					1
BE					1
BL	1				
BS			1		
FR			1		
GE	1				
GL	1				
GR					1
JU	1				
LU			1		
NE			1		
NW					1
OW					1
SG		1			
SH				1	
SO					1
SZ					1
TG				1	
TI			1		
UR			1		
VD					1
VS		1			
ZG			1		
ZH	1				
Summe	7	2	7	2	8

Zu diesen «Beratungs- und Unterstützungsleistungen» wurden den Kantonen folgende Frage gestellt: «Falls es sich bei einzelnen der oben dargestellten Leistungen im Jahr 2024 nicht um eine fortlaufende Finanzierung (Regelfinanzierung) handelt, sondern um Anschubfinanzierung oder um eine Projektfinanzierung, so nennen Sie nachfolgend bitte alle Leistungen, für die dies zutrifft (bitte nennen Sie pro Leistung jeweils auch die Finanzierungsform (Anschubfinanzierung oder Projektfinanzierung) und die finanzierende(n) Stelle(n), sprich ob Kanton, Gemeinde oder beide):»

Antworten (wortwörtlich wiedergegeben):

- AI: Anmerkung zu Assistenzpersonen: Klassenassistenzen vorhanden, jedoch werden diese von den jeweiligen Schulgemeinden finanziert. Zusätzlich: SEBA (schulergänzende Kinderbetreuung), Projektfinanzierung, Pilotprojekt mit Evaluation im Jahr 2027
- SG: Leistungen für Familien mit psychisch erkranktem Elternteil: Regelfinanzierung unklar; Anschubfinanzierungen / Projektfinanzierungen Gemeinden und Kanton.

Finanzierung der Leistungen im Bereich Hilfen zur Erziehung

Finanzierung der Leistung „Sozialpädagogische Familienbegleitung“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG			1		
AI	1				
AR					1
BE			1		
BL	1				
BS			1		
FR			1		
GE	1				
GL	1				
GR		1			
JU	1				
LU			1		
NE	1				
NW	1				
OW		1			
SG		1			
SH		1			
SO		1			
SZ			1		
TG				1	
TI	1				
UR			1		
VD	1				
VS			1		
ZG		1			
ZH	1				
Summe	10	6	8	1	1

Finanzierung der Leistung „Begleitete Besuche und Übergaben“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG				1	
AI	1				
AR					1
BE			1		
BL			1		
BS			1		
FR				1	
GE	1				
GL	1				
GR			1		
JU	1				
LU			1		
NE	1				
NW	1				
OW		1			
SG		1			
SH		1			
SO		1			
SZ		1			
TG				1	
TI	1				
UR			1		
VD	1				
VS	1				
ZG	1				
ZH	1				
Summe	11	5	6	3	1

Finanzierung der Leistung „Sozialpädagogische Einzelbegleitung von Jugendlichen“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG				1	
AI	1				
AR					1
BE			1		
BL				1	
BS			1		
FR			1		
GE	1				
GL	1				
GR					1
JU	1				
LU			1		
NE	1				
NW	1				
OW		1			
SG		1			
SH				1	
SO		1			
SZ					1
TG				1	
TI	1				
UR			1		
VD	1				
VS	1				
ZG			1		
ZH	1				
Summe	10	3	6	4	3

Finanzierung der Leistung „Sozialpädagogische Tagesstrukturen“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG				1	
AI	1				
AR				1	
BE			1		
BL				1	
BS			1		
FR			1		
GE	1				
GL	1				
GR					1
JU	1				
LU			1		
NE	1				
NW	1				
OW		1			
SG			1		
SH				1	
SO			1		
SZ			1		
TG				1	
TI	1				
UR	1				
VD	1				
VS			1		
ZG			1		
ZH	1				
Summe	10	1	9	5	1

Finanzierung der Leistung „Heimpflege“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG			1		
AI	1				
AR			1		
BE			1		
BL	1				
BS			1		
FR			1		
GE	1				
GL	1				
GR					1
JU	1				
LU			1		
NE	1				
NW	1				
OW			1		
SG			1		
SH		1			
SO	1				
SZ			1		
TG				1	
TI			1		
UR			1		
VD	1				
VS			1		
ZG					1
ZH	1				
Summe	10	1	12	1	2

Finanzierung der Leistung „Familienpflege“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG			1		
AI	1				
AR		1			
BE			1		
BL	1				
BS			1		
FR				1	
GE	1				
GL	1				
GR		1			
JU			1		
LU			1		
NE	1				
NW	1				
OW					1
SG		1			
SH		1			
SO	1				
SZ			1		
TG				1	
TI	1				
UR			1		
VD	1				
VS	1				
ZG					1
ZH	1				
Summe	11	4	7	2	2

Zu diesen Leistungen im Bereich Hilfen zur Erziehung wurden den Kantonen folgende Frage gestellt: «Falls es sich bei einzelnen der oben dargestellten Leistungen im Jahr 2024 nicht um eine fortlaufende Finanzierung (Regelfinanzierung) handelt, sondern um Anschubfinanzierung oder um eine Projektfinanzierung, so nennen Sie nachfolgend bitte alle Leistungen, für die dies zutrifft (bitte nennen Sie pro Leistung jeweils auch die Finanzierungsform (Anschubfinanzierung oder Projektfinanzierung) und die finanzierende(n) Stelle(n), sprich ob Kanton, Gemeinde oder beide):»

Antworten (wortwörtlich wiedergegeben):

- AR: Die Heimpflege wird in IVSE-Fällen von den Gemeinden finanziert. Wenn unter Heimpflege Kitas gemeint sind, sind es Kanton und Gemeinde, die gemeinsam finanzieren. Für die Finanzierung von stationären Einrichtungen (IVSE) sind es wiederum die Gemeinden allein
- FR: Ceci est structurel et non par projet. C'est des financements sur le long terme

Finanzierung der Aufgaben im Bereich des zivilrechtlichen Kinderschutzes

Finanzierung der „Abklärung im Rahmen von Kinderschutzverfahren“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG		1			
AI	1				
AR	1				
BE	1				
BL		1			
BS					1
FR	1				
GE	1				
GL	1				
GR	1				
JU	1				
LU		1			
NE	1				
NW	1				
OW		1			
SG		1			
SH	1				
SO		1			
SZ	1				
TG			1		
TI	1				
UR	1				
VD	1				
VS	1				
ZG					1
ZH				1	
Summe	16	6	1	1	2

Finanzierung der „Einschätzungsaufgaben im Kontext von Meldepflichten“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG	1				
AI	1				
AR	1				
BE	1				
BL		1			
BS					1
FR	1				
GE	1				
GL	1				
GR	1				
JU	1				
LU		1			
NE	1				
NW	1				
OW		1			
SG			1		
SH	1				
SO		1			
SZ	1				
TG			1		
TI	1				
UR	1				
VD	1				
VS	1				
ZG					1
ZH	1				
Summe	18	4	2		2

Finanzierung der „Vertretungsaufgaben im Rahmen einer Beistandschaft“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG		1			
AI	1				
AR		1			
BE	1				
BL		1			
BS					1
FR	1				
GE	1				
GL	1				
GR		1			
JU	1				
LU		1			
NE	1				
NW	1				
OW		1			
SG		1			
SH		1			
SO		1			
SZ				1	
TG					1
TI			1		
UR	1				
VD					1
VS	1				
ZG					1
ZH	1				
Summe	11	9	1	1	4

Zu diesen Leistungen im Bereich des zivilrechtlichen Kindesschutzes wurden den Kanton folgende Frage gestellt: «Falls es sich bei einzelnen der oben dargestellten Leistungen im Jahr 2024 nicht um eine fortlaufende Finanzierung (Regelfinanzierung) handelt, sondern um Anschubfinanzierung oder um eine Projektfinanzierung, so nennen Sie nachfolgend bitte alle Leistungen, für die dies zutrifft (bitte nennen Sie pro Leistung jeweils auch die Finanzierungsform (Anschubfinanzierung oder Projektfinanzierung) und die finanzierende(n) Stelle(n), sprich ob Kanton, Gemeinde oder beide):»

Auf diese Frage wurden keine weiteren Leistungen genannt.

Finanzierung weiterer Leistungen und Aktivitäten

Finanzierung der „Hilfeplanung und Fallführung“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG				1	
AI	1				
AR	1				
BE			1		
BL		1			
BS			1		
FR	1				
GE	1				
GL	1				
GR					1
JU			1		
LU			1		
NE	1				
NW					1
OW		1			
SG					1
SH			1		
SO		1			
SZ		1			
TG				1	
TI			1		
UR			1		
VD	1				
VS	1				
ZG					1
ZH	1				
Summe	9	4	7	2	4

Finanzierung der „Informations-, Ombuds- und Beschwerdestellen“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG			1		
AI			1		
AR				1	
BE		1			
BL	1				
BS		1			
FR	1				
GE	1				
GL	1				
GR	1				
JU	1				
LU		1			
NE			1		
NW				1	
OW	1				
SG		1			
SH		1			
SO	1				
SZ	1				
TG	1				
TI	1				
UR		1			
VD			1		
VS	1				
ZG	1				
ZH			1		
Summe	13	6	5	2	

Finanzierung der „themenbezogenen Programme und Projekte im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG				1	
AI			1		
AR			1		
BE			1		
BL			1		
BS			1		
FR			1		
GE	1				
GL			1		
GR			1		
JU			1		
LU			1		
NE			1		
NW					1
OW	1				
SG			1		
SH			1		
SO			1		
SZ				1	
TG					
TI			1		
UR			1		
VD			1		
VS			1		
ZG	1				
ZH			1		
Summe	3		19	2	1

Finanzierung der „Freizeitvereine und Kinder- und Jugendverbände (z. B. kantonaler Verband, Leiterausbildungen)“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG			1		
AI			1		
AR					1
BE					1
BL				1	
BS			1		
FR			1		
GE			1		
GL			1		
GR					1
JU			1		
LU			1		
NE			1		
NW					1
OW			1		
SG			1		
SH					1
SO		1			
SZ				1	
TG			1		
TI	1				
UR			1		
VD			1		
VS		1			
ZG	1				
ZH			1		
Summe	2	2	15	2	5

Finanzierung der „Partizipation von Kindern und Jugendlichen“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG			1		
AI			1		
AR					1
BE			1		
BL					1
BS			1		
FR			1		
GE			1		
GL			1		
GR			1		
JU			1		
LU			1		
NE			1		
NW					1
OW			1		
SG			1		
SH			1		
SO		1			
SZ				1	
TG			1		
TI			1		
UR			1		
VD			1		
VS			1		
ZG	1				
ZH			1		
Summe	1	1	20	1	3

Finanzierung „weiterer Aktivitäten für, von oder mit Kindern und Jugendlichen (Ferienlager, Projektfonds, Wettbewerbe, Preise usw.)“ im Jahr 2024					
Kanton	Nur Kanton	Nur Gemeinde	Kanton und Gemeinde	Weder Kanton noch Gemeinde	Weiss nicht
AG			1		
AI			1		
AR					1
BE					1
BL				1	
BS			1		
FR					1
GE			1		
GL			1		
GR					1
JU			1		
LU			1		
NE			1		
NW					1
OW			1		
SG			1		
SH			1		
SO			1		
SZ				1	
TG			1		
TI			1		
UR			1		
VD			1		
VS		1			
ZG			1		
ZH					1
Summe		1	17	2	6

b. Veränderungen bei der Finanzierung von 2014 bis 2024 nach Leistungen und Kanton

Die Kantone gaben auf Basis von Dokumenten und Fakten an, welche dieser Leistungen und Angebote in der Kinder- und Jugendpolitik im Jahr 2014 durch wen finanziert wurden. Diese Ergebnisse wurden mit den Antworten für das Jahr 2024 verglichen.

Nachfolgend werden die eruierten Veränderungen bei der Finanzierung der einzelnen Leistungen nach Kanton dargestellt.

AG:

Leistungen für Familien mit einem psychisch erkrankten Elternteil: 2014: Weder Kanton noch Gemeinden, 2024: nur Kanton

Entlastungsangebote für Familien: 2014: Weder Kanton noch Gemeinden, 2024: nur Kanton

Sozialpädagogische Familienbegleitung: 2014: Weder Kanton noch Gemeinden, 2024: Kanton und Gemeinden

Familienpflege: 2014: Weder Kanton noch Gemeinden, 2024: Kanton und Gemeinden

Informations-, Ombuds- und Beschwerdestellen: 2014: Kanton und Gemeinden, 2024: Weder Kanton noch Gemeinden

AR:

Familien- und schulergänzende Kinderbetreuung: 2014: Weder Kanton noch Gemeinden, 2024: Kanton und Gemeinden

BL:

Aufsuchende Jugend(sozial)arbeit: 2014: nur Gemeinden, 2024: Weder Kanton noch Gemeinden
Sozialpädagogische Familienbegleitung: 2014: nur Gemeinden, 2024: nur Kanton

FR:

Aufsuchende Jugend(sozial)arbeit: 2014: nur Gemeinde, 2014: Kanton und Gemeinden
Elternbildung: 2014: Weder Kanton noch Gemeinden, 2024: Kanton und Gemeinden

GE:

Themenbezogene Programme und Projekte im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik: 2014: Kanton und Gemeinden, 2024: nur Kanton
Partizipation von Kindern und Jugendlichen: 2014: Weder Kanton noch Gemeinden, 2024: Kanton und Gemeinden

GL:

Angebote der Frühen Förderung: 2014: nur Kanton, 2024: Kanton und Gemeinden
Familien- und schulergänzende Kinderbetreuung: 2014: nur Gemeinde, 2014: Kanton und Gemeinden
Elternbildung: 2014: nur Kanton, 2024: Kanton und Gemeinden
Erziehungs-, Familien und Paarberatung: 2014: Weder Kanton noch Gemeinden, 2024: nur Kanton

GR:

Beratung für Kinder und Jugendliche: 2014: nur Kanton, 2024: Kanton und Gemeinden

NE:

Elternbildung: 2014: Weder Kanton noch Gemeinden, 2024: nur Gemeinden

SG:

Erziehungs-, Familien und Paarberatung: 2014: Weder Kanton noch Gemeinden, 2024: nur Gemeinden
Familien- und schulergänzende Kinderbetreuung: 2014: nur Gemeinde, 2014: Kanton und Gemeinden

SH:

Angebote der Frühen Förderung: 2014: Weder Kanton noch Gemeinden, 2024: Kanton und Gemeinden
Informations-, Ombuds- und Beschwerdestellen: 2014: nur Kanton. 2024: Kanton und Gemeinden

SO:

Heimpflege: 2014: nur Gemeinden, 2024: nur Kanton
Familiengruppen: 2014: nur Gemeinden, 2024: nur Kanton
Einschätzungsaufgaben im Kontext von Meldepflichten: 2014: Kanton und Gemeinden, 2024: nur Gemeinden

SZ:

Familien- und schulergänzende Kinderbetreuung: 2014: nur Gemeinde, 2014: Kanton und Gemeinden
Heimpflege: 2014: nur Gemeinden, 2024: Kanton und Gemeinde
Sozialpädagogische Tagesstrukturen: 2014: nur Gemeinden, 2024: Kanton und Gemeinden
Familiengruppen: 2014: nur Gemeinden, 2024: Kanton und Gemeinde

TG:

Angebote der Frühen Förderung: 2014: nur Gemeinde, 2014: Kanton und Gemeinden

TI:

Aufsuchende Jugend(sozial)arbeit: 2014: nur Gemeinde, 2014: Kanton und Gemeinden

UR:

Entlastungsangebote für Familien: 2014: Weder Kanton noch Gemeinden, 2024: Kanton und Gemeinden
Erziehungs-, Familien und Paarberatung: 2014: Weder Kanton noch Gemeinden, 2024: Kanton und Gemeinden

Elternbildung: 2014: Weder Kanton noch Gemeinden, 2024: Kanton und Gemeinden

VD:

Schulsozialarbeit: 2014: Weder Kanton noch Gemeinden, 2024: nur Kanton

VS:

Offene Kinder- und Jugendarbeit/Soziokulturelle Angebote: 2014: nur Gemeinde, 2014: Kanton und Gemeinden

ZH:

Sozialpädagogische Familienbegleitung: 2014: nur Gemeinden, 2024: nur Kanton

Sozialpädagogische Einzelbegleitung von Jugendlichen: 2014: Weder Kanton noch Gemeinden, 2024: nur Kanton

Sozialpädagogische Tagesstrukturen: 2014: nur Gemeinden, 2024: nur Kanton

Heimpflege: 2014: nur Gemeinden, 2024: nur Kanton

Familienpflege: 2014: nur Gemeinden, 2024: nur Kanton

Partizipation von Kindern und Jugendlichen: 2014: Weder Kanton noch Gemeinden, 2024: Kanton und Gemeinden

Keine Veränderungen zwischen 2014 bis 2024 gab es bei der Finanzierung bei den folgenden Leistungen: Assistierende und begleitende Leistungen der Kinder- und Jugendhilfe in Schulen (z. B. Schulsozialpädagogik); Leistungen für die Integration Jugendlicher in die Erwerbsarbeit, Begleitete Besuche und Übergaben, Abklärung im Rahmen von Kindesschutzverfahren, Vertretungsaufgaben im Rahmen einer Beistandschaft, Hilfeplanung und Fallführung, Freizeitvereine und Kinder- und Jugendverbände (z. B. kantonaler Verband, Leiterausbildungen) und bei der Finanzierung weiterer Aktivitäten für, von oder mit Kindern und Jugendlichen (Ferienlager, Projektfonds, Wettbewerbe, Preise usw.).

c. Themenbezogene Programme und Projekte

Nachfolgend werden die Themenbereiche der themenbezogenen Programme und/oder Projekte der 22 Kantone dargestellt, welche angaben, dass der Kanton im Jahr 2024 themenbezogene Programme und/oder Projekte im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik (mit-)finanziert. Die Darstellung erfolgt kantonspezifisch.

Programme und/oder Projekte im Themenbereich „Sucht“, die der Kanton im Jahr 2024 (mit-)finanzierte			
Kanton	Trifft zu	Trifft nicht zu	Weiss nicht
AI	1		
AR	1		
BE	1		
BL	1		
BS	1		
FR	1		
GE	1		
GL		1	
GR	1		
JU	1		
LU	1		
NE		1	
OW	1		
SG	1		
SH	1		
SO	1		
TI	1		
UR	1		
VD	1		
VS	1		
ZG			1
ZH	1		
Summe	19	2	1

Programme und/oder Projekte im Themenbereich „psychische Gesundheit“, die der Kanton im Jahr 2024 (mit-)finanzierte			
Kanton	Trifft zu	Trifft nicht zu	Weiss nicht
AI	1		
AR	1		
BE	1		
BL	1		
BS	1		
FR	1		
GE	1		
GL		1	
GR	1		
JU	1		
LU	1		
NE	1		
OW	1		
SG	1		
SH	1		
SO	1		
TI	1		
UR	1		
VD	1		
VS	1		
ZG			1
ZH	1		
Summe	2	1	1

Programme und/oder Projekte im Themenbereich „Medien, die der Kanton im Jahr 2024 (mit-)finanzierte			
Kanton	Trifft zu	Trifft nicht zu	Weiss nicht
AI	1		
AR	1		
BE	1		
BL	1		
BS	1		
FR	1		
GE			
GL		1	
GR			1
JU	1		
LU	1		
NE	1		
OW	1		
SG	1		
SH	1		
SO	1		
TI	1		
UR	1		
VD	1		
VS	1		
ZG			1
ZH	1		
Summe	18	1	2

Programme und/oder Projekte im Themenbereich „Gewalt“, die der Kanton im Jahr 2024 (mit-)finanzierte			
Kanton	Trifft zu	Trifft nicht zu	Weiss nicht
AI		1	
AR	1		
BE	1		
BL	1		
BS	1		
FR	1		
GE	1		
GL		1	
GR	1		
JU	1		
LU	1		
NE	1		
OW			1
SG	1		
SH	1		
SO	1		
TI	1		
UR	1		
VD	1		
VS	1		
ZG			1
ZH	1		
Summe	18	2	2

Programme und/oder Projekte im Themenbereich „Mobbing (inkl. Cybermobbing)“, die der Kanton im Jahr 2024 (mit-)finanzierte			
Kanton	Trifft zu	Trifft nicht zu	Weiss nicht
AI		1	
AR	1		
BE	1		
BL		1	
BS	1		
FR	1		
GE	1		
GL		1	
GR	1		
JU	1		
LU	1		
NE	1		
OW	1		
SG		1	
SH	1		
SO		1	
TI	1		
UR	1		
VD	1		
VS	1		
ZG			1
ZH	1		
Summe	16	5	1

Programme und/oder Projekte im Themenbereich „Schutz von Minderjährigen“, die der Kanton im Jahr 2024 (mit-)finanzierte			
Kanton	Trifft zu	Trifft nicht zu	Weiss nicht
AI			1
AR	1		
BE	1		
BL	1		
BS	1		
FR	1		
GE	1		
GL		1	
GR	1		
JU	1		
LU		1	
NE	1		
OW			1
SG	1		
SH			1
SO	1		
TI	1		
UR	1		
VD	1		
VS	1		
ZG	1		
ZH	1		
Summe	17	2	3

Programme und/oder Projekte im Themenbereich „Rechte von Kindern“, die der Kanton im Jahr 2024 (mit-)finanzierte			
Kanton	Trifft zu	Trifft nicht zu	Weiss nicht
AI			1
AR	1		
BE	1		1
BL	1		
BS	1		
FR	1		
GE		1	
GL	1		
GR	1		
JU	1		
LU	1		
NE	1		
OW			1
SG	1		
SH		1	
SO	1		
TI	1		
UR	1		
VD	1		
VS	1		
ZG	1		
ZH	1		
Summe	17	2	3

Programme und/oder Projekte im Themenbereich „Inklusion von Kindern“, die der Kanton im Jahr 2024 (mit-)finanzierte			
Kanton	Trifft zu	Trifft nicht zu	Weiss nicht
AI		1	
AR			1
BE	1		
BL	1		
BS	1		
FR	1		
GE	1		
GL			1
GR	1		
JU	1		
LU	1		
NE	1		
OW	1		
SG	1		
SH			1
SO		1	
TI	1		
UR	1		
VD	1		
VS	1		
ZG			1
ZH	1		
Summe	16	2	4

Programme und/oder Projekte im Themenbereich „Schulung von Fachkräften“, die der Kanton im Jahr 2024 (mit-)finanzierte			
Kanton	Trifft zu	Trifft nicht zu	Weiss nicht
AI	1		
AR	1		
BE	1		
BL	1		
BS	1		
FR	1		
GE		1	
GL			1
GR	1		
JU	1		
LU	1		
NE		1	
OW	1		
SG	1		
SH	1		
SO	1		
TI	1		
UR	1		
VD	1		
VS	1		
ZG			1
ZH	1		
Summe	18	2	2

Programme und/oder Projekte mit „anderen Themen“, die der Kanton im Jahr 2024 (mit-)finanzierte			
Kanton	Trifft zu	Trifft nicht zu	Weiss nicht
AI	1		
AR			
BE	1		
BL			
BS			
FR	1		
GE			
GL			
GR			
JU	1		
LU	1		
NE			
OW			
SG			
SH			
SO			
TI			
UR			
VD			
VS	1		
ZG			
ZH			
Summe	6		